

## Discrète révolution en Afrique du Sud

Il n'a pas fallu plus de deux heures pour que se mette en place, mardi 7 décembre, au Cap, le Conseil exécutif de transition (TEC) qui est chargé d'assister et de contrôler l'action gouvernementale, ainsi que de veiller à l'honnêteté des élections multiraciales prévues pour le 27 avril prochain. Cette banale cérémonie a fait passer l'Afrique du Sud d'un régime d'apartheid égoïste à un système où les représentants de la majorité noire, pour la première fois depuis plus de trois siècles, sont en position de dire leur mot sur la gestion du pays.

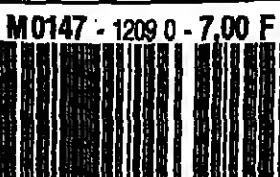
Métamorphose presque furtive, sans pompe, marquée seulement par l'occupation, à l'aube, d'un musée militaire des environs de Pretoria, par un commando d'extrême droite qui entendait protester contre la livraison du pays aux « communistes » et à leurs alliés.

Le principe d'un Conseil exécutif de transition avait fait l'objet de longues discussions entre les négociateurs du processus de réforme constitutionnelle, retardant ainsi sa mise en place. Le nouvel organisme n'aura donc que cinq mois d'existence, mais cela n'empêche rien à la force symbolique de l'événement. Le TEC a pris ses fonctions dans les locaux du défunt Conseil présidentiel, une pièce importante de l'arsenal constitutionnel de l'ancien régime. Là siégeaient les gardiens vigilants de l'apartheid. L'un d'eux, Clive Derby-Lewis, est aujourd'hui détenu, condamné à mort pour son rôle dans l'assassinat de Chris Hani, haut dirigeant du Parti communiste et du Congrès national africain (ANC).

Sur le papier, les responsabilités des sept comités qui, sous l'autorité du TEC, et en collaboration avec le gouvernement, doivent gérer les affaires de l'Etat, paraissent clairement définies. Mais, dans la pratique, l'affaire pourrait se présenter moins simplement, comme l'a laissé entrevoir Cyril Ramaphosa en affirmant, au nom de l'ANC, que le gouvernement ne devait pas prendre le TEC pour un conseil sans pouvoirs, pour un « simple téléphone en plastique ».

Le président De Klerk, qui s'apprêtait à gagner Oslo pour y recevoir - avec Nelson Mandela - le prix Nobel de la paix, a immédiatement réagi en réaffirmant ses prérogatives. De la part d'un chef de gouvernement, c'était sans doute la moindre des choses. Mais, au-delà de la polémique, il y a déjà une réalité : le TEC, à la fin de sa première réunion, a coïncidé avec la ministre des finances la demande d'un prêt de 850 millions de dollars auprès du Fonds monétaire international. Sans cette coïncidence, les fonds n'auraient pas été débloqués. L'Afrique du Sud a besoin de tels signes de changement.

Lire page 6



M0147 - 1209 0 - 7.00 F

Si la réussite des négociations commerciales se confirme

## Le gouvernement engagera sa responsabilité sur le GATT

Un accord global est en vue dans les négociations commerciales internationales avant le 13 décembre, date fixée par Peter Sutherland, directeur général du GATT, pour conclure le cycle de l'Uruguay. Edouard Balladur a obtenu du conseil des ministres, mercredi 8 décembre, l'autorisation de saisir le Parlement sur un éventuel accord au GATT.

Sept ans après l'ouverture des discussions à Punta del Este, deux ans après le projet d'accord Dunkel, le Cycle de l'Uruguay semble s'orienter enfin vers une conclusion positive. D'ici la fin de la semaine et ce tout cas avait la date du 13 décembre souhaitée par le directeur général du GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), Peter Sutherland, un compromis pourrait mettre fin à cet interminable feuilleton à rebondissements qui empoisonne les relations économiques. A condition qu'Américains et Européens, qui ont bien débattu la voie lors des vingt-deux heures de marchandages entre Mickey Kantor et Leon Brittan, en parvenant à régler leur différend sur l'agriculture, viennent à bout de leurs contentieux tant sur l'audiovisuel que sur l'industrie aéronautique. A condition aussi que les cent trois autres pays membres du GATT, qui n'ont eu jusqu'ici qu'à compter les coups entre les deux grands blocs, se retrouvent dans ces arrangements bilatéraux.

Des retournements sont donc toujours possibles, mais un certain optimisme se fait jour tant à Genève, à Bruxelles, qu'à Paris. Le premier ministre devait ainsi demander au conseil des ministres de l'autoriser à solliciter un vote de confiance au Parlement sur l'éventuel accord du Cycle de l'Uruguay, une fois que l'Union européenne, sans doute à la faveur du conseil européen des 10 et 11 décembre, aura donné son feu vert à une signature. Si Edouard Balladur franchit le pas, c'est vraisemblablement qu'il est convaincu que la France a préservé ses intérêts dans la dernière ligne droite. De fait, elle a bien joué. Elle a effectivement obtenu un renforcement du préaccord agricole de Blair House, au point que les organisations d'agriculteurs américains ont marqué leur désappointement, et surtout elle a bénéficié d'une réelle solidarité de ses partenaires européens. Même si les syndicats agricoles français sont plus réservés, le gouvernement peut arguer que sa fermeté s'est révélée payante.

Un vote de confiance pourrait intervenir lundi 13 ou mardi 14 décembre. Après l'arrangement intervenu sur l'agriculture, mardi 7 décembre à Bruxelles, l'audiovisuel et l'aéronautique continuent d'opposer les Etats-Unis et l'Union européenne. Selon l'Américain Mickey Kantor, les positions sur ces deux dossiers sont « assez proches ».

Pour autant, le déblocage sur l'agriculture - principale pierre d'achoppement - a donné lieu à une valse hésitation française étonnante. Mardi matin, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, campait encore sur une ligne dure, parlant de blocage dans les négociations et l'attribuant à Mickey Kantor. En début d'après-midi, changement de ton : la France faisait savoir, toujours par la voix de M. Juppé, qu'elle acceptait le compromis agricole. Enfin, dans la soirée, Alain Juppé répétait qu'« aucun accord n'a été conclu à Bruxelles », en reprenant l'actuelle balladurienne, à laquelle faisait écho la Maison Blanche, selon laquelle « tant que tout n'est pas accepté, rien n'est accepté ». Pourtant, le ministre des affaires étrangères confirmait que « le préaccord agricole de Blair House a été profondément modifié dans le sens souhaité par la France ».

MICHEL NOBLECOURT

Lire la suite page 19

Après l'assassinat d'un Français et d'un Britannique

## Paris condamne toutes les violences en Algérie

Un Britannique « été tué par balles, mardi 7 décembre, à Arzew, près d'Oran. Le même jour, le corps d'un retraité français, mortellement blessé d'une balle, a été retrouvé à Laarba, près d'Alger. Onze ressortissants étrangers ont été assassinés en Algérie depuis le 21 septembre. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, a condamné, devant le Sénat, « la violence d'où qu'elle vienne » et appelé à « une réconciliation de tous les Algériens ».



Lire page 6

## Les nombreuses vies de Félix Houphouët-Boigny

La mort du « Vieux Sage », mardi 7 décembre, affecte toute l'Afrique francophone et ravive la lutte pour le pouvoir en Côte-d'Ivoire

Son nom évoquait, pour beaucoup de Français, une petite silhouette de vieil homme toujours vêtu d'un strict trois-pièces, dont le sourire doux cachait la détermination d'un chef à gouverner sagement et raisonnablement. Que de vies dans cette longue existence !

Houphouët-Boigny fut tout à tour, sous deux Républiques françaises, l'homme du Rassemblement démocratique africain (RDA), de la rupture avec les communistes, le ministre de la IV<sup>e</sup> le ministre d'Etat du général de Gaulle, puis, après l'accession de son pays à l'indépendance, le père du « miracle ivoirien » et - avant les malheurs de la fin du régime - le « sage » d'Afrique cœquiplant, avec un peu de tristesse, le relâchement inévitable, qu'il a tant contribué à freiner, des liens entre

la France et ses partenaires d'Afrique francophone.

Il fut également « médecin africain » - terme jadis un peu péjoratif - chef de caisson, patron de sa tribu, les Baoulés, avocat des grands planteurs ivoiriens. Il fut surtout un vrai chef à l'africaine, soucieux de son autorité mais aussi de ses intérêts. La sagesse tant vantée du « doyen » de l'Afrique francophone s'accommodait d'une bonne dose de pragmatisme - d'opportunisme, élargissant ses adversaires. Dur quand il l'a jugé utile, le bâtisseur n'a pas hésité à suivre son propre chemin, sans trop sacrifier aux intérêts d'un panafricanisme dont il se méfiait.

De Gaulle, dans ses *Mémoires d'espoir*, l'a dépeint comme un « cerveau politique de premier ordre, de plain-pied avec toutes les

questions qui concernent non seulement son pays mais aussi l'Afrique et le monde entier, ayant chez lui une autorité exceptionnelle et, au-delà, une indiscutable influence, et les employant à servir la cause de la raison ». Ce jugement sans nuance est pourtant sans complaisance : tous ceux qui ont approché Houphouët-Boigny avant la décrépitude du grand âge ont été frappés par son intelligence des hommes, sa capacité à les séduire et à les utiliser et son étonnante volonté qui lui ont permis de devenir, après une carrière bien remplie, à l'approche de la soixantaine, le bâtisseur de la Côte-d'Ivoire moderne.

La société ivoirienne est à l'image de son père fondateur et éprouve son attrait pour l'opulence affichée des nouveaux riches.

Cartes, le pays ne manquait pas de ressources, avec ses forêts, son café, son cacao et, à l'époque de l'indépendance, quelques réserves encore ignorées de pétrole. Houphouët a mis toutes ces richesses en valeur, à la tête d'un Etat manifestant le plus grand libéralisme économique.

La liberté y était fonction de la réussite, et surtout elle s'arrêtait là où commençait l'autorité du chef. Mais, dans la foulée des anciens colonisateurs - et souvent avec leur aide -, Houphouët-Boigny a fait bondir son pays dans le XX<sup>e</sup> siècle.

FRÉDÉRIC FRITSCHER  
JEAN DE LA GUERVIÈRE  
et JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 5  
et nos informations pages 3 et 4

## Bernard Tapie privé de son immunité

L'Assemblée nationale a voté, mardi 7 décembre, par 437 voix contre 72, pour la levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie, député (République et Liberté) des Bouches-du-Rhône. Cette décision procédait d'une demande des juges d'instruction chargés de l'affaire Testut, à Béthune, entreprise de pesage contrôlée par Bernard Tapie Finance et dans laquelle certains mouvements de fonds font l'objet d'investigations judiciaires. La levée d'immunité était la préalable nécessaire à la mise en examen de M. Tapie en période de session parlementaire.

Les députés socialistes ont voté contre la levée d'immunité (deux d'entre eux n'ont pas pris part au vote), de même que treize membres du groupe République et Liberté, un membre du RPR et trois membres de l'UDF. Le reste de l'Assemblée s'est répartie entre le vote « pour », qui a réuni les deux tiers de l'effectif total des députés, et l'abstention ou la non-participation au vote, attitude adoptée par soixante-cinq députés.

Invité du journal du soir, sur TF1, M. Tapie a déclaré que le vote de l'Assemblée ne marquait pas la « fin » de sa vie politique. « Je veux bien, a-t-il ajouté, payer un tribut normal à la gloire, à la célébrité et au vedettariat. Je ne fais que récolter ce que j'ai - plutôt mal - semé (...). Simplement (...), je veux être traité comme tous les autres, ni mieux ni plus mal. »

Lire nos informations pages 10, 11 et 25

## Les difficultés de l'Arche de la fraternité

Un audit juridique et financier de la fondation l'Arche de la fraternité et de sa filiale le Toit de la Grande Arche révèle de nombreuses irrégularités de fonctionnement et une situation financière préoccupante. Le nouveau président de la fondation, Javier Perez de Cuellar, demande aux pouvoirs publics de prendre des mesures pour remédier à la situation laissée par son prédécesseur Claude Cheysson.

page 12

BREYTEN  
BREYTENBACH

Retour au paradis

JOURNAL AFRICAIN

Grasset

## DÉBATS

Perpétuité réelle

# Trente ans de prison : et après ?

Le débat sur le projet de loi présenté par Pierre Méhaignerie et amendé par le Sénat soulève deux questions : qui est compétent pour prendre la décision de remettre en liberté des condamnés à de très longues peines ? Comment peut-on mesurer l'évolution d'un criminel pendant la durée de sa détention ?

par Francis Bianchi et Bruno Clément

**A**VEC l'amendement du Sénat, le terme « perpétuité réelle » de perpétuité réelle, n'est plus d'actualité, est écarté, y compris par le garde des sceaux qui semble avoir compris que les impératifs de politique pénale doivent coïncider avec ceux de la politique pénitentiaire. En conséquence, le texte voté par le Sénat ne tourne pas complètement le dos aux principes issus de la réforme de 1985, fondateurs de notre culture et de nos institutions pénitentiaires, selon lesquels l'administration pénitentiaire n'a pas de mission d'exclusion définitive mais se doit d'œuvrer, dans le respect de la dignité humaine, en faveur de la réinsertion sociale.

Alors que la dimension pathologique de la délinquance sexuelle est implicitement reconnue, nous ignorons toujours le dispositif qui sera mis en œuvre dans les établissements pour traiter les délinquants sexuels. Des experts psychiatres devront se prononcer sur l'état de dangerosité d'individus au bout de trente ans d'incarcération, sans que l'on ait pris la précaution minimale de prévoir un traitement psychothérapeutique ou chimiothérapeutique. Si déjà en 1958, Tardieu écrivait dans les comptes généraux de l'administration pénitentiaire : « il est une espèce de crimes dont l'accroissement est extraordinaire, je veux parler des attentats sexuels avec ou sans violence sur enfants », force est de constater que le nombre de détenus condamnés pour infractions sexuelles est en augmentation constante : ils représentaient 5 % de la population pénale en 1973 et 12 % en 1992.

C'est moins le fait d'une hausse intrinsèque de ce type de délinquance que le résultat d'une sévérité croissante des juridictions pénales et d'une plus grande sensibilisation de la société. En d'autres termes, la constatation de la délinquance sexuelle et la réprobation sociale progressent. Les délinquants sexuels constituent 50 % des effectifs de trois établissements pour peines (Casabianca,

Mouzaï et Casen) et 30 % de huit d'entre eux sans que le critère d'affectation des détenus dans ces établissements soit celui de la nature du délit. Ce phénomène est en contradiction flagrante avec la pénurie et l'indigence de temps de présence de personnels spécialisés pouvant assurer une prise en charge médicale. Un constat lancinant s'impose : de nombreux délinquants sexuels sont quotidiennement libérés sans que leur pathologie ait été prise en compte et qu'une action n'ait été entreprise contre leur possible récidive.

Tordane, ici, le cou à une idée reçue. Les auteurs d'infractions sexuelles bénéficient moins que les autres condamnés de mesures d'éménagement de la peine : 38 % des détenus libérés en 1989 ont bénéficié d'une libération conditionnelle alors que pour les condamnés pour une infraction sexuelle, ce taux était de 20 %. Ils récidivent en outre moins que les autres condamnés : 34 % des détenus condamnés à des peines de plus de trois ans libérés en 1982 ont été à nouveau condamnés à une nouvelle peine d'emprisonnement au bout de quatre ans alors que pour les condamnés pour une infraction sexuelle, ce taux était de 20 % et seulement de 6 % pour une nouvelle infraction d'atteinte aux mœurs.

### La voie de la libération conditionnelle

Reste qu'en ce domaine, toute récidive est inquiétante et qu'il est dramatique que rien n'ait été tenté pour essayer de les soigner. Les seules initiatives en la matière sont locales et peuvent être qualifiées de sauvages tant est grande la cécité du ministère de la justice et timorée l'attitude de celui de la santé. En outre, qualité de professionnels, nous réitérons notre appel afin qu'une action thérapeutique soit entreprise dès la stade de la condamnation pour les délinquants sexuels, pour éviter non seulement la récidive mais la commission d'infractions sexuelles plus graves et qu'un suivi post-pénal soit assuré dans le cadre d'obligations strictes de soins en milieu ouvert ou fermé en fonction de l'état de dangerosité des individus.

Du débat qui vient de s'esquisser au Sénat, deux éléments majeurs paraissent devoir retenir l'attention : qui doit être compétent pour prendre la décision de remise en liberté de condamnés à de très longues peines ? Quels sont les instruments de mesure de l'évolution d'un criminel susceptible d'échapper cette décision ?

Qu'en émanent du garde des sceaux ou du Sénat, les modifications apportées au texte initial

nous conduisent sur la voie de la libération conditionnelle des condamnés à cette « nouvelle perpétuité ». Ainsi, l'on revient sur la procédure actuelle, longue, complexe et obscure, qui permet actuellement au ministre de statuer sur les demandes de libérations conditionnelles de tous les condamnés à une peine supérieure à cinq ans. Cette interférence actuelle de l'autorité politique, source d'ambiguïté, est contestée depuis longtemps, car la décision est beaucoup trop éloignée des réalités. Les commissions d'application des peines locales ne sont que de simples courroies de transmission et le comité consultatif de libération conditionnelle du ministère de la justice est appelé à émettre des avis en quelques minutes, avec parfois peu d'éléments, sur des cas d'une immense complexité.

Notons au passage que le nombre de libérations conditionnelles accordées par le ministre de la justice est en diminution constante depuis 1989. Cette évolution est étonnante : chacun s'accorde en effet à reconnaître que les risques de récidive sont moindres pour les détenus qui sont libérés sous condition que pour les détenus libérés en fin de peine. La société peut en effet retirer avantage d'un accompagnement post-pénal du criminel alors qu'une libération sans obligation, qui laisse le détenu avec pour seul sentiment celui d'avoir payé sa dette, comporte un danger.

L'éventualité de confier la décision de revenir sur la perpétuité réelle à une cour d'assises respectant la parité hommes-femmes mais elle comporte quelques inconvénients. D'une part, les inégalités de traitement constatées au niveau de la condamnation risquent de se reproduire. D'autre part, la gravité inhérente à une telle responsabilité impose le professionnalisme, le plus rigoureux. La présence de jurés populaires dans cette instance juridictionnelle risque d'introduire une passion néfaste particulièrement inutile. La chambre d'accusation dans le cadre d'appel, qui se prononce déjà sur la réduction des périodes de sûreté, nous paraît être le juridiction le mieux adapté. L'audition par les juges du condamné et de son conseil, du ministère public, du personnel pénitentiaire tous corps confondus, des familles ou des représentants des victimes et des membres du personnel médical est en revanche une éventuelle considération susceptible de dynamiser la politique de l'application des peines.

La libération conditionnelle des condamnés à la

réclusion criminelle à perpétuité, ancienne et nouvelle formule, nous paraît donc une voie à explorer lors de la discussion qui doit s'ouvrir à l'Assemblée nationale. Faut-il rappeler une fois de plus à ce titre qu'il y a vingt ans, les prisons françaises abritaient 223 peines perpétuelles et que ce chiffre est aujourd'hui de 480.

Reste une difficulté : quels sont les outils en notre possession pour apprécier l'évolution d'un criminel ? Le Sénat a décidé de subordonner la décision à l'avis de trois psychiatres. Cette procédure n'est pas totalement novatrice puisque le comité consultatif de libération conditionnelle qui existe déjà exige souvent une actualisation des expertises diligentes durant l'instruction. En pratique, un psychiatre se rend alors à l'établissement pénitentiaire pour voir le détenu pendant vingt à trente minutes, mais il est rare qu'il prenne contact avec le travailleur social qui a la charge du dossier ou avec le personnel qui côtoie quotidiennement le détenu. Ajouter une ou deux expertises après trente ans ne changera donc rien à l'affaire. D'autant que l'explication du passage à l'acte ne peut se réduire à la seule dimension pathologique même si celle-ci revêt souvent une importance considérable. Les carences du milieu socio-économique d'origine, les bas niveaux de qualification, l'impossibilité d'accéder à l'employabilité, vecteur de socialisation, sont des éléments qu'il est impératif d'intégrer dans la mesure de l'évolution.

### Utiliser les ressources de l'administration pénitentiaire

A cet égard, nous comprenons mal pourquoi le ministère de la justice n'utilise pas ses propres ressources. L'administration pénitentiaire possède en effet avec le Centre national d'observation de Fresnes un outil d'évaluation immédiatement exploitable. Créé en 1950, cette structure, qui a pour vocation première l'évaluation des condamnés, a été profondément remaniée en 1985. Aujourd'hui, l'établissement reçoit tous les détenus dont le reliquat de peine est supérieur ou égal à dix ans afin de définir un projet d'exécution de peine. L'intérêt du Centre national d'observation réside dans un regard pluridisciplinaire qui permet d'appréhender le détenu dans sa globalité. Doté d'un effectif important – vingt-cinq personnels de surveillance, quatre psychiatres vacataires, cinq travailleurs sociaux, cinq psychologues à mi-temps, trois psychotechniciens et une infirmière –, il peut admettre soixante détenus pour une durée d'observation de six semaines. Fort de l'expérience acquise par l'examen de près de cinq cents détenus par an, le Centre national d'observation est depuis quelque temps sollicité pour examiner des condamnés susceptibles d'être admis au bénéfice de la libération conditionnelle après une très longue peine de détention.

La preuve est donc déjà établie de la nécessité d'institutionnaliser un procédé d'évaluation des longues peines. Le cadre existe, les compétences des personnels pénitentiaires sont reconnues, leur capacité à travailler avec d'autres spécialistes est démontrée. Pourquoi dès lors ne pas systématiser la procédure de bilan au Centre national d'observation plutôt que de faire reposer la décision sur les seuls psychiatres ? On pourrait imaginer, à minima, pour les condamnés à une période de sûreté de trente ans, l'organisation de trois passages, à la fin de chaque décennie. Les évolutions seraient mesurées, des propositions de modifications de régimes de détention éventuellement indiquées. Les décisions de libération conditionnelle feront alors l'objet d'une motivation bien plus solide. La société a beaucoup à gagner à voir s'inscrire dans les objectifs de politique criminelle les contraintes mais aussi les ressources de l'administration pénitentiaire.

► Francis Bianchi et Bruno Clément sont respectivement président et vice-président du Syndicat national des cadres pénitentiaires-CGC.

## Favoriser la prévention

Une association de parents d'enfants disparus ou assassinés ne veut pas réduire le projet de loi à la seule sanction et met l'accent sur la nécessaire prévention des agressions sexuelles.

par Alain Boulay

**A**SSOCIATION de parents d'enfants disparus ou assassinés, nous représentons plus de quarante familles de victimes et tenons à faire part de nos réflexions sur le projet de loi de Pierre Méhaignerie sur la perpétuité réelle.

D'où est né le projet de loi de Pierre Méhaignerie ? De la volonté du gouvernement de mettre fin aux drames inacceptables que sont les assassinats d'enfants, d'autant plus lorsqu'ils sont perpétrés par des « récidivistes », empêcher, en d'autres termes, les assassinats tels que ceux d'Abdeljabbar, de Jessica, de Karine, d'Ingrid et de Marie.

La sanction prévue par le projet de loi, la perpétuité « réelle » aurait-elle empêché ces crimes ? Le meurtrier d'Abdeljabbar, Vsn Copernolle, avait été condamné pour vols d'adolescents. Cette nouvelle loi ne le concernait pas. Le meurtrier de Jessica avait été condamné pour le meurtre de sa femme, une adulte. Cette nouvelle loi ne le concernait pas. La meurtrière de Karine avait été condamnée pour le meurtre d'une jeune fille de plus de quinze ans, puis pour le viol d'une autre jeune fille du même âge. Cette nouvelle loi ne le concernait pas. Les condamnations antérieures pour attentats à la pudeur de Van Golovan, le meurtrier d'Ingrid et Marie, n'auraient pas été plus lourdes. Car, à la fin plus, cette nouvelle loi ne s'appliquait pas. Qui peut-elle donc concerner ? Un assassin-volant ou commis des actes de barbarie avant de tuer un mineur de quinze ans et ayant été libéré. Nous n'en connaissons pas à ce jour.

La seule crainte d'une condamnation future très lourde serait-elle pu empêcher ces crimes ? L'on sait que même la peine de mort n'a aucun pouvoir dissuasif. Ces meur-

triers sont loin, dans ces moments, d'envisager la sanction encourue, surtout si l'on parle de « pulsion ». De plus, nous constatons que la peine maximale actuelle, la réclusion à perpétuité assortie d'une période de sûreté de trente ans, n'a été prononcée que six fois par un jury de cour d'assises en sept ans. Ne peut-on craindre un effet pervers et voir diminuer les condamnations ?

Il serait donc regrettable de réduire le projet de loi du ministre de la justice à la seule sanction. Parents de victimes, nous n'aprouvons ni compassion ni apitoiement pour ces criminels. Que la perpétuité réelle soit applicable ou non n'est pas notre problème. Des gens plus compétents seront à même d'y trouver une solution. Mais nous sommes inquiets de constater que cette sanction ne changera malheureusement rien. Pour certains, peu importe son efficacité, il s'agit simplement d'un pas de plus vers le rétablissement de la peine de mort.

### Nécessité et urgence

Le débat virulent au niveau de la sanction ne fait que masquer le vrai problème. En effet, il nous paraît beaucoup plus important et surtout plus efficace de traiter préventivement ce type d'agressions par la réforme de la procédure de libération conditionnelle ou de remise de peine et la mise en place d'un traitement et d'un suivi en externe et en interne à la prison de tous les agressés sexuels, et cela dès la première agression. Des milliers d'agresseurs et de victimes sont alors concernés. Pour nous, cela représente le seul espoir de limiter l'escalade des agressions en nombre et en gravité et ainsi d'éviter les assassinats.

Quels sont les moyens que le gouvernement est prêt à y consacrer ? Nous, sommes conscients des difficultés de mise en œuvre de telles mesures, mais l'enjeu qu'elles représentent, la protection de milliers d'enfants, en impose la nécessité et l'urgence.

► Alain Boulay est président de l'Aide aux parents d'enfants victimes (APEV).

## BIBLIOGRAPHIE

### L'erreur du président

ÉDITH CRESSON, LA FEMME PIÉGÉE d'Elisabeth Schenla, Flammarion, 345 pages, 120 F.

Ce livre, qui relate le bref passage d'Édith Cresson à la tête du gouvernement, a déjà fait beaucoup de bruit. S'il s'agit, pour une femme, de défendre une autre femme, vient du machisme de la classe politico-médiatique, ce serait beaucoup de bruit pour rien. Ce procès-là ne méritait pas d'être instruit : M<sup>me</sup> Cresson n'a guère subi plus de critiques qu'un Pierre Mauroy, ou bien, en d'autres termes, un Pierre Messmer. Il ne pouvait en aucune manière déboucher sur une réhabilitation de l'ancien premier ministre : l'ampleur de la catastrophe qui a suivi pour la gauche ne saurait raisonnablement faire l'objet d'une explication univoque.

Pourtant, ce livre mérite son succès : non seulement parce qu'il illustre un genre utile – une enquête journalistique fouillée, détaillée, riche –, mais surtout parce qu'il nous éclaire, bien au-delà du projet de l'auteur, sur un épisode-clé du second septennat de François Mitterrand. Elisabeth Schenla a touché très exactement, et sans que cela fût son propos principal, au cœur : son récit illustre de façon parfois phénoménale les erreurs commises par un président grisé par sa réélection et par la guerre du Golfe, qui lui valut un fort regain de popularité, sans autre contrepartie que sa propre subjectivité, erreurs qui devaient conduire les siens au désastre.

On tire en effet de cette lecture la conviction qu'Édith Cresson eût d'abord été victime d'un président qui eût voulu, à travers elle, faire un bout de chemin avec un populisme naissant, passer d'une gauche, celle de Michel Rocard et Lionel Jospin, à une autre, celle de Ber-

nard Tapie et Michel Charasse. C'est l'époque où François Mitterrand appelle de ses vœux un « débat fracassant », qu'elle lance aussitôt, en bon petit soldat, et où il proclame dans la foulée, ravi : « M<sup>me</sup> Cresson dérange, je suis pour ! »

Et pourtant – Elisabeth Schenla permet ici de lui rendre cette justice – M<sup>me</sup> Cresson n'en voulait pas, de ce poste de premier ministre : elle aurait préféré n'être que le second d'un gouvernement Barégoz, « Ce ne crée pas de choc », répliqua le président. Pour un choc, c'en fut un, en effet, dont la gauche n'est pas prête de se remettre. Là encore, on mesure à quel point M. Mitterrand avait à la fois préparé son affaire de longue main (sur ce point, l'auteur apporte mille et un détails passionnants) et surestimé son pouvoir, pensant qu'il suffirait qu'Édith Cresson s'abstienne de prendre part pendant la trop fameuse congrégation de Rennes pour s'assurer, neuf mois plus tard, une quelconque autorité sur des socialistes déçus. Là encore, cet ouvrage fort bien conduit permet de mesurer l'étendue du désastre à l'intérieur même du parti du président, et que l'auteur explique par la contradiction institutionnelle entre une formation en voie de recomposition et un président qui se voulait tout puissant.

Ce livre est évidemment « cressonien », et nous des confidences de l'ancien premier ministre. Mais les faiblesses de M<sup>me</sup> Cresson, notamment son incapacité à conceptualiser son action et à communiquer, n'en sont pas moins relevées, tout autant que l'effrayant jeu de Mécano industriel qu'elle confia à son conseiller et homme de confiance Abel Far-noux. Si bien que, tous comptes faits, ce livre vaut largement le détour.

JEAN-MARIE COLOMBANI

## A LIRE CE MOIS-CI

### LA SCIENCE DU TEMPS

Le temps, concept immédiat, ne se livre pas facilement à notre compréhension. Comment mesure-t-on le temps ? Pourquoi semble-t-il s'écouler toujours dans le même sens ? Peut-on voyager dans le temps ? A travers ces questions se profilent certains fondements de la physique ainsi que des recherches d'avant-garde.



**également au sommaire :**

- LA VOIE LACTÉE
- LE GUI
- GRANDEUR ET DÉCADENCE DES ANTIBIOTIQUES
- LA CRISE CRÉTACE-TERTIAIRE
- LES DANGERS DE LA GÉNÉTIQUE HUMAINE

N° 260 • DÉCEMBRE 1993 • EN KIOSQUE • 38F



INTERNATIONAL

La mort de Félix Houphouët-Boigny

# Le nouveau chef de l'Etat ivoirien « assume » ses responsabilités dans la continuité

ABIDJAN

de notre correspondant

Le dachio constitutionnel, Henri Konan Bédié, a attendu que douze heures pour se proclamer chef de l'Etat. Le président de l'Assemblée nationale est apparu, mardi soir à 20 heures, sur les écrans de la télévision, pour faire la déclaration suivante : « La Constitution, notre loi suprême, me confère, dans cette dramatique situation, des responsabilités dont je mesure le poids. Des responsabilités de chef de l'Etat. » « Je les assume dès maintenant », a-t-il affirmé sur un ton très ferme. « Je les assume dans le droit fil de celui qui en fut l'inspirateur, et le pays sera gouverné », a-t-il ajouté, avant de

demandeur à tous les Ivoiriens « de se mettre à sa disposition ». Le président de la télévision, en costume sombre et col Mao, a ensuite mis l'accent sur le programme de condamnations du président François Mitterrand adressé au président de la République ivoirienne, M. Henri Konan Bédié.

Le « Sphinx », comme l'ont baptisé les journaux ivoiriens, est donc sorti de la réserve qu'il observait depuis de longs mois pour occuper immédiatement le fauteuil présidentiel, sans doute pour éviter que la polémique sur les modalités constitutionnelles de la succession ne reprenne et ne perturbe, à terme, son accession au pouvoir. Konan Bédié a

d'ailleurs reçu, mardi soir, le soutien implicite de la communauté internationale. Une délégation d'ambassadeurs, conduite par le nonce apostolique, l'ambassadeur de France et celui des Etats-Unis, lui a présenté les condoléances du corps diplomatique.

Le gouvernement, dirigé par Alassane Ouattara, dnet l'hostilité à l'égard du dauphin constitutionnel est de notoriété publique, avait, dans l'après-midi, publié un communiqué stipulant que « conformément aux dispositions constitutionnelles, la Cour suprême sera saisie pour constater la vacance de la magistrature suprême ». Ce communiqué laisse supposer que, pour le premier ministre, ce constat de la Cour

suprême est un préalable à l'accession au pouvoir de M. Bédié.

Il était impossible de savoir, mardi soir, si cette Cour, privée de président, s'était effectivement réunie, et si la cérémonie officielle d'investiture s'était déroulée. Le chef de file de l'opposition, Lanreot Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI), a constaté, mardi soir, « que tout cela manquait d'élégance ». « Un peu de décence ! », s'est-il exclamé, avant d'ajouter sur un ton badin : « J'observe la bataille entre les deux héritiers : l'un annonce qu'il veut saisir la Cour suprême, l'autre se proclame président ! » Il a, une nouvelle fois, condamné l'article 11 de la Constitution, aux termes duquel

M. Bédié accède à la présidence de la République, car c'est, dit-il, « la pérennisation d'un régime que j'ai toujours condamné ». Le Front populaire ivoirien réunit ce mercredi son comité central.

La population d'Abidjan a assisté, passive, à toute cette agitation politico-médiatique. Les habitants de la capitale, quasiment déserte en raison d'un long week-end de quatre jours à l'occasion du treizième anniversaire de l'indépendance, n'ont manifesté aucune émotion particulière lorsque le premier ministre a annoncé que la Côte-d'Ivoire était « orpheline ». La mort du « Vieux » était attendue. Elle n'a donc surpris personne.

JEAN-KARIM FALL

## Une succession problématique

Le président Félix Houphouët-Boigny est mort le 7 décembre. Un peu comme s'il ne pouvait en être autrement. Le « Vieux », comme l'appelaient avec affection ses compatriotes, estimait sa vie indissociable de l'histoire de la Côte-d'Ivoire indépendante. Le basard — ou des exigences de politique intérieure — aura voulu qu'il cessât de vivre — ou que sa mort fût annoncée — le jour même de la fête nationale ivoirienne. Il était malade depuis de longs mois et le malade cède devant le caquer qui le rongait qu'une fois rentré dans son village natal de Yamoussoukro, « promus » capitale de la Côte-d'Ivoire le 21 mars 1983.

Il revenait au premier ministre, Alassane Ouattara — qui ne rendait, de comptes qu'au chef de l'Etat — d'annoncer le décès du président. C'est ce qu'il a fait, avec émotion, dans un communiqué diffusé par la télévision et la radio nationales, mardi à la mi-journée. Il s'était la veille au soir, substitué au président Houphouët qui traditionnellement s'adressait à la nation tous les 6 décembre.

La disparition du doyen des chefs d'Etat africains laisse la Côte-d'Ivoire « orpheline », a fait remarquer M. Ouattara. Elle ouvre aussi une période d'incertitude pour l'un des rares pays africains à avoir jamais connu de tentative de coup d'Etat. Les modalités de la succession sont

théoriquement garanties par l'article 11 de la Constitution, qui stipule que le président de l'Assemblée nationale doit assumer les fonctions de chef de l'Etat jusqu'au terme du mandat en cours, c'est-à-dire jusqu'en septembre 1995.

Mardi soir, Henri Konan Bédié, le président de l'Assemblée nationale, s'est lui-même investi dans ses nouvelles fonctions, sans autre forme de cérémonie. « La Constitution me confère dans cette dramatique situation les responsabilités dont je mesure le poids, les responsabilités de chef de l'Etat. Je les assume dès maintenant. Le pays sera gouverné pour tous les Ivoiriens et étrangers vivants sur notre sol », a déclaré M. Bédié, un avocat de cinquante-neuf ans.

Cette solution constitutionnelle ne fait pas l'unanimité dans la classe politique ivoirienne qui a beau jeu de remarquer que la prise de fonctions de M. Bédié n'a pas été avalisée par le président de la Cour suprême. Et pour cause ! Le président de ladite Cour a été démis de ses fonctions, il y a quelque temps, pour malversations, et deux des sept autres membres sont décédés. Les trois remplaçants ne peuvent être nommés que par décret... présidentiel. La Cour ne peut plus siéger. Elle ne pourra donc pas constater officiellement « la vacance du pouvoir » comme l'exige la Constitution, et

comme le demande Alassane Ouattara, dnet l'hostilité à l'égard d'Henri Konan Bédié et de son gouvernement. Le principal parti d'opposition, le Front populaire ivoirien (FPI) de Lanreot Gbagbo rejette les dispositions de la Constitution qui introduisent de fait « une succession de type héréditaire et monarchiste, en contradiction flagrante avec les principes démocratiques ».

Le FPI fonde ses arguments sur l'article 9 de la Constitution selon lequel « le président de la République est élu au suffrage universel direct » et réclame qu'un gouvernement de transition — auquel participerait M. Gbagbo — soit mis en place et chargé d'organiser des élections législatives et présidentielles dans les douze mois.

« Je partirai la tête haute »

Au début de cette année, avant même que le problème de la succession se pose, un courant contestataire au sein du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti unique de Félix Houphouët-Boigny, demandait le retour à l'ancienne formulation de l'article 11 de la Constitution (le Monde du 3 décembre). Selon celle-ci (avant la réforme du 6 novembre 1990), en cas de vacance du pouvoir, le président du Parlement devait assurer l'intérim des relations diplomatiques et d'organiser de nouvelles élections dans un délai de quarante-

cinq à soixante jours. Cette stratégie s'expliquait déjà, à l'époque, par le « guerre ou déclin » que se livraient MM. Bédié et Ouattara, les deux « barons » du PDCI. Mais le président veillait au grain et avait mis fin à la querelle en s'opposant personnellement à toute nouvelle réforme du processus de succession.

Le « Vieux Sage » reconnaissait pourtant, selon un membre du gouvernement, que la Constitution adoptée au temps de « monopartisme » était plus « applicable ». Le président aurait même confié au ministre son intention de proposer lui-même les amendements robus nécessaires par l'événement du multipartisme, le 3 mai 1990, au cours du prochain congrès du PDCI. Mais le président Houphouët, qui avait souvent promis de régler une fois pour toutes le problème de sa succession, prenait un plaisir certain à dresser ses fidèles les uns contre les autres, neutralisant ainsi les ambitions de ses « barons ». Il se plaisait à répéter : « Je suis entré en politique la tête haute, je partirai la tête haute ». Celui qui avait été six fois ministre — dont quatre fois ministre d'Etat — de la République française, sous-catégorisé qu'il comptait bien diriger la Côte-d'Ivoire jusqu'au terme de sa vie, fidèle à la tradition des Baoulés qui veut qu'un chef n'abdique pas !

F. F.

## Henri Konan Bédié « le Sphinx »

ABIDJAN

du correspondant de l'AFP

Tous ceux qui ont tenté un portra d'Henri Konan Bédié, l'homme qui, à cinquante-neuf ans, succède à Félix Houphouët-Boigny, ont employé, à quelques nuances près, la même formule : il cultive l'art de la discrétion jusqu'à l'effacement. Une impression encore soulignée par sa petite taille, sa silhouette tout en rond et un léger sourire figé qui ne quitte jamais ses lèvres.

Autant de traits qui lui ont valu le surnom de « Sphinx ». Petit-fils de deux rois, il est, tout comme Houphouët-Boigny, son « père spirituel », issu d'une famille de riches planteurs (café et cacao) du pays baoulé (centre de la Côte-d'Ivoire).

Né en 1934 à Dadiéko, près de Daoukro (200 kilomètres au nord d'Abidjan), placé à huit ans sous le tutorat du roi de Daoukro, il passe son certificat d'études primaires en 1947 à l'école régionale de Bocande avant d'entrer au collège de Guiglo. Il décroche son baccalauréat à l'école normale de Dabou et se retrouve au Sénégal où il est censé parfaire sa formation d'enseignant à l'école William-Ponty. Trois jours à peine après son arrivée au Sénégal, il pleure tout et prend un billet pour la France. Sans éclat mais sans hésitation.

Premier ambassadeur à Washington

Il veut devenir avocat et s'inscrit à la faculté de droit de Poitiers. Licence, diplômes d'économie politique et de sciences économiques, certificat d'aptitude à la profession d'avocat, il s'apprête à passer son doctorat lorsqu'en 1958 la Côte-d'Ivoire acquiert un statut d'autonomie interne. Rappelé à Abidjan, il va, pendant quelques mois, exercer ses talents à la sous-direction de la caisse d'allocations familiales qu'il quitte dès le fin de l'année.

En octobre 1962, il avait surpris l'opinion en s'annonçant le gouvernement. L'éclat avait été interprété comme un avertissement au premier ministre, Alassane Ouattara, qui s'était implicitement posé en candidat potentiel à la succession d'Houphouët-Boigny. « L'homme tranquille » avait fait savoir qu'il n'entendait pas se laisser prendre, au dernier moment, un fauteuil vers lequel toute son action — patiente — le portait depuis près de trente ans.

JEAN-PIERRE GALLOIS

## M. Mitterrand salue « l'une des plus grandes voix » de l'Afrique

Interrogé sur la succession du président défunt, Michel Roussio, le ministre de la coopération, a souligné, mardi 7 décembre, que « la Constitution ivoirienne dit que c'est le président de l'Assemblée nationale qui prend la succession. Pour nous, c'est la Constitution qui s'impose ». Approuvant ainsi l'accession d'Henri Konan Bédié au fauteuil de chef de l'Etat, selon des dispositions constitutionnelles contestées par l'opposition et même certains membres du parti au pouvoir, M. Roussio a toutefois déclaré qu'« il n'y aura pas d'ingérence » de la part de la France dans le débat politique ivoirien. La semaine dernière, M. Roussio avait dépêché à Ahidjso son directeur de cabinet, qui était accompagné d'un haut fonctionnaire du Quai d'Orsay (le Monde du 30 novembre).

La mort de Félix Houphouët-Boigny a suscité de nombreuses réactions en France, l'ancienne puissance coloniale. Le chef de l'Etat, François Mitterrand, a salué la disparition de « l'une des plus grandes voix » de l'Afrique dans un message de condoléances adressé au nouveau chef de l'Etat. Exprimant sa « très grande tristesse », M. Mitterrand a rendu hommage à la « sagesse » du président disparu et à « son dévouement à la cause de la paix ».

Le ministère des affaires étrangères a déploré la disparition d'un « fils illustre, un homme d'Etat exceptionnel, et le bâtisseur d'une grande nation pacifique et

moderne. (...) La communauté internationale perd avec Félix Houphouët-Boigny, un des hommes d'Etat les plus éminents de ce siècle », a indiqué le Quai d'Orsay.

La mémoire d'Houphouët-Boigny, qui fut plusieurs fois ministre en France, et notamment du général de Gaulle, a été saluée par Jacques Chirac, qui a qualifié le dirigeant ivoirien de « personnalité hors du commun ». Jacques Foccart, ancien conseiller du général de Gaulle pour les affaires africaines et ami proche du chef d'Etat décédé, a estimé qu'Houphouët-Boigny « était une espèce d'arbitre, et la France perd en lui un très grand ami, un homme solide qui a été avec nous depuis des années et qui est arrivé à obtenir une indépendance totale de son pays sans effusion de sang. Il avait horreur de la violence ». Valéry Giscard d'Estaing a estimé que « par sa modération, son sens du dialogue, la qualité de sa perception humaine, le président Houphouët-Boigny représentait, dans son pays et dans le monde, l'exemple de la sagesse africaine ».

L'Assemblée nationale a observé, mardi, une minute de silence, et son président, Philippe Séguin, a déclaré que « la disparition de ce grand ami de la France sera douloureusement ressentie » par les députés français, rappelant que « le président Houphouët-Boigny avait siégé sur les bancs de l'Assemblée nationale française de 1945 à 1958 ». Jean-Marie Le

Pen a estimé que « la France perd un ami de toujours et l'Afrique un des ses dirigeants les plus prestigieux ».

Eo Afrique, le président sud-africain, Frederik de Klerk, a été le premier chef d'Etat du continent à réagir en adressant un message de condoléances à la Côte-d'Ivoire, qui est l'un des rares pays africains à entretenir des relations diplomatiques au plus haut niveau avec l'Afrique du Sud. Le gouvernement français a décerné un deuil de trois jours à partir du 8 décembre, pour rendre hommage à ce « très grand fils de l'Afrique », a indiqué le président Ange Petasse. Le Zaïre a aussi décidé un deuil national et le gouvernement a fait mettre les drapeaux en berne.

Ce décès « est une nouvelle terrible et triste pour toute l'Afrique », a déclaré le chef de l'Etat béninois, Nicéphore Soglo. « Maintenant, ses fils, c'est-à-dire les jeunes présidents africains, doivent se donner la main pour préserver l'essentiel. Ce deuil est notre, nous sommes tous solidaires, au nom de l'histoire, mais aussi de l'avenir », a déclaré le président du Mali, Alpha Oumar Konaré.

« L'Afrique vient de perdre un de ses plus illustres fils, qui représentait les archives, de la colonisation à l'indépendance. Tous les chefs d'Etat africains ont perdu un père », a réchardé le président du Gabon, Omar Bongo.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat a indiqué

qu'Houphouët-Boigny avait été « un ami de longue date des Etats-Unis [et] un avocat infatigable de la paix, partisan du consensus et du compromis. Son absence se fera cruellement sentir ».

Quant au directeur général de l'UNESCO, Federico Mayor, il a exprimé sa « profonde tristesse » à l'annonce de la mort du président ivoirien. — (AFP, Reuters)

CHARLES VILLERUEVE

LES MAISONS DANGEREUSES DE PIERRE BEREGOVY

enquête sur la mort d'un Premier ministre

249 p 99 F

Une tragédie

« L'auteur ne cherche pas à juger, il s'efforce de comprendre ».

EDWY PIENEL, LE MONDE

PLON

la prévention

La prise de fonctions du nouveau chef de l'Etat ne dissipe pas les inquiétudes engendrées par la disparition du « Vieux sage ». Les ambitions du premier ministre, Alassane Ouattara, d'Henri Konan Bédié, des chefs de l'opposition et des « barons » du PDCI, l'ex-parti unique d'Houphouët, font entrer la Côte-d'Ivoire dans une période d'incertitudes politiques.

Nécessité et urgence

La mort de Félix Houphouët-Boigny est mort le 7 décembre. Un peu comme s'il ne pouvait en être autrement. Le « Vieux », comme l'appelaient avec affection ses compatriotes, estimait sa vie indissociable de l'histoire de la Côte-d'Ivoire indépendante. Le basard — ou des exigences de politique intérieure — aura voulu qu'il cessât de vivre — ou que sa mort fût annoncée — le jour même de la fête nationale ivoirienne. Il était malade depuis de longs mois et le malade cède devant le caquer qui le rongait qu'une fois rentré dans son village natal de Yamoussoukro, « promus » capitale de la Côte-d'Ivoire le 21 mars 1983.

Il revenait au premier ministre, Alassane Ouattara — qui ne rendait, de comptes qu'au chef de l'Etat — d'annoncer le décès du président. C'est ce qu'il a fait, avec émotion, dans un communiqué diffusé par la télévision et la radio nationales, mardi à la mi-journée. Il s'était la veille au soir, substitué au président Houphouët qui traditionnellement s'adressait à la nation tous les 6 décembre.

La disparition du doyen des chefs d'Etat africains laisse la Côte-d'Ivoire « orpheline », a fait remarquer M. Ouattara. Elle ouvre aussi une période d'incertitude pour l'un des rares pays africains à avoir jamais connu de tentative de coup d'Etat. Les modalités de la succession sont

théoriquement garanties par l'article 11 de la Constitution, qui stipule que le président de l'Assemblée nationale doit assumer les fonctions de chef de l'Etat jusqu'au terme du mandat en cours, c'est-à-dire jusqu'en septembre 1995.

Mardi soir, Henri Konan Bédié, le président de l'Assemblée nationale, s'est lui-même investi dans ses nouvelles fonctions, sans autre forme de cérémonie. « La Constitution me confère dans cette dramatique situation les responsabilités dont je mesure le poids, les responsabilités de chef de l'Etat. Je les assume dès maintenant. Le pays sera gouverné pour tous les Ivoiriens et étrangers vivants sur notre sol », a déclaré M. Bédié, un avocat de cinquante-neuf ans.

Cette solution constitutionnelle ne fait pas l'unanimité dans la classe politique ivoirienne qui a beau jeu de remarquer que la prise de fonctions de M. Bédié n'a pas été avalisée par le président de la Cour suprême. Et pour cause ! Le président de ladite Cour a été démis de ses fonctions, il y a quelque temps, pour malversations, et deux des sept autres membres sont décédés. Les trois remplaçants ne peuvent être nommés que par décret... présidentiel. La Cour ne peut plus siéger. Elle ne pourra donc pas constater officiellement « la vacance du pouvoir » comme l'exige la Constitution, et

comme le demande Alassane Ouattara, dnet l'hostilité à l'égard d'Henri Konan Bédié et de son gouvernement. Le principal parti d'opposition, le Front populaire ivoirien (FPI) de Lanreot Gbagbo rejette les dispositions de la Constitution qui introduisent de fait « une succession de type héréditaire et monarchiste, en contradiction flagrante avec les principes démocratiques ».

Le FPI fonde ses arguments sur l'article 9 de la Constitution selon lequel « le président de la République est élu au suffrage universel direct » et réclame qu'un gouvernement de transition — auquel participerait M. Gbagbo — soit mis en place et chargé d'organiser des élections législatives et présidentielles dans les douze mois.

« Je partirai la tête haute »

Au début de cette année, avant même que le problème de la succession se pose, un courant contestataire au sein du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), l'ancien parti unique de Félix Houphouët-Boigny, demandait le retour à l'ancienne formulation de l'article 11 de la Constitution (le Monde du 3 décembre). Selon celle-ci (avant la réforme du 6 novembre 1990), en cas de vacance du pouvoir, le président du Parlement devait assurer l'intérim des relations diplomatiques et d'organiser de nouvelles élections dans un délai de quarante-

cinq à soixante jours. Cette stratégie s'expliquait déjà, à l'époque, par le « guerre ou déclin » que se livraient MM. Bédié et Ouattara, les deux « barons » du PDCI. Mais le président veillait au grain et avait mis fin à la querelle en s'opposant personnellement à toute nouvelle réforme du processus de succession.

Le « Vieux Sage » reconnaissait pourtant, selon un membre du gouvernement, que la Constitution adoptée au temps de « monopartisme » était plus « applicable ». Le président aurait même confié au ministre son intention de proposer lui-même les amendements robus nécessaires par l'événement du multipartisme, le 3 mai 1990, au cours du prochain congrès du PDCI. Mais le président Houphouët, qui avait souvent promis de régler une fois pour toutes le problème de sa succession, prenait un plaisir certain à dresser ses fidèles les uns contre les autres, neutralisant ainsi les ambitions de ses « barons ». Il se plaisait à répéter : « Je suis entré en politique la tête haute, je partirai la tête haute ». Celui qui avait été six fois ministre — dont quatre fois ministre d'Etat — de la République française, sous-catégorisé qu'il comptait bien diriger la Côte-d'Ivoire jusqu'au terme de sa vie, fidèle à la tradition des Baoulés qui veut qu'un chef n'abdique pas !

F. F.

du président

## Une économie grevée par la chute des cours des matières premières

Politiquement difficile, la succession du président Houphouët-Boigny s'annonce périlleuse sur le plan économique. Non pas que rien n'ait été fait tant au long des trente-trois années de règne du président disparu, au contraire. Avec une croissance proche de 7 % l'an, en moyenne, de 1965 à 1980, la Côte d'Ivoire, par l'importance de son produit national brut (PNB), arrive en deuxième position des pays d'Afrique de l'Ouest (1), et occupe la troisième place, si l'on considère le PNB par tête - à égalité avec le Sénégal. En 1980, l'industrie ne représentait que 6 % du PNB. Trente ans plus tard, sa part est proche de 23 %.

D'avantage que les statistiques, une image illustre le fruit des « années Houphouët » : celle d'Abidjan, orgueilleuse capitale économique du pays et métropole moderne. Les gratte-ciel foisonnent. Les larges avenues quadrillent cette cité où vivent 2,3 millions de personnes.

Ce bilan honorable sur une longue période ne doit pas masquer la terrible crise qui secoue le pays depuis le début des années 80. L'éclat du PIB par habitant permet d'en mesurer les ravages. Au cours des cinq dernières années (1989-1993), il a dégringolé d'un tiers (32,7 %).

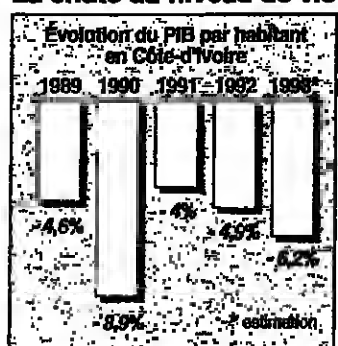
### Paris paie les dettes

Les recettes de l'Etat ivoirien s'en ressentent. Elles n'ont pas dépassé 505 milliards de francs CFA (2) en 1993 contre 624 milliards cinq ans auparavant. Du coup, qu'il s'agisse d'améliorer les infrastructures du pays, les services de santé, de promouvoir l'éducation ou d'aider les entreprises publiques, l'Etat ne fait plus son devoir. Ses investissements ont chuté de moitié par rapport à 1988.

Cause essentielle de cette crise qui ronge la société et appauvrit l'Etat : la chute du cours des matières premières. Entre 1986 et 1991, le cacao - dont près du tiers de la production mondiale provient de Côte d'Ivoire - a vu son prix

dégringoler de 59 %, et celui du café de 72 %. Or, à elles seules, ces deux « cultures de rente » représentent les deux tiers des exportations ivoiriennes. Plutôt que de s'adapter à cette nouvelle donne, la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny a choisi la fuite en avant et s'est endettée à tout va. Résultat, la dette extérieure du pays a explosé. Elle s'élèverait aujourd'hui à 17,5 milliards de dollars (105 milliards de francs, soit 1,5 fois le PIB), de sorte que, par tête d'habitant, la

### La chute du niveau de vie



dette de la Côte d'Ivoire est cinq fois plus élevée que celle du Nigeria pourtant lui aussi en bien mauvaise posture.

Si la Côte d'Ivoire honorait la totalité du service de sa dette, elle devrait lui consacrer les trois quarts de ses exportations. Le fardeau serait insupportable. En réalité, les remboursements ne dépassent pas 20 % de ce qui est dû. Moyennant quoi, la Côte d'Ivoire s'est coupée de toutes les sources de financement extérieur, exception faite de la Banque mondiale qui voit depuis des années ses prêts à la Côte d'Ivoire remboursés rubis sur l'ongle par... la France. En 1993, Paris - par ailleurs principale victime de cette défaillance de la Côte d'Ivoire - aura ainsi versé plus de 1,5 milliard de francs à la Banque mondiale.

La situation ne saurait durer longtemps. Fin décembre, une délégation du Fonds monétaire international (FMI) était attendue en Côte d'Ivoire, l'objectif

étant de mettre sur pied - avant la fin du premier trimestre de 1994 - un nouveau plan d'ajustement structurel (PAS) et de renflouer l'économie du pays.

La médecine recommandée par le FMI passera par des sacrifices supplémentaires pour la population ivoirienne. Jusqu'ici, ils ont été inégalement répartis. Les producteurs de cacao ont eu plus que leur part du fardeau : en 1986-1987, le kilo de cacao leur était payé 400 francs CFA. Six ans plus tard, le prix n'était plus que de 200 francs. Pour le café, la purge a été encore plus sévère (les prix du café vert sont passés de 400 à 140 francs). En compensation, les fonctionnaires de l'Etat n'ont été que relativement peu touchés. Au cours des cinq dernières années, les dépenses de personnel dans le budget de l'Etat n'ont haussé que de 6 % (celui-ci a préféré rogner sur les dépenses de fonctionnement).

Capital pour la Côte d'Ivoire, car il conditionne une reprise de l'aide financière internationale, un accord avec le FMI passera sans doute par une répartition plus équitable des sacrifices. Les paysans seront moins mis à contribution que les citadins. En clair, des coupes claires dans l'administration et une accélération du programme de privatisation sont à prévoir. Ainsi qu'une dévaluation du franc CFA à laquelle, en privé, Alassane Dramane Ouattara, le premier ministre ivoirien, n'est plus opposé.

JEAN-PIERRE TUQUOI

(1) Chiffres 1992.  
(2) 1 franc = 50 francs CFA.

## La fin d'une époque franco-africaine

Félix Houphouët-Boigny disparu, c'est une époque qui se termine. Une époque faite de relations particulières, d'échanges de hautes et loyales services, d'une double allégeance qui liait Paris aux capitales africaines francophones et qu'incarrait le président ivoirien, dernière grande figure des indépendances.

Trois décennies d'après-indépendance s'achèvent. Le cordon ombilical n'est certes pas encore coupé : la France, bouée de sauvetage, reste le premier bailleur de fonds de ses anciennes colonies. Mais une normalisation - une haolisation ? - des relations franco-africaines, amorcée depuis quelques années, a été renforcée par les prises de position du gouvernement Balladur.

Félix Houphouët-Boigny personnifiait l'ambiguïté des liens entre l'Afrique francophone, dont il se posait en tuteur, et l'ancienne puissance colonisatrice, à la fois respectueuse et intéressée. Pour s'être érigé en rempart contre l'expansion communiste du temps de la guerre froide - disputant le rôle au général Mobutu -, pour avoir réglé maintes et maintes crises dans l'Ouest africain, le président ivoirien était devenu intouchable.

L'ambassadeur de France à Abidjan, Michel Dupuch, en aura fait l'expérience. Le diplomate s'est préparé à quitter son poste après avoir passé quatorze ans en Côte d'Ivoire. A cette longévité, une seule explication : Félix Houphouët-Boigny s'est plusieurs fois opposé à son rappel à Paris. La même aventure était arrivée au prédécesseur de M. Dupuch, l'ambassadeur Raphaël-Leygues, resté en poste pendant près de seize ans.

A l'inverse, combien de services le « vieux sage » aura-t-il

rendu à Paris ? Parmi les exemples les plus récents : la position, dans le conflit du Libéria, d'une Côte d'Ivoire soutenant de manière unilatérale la rébellion de Charles Taylor, avec la discrète bénédiction de la France. Ou encore le rôle de médiateur joué, entre les interlocuteurs de la crise togolaise, par un Félix Houphouët-Boigny en famille avec deux des « elans » togolais.

Ni le Gabonais Omar Bongo, ni le Sénégalais Abdou Diouf, ni le Burkinaïse Blaise Compaoré - qui a tout fait séduire Paris, en jouant les bons offices dans les crises libérienne et togolaise - ne pourront jamais prétendre succéder à Houphouët-Boigny dans ce rôle de « père des Africains francophones ». Un rôle que l'ancien ministre du gouvernement français, devenu président ivoirien, tenait à merveille car il était le « centre nerveux » de tout ce que le continent et Paris comptaient de réseaux.

### Obligation de résultats

Une ère nouvelle s'ouvre aujourd'hui : les hommes ne sont plus les mêmes, les réseaux perdurent mais s'essouffent, et surtout l'argent est moins facile. Sur le continent africain, les régimes ont changé. Pour quelques Mobutus ou Eyademas qui ont tenu bon dans la tempête, de nouvelles têtes ont émergé - au Bénin, au Mali ou au Niger, par exemple -, avec lesquelles il est possible de traiter autrement que par le biais de relations florentines.

A Paris aussi, les interlocuteurs du « pré carré » ont changé : dans les ministères concernés, les énarques ont remplacé les anciens de l'Ecole nationale d'outre-mer. Les ministres africains, en visite ne sont plus ceux des affaires

étrangères, mais de l'économie et des finances. Les conversations ne portent plus sur le vote de telle ou telle résolution de l'ONU, mais sur le « dégraisage » des fonctions publiques, l'harmonisation du droit des assurances ou la réorganisation des services douaniers... Finis les palabres, place à l'obligation de résultats !

Ce discours est celui du nouveau gouvernement. La lettre du premier ministre, Edouard Balladur, envoyée en septembre aux chefs d'Etat des quatorze pays de la zone franc (le Monde du 23 septembre) a fait un énorme effet dans les capitales africaines. En s'engageant à ne plus fournir d'aide qu'aux gouvernements qui concluront des accords avec le Fonds monétaire international - ce qui n'est le cas pour l'instant que de quatre d'entre eux - la France a tapé du poing sur la table comme jamais elle ne l'avait jamais fait.

Plus question (en principe ?) d'assurer les fins de mois, d'épargner aux Etats en faillite d'ineffectantes grèves de fonctionnaires, en épongeant les arrières de salaires. Paris n'accordera plus qu'une « prime à la bonne gestion ». Ne seront (théoriquement ?) aidés que ceux qui se seront pliés aux injonctions du FMI et de la Banque mondiale. Lesquels exigent, avant de s'engager dans un programme d'assistance, le nettoyage des comptes d'Angias et, notamment, le licenciement des fonctions publiques pléthoriques, au risque de provoquer des flambées sociales.

### Les prémisses d'un désengagement ?

Soit dit en passant, les institutifs de Washington militent pour la dévaluation du franc CFA, sujet tabou à Paris. La France, qui s'opposait à une décision aux effets similaires, qu'elle sait inéluctable, en jetant ses partenariats africains dans les bras des institutions monétaires internationales ? C'est en tout cas le raisonnement du président gaboïse : « Moi, je n'aime pas ce genre de choses, on n'aurait pu me dire : « Président Bongo, voilà ce que nous pensons » d'une manière claire, nette et précise, mais pas user de palliatifs : la France ne veut pas le dire (qu'il faut dévaluer) et préfère que ce soit la Banque mondiale et le FMI qui le fassent » (1). Et Omar Bongo de poursuivre, dans son verbe truculent : « Alors demain, que nous demandera-t-on encore ? De dormir à la belle étoile pour être bien récompensés et ne plus porter la cravate ? »

Le président gabonais n'est certes pas le mieux placé pour pondérer les efforts de rigueur prônés par Paris. Mais sa réaction reflète une inquiétude générale : les Africains ont l'impression d'être lâchés. Des voix s'élèvent ici et là pour réclamer la « prime à la démocratie » promise en juin 1990 par François Mitterrand dans son discours de La Baule, en constatant qu'avant même son versement elle s'est mue en « prime à la bonne gestion ».

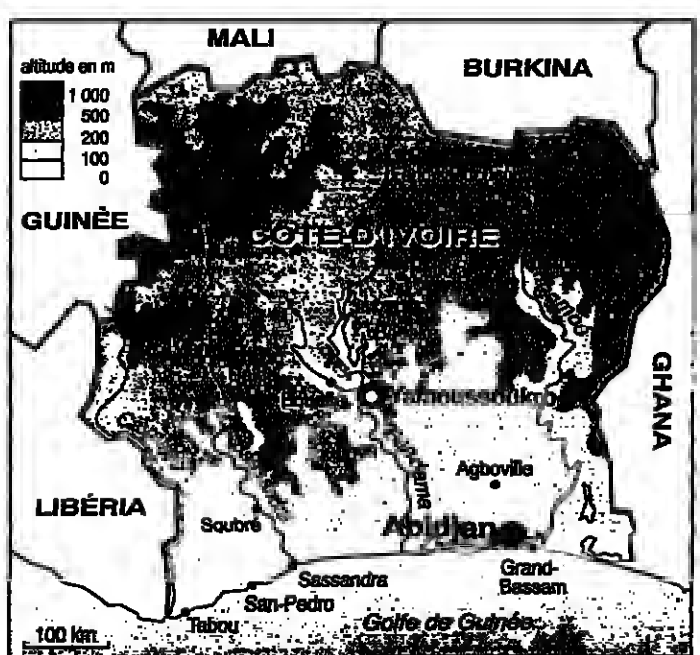
Si personne, en ces temps de vaches maigres, ne saurait contester le bien-fondé de cette politique de rigueur, d'aucuns y voient, à Paris, les prémices d'un désengagement de la France de sa seule zone d'influence. « Ce n'est pas l'Afrique qui s'éloigne de la France, c'est la France qui s'éloigne de l'Afrique », affirme, amer, un spécialiste des affaires africaines qui admet volontiers qu'on impose aux Africains les efforts demandés aux Français, mais rednote de voir la fin de la relation privilégiée entre la France et ses anciennes colonies.

Inquiétude prématurée ? Sans doute est-il effectivement trop tôt pour se prononcer. Mais il est vrai que, dans les cercles du pouvoir, le débat est ouvert. Qui l'emportera, des gestionnaires pragmatiques, partisans d'une banalisation des relations franco-africaines, ou des défenseurs du « pré carré » ?

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Extrait diffusé par Radio-France internationale le 30 septembre.

### CLÉS



- Superficie : 332 453 km<sup>2</sup>.
- Capitale : Yamoussoukro (120 000 hab.), ville natale de Félix Houphouët-Boigny. Abidjan, ancienne capitale, reste le centre économique du pays (environ 2 millions d'habitants).
- Population et ethnies : 10 815 894 habitants (recensement de 1988). Plus de 60 groupes ethniques ; les principaux sont les Baoulés (23 %), Bétés (18 %), Sénoufos (15 %).
- Langues : français (officielle), dioula, baoulé, bété (locales).
- Religions : musulmans (39 %), chrétiens (28 %), animistes (17 %).
- Institutions politiques : ancienne colonie française, la République de Côte d'Ivoire est indépendante depuis le 7 août 1960. Le régime est de type

présidentiel. Félix Houphouët-Boigny avait été réélu, pour un septième mandat en octobre 1990. Le pouvoir législatif est exercé par une Assemblée nationale élue. Le multipartisme a été instauré le 3 mai 1990. Le pays est membre, notamment de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) et du Conseil de l'entente.

■ Forces armées : 7 100 hommes (terre : 5 500 ; marine : 700 ; air : 900) ; les forces paramilitaires comptent 7 800 hommes.

■ 800 soldats français du 43<sup>e</sup> BIma sont stationnés en Côte d'Ivoire.

## LA RÉFÉRENCE

### FORMAT GÉANT

30,5 cm x 45,5 cm  
Volume relié.  
520 pages dont  
229 pages de cartes en 8 couleurs.  
48 pages de cartes thématiques.  
Echelles du 1/10.000 au 1/270.000.000.  
Index de plus de 210.000 noms.  
AVEC 14 PAGES DE  
CARTES SPECTACULAIRES  
DU RELIEF DE LA TERRE.

ENTIÈREMENT REMIS À JOUR.

L'association du MONDE et de SÉLECTION DU READER'S DIGEST, est l'ouvrage de référence. Complet, précis, prestigieux et unique en son genre, il offre une vision irremplaçable du monde contemporain. D'une extrême richesse planimétrique et d'une codification claire et dense, c'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable. Luxueux ouvrage culturel, l'Atlas universel est le plus actuel, le plus utile et le moins conformiste des cadeaux.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Sélection Le Monde  
LE MONDE A PLEINE PAGE



INTERNATIONAL

Félix Houphouët-Boigny

# Les nombreuses vies du président ivoirien

Suite de la première page

Félix Houphouët-Boigny dont l'attachement à l'agriculture, a été aussi l'agent d'une modernisation incontestable, avec son cortège de drames et de traumatismes sociaux mais aussi avec ses indéniables progrès.

« En tant que chef de canton, dit-il à un visiteur un jour de 1964 à Yamoussoukro, j'ai hérité de la totalité du patrimoine national, des bijoux, des poisons, des richesses... C'est lui, il était moins le président de la République ivoirienne que, selon ses propres termes, « le chef de la famille des Houphouët, de leurs biens et de leurs devoirs ». Ses biographes disent qu'il est né le 18 octobre 1905 dans ce village bœuf, qu'il devait transformer en « Versailles ivoirien ». Le sobriquet d'Houphouët-Boigny, « balayure à jeter », destiné à conjurer le mauvais sort, lui fut attribué afin d'éloigner de lui les esprits maléfiques, car sa famille avait perdu plusieurs coupables.

Les Français l'envoient à l'école — ce que la famille n'accepte pas volontiers. Dans un internat de Biéville, il se convertit au catholicisme, puis il part pour le Sénégal comme élève-maître à l'école normale William-Ponty, dans l'île de Gorée. A-t-il alors fait preuve de l'esprit frondeur qu'on lui prête, en protestant auprès du gouverneur de Biéville parce que les élèves d'origine sénégalaise ne pouvaient pas aller à l'école ? La légende le veut.

Sorti major de sa promotion, en 1925, il regagne la Côte-d'Ivoire avec le grade de médecin auxiliaire et est nommé à Abidjan, à l'hôpital central. L'administration coloniale lui reproche déjà sa « mentalité sénégalaise » — son mauvais esprit — car il regroupe en une seule unique les médecins auxiliaires, aides-médecins et infirmiers. L'administration semble du moins apprécier ses qualités professionnelles. Houphouët-Boigny va devenir, pendant ce séjour, le porte-parole d'une bourgeoisie terrienne naissante.

## « On nous a trop volés ! »

Depuis quelques années déjà, les chefs traditionnels, ayant pris conscience de l'intérêt des cultures spéculatives — café, cacao — s'y étaient consacrés, s'octroyant à titre privé les terres du village qu'ils avaient pour mission de protéger. Des citoyens éduqués se sont également lancés dans la production de café et de cacao, ou dans l'exploitation forestière. Quand la crise intervient, ils se manifestent pour la première fois, encouragés — notamment par la SFIO (II) — à opposer un « refus de vente » aux « prix dérisoires » offerts par les commerçants.

Le 22 décembre, 1932, l'organe de la SFIO, le *Trait d'union*, publie une lettre ouverte intitulée « On nous a trop volés », et dont on saura, en 1964 seulement, que l'auteur était Houphouët-Boigny. Dans ce texte, le futur président prend la défense des planteurs ivoiriens. Il ne cessera plus de le faire un demi-siècle durant.

Contrairement à la légende, Houphouët n'est pas un prince, descendant de la reine des Aboas, mais si l'on en croit sa propre déposition devant une commission d'enquête sur des « incidents survenus en Côte-d'Ivoire » en 1950, son lignage est celui d'un « petit vassal » d'un chef bœuf. Dès avant la deuxième guerre mondiale, chef d'une grande famille de planteurs, Houphouët qu'en 1939 il était « le plus grand propriétaire terrien du pays ».

En août 1944, le gouvernement d'Alger autorise les syndicats pro-

fessionnels en Afrique. Un Syndicat agricole africain (SAA) est aussitôt créé en Côte-d'Ivoire par de gros planteurs, dont Houphouët-Boigny. Le SAA, qui rassemble vite douze mille adhérents (trois planteurs ivoiriens sur cinq), lance une campagne en faveur du travail volontaire, auquel les colons européens sont, bien évidemment, opposés.

## L'abolition du travail forcé

En 1945, le gouvernement provisoire de la République ayant décidé que la Côte-d'Ivoire serait représentée à l'Assemblée constituante par deux députés — l'un représentant les « citoyens » et l'autre les « sujets » français — Houphouët est candidat du SAA. Malgré toutes les entraves, il est élu. Sur le chemin de la métropole, de passage à Dakar, il décide d'ajouter à son patronyme de Boigny (le bœuf), qui serait celui d'un aïeul. En 1946, il fait adopter une loi sur l'abolition du travail forcé à laquelle ce nouveau nom restera attaché. Pour beaucoup d'Ivoiriens, encore aujourd'hui, Houphouët-Boigny reste l'homme de 1946, le héros de cette abolition. D'autres tempèrent l'éloge en observant que ce combat servait également à l'époque les intérêts des planteurs de la SAA.

En avril 1946, les planteurs africains créent le PDCI, Parti démocratique de la Côte-d'Ivoire, et quelques mois plus tard, à Bamako, est fondé le RDA. Cette formation, dont le sigle sera un code célèbre, porte à sa présidence Houphouët-Boigny, en l'absence d'autres dirigeants africains de premier plan. Boody par les socialistes français, le RDA s'appuie du Parti communiste et Houphouët va jouer habilement de ce soutien pendant quelques années. Tout en s'affichant « compagnon de route », Houphouët-Boigny ne peut s'empêcher de tenir parfois des propos peu orthodoxes : « Personne ne peut m'acheter, car je suis plus riche que le gouverneur ».

En 1948, la Côte-d'Ivoire n'échappe pas à la vague de répression des nationalismes naissants qui se développe dans l'empire français. Des incidents sanglants ont lieu. Provoquant des violences et manœuvres isolées peu à peu sa formation et, cela explique, eu moins en partie, le virage amorcé dès 1950 par Houphouët-Boigny. Le futur chef d'Etat craint que les masses ne lui échappent, qu'une explosion incontrôlable se produise. Il lui faut calmer le jeu. Il entame donc un dialogue avec l'administration.

## Le refus des grands ensembles

A cette époque, même quand il « salue » encore le douzième congrès du PCF dans le langage du militant anticolonialiste, Houphouët s'engage, lors d'un séjour en France dans la voie du « désengagement ». Mettre un terme à la répression dans son pays, reprendre en main et relancer le RDA, se redonner les moyens d'une politique sont des ambitions qui exigent de composer. Pressé par François Mitterrand, jeune ministre de la France d'outre-mer, qui veut faire exécuter par les colons la nouvelle politique africaine, Houphouët est contraint de donner de multiples gages de collaboration à l'administration. Il ira jusqu'à dire, en 1955 : « Il n'y a pas, il ne peut y avoir d'action utile en dehors de la coopération ».

Cette collaboration rapporte des dividendes. Même si les brimades administratives se poursuivent encore quelques temps, Houphouët remporte, en 1956, un très net succès électoral. Pourtant, encore une fois, il se trouve un peu à contre-courant, à l'époque de la loi-cadre et de la montée des nationalismes africains, au lendemain de Dien-Bieu-Phu et des débuts de l'insurrection algérienne. Il n'est alors guère favorable à des réformes. En revanche, à l'époque où la Côte-d'Ivoire est devenue la « vache à lait » de l'Afrique occidentale française (AOF), il se fait de plus en plus l'avocat des colons français locaux et des planteurs ivoiriens, en voulant jouer les seules cartes du territoire. Il ne tolère pas, en effet, que celui-ci « porte à bout de bras » l'AOF et préconise « une adhésion directe de chaque Etat à

la Communauté française ». Ce comportement sera désormais une constante chez celui qui, en 1960, après avoir été ministre du gouvernement français puis premier ministre, en avril 1959, du gouvernement ivoirien, devient le « père de l'indépendance ».

Le « Vieux » s'est toujours méfié des passions africaines, des grands mouvements d'union sans lendemain qui secouent le continent, des projets qui ne tiennent pas compte des réalités. Il joue la sécession du Biafra, pour briser l'influence montante du Nigéria, géant de l'Afrique noire. Il refuse que sa voix se perde dans un vaste concert francophone. Tout en acceptant de participer à la fondation, en 1963, de l'Organisation de l'unité africaine, à Addis-Abeba, il la coopte, avant tout, comme l'occasion d'une concertation entre chefs,

Abidjan devient donc une ville-champignon, gratie-ciel sur lagune et, comme partout ailleurs, bidonvilles à la périphérie. Le pays se couvre de routes, la télévision s'introduit partout, les forêts sont sacrées, le bois peunt la note. A Yamoussoukro, le « village » du chef bœuf se transforme en un Brésil payé au prix fort.

## Une expansion coûteuse

Marbre de Carrare et écoles ultra-modernes pour de futures élites. Une infrastructure moderne se met en place dans la paix civile. Les officiers demeurent dans leurs casernes, contrairement à ce qui se pratique bien souvent

confiées le plus souvent à des architectes et entrepreneurs étrangers, Houphouët-Boigny avait voulu « casser l'image du nègre de paille ». Il risque surtout de renforcer celle du « roi nègre » mégalomane et gaspilleur de l'aide internationale.

Le pape se fit prier pour consacrer la basilique Notre-Dame, réplique de Saint-Pierre de Rome élevée en pleine savane africaine pour, dit-on, 1,5 milliard de francs. Le clergé africain n'est pas le dernier à s'interroger sur l'utilité d'une réalisation attribuée au caprice d'un vieillard « qui croit gagner ainsi son ciel ».

Il n'était pas tellement adroit, de la part d'Houphouët-Boigny, de protester que la basilique fût érigée avec sa fortune personnelle. Longtemps ce tabou a été respecté, même après un discours fameux, prononcé en 1983 devant le gouvernement, sur l'enrichissement de sa famille : « Les gens s'étonnent que j'aime l'or. C'est parce que je suis né dans... J'ai été le premier en Côte-d'Ivoire à introduire une Cadillac : les gouverneurs n'en avaient pas ! ».

En mars 1990, l'imaginable se produit : des jeunes manifestent aux cris de « Houphouët voleur ! Houphouët corrompu ! Démission ! ». Dans la bonne société abidjanaise, où l'on a profité de la période faste avant que le chef de l'Etat, chacun à son échelle, on se garde bien de proposer aussi inconsidérément à l'Etat. Le « syndrome Bourguiba » est perceptible : il faudrait que ce vieillard — dont on ne sait même pas l'âge exact — passe la main avant de sombrer dans la confusion mentale. Les grandes manœuvres pour la succession sont ouvertes, par ceux-là mêmes qui défient dans la grande villa du quartier de Cocody, près d'Abidjan, où le président multiplie les audiences et prend les décisions entre deux accès de fatigue.

Après l'affaire du cacao, le président se dédit une deuxième fois. Il avait promis que le multipartisme ne pouvait conduire le pays qu'à l'éveil des conflits tribaux ; au printemps 1990, sentant l'impasse de lutter contre la « cooptation » après les événements d'Europe de l'est, il ouvre par tous les costards à l'opposition, il ordonne, au ministre de l'Intérieur de légaliser les formations politiques qui en feraient la demande.

## Un septième mandat

C'est dans ce contexte que le « Vieux » brigue un septième mandat présidentiel. Pour la première fois confronté à un adversaire, Laurent Gbagbo, il gagne haut la main son pari en remportant, le 28 octobre 1990, le scrutin présidentiel, avec plus de 80 % des voix. L'époque bénie est revenue où il se faisait élire avec 100 % des suffrages exprimés, mais le président s'accommode bien des nouvelles résistances politiques.

Des frondes d'étudiants et de lycéens perturbent de nouveau la « quiétude » ivoirienne en 1991. Les para-commandos investissent le campus de Yopougon et le « Vieux », d'une certaine manière, viole le serment qu'il s'était fait de ne jamais faire « couler une seule goutte de sang humain ». Les manifestations reprennent au début de 1992 aux cris de : « Houphouët, vieux gogo cynique et dictateur ». La situation se dégrade. Seul le président pourrait prendre les décisions nécessaires pour mettre fin à la crise. Mais il

n'est plus là. « Il est en vacances, ça fait des années qu'il n'en a pas pris », plaide son premier ministre, Alassane Ouattara. Partir pour quelques semaines en France, Félix Houphouët-Boigny ne rentre en Côte-d'Ivoire que cinq mois plus tard.

Les militaires, notamment les membres de la garde républicaine, une unité d'élite, occupent à leur tour les rues de Yamoussoukro, le 4 avril 1992, pour obtenir le paiement de leurs soldes et quelques avantages. Les mutins restent finalement dans leurs casernes après que le président les eut assurés que leurs revendications seraient prises « en compte dans les limites des possibilités financières du pays ». L'économie ivoirienne est loin d'être florissante et l'Etat a du mal à boucler les fins de mois.

Les absences de Félix Houphouët-Boigny sont de plus en plus fréquentes et de plus en plus longues. Sa santé se dégrade progressivement. En mai dernier, il vicia à Paris pour consulter ses médecins. Il est opéré d'un cancer de la prostate au mois de juin, dans le service d'urologie de l'hôpital Cochin. Mais il reste en France après son opération, veillant de loin aux affaires de son pays. Le premier ministre ivoirien lui rend souvent visite et le « Vieux », dit-on, aurait même présidé quelques mini-conseils de ministres à Paris. Il est hospitalisé de nouveau, le 9 octobre, dans le service du professeur Bernard Debré.

Il ne quitte l'hôpital Cochin que pour être admis dans une clinique de Genève. Sa fille Marie — qui réside en Suisse et gère la fortune familiale — et son épouse, Thérèse, souhaitent le soustraire à l'influence d'une « deuxième famille » togolaise, soucieuse d'obtenir une part de l'héritage. C'est le premier ministre, Alassane Ouattara, qui prend finalement la décision de faire rentrer Félix Houphouët-Boigny à Yamoussoukro, à bord d'un avion privé, le 19 novembre. Le doyen des chefs d'Etat africains ne devait plus sortir du palais présidentiel, qu'il avait fait bâtir à grands frais.

Au soir de sa vie, son seul souci était de trouver une porte de sortie lui permettant de garder la tête haute. Devant des critiques de plus en plus vives, il évoquait, ces derniers temps, l'ingratitude des « peuples » et la « haine » de la presse étrangère. Il exprimait souvent sa « tristesse » devant les malheurs de l'Afrique et devant les procès qui lui étaient faits personnellement. Quand les passions s'apaisent, un jugement pourra être porté sur celui qui assura à son pays plus d'un quart de siècle de paix civile et de développement sur un continent qui avait si mal « digéré » ses indépendances.

L'Histoire retiendra cependant que le « Vieux sage » n'avait pas eu la sagesse de prévoir réellement sa succession. Il n'avait pas su s'y résoudre, tant il estimait son destin lié à celui de la Côte-d'Ivoire. Une seule chose est sûre maintenant qu'on ne verra plus la frêle silhouette du « Vieux » à la droite du président Mitterrand lors des sommets franco-africains : plus rien ne sera jamais comme avant dans la « grande famille » privée de son patriarche.

FREDERIC PATRISCHER  
JEAN DE LA GUERIVIERE  
et JEAN-CLAUDE POMONTI

(1) Section française de l'Internationale ouvrière, branche du Parti socialiste.



entre sages, et non comme la tribune d'un panafricanisme dont il souligne les vices tout autant que les vertus.

Le voilà donc, avec l'indépendance, « patron » d'une nouvelle entreprise, la Côte-d'Ivoire, dont il se change ou le nom ni les habitudes, alors que la Côte-d'Or est devenue le Ghana et que le Dahomey fera place au Bénin. Le voilà lançant des défis aux « progressistes » africains, qui veulent tout chambouler sans trop comprendre qu'ils n'en ont pas les moyens, ou encore à Senghor à qui il reproche, dit-on, de parler de l'« étiologie », alors que lui, Houphouët, le bâtit. La Côte-d'Ivoire garde son nom et ses Blancs. Ces derniers s'installent même de plus en plus nombreux, sachant que le rapatriement des capitaux y est libre, que les investissements y sont souvent d'un très bon rapport.

Tous les cinq ans, le « Vieux » se fait pichetiser, à l'occasion du renouvellement de son mandat présidentiel. Il n'est pas constitutionnellement, comme nombre de ses pairs, président à vie. Il l'est, tout simplement, à demeure. A ceux qui lui reprochent un accord de défense avec la France — qui fait de l'embryon d'armée ivoirienne une « petite moutte » — ou encore de ne pas bouleverser les structures héritées de la période coloniale, ou de ne pas transformer les mentalités, il oppose ses réalisations. La Côte-d'Ivoire est peut-être, dans les années 60, en Afrique l'un des Etats où l'« africanisation » des cadres tarde le plus, Houphouët n'en a cure. Il bâtit avec ceux qui savent le faire. Et à son idée.

ailleurs sur le continent. Comme tout chef africain, Houphouët, ne tolérerait pas qu'un membre de son entourage lui porte ombrage. Il veille à ce que tout ce petit monde, qui vit de prébendes sous l'autorité du chef, demeure dans le rang. Les gratifications accordées aux bons élèves sont nombreuses.

La machine économique se grippe dans la fin des années 70, quand les brutales augmentations successives des prix du pétrole accroissent l'endettement massif d'un Etat qui ne parvient plus à jouer les locomotives de l'expansion. Après avoir triplé, entre 1975 et 1977 — les cours du cacao et du café s'effondrent, et, avec eux, les profits de la « Caïstab », la fameuse Caisse de stabilisation des produits agricoles qui, dans son giron, le chef d'Etat, finissait jusqu'à 40 % du budget d'investissement ivoirien.

Le mérite du « président-planteur » avait été de faire confiance aux paysans, contrairement à tant de ses pairs, sensibles seulement aux désirs d'une bourgeoisie urbaine soumise au pays profond. Son erreur fut de continuer à miser sur le cacao et le café malgré le retournement du marché. L'âge explique sans doute son entêtement à nier la réalité, quand il explique la chute des recettes ivoiriennes par le seul complot des multinationales. Face à la concurrence asiatique, il tente vainement de se prévaloir de la « qualité africaine ». « La mort dans l'âme », il se résigne finalement à ne plus garantir qu'un prix réduit de moitié aux 200 000 producteurs ivoiriens.

## « Corrompu ! démission ! »

Avec la crise économique et sociale, les dépenses somptuaires deviennent de plus en plus choquantes. Une certaine gène s'empare des guides à Yamoussoukro, naguère salués par M. Giscard d'Estaing comme « le village où souffle l'esprit de la Côte-d'Ivoire » et dont on se vante la capitale politique du pays en vingt et unième siècle. En finissant de coûteuses constructions

**Bexley**  
Embaucheurs en ligne massif  
de 39 à 49  
1 paire 190 F  
2 paires 250 F  
3 paires 300 F  
Paris 7, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

**REVEILLON EXCLUSIF**  
RESERVE AUX EPICURIENS  
du 30 décembre 93 au 2 janvier 94  
à SAINT PETERSBOURG  
Séjour au GRAND HOTEL EUROPE - LUXE  
+ visite privée du musée de l'Ermitage  
+ concert privé au Palais Mendelsohn  
Prix par personne : 19 750  
(9 personnes max.)  
MOOVING  
Téléphone : (1) 40 30 09 66

**MON IMPER**  
IMPER ET PARKAS H & F  
BURBERRY, ARKTISONS,  
GORE-TEX  
Un cadeau de bienvenue vous sera offert.  
61, Faubourg Poissonnière 75009 PARIS  
Tél. : 48-24-46-98

**LES POLITIQUES DE L'EMPLOI**  
par Jérôme Gautier  
75 F  
Vuibert

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
dans un choix de 3000 tissus  
A qualité égale, ses prix sont les plus bas.  
**LEGRAND Tailleur**  
Hommes et dames  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

**GRANDS OU FORTS Rafal**  
Saint-Lazare  
3, rue de la Chapelle  
43-37-34-64



## AFRIQUE

## ALGÉRIE

## Onze ressortissants étrangers ont été assassinés en deux mois et demi

Des inconnus armés ont assassiné un informaticien britannique, Malcolm David Vincent, mardi 7 décembre, à Arzew, à 300 kilomètres à l'ouest d'Alger, alors qu'il faisait le plein de carburant dans une station-service. La victime, âgée de quarante et un ans, travaillait pour la société britannique Pullmann-Kellogg, sous-traitant de la compagnie pétrolière nationale Sonatrach.

Le même jour, un retraité français, Max Barbot, soixante-sept ans, a été retrouvé mort, tué d'une balle dans l'abdomen, à Larbaa, un village situé à une vingtaine de kilomètres au sud d'Alger, dans une région considérée comme un bastion des groupes armés islamistes. Ce célibataire, qui vivait depuis longtemps dans le pays, a été assassiné dans une baraque qu'il occupait dans l'enceinte d'une entreprise commerciale privée, dont il avait été l'un des employés. « En l'état actuel, les investigations ne permettent aucune affirmation quant au mobile de cet homicide », a indiqué un communiqué officiel.

Le ministre des affaires européennes, Alain Lamassoure, qui présentait, mardi, au Sénat, le budget des affaires étrangères, s'est dit « très préoccupé par l'évolution de la situation en Algérie ». Soulignant que la France « souhaite aider l'Algérie à procéder à une réforme économique qui n'a été que trop longtemps retardée », M. Lamassoure a précisé : « Nous sommes prêts à poursuivre notre aide qui s'adresse au peuple algérien et non pas à tel ou tel gouvernement. » « La situation politique intérieure apparaît dangereusement bloquée », a-t-il ajouté. La France tient à rappeler son attachement au respect des droits de l'homme et sa condamnation de la violence d'où qu'elle vienne, ainsi que son souci de parvenir à une réconciliation de tous les Algériens.

Ce sont, au total, onze ressortissants étrangers, dont trois Français — deux géomètres avaient été retrouvés égarés, le 21 septembre, près de Sidi Bel Abbès, vingt-quatre heures après leur enlèvement —, qui ont été assassinés en deux mois

et demi. La semaine dernière, un homme d'affaires espagnol et une résidente russe avaient été tués par balles, l'une près de Médéa et l'autre à Alger.

Dans un message écrit que ses ravisateurs avaient remis à Michèle Thévenet — l'un des trois agents consulaires français enlevés à Alger — lors de sa libération, le 31 octobre dernier, un délai d'un mois avait été donné aux ressortissants étrangers pour quitter l'Algérie. Y a-t-il une relation de cause à effet? Depuis l'expiration de cet ultimatum, quatre étrangers ont été assassinés.

A tout le moins, la médiatisation de cet ultimatum a-t-elle pu libérer des énergies au sein d'une mouvance islamiste très éclatée, et même bien au-delà... Reste qu'à l'approche de la fin du mandat du Haut Comité d'Etat (HCE), prévu pour le 31 décembre, et de la possible réunion d'une conférence nationale, chargée de dessiner les contours d'une nouvelle transition, les parties prenantes cherchent à faire monter les enchères.

## GABON

## Incidents à Libreville dans l'attente des résultats de l'élection présidentielle

## LIBREVILLE

La tension est montée d'un cran, mardi 7 décembre, à Libreville, où les ressortissants de l'Union européenne ont reçu instruction de ne pas circuler en ville après l'agression dont plusieurs d'entre eux ont été victimes.

Au moins trois Français et un Canadien ont été molestés par des jeunes gens et leur véhicule endommagé, à la suite de la dispersion d'une manifestation par les forces de l'ordre. Des petits commerces ont été pillés.

Dans l'attente des résultats du premier tour de l'élection présidentielle de dimanche, majorité et opposition clament la victoire de chacun de leur candidat. La Nouvelle alliance pour la démocratie et le changement, coalition de cinq partis soutenant le président sortant, a déclaré Omar Bongo vainqueur, tandis que la Convention des forces du changement (CFC), qui réunit huit des douze candidats d'opposition, a annoncé la victoire du Père Paul Mba Abessole, en déclarant détenir les résultats mais attendre la proclamation

des chiffres officiels avant de les divulguer.

La CFC a contesté les premiers résultats diffusés lundi, en énumérant plusieurs localités dans lesquelles le nombre de votants serait supérieur au nombre de personnes de plus de dix-huit ans, ainsi de la ville de Lecol, dans le Haut-Ogooué, la province d'origine du président Bongo, où le nombre d'électeurs a été officiellement de « 3 456, alors que 2 106 personnes sont en âge de voter, d'après le recensement ».

« Il n'est pas question de violence », a néanmoins déclaré, au nom de la CFC, le candidat Jules-Aristide Bourdes-Ogouguendé, qui avait pourtant affirmé la veille, devant les journalistes : « En cas de manipulation, nous allons gaspiller [casser]. » Selon de nouveaux résultats partiels, portant sur environ un tiers de l'électorat et rendus publics mardi dans la soirée, Omar Bongo arriverait en tête mais devrait affronter Paul Mba Abessole, au enurs d'un second tour prévu, le cas échéant, le 19 décembre.

M. P. S.

## AFRIQUE DU SUD

## Le Conseil exécutif de transition est officiellement entré en fonctions

## JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le Conseil exécutif de transition (TEC), dont la création a été ratifiée par le Parlement le 23 septembre, après de longues discussions entre les négociateurs du processus de réforme constitutionnelle, est officiellement entré en fonctions mardi 7 décembre (le Monde du 8 décembre). C'est un organisme hybride qui tient à la fois du conseil consultatif et du conseil exécutif. Il a pour principales fonctions de créer et de garantir les conditions qui permettront le bon déroulement des premières élections multiraciales prévues pour le 27 avril 1994. Pour jouer son rôle, le TEC s'appuie sur différentes structures :

- une Haute Autorité de l'audiovisuel, chargée d'octroyer les fréquences et de surveiller les ondes durant la campagne électorale ;

- une commission des médias qui assure l'impartialité des services d'information de l'Etat (radio, télé et services de communication officiels) ;

- une commission électorale qui organisera la consultation.

Le TEC participe aussi à la gestion du pays et au contrôle de l'action gouvernementale. Dans cette tâche il a autorisé sur sept commissions, de six à huit membres chacune, spécialisées dans les domaines de l'ordre public, la défense, le renseignement, les gouvernements locaux et régionaux, les finances, les affaires étrangères et le statut des femmes.

Tous les partis ayant participé aux négociations constitutionnelles ont, de droit, un délégué au TEC. Ceux qui ont quitté les négociations peuvent y envoyer un représentant, à condition d'adhérer aux principes de la nouvelle Constitution. Le gouvernement dispose également d'un siège au TEC, occupé par Roelf Meyer, le ministre du développement constitutionnel.

Le mode d'intervention du TEC dans les affaires gouvernementales n'a pas été clairement défini, ce qui laisse présager de futurs conflits de compétences, notamment en matière d'ordre public, question hautement sensible que le président De Klerk considère de son domaine réservé.

G. M.

## ASIE

## MALAISIE

## Kuala-Lumpur réfléchit sur le sort de ses peuples indigènes

Alors qu'Anwar Ibrahim, successeur désigné du chef du gouvernement, Mahathir Mohamad, accède au poste de vice-premier ministre, Kuala-Lumpur vient d'accueillir un séminaire international sur les peuples indigènes, ouvert le 29 novembre par M. Anwar — dans le cadre de l'Année internationale décrétée par les Nations unies, — a touché, en effet, deux sujets extrêmement sensibles : le sort des habitants d'origine de la péninsule et l'exploitation forestière intensive dans les zones qu'ils habitent.

## KUALA-LUMPUR

de notre envoyé spécial

Grand vainqueur du récent congrès de l'UMNO, le parti au pouvoir en Malaisie, qui l'a élu au poste de numéro 2, M. Anwar a été nommé, mercredi 1<sup>er</sup> décembre, vice-premier ministre. Le ministre des finances, qui est âgé de quarante-six ans et représente l'aile dite des « nouveaux Malais », succède à son rival malheureux, Abdul Ghafar Baba, démissionnaire (le Monde du 11 novembre).

Ce n'est sans doute pas une coïncidence si cette promotion s'est accompagnée d'un exercice

de « glasnost » dans un pays où la vie politique et les médias sont sévèrement contrôlés par un gouvernement qui ne rechigne guère à jouer de la corde du nationalisme. Le « Séminaire international sur les peuples indigènes », ouvert le 29 novembre par M. Anwar — dans le cadre de l'Année internationale décrétée par les Nations unies, — a touché, en effet, deux sujets extrêmement sensibles : le sort des habitants d'origine de la péninsule et l'exploitation forestière intensive dans les zones qu'ils habitent.

La Malaisie connaît une situation particulière : la principale ethnicité, les Malais, est à peine plus nombreuse que les immigrants d'origine chinoise et indienne. Mais ces mêmes Malais, qui ont la haute main sur la direction du pays, doivent faire face à la question des aborigènes de la péninsule, les Orang Asli, confinés dans les forêts, et des peuples d'origine des deux Etats de Malaisie orientale, le Sarawak et le Sabah.

Le thème de ce séminaire était d'ouvrir un débat, avec une participation internationale, à la fois gouvernementale et de représentants de peuples indigènes : Indiens des Amériques ou Aborigènes australiens. L'intention était louable. Elle manifestait une prise de conscience des autorités, leur intention d'accepter un dialogue et la comparaison avec les expériences étrangères en matière de protection et de développement de minorités ethniques défavorisées, exclues du pouvoir, du partage des richesses et tenues en tutelle. Pour la première fois, s'ouvrait un débat sur un sujet lié aux droits de l'homme.

## «Intellectuels au cœur sensible»

A l'issue d'une réunion, qui semblait parfois destinée à montrer aux Malaisiens que leurs dirigeants bénéficient d'une haute image internationale et que leur politique est la meilleure, les participants ont demandé une reconnaissance du droit des peuples indigènes à posséder leur terre et la mise sur pied d'organismes consultatifs, nationaux et internationaux, permettant à ces peuples d'exprimer leurs sentiments et leurs revendications, souvent étouffées par le pouvoir ou ignorées, voire méprisées, par les populations majoritaires. Sur ce plan, les représentants des peuples indigènes de Malaisie ont pu prendre contact entre eux et avec leurs frères d'ailleurs sans risquer d'être suspects de subversion.

Mais cette ouverture, réelle, a eu son revers. Le vice-ministre de la culture et du tourisme a affirmé qu'il n'était pas question d'imposer à la Malaisie des cri-

tères venus d'ailleurs : chacun reste maître chez soi. Une position qui rappelle celle de la Chine, dont le délégué a proclamé que, chez lui, il n'y avait pas de problème ethnique. Les 1,2 milliard de Chinois étant tous des « peuples d'origine ». Personne n'a mentionné que certains étaient moins égaux que d'autres, comme les Tibétains.

Dans son affirmation d'ouverture, M. Anwar s'en était pris à ces Occidentaux, « intellectuels ou cœur sensible », qui sèment le trouble dans le tiers-monde. Fustigeant l'« âge de l'hégémonie atlantique » qui a suivi la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, l'attitude des Américains, des Canadiens, des Australiens ou des Néo-Zélandais à l'égard de leurs « indigènes », il a condamné ces « intérêts acquis qui se déguisent en altruisme et en humanisme ». L'attitude de ces anciens colonialistes voulant, selon lui, maintenir avec « condescendance » les bons sauvages dans l'isolement est inadmissible alors qu'il faut que ces derniers soient intégrés dans le processus de développement.

Kuala-Lumpur en a, en particulier, après des organisations non gouvernementales (ONG) qui critiquent l'exploitation massive de ses forêts ou la manière dont les peuples d'origine sont privés de leur terre. Ce séminaire, parfois houleux, était largement destiné à combattre leur influence. Ici, le diable a un nom : Bruno Manser, un écologiste suisse banni pour avoir défendu les droits d'une peuplade du Sarawak, les Penan. Leur cas a cristallisé des positions inconciliables. Alors que la plupart des délégués malaisiens sont restés prudemment silencieux, quelques-uns ont parlé du malaise des Penan devant un développement imposé, la destruction de leur patrimoine forestier, leur regret d'un passé où ils étaient soumis « à la reine d'Angleterre ». D'autres officiels n'hésitaient pas à déclarer, en privé, que les Penan mécontents n'avaient qu'à retourner dans la jungle pour servir de nourriture aux moustiques ou à « émigrer au Canada ».

M. Anwar a eu le courage d'ouvrir un débat délicat, même s'il en a limité fortement la portée. Reste à savoir si ce geste spectaculaire sera suivi d'effets concrets. En attendant, en bordure de Kuala-Lumpur, deux villages d'Orang Asli s'appellent à être déplacés : il y a quelques années, ils avaient déjà été réinstallés d'autorité pour faire place à une université ; cette fois-ci, il s'agit de construire un nouveau golf...

PATRICIE DE BEER

## CAMBODGE

## La police thaïlandaise a découvert un important stock d'armes des Khmers rouges

## BANGKOK

de notre correspondant

La police thaïlandaise a découvert, mardi 7 décembre, un arsenal d'armes et de munitions chinoises appartenant aux Khmers rouges à proximité de la frontière cambodgienne. La presse thaïlandaise a rapporté, mercredi, que les stocks (des canons à longue portée, des centaines de mortiers, de lance-grenades et de lance-roquettes ainsi que leurs munitions) étaient regroupés sous un hangar de 10 mètres de large sur 40 mètres de long dans la province de Chanthaburi, située en face du principal bastion khmer rouge de Pailin.

La police a découvert la cache à la suite de l'interception, tôt dans la matinée, sur le principal axe routier de la province, d'un camion transportant 5 tonnes d'armes cachées sous des sacs de riz. Les six hommes arrêtés ont alors indiqué l'emplacement du hangar gardé par une vingtaine de Cambodgiens qui se sont rendus sans résister. Les armes étaient neuves mais, d'après leurs numéros de série, elles auraient été entreposées sur place depuis longtemps. L'un des suspects — qui a affirmé être Khmer

rouge — a déclaré que le camion se rendait à Pailin pour y livrer ses armes sur ordre de Son Sen, l'un des principaux dirigeants du mouvement. La Chine a affirmé n'avoir plus livré d'armes aux Khmers rouges depuis la signature à Paris, le 23 octobre 1991, d'un accord international de paix sur le Cambodge. Des déserteurs khmers rouges ont déclaré, de leur côté, à des enquêteurs des Nations unies que les Thaïlandais les avaient contraints, fin 1992, à transférer dans leurs zones au Cambodge leurs derniers stocks d'armes encore présents en territoire thaïlandais (le Monde du 1<sup>er</sup> octobre). Selon le quotidien de Bangkok The Nation, l'arsenal se trouvait dans une zone sous le contrôle de fusiliers marins thaïlandais.

Sa découverte est intervenue avant la visite au Cambodge, samedi et dimanche, de Prasong Songstiri, ministre thaïlandais des affaires étrangères, en vue d'aplanir plusieurs différends entre Bangkok et Phnom-Penh, y compris en ce qui concerne les liens supposés entre les Khmers rouges et des militaires thaïlandais.

JEAN-CLAUDE POMONTI

## AMÉRIQUES

## HAÏTI

## M. Malval ne souhaite pas que l'ONU participe directement aux futurs pourparlers

Le premier ministre haïtien, Robert Malval, a déclaré, mardi 7 décembre, à New-York, qu'il ne souhaitait pas que l'ONU participe directement à la conférence de « réconciliation nationale », dont il souhaite la tenue prochainement à Port-au-Prince. Après avoir rencontré le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, M. Malval a indiqué qu'il préférerait que l'ONU ait un rôle d'observateur lors de cette réunion, nous indique notre correspondante aux Nations unies, M. Malval affirme qu'il ne s'agit

nullement d'un « divorce » entre l'ONU et lui. Le premier ministre haïtien espère que la conférence pourra se tenir entre le 15 et le 20 décembre prochain dans un hôtel de Port-au-Prince.

Il est « presque certain » que les dirigeants militaires y participeront. M. Malval dément enfin catégoriquement qu'il puisse remplacer Jean-Bertrand Aristide à la présidence. Le premier ministre se rend mercredi au Vatican, puis, à partir du 13 décembre, à Paris.

## ÉTATS-UNIS

## Dix ans de prison pour le jeune Noir qui avait agressé un camionneur blanc

Un jeune Noir a été condamné, mardi 7 décembre, à dix ans de prison pour l'agression d'un camionneur blanc lors des émeutes raciales de Los Angeles au printemps 1992, tandis que son coaccusé s'est vu infliger une peine de mise à l'épreuve. Reconnu coupable de voies de fait et d'agression contre le camionneur blanc, Reginald Denny, et plusieurs autres automobilistes, Damian Williams, âgé de vingt ans, a été condamné à la peine maximale. Le juge John Ouderkirk a néanmoins estimé qu'en raison de sa détention provisoire et de sa bonne conduite

son emprisonnement ne pourra excéder huit ans.

Son coaccusé, Henry Watson, vingt-neuf ans, a été condamné à une peine de mise à l'épreuve jusqu'en 1997 et à 320 heures de travail d'intérêt général pour voies de fait. Il avait plaidé coupable pour l'attaque d'un autre camionneur.

Qualifiant les actes de Damian Williams d'« exceptionnellement violents » et de « cruels », le juge Ouderkirk a déclaré qu'il était « intolérable dans notre société » de frapper quelqu'un « à cause de sa race ». — (AFP.)

## EN BREF

CHINE : huitième détournement d'un avion depuis avril. — Un avion chinnois avec 137 passagers à bord a été détourné, mercredi 8 décembre, sur Taiwan. L'appareil, qui reliait les villes de Qingdao et Fuzhou, s'est posé à Taipei, où les pirates de l'air se sont rendus aux autorités. Il s'agit du huitième détournement d'un avion chinnois sur Taiwan depuis le mois d'avril. — (AFP, AP.)

ÉTATS-UNIS : exécution en Géorgie. — Christopher Allen Burger, meurtrier d'un militaire en 1977 alors qu'il était âgé de seulement dix-sept ans, est mort, mardi 7 décembre, sur la chaise électrique dans une prison de Géorgie. Le condamné a passé près de la moitié de sa vie dans la « couloir de la mort » dans l'attente de sa exécution. C'est la première fois depuis trente-six ans qu'un condamné à mort est exécuté en Géorgie pour un meurtre commis alors qu'il était mineur. — (Reuters.)

VENEZUELA : cinq détenus tués dans une prison. — Cinq détenus de la prison de Maracaibo (500 km à l'ouest de Caracas) ont été découverts morts, mardi 7 décembre au matin, par les responsables du pénitencier. Les victimes, quatre Colombiens et un Vénézuélien, ont été égorgés avec des couteaux confectionnés par d'autres prisonniers, a affirmé la police. Près d'une centaine de détenus ont été tués cette année dans les prisons du Venezuela lors de mutineries ou autres violences. — (AFP.)

هنا من الأخبار



INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Lors de sa troisième tournée au Proche-Orient

# Warren Christopher cherche à débloquent les négociations israélo-syriennes

Yasser Arafat a qualifié de «sacré» au cours d'une conférence de presse tenue, mardi 7 décembre, à Bonn, la date du 13 décembre pour le début du retrait israélien de la bande de Gaza et de Jéricho, prévu par la Déclaration de principes signée, le 13 septembre dernier, à Washington. «Je suis sûr qu'il y a des raisons (de report) mais j'espère que cela n'arrivera pas car cela aurait des effets négatifs sur le processus de paix», a-t-il affirmé.

Israël s'apprête à libérer quelque mille deux cents prisonniers palestiniens, a affirmé mercredi le quotidien travailliste *Davar*, citant des sources proches du ministère de la Défense. Selon ce journal, cette mesure, qui pourrait s'accompagner d'un début de redéploiement militaire, s'inscrirait dans le cadre des gestes de bonne volonté, destinés à créer un climat de confiance entre Palestiniens et Israéliens à l'approche du 13 décembre.

D'autre part, le secrétaire d'Etat américain a indiqué mardi à Jérusalem qu'il s'était rapproché de l'objectif central de sa troisième tournée au Proche-Orient, à savoir le déblocage des négociations israélo-syriennes, sans préciser la forme que pourrait avoir la reprise de ces discussions. «J'espère que je pour-

rai vous donner des détails avant que nous quittions la région», a simplement dit M. Christopher, qui doit retourner jeudi à Damas.

De son côté, la délégation palestinienne aux négociations bilatérales avec Israël a évoqué, mardi, avec M. Christopher, la nécessité de mettre fin «aux violences des colons», a déclaré Hanane Achraoui, qui a qualifié de «très constructives» cette rencontre. A cet égard, des heurts entre juifs et Palestiniens ont eu lieu le même jour à Hébron.

## Une proposition de M. Weizman

Des Palestiniens ont attaqué à coups de pierres des juifs venus participer aux funérailles de deux colons tués, la veille, par un commando d'intégristes. Civils et soldats ont alors ouvert le feu en direction des agresseurs, sans faire de victime. D'autre part, un colon a été sérieusement blessé, mercredi, près de Bethléem, par un Palestinien qui a tiré à bout portant.

La violence des colons israéliens «nécessite une protection internationale du peuple palestinien dans les territoires occupés», a estimé mardi, dans un communiqué publié à Damas, le commandement conjoint

du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP). Ces deux organisations, hostiles au processus de paix, ont mis en garde Yasser Arafat contre «une soumission aux pressions israéliennes».

A Gaza, un cheikh, considéré comme proche du Fatah, la principale composante du FOLP, a été assassiné mardi dans sa pècherie par des hommes masqués. D'autre part, vingt-deux personnes du FPLP ont été arrêtées dans la nuit de lundi à mardi en Cisjordanie lors d'une rafle faite par l'armée.

Pour sa part, le chef de l'Etat, Ezer Weizman, a appelé mardi à la formation d'un gouvernement d'unité nationale. «Nous sommes aujourd'hui dans une situation très compliquée. Il faut se rassembler», a-t-il affirmé. Sa proposition s'est heurtée à une fin de non-recevoir du premier ministre. «Nous sommes occupés par la lutte contre le terrorisme et non pas par la constitution d'un gouvernement d'union nationale», a répliqué Itzhak Rabin. Le gouvernement s'est fixé pour politique de continuer les négociations (de paix), et c'est tout ce dont nous nous occupons. - (AFP)

YÉMEN

# Nordistes et Sudistes tentent de surmonter leurs divisions

Le ministre des affaires étrangères, Mohamed Salem Bassan-dawa, a déclaré, mardi 8 décembre, au quotidien *El Khalef* des Emirats Arabes Unis, «qu'au Yémen, unifié en 1990, il y a, en réalité, une redivision non proclamée». De son côté, lors d'un entretien récemment accordé, à Paris, au *Monde*, le ministre de la culture, Jarallah Omar, a reconnu la gravité de la crise et invité les deux principaux partis au pouvoir à faire des concessions dans l'intérêt de «la patrie».

Nous sommes condamnés à demeurer unis. Les deux Yéménites ne peuvent plus faire marche arrière sans à voir le pays éclater en une multitude de petits Etats - et non plus selon le clivage ancien : Nord-conservateur, Sud-socialiste -, nous a déclaré en substance M. Omar. Réalisme ou vœu pieux d'un «Nordiste», membre du parti socialiste yéménite (PSY) qui gouvernait le Sud avant la proclamation de l'unité en novembre 1990, d'un homme qui tente donc de faire la synthèse entre toute théorie entre les deux ex-Yéménites?

Une synthèse si théorique qu'il y a deux semaines, le Congrès populaire général (CPG) du président Ali Abdullah Saleh, qui gouvernait le Nord, a accusé le PSY de velléités sécessionnistes, après que l'un des responsables de cette dernière formation eut proposé la recette du fédéralisme pour sortir de l'impasse actuelle. La semaine dernière, le PSY a retourné au CPG les mêmes accusations.

«La patrie, dit le ministre, c'est un ensemble d'intérêts. Nous devons donc renoncer aux slogans creux pour [tisser] un réseau d'intérêts». Or, l'interdépendance des deux parties du Yémen est patente : «La moitié de la population d'Aden est originaire du Nord. Il y a plus de soixante-dix mille ouvriers originaires du Nord dans le Hadramout. Le pétrole extrait dans le nord aboutit sur la mer Rouge et le gaz qui sera extrait de Maareb sera acheminé par oléoduc vers Aden», argumente-t-il.

La place qu'occupe le port d'Aden dans le Yémen unifié explique sans doute aussi pourquoi le PSY, implanté principalement dans le Sud, se sent assez fort pour opposer une résistance tenace au gouvernement central installé à Sanaa. Les résultats des dernières élections législatives - qui ont révélé un regain de popularité du PSY après une perte de vitesse consécutive à la proclama-

tion de l'unité - le confortent dans sa résistance.

M. Omar rejette sur «le Nord» la responsabilité principale de la crise, même s'il admet que le PSY «n'a pas le monopole de la vérité» et s'empresse de distribuer des satisfecit à bon nombre de membres du CPG. Le seul fait qu'un ministre admette sans détour qu'il tient un discours «partisan» prouve non seulement le manque d'homogénéité de l'équipe en place mais aussi l'ampleur du fossé qui sépare les formations membres de la coalition gouvernementale. La crise est si grave qu'elle avait entraîné, début novembre, des mouvements de troupes du Nord en direction du Sud. La récente prise en otage d'un diplomate américain par une tribu, souligne, elle aussi, la faiblesse du pouvoir central.

«Un gouvernement ne peut être tenu pour responsable» de ses propos et de ses actes que s'il a toutes «les prérogatives d'un gouvernement», dit M. Omar. Ce qui n'est pas le cas. «Il faut, martèle-t-il, que les militaires, ou une partie d'entre eux - sous-entendu l'armée du Nord - cessent de gouverner en coulisses».

## «Un mariage sans fiançailles»

L'armée est précisément l'un des multiples sujets de friction entre le CPG et le PSY, sans oublier les questions liées à la décentralisation financière, économique et administrative, à l'organisation d'élections locales, au développement équilibré, etc. Pour autant, à son avis, proposer une solution fédérale aujourd'hui ne résoudrait rien. «L'unité yéménite a été un mariage sans fiançailles, dit-il. Et l'on ne peut pas célébrer les fiançailles une fois le mariage conclu. Ce qu'il faut, c'est s'employer à faire en sorte que cette unité soit réussie et équilibrée». Cette unité doit, d'après lui, se réaliser selon des normes communément admises, sous couvert de la loi et de l'ordre, et aboutir à la naissance d'un Etat moderne qui prenne en compte les particularismes locaux. Et si les tribus, selon lui, étaient jusqu'au bout réfractaires à tout changement, ce n'est pas en vertu d'une quelconque tare ancestrale, mais bien parce que le régime qui gouvernait au Nord les maintenait en l'état.

Il faut, préconise M. Omar, renoncer aux deux voies originales - celles du CPG et du PSY - et en trouver une troisième qui soit le résultat de «concessions que feraient les uns et les autres pour la patrie». Belles paroles... Ce qui est, en tout cas, assez nouveau dans ces propos, c'est le net

refus de rejeter la responsabilité de la crise sur le puissant voisin saoudien comme ce fut le cas pendant de longues années.

«Je ne suis pas convaincu de l'utilité d'une telle démarche», dit-il, les Yéménites étant, à ses yeux, les Yéménites responsables de la crise. Non pas qu'il n'y ait eu aucune «ingérence». Ryad, assure-t-il, ne finance pas les extrémistes islamistes yéménites de l'organisation du Djihad, et les anciens d'Afghanistan. Un riche homme d'affaires saoudien, Oussama Bin Laden, est bien soupçonné de leur venir en aide, mais, précise-t-il, il est interdit de séjour dans son pays et vit au Soudan.

MOUNA NAIM

DIPLOMATIE

# Nouvelle polémique entre la Macédoine et la Grèce

La Grèce a formellement démenti, mardi soir 7 décembre, des accusations de l'ancienne République yougoslave de Macédoine (ARYM), faisant état d'une violation de son espace aérien, la veille au milieu de la nuit, par deux avions de combat grecs. Un porte-parole officiel, Evangelos Venizelos, a notamment déclaré que cette affaire était «étrangère à tout fondement», et affirmé que «fabriquer de telles informations prouve l'attitude provocatrice de Skopje». M. Venizelos a ajouté qu'Athènes avait rejeté la note de protestation que le ministre macédonien des affaires étrangères avait remise au consul de Grèce à Skopje, Elias Bladès.

Selon le communiqué de Skopje, les deux appareils sont entrés dans l'espace aérien de la Macédoine, près de Resen (sud-ouest), et se sont dirigés vers l'estuaire de télévision dominant le mont Pelister, avant d'obliquer vers le mont Kajmakalan et de reprendre la direction de la Grèce. Une polémique similaire avait opposé les deux capitales en janvier dernier.

Par ailleurs, le ministre turc des affaires étrangères, Hikmet Cetin, a déclaré, mardi, à Skopje, que la Turquie «appuie l'intégrité territoriale et l'indépendance» de cette République. La Grèce, qui entretenait traditionnellement des relations tendues avec la Turquie, s'oppose à la reconnaissance internationale de la Macédoine. - (AFP)

EUROPE

AUTRICHE

# Les attentats à la lettre piégée sont attribués à l'extrême droite xénophobe

## VIENNE

de notre correspondant  
Epargnée jusqu'à présent par la violence xénophobe, l'Autriche est sous le choc de la série noire d'attentats à la lettre piégée, qui ont fait plusieurs blessés graves. Les médecins ne peuvent toujours pas totalement exclure l'implication de la main du maire de Vienne, Helmut Zilk, le plus gravement touché, qui a déjà été amputé de trois doigts.

Sous une forme ou une autre, toutes les personnes visées avaient affaire aux étrangers, aux réfugiés ou à l'immigration. Cet indice donne à penser que le ou les auteurs de ces actes «ont à chercher dans les milieux de l'extrême droite xénophobe», selon le directeur général de la sécurité, Michael Sila.

La police soupçonne des néonazis autrichiens, mais n'exclut pas l'implication de néonazis allemands. L'hypothèse d'un seul fou criminel n'est pas non plus écartée, selon M. Sila. Les enquêteurs ont trouvé dans plusieurs lettres piégées une référence au comte Ernst Rüdiger de Starhemberg, un nom cité dans plusieurs revues néonazies, notamment *Halt*. Le comte de Starhemberg, commandant de la ville de Vienne, avait mené la défense de la cité assiégée par les Turcs en 1683. Il est considéré comme le symbole de la lutte contre les étrangers dans les milieux néonazis.

Les autorités avaient réussi, au début de l'année, à décapiter le réseau néonazi autrichien en mettant sous les verrous ses figures de proue, Gottfried Küssel, condamné à dix ans de prison, Walter Ochsenberger - qui attend son procès - et Gerd Honsch, en fuite.

Selon les estimations de la police, le noyau dur de l'extrême droite compte plusieurs dizaines de personnes auxquelles s'ajoutent environ mille militants et un nombre difficile à déterminer de sym-

pathisants. Le dirigeant populiste du Parti libéral (FPÖ, droite nationaliste) Jörg Haider, connu pour ses dérapages verbaux, est l'objet de vives critiques : pour avoir attisé la xénophobie, il est accusé de porter une part de responsabilité dans l'escalade de la violence. M. Haider avait lancé au début de l'année une consultation populaire contre l'immigration, sans atteindre le million de signatures espéré. Il a condamné les attentats, comme l'ensemble de la classe politique, et a promis de «mesurer ses propos». Pour preuve de sa bonne volonté, le FPÖ a doublé la rédemption de 300 000 schillings (environ 150 000 francs) offerte pour toute information permettant d'arrêter les auteurs des lettres piégées.

WALTRAUD BARYLI

ITALIE

# Les «mains» de la Ligue

Deux jours après son relatif échec aux élections municipales, la Ligue du Nord connaît de nouveaux revers au point que ce mouvement, qui avait fait de la lutte contre la corruption l'un de ses thèmes de prédilection, pourrait faire figure d'arroseur arrosé.

Son ancien secrétaire administratif, Alessandro Panelli, accusé d'un des attentats, a été arrêté, mardi 7 décembre, à la demande des magistrats milanais chargés de l'enquête sur la corruption «Mani pulite» (les Mains propres). Il est accusé de viola-

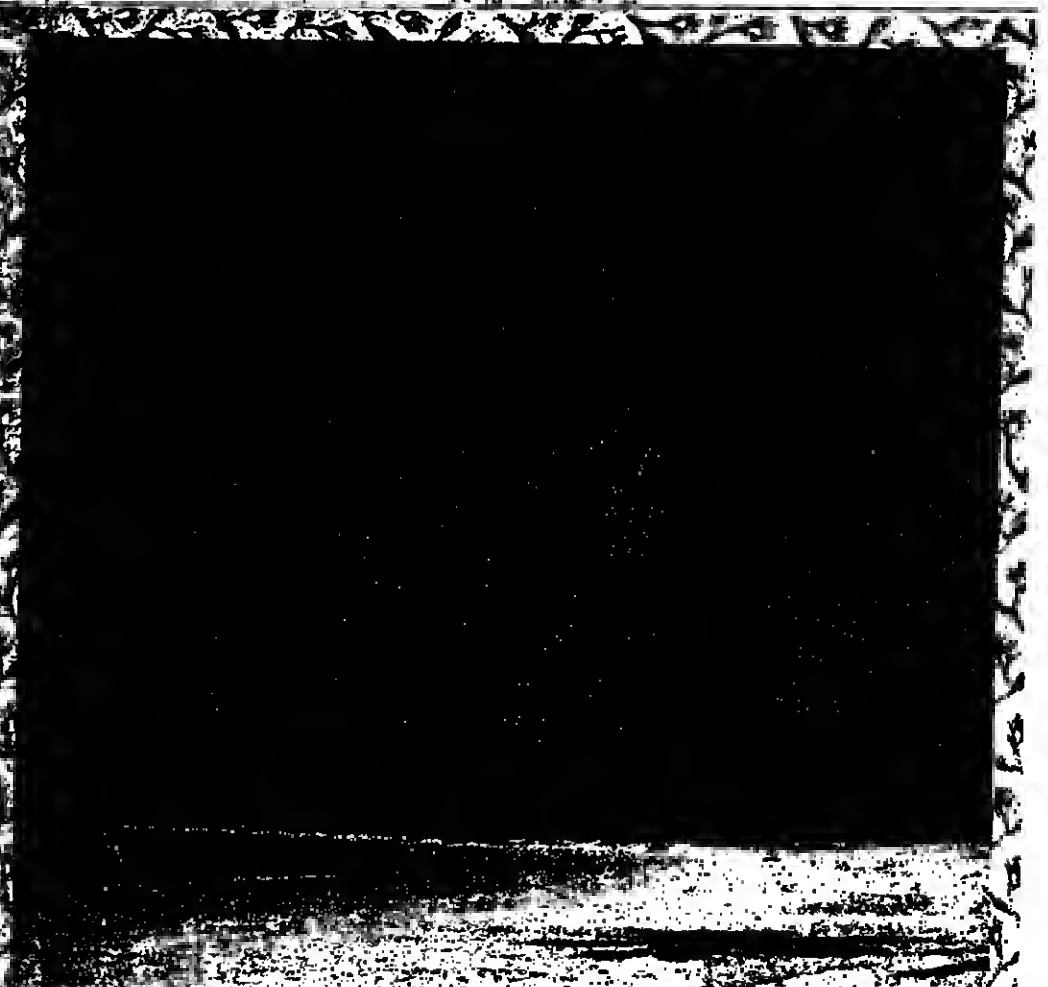
tion de la loi sur le financement des partis politiques, et plus précisément soupçonné d'avoir reçu un dessous-de-table de la part du groupe chimique Montedison.

Le mois dernier déjà, la Parquet de Varèse avait déclenché des poursuites contre un sénateur du mouvement, Giuseppe Leoni, soupçonné d'avoir bénéficié d'un financement illégal de la maison d'édition de la Ligue.

Cette affaire avait provoqué la démission de M. Leoni et la colère de M. Bossi, contre les magistrats, alliés selon lui à «l'ancien système». - (AFP)

La Démocratie-chrétienne décide de soutenir les projets de Mario Segni. - La Démocratie chrétienne italienne (DC) a annoncé, mardi 7 décembre, son soutien au projet du dirigeant centriste du mouvement référendaire Mario Segni, ancien démocrate-chrétien lui-même. Il entend former une grande force politique

de centre-droit pour faire contrepoids à la gauche. Dans un appel qui devait paraître mercredi dans l'organe de la DC, *Il Popolo*, le secrétaire national, Mino Martinazzoli, déclare : «Avec l'originalité de notre expérience politique, nous entendons donner vie à l'alliance électorale proposée» par M. Segni. - (AFP)



La beauté paisible de Goa.

# Trésors de l'Ouest

Bienvenue dans la palpitante ville de Bombay, porte de l'Inde, renommée pour la chaleur de son accueil et les délices de sa cuisine, mais aussi pour la douceur de ses soies et la souplesse de ses cuirs, ses tentures uniques ou son éblouissant artisanat sur miroir.

Visitez les temples d'Ellora et Ajanta et admirez leurs magnifiques sculptures et peintures rupestres vieilles de plus de 2000 ans.

Promenez-vous sur les plages dorées de Goa et naviguez sur une mer d'un bleu éblouissant. Offrez-vous la frisson d'une rencontre avec un tigre dans le parc national de Kanha.

Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, vos vacances en Inde resteront pour vous un souvenir impérissable. Contactez votre agence de voyages dès aujourd'hui.



Veuillez m'envoyer votre nouvelle brochure.

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

**India**

Office National Indes de Tourisme  
1, bd de la République, 75009 Paris  
Tél. 1 42 65 83 86 Fax 1 42 65 91 16  
Châtel 3013 1993



EUROPE

# La Russie en campagne

## III - Une fédération introuvable



Après avoir dissous et fait bombarder le Parlement, Boris Eltsine est resté « seul maître à bord » dans une société bouleversée (le Monde des 7 et 8 décembre). Elle est convoquée aux urnes, dimanche 12 décembre, pour élire une nouvelle Assemblée et adopter la Constitution rédigée par l'entourage présidentiel - bases fragiles pour un enjeu essentiel : la construction d'un véritable Etat, qui plus est fédéral, dans un semi-continent qui tire à hue et à dia.

### MOSCOU

de notre envoyée spéciale

La Russie a une vieille expérience du décalage entre le discours des stratèges politiques et la réalité. C'est frappant lorsqu'on écoute les émissaires « radicaux » annoncer une victoire sur l'inflation ou l'avènement d'un Etat de droit. Ce n'est tout autant quand ils affirment que l'adoption de leur Constitution va donner naissance à une « nouvelle Fédération ».

Le problème dépasse largement celui des 20 % de non-Russes vivant en Russie, dont une petite fraction seulement, légitimement tentée par le séparatisme, ferait courir au pays la menace d'une « désintégration » semblable à celle de l'URSS. Mais l'équipe au pouvoir cherche manifestement à présenter les choses ainsi : votez pour la Constitution ultra-présidentielle et centralisatrice le 12 décembre, disent-ils, car elle donne les moyens, en supprimant la notion de « souveraineté » des Républiques incluses dans la Russie, de mettre au pas les Tchétchènes et autres Tatars qui empêchent de tourner rond. Les « émissaires modérés », et certains démocrates pressés à l'opposition, ne disent pas autre chose quand ils conseillent d'adopter cette Constitution « guère démocratique, mais qui vaut mieux que rien et peut éviter des drames à la yougoslave ». Quant à Vladimir Jirinovski - le Le Pen local - il soutient, dans ses interventions télévisées, le texte proposé, en promettant de le durcir encore quand il sera le premier ministre de Boris Eltsine.

Ce consensus dans les flatteries aux « lumières de la Grande Russie », bien sûr, des objectifs électoraux, mais aussi un prétexte objectif : autant que le conflit entre Boris Eltsine et son Parlement, c'est l'introuvable accord entre les vingt et une « Républiques » non russes de la Fédération, d'une part, et le reste de ses soixante-huit « régions » et « districts autonomes », qui empêche depuis deux ans l'adoption d'une nouvelle Constitution. Un blocage qui e-

plongé le pays dans l'ère des décrets présidentiels, jusqu'à la suppression du Parlement et l'adoption par référendum d'une Constitution entière que les électeurs n'auront bien sûr guère lue.

### L'aigle impérial

C'est aussi par un oukaze que Boris Eltsine a donné « au peuple multinational de Russie », et sans attendre son avis, de nouvelles

que nord-caucasiennes des Tchétchènes, où un petit million de montagnards refusent toute couronne russe, même lointaine : ils ont proclamé leur indépendance et ne participent à aucun scrutin « étranger ». Mais au Tatarstan, la République qui a été le plus loin, après la Tchétchénie, dans la voie de l'indépendance, la formule de la petite couronne conviendrait parfaitement aux autorités locales.

Le Tatarstan, peuplé à moitié de Russes comme la plupart de ces Républiques dessinées sous Staline, doit, en effet, louver entre ses indépendantistes et ses fédéralistes.



armoiries : ce sera, comme le veut l'air du temps à Moscou l'emblème de la capitale, placé au milieu de celui de l'ex-empire tsariste - l'aigle à deux têtes couronnées, portant d'un côté un sceptre et de l'autre un globe surmonté d'une croix (les dix millions de musulmans en Russie apprécieront) : le tout coiffé d'une troisième grande couronne.

A Kazan, capitale du Tatarstan, on a vite trouvé une interprétation : sous les tsars, affirmait-on, les deux petites couronnes représentaient la Pologne et la Finlande annexées ; dorénavant, ce seront celles du Tatarstan et de la Tchétchénie... La plaisanterie ne devrait pas plaire dans la Républi-

Mais il se prévaut d'un statut spécial d'Etat « souverain et associé » à la Fédération de Russie. Il a donc refusé, comme la Tchétchénie, de signer avec Moscou le traité de la Fédération de mars 1992. Celui-ci conservait le terme de « souveraineté » des Républiques (héritage des Constitutions soviétiques), mais se gardait bien d'en définir les modalités.

Le traité fut néanmoins signé par tous les autres « sujets » de la Fédération (Républiques, territoires, régions et districts autonomes), qui y conservaient leurs statuts d'autonomie décroissante - source de rivalités infinies. La signature fut saluée comme une grande victoire

sur les tendances centrifuges à l'œuvre en Russie depuis le mort de l'URSS, même si Moscou n'était pas dupe de la difficulté de peser de théories à la pratique dans ce domaine. Et pour tenter d'avoir au moins un beau texte fédéral signé par tout le monde, le Kremlin fit des avances au Tatarstan, dans l'espoir de ramener dans son giron jusqu'au dernier Tchétchène. Sept accords bilatéraux furent ainsi signés par Moscou et Kazan, donnant au Tatarstan des avantages refusés aux autres « sujets » - dont celui de vendre à l'étranger et à son compte une part importante de son pétrole.

Il est vrai que ces accords devaient rester secrets. Mais il était bien sûr vain de penser qu'un tel « secret » puisse être gardé. Les Russes en ont parlé un peu aux Tchétchènes pour les alimenter, et les Tatars à leurs cousins turcophones les lakoutes - dont l'immense République dans les glaciers sibériens produit tous les diamants de la Russie et que chacun cherche donc à avoir pour alliée. Les termes des accords tatars ont ainsi circulé comme argument des marchandages complexes entre le Kremlin et ses divers « sujets », auxquels se réduit la « politique fédérale ».

Il n'est donc guère étonnant de voir fleurir, à partir de 1993, les régions qui se proclament, les unes ou les autres, des « Républiques ». Cela va de la pauvre Vologda, au nord-est de Moscou, aux régions d'Extrême-Orient, déjà tournées vers l'Asie, en passant par les Républiques qui proclament les Cosaques sur les marches sud de la Russie, guère appréciées des « élites ». Toutes y voient un moyen de fixer à soi la couverture trouée du budget fédéral, en brandissant la menace de ne plus payer les impôts fédéraux ou de couper les livraisons dues « au centre ». Ces menaces sont le plus souvent suivies d'effet, jusqu'à ce qu'une instance quelconque de Moscou (gouvernement, Parlement ou « commission spéciale ») ne débouche une « allocation extraordinaire » - sur fond de lutte politique et de pots-de-vin. Certaines régions parviennent à vendre à l'étranger ce qu'elles soutirent ainsi au centre (une quarantaine d'aéroports « internationaux » ont ouvert en Russie), ou à le troquer avec des voisins : il se crée ainsi de véritables pouvoirs régionaux.

Le meilleur exemple en est l'Oural. Edouard Rossel, chef de l'administration de la région de Sverdlovsk, l'ancien fief d'Eltsine, affirme qu'avec ses 4,7 millions d'habitants et ses richesses industrielles, elle est le premier pourvoyeur du budget fédéral, auquel elle a versé l'an dernier 53 % de ses

impôts. Alors que le Tatarstan « souverain » (3,5 millions d'habitants) n'aurait versé à Moscou que 0,1 % des siens... tout en recevant plus de subventions que Sverdlovsk. Pour protester contre ce qu'il appelle une « prime à l'insubordination », le soviet régional de Sverdlovsk proclame à son tour, le 1<sup>er</sup> juillet, sa « République ».

Il fut certes dit que cette action de M. Rossel, nommé à son poste par Boris Eltsine, avait été recommandée par ce dernier pour couper l'herbe sous le pied des Républiques nationales. Mais le résultat est que M. Rossel a poussé ses ambitions : fin octobre, il édicta son premier oukaze pour mettre en vigueur la Constitution d'une vaste « République de l'Oural », à laquelle les régions voisines d'Orenbourg, Tcheliabinsk, Perm et Kourgan se disent prêtes à participer. Une telle République représenterait la moitié du potentiel industriel de la Russie. C'en était trop pour Boris Eltsine, qui destitua son ancien protégé. Et dans le projet de Constitution publié le 12 novembre, seuls les vingt et un « sujets ethniques » ont droit à leur nom de « République », les autres, dont Sverdlovsk, restent territoires, régions, etc.

Ce qui ne veut nullement dire que M. Rossel a perdu la partie. Il est soutenu par beaucoup de chefs d'entreprise de l'Oural, qui l'ont confirmé à la tête de leur puissante association économique régionale ; et il est pratiquement assuré d'être

élu au Conseil de la Fédération, la Chambre haute de la future Assemblée, où la guérilla repartira.

Car, en l'absence de listes réellement nationales (les partis sont surtout moscovites), cette Assemblée comprendra beaucoup de dirigeants actuels des régions, en majorité d'ex-communistes reconvertis en défenseurs des intérêts locaux, tels ceux de Sibérie qui s'étaient réunis pour menacer de couper le Transsibérien si M. Eltsine ne trouvait pas un accord avec le Parlement.

Le canon à Moscou a rafraîchi pour un temps leurs ardeurs. Mais ils ramèneront à l'Assemblée, sous un habillage « idéologique », les pratiques d'alliances et de marchandages. Amplifiées cette fois par l'argent investi dans la politique par les nouvelles et puissantes banques commerciales russes. Celles-ci soutiennent d'abord le parti d'Eltsine, et leurs filiales dans les régions ont pris une avance décisive sur les quelques banques qui se créent sur place. Mais on ne peut construire l'Etat en s'appuyant sur elles, quand tout le problème, ici plus qu'ailleurs, est d'amener les régions riches, ou intéressées à une économie ouverte sur l'étranger, à soutenir les « cendrillons » de la Fédération.

SOPHIE SHIHAB

Prochain article :

Une économie schizophrène

## Boris Eltsine dans le Caucase du Nord

A quatre jours du référendum sur la Constitution, pour lequel la nécessaire participation de 50 % des inscrits s'annonce difficile, Boris Eltsine s'est rendu dans le Caucase du Nord, où se trouvent sept des vingt et une « Républiques » ethniques de la Fédération. Il y a réuni leurs dirigeants et obtenu qu'ils condamnent les appels des mouvements nationalistes locaux à boycotter le référendum et les élections législatives. Mais la réunion « ne fut pas facile », comme l'a reconnu succinctement l'agence Tass. La région est en effet la plus troublée de Russie, avec plus de dix mille militaires déployés dans la zone du conflit entre Ossètes du Nord et Ingouches, aux portes de la République tchétchène, la seule en Russie à avoir expulsé l'armée russe de son territoire. M. Eltsine a « reconnu la nécessité de prendre sous contrôle le chemin de fer qui passe par la Tchétchénie, pour mettre un terme aux actes de banditisme con-

tre les trains », selon Tass - une formule rappelant la méthode utilisée pour reprendre le contrôle de la Géorgie, plus au sud. Et il a « ordonné au Conseil de sécurité russe d'examiner immédiatement le tracé et le renforcement de la frontière avec la Tchétchénie pour la rendre impénétrable ».

M. Eltsine a aussi promis de promouvoir un oukaze, mais seulement « au lendemain des élections », sur le retour en Ossétie des réfugiés ingouches (dont des centaines ont été tués il y a un an, y compris par les chars russes d'« interposition »). Enfin, concernant les régions du Kouban, de Stavropol et du Don, joignant le Caucase du Nord et où affluent les réfugiés, qui étaient aussi représentés à la réunion tenue à Natchik, M. Eltsine a « accepté de [leur] rembourser d'urgence les milliards de roubles dus pour le blé qu'elles ont vendu à l'étranger ».

S. Sh.

## Les Tatars boycottent les scrutins

### KAZAN (Tatarstan)

de notre envoyée spéciale

A priori, rien ne distingue la capitale du Tatarstan « souverain », sur les bords glacés de la Volga, des autres villes russes. Ni son Kremlin, image de celui de Moscou, avec murailles, palais et cathédrale, ni ses passants, la tête enfouie dans leur chapka. « Ici, il ne peut pas y avoir de pogroms entre Russes et Tatars, parce que, regardez, on ne peut pas nous distinguer physiquement », affirme Vitali, en pointant le doigt vers son ami Anvar, un Tatar qui se trouve être, fort opportunément, plus blond que lui. Mais cette déclaration spontanée signifie qu'au minimum, la question inquiète.

Descendants de tribus finno-ougriennes et turques, les Tatars de la Volga ont un lourd contentieux historique avec les Russes - qui étaient leurs vassaux jusqu'à la prise de Kazan par Ivan le Terrible en 1552. Première « minorité nationale » en Russie, ils sont quelque 7 millions et n'ont jamais perdu leur cohésion et leur conscience nationale malgré une intégration poussée dans la société russe. Pour parer à tout danger séparatiste, Staline leur avait désigné une mini-République, qui n'englobe aujourd'hui qu'un million et demi de Tatars, au milieu de presque autant de Russes.

Et pourtant la « danger » serait à nouveau là. Moscou avait pré-

dit des « flots de sang » si les autorités du Tatarstan, d'ex-communistes devenus des nationalistes modérés, ne renouaient pas, en mars 1992, à leur référendum sur la création d'un Etat « souverain, sujet du droit international, associé à la Russie ». Le vote a eu lieu, a donné 61,4 % de voix favorables, mais, loin d'attiser les passions, il a été suivi par une période beaucoup plus calme. Et si aujourd'hui les groupes nationalistes radicaux font campagne contre la Constitution de Boris Eltsine, qui supprime leur « souveraineté », et appellent au boycott des élections législatives, les Russes, majoritaires à Kazan, iront aux urnes sans problèmes. Même si les autorités se sont arrangées pour qu'il n'y ait pas de candidats du Tatarstan pour siéger au Conseil de la Fédération.

### Chantage économique

Le chef du bloc parlementaire des partis « fédéralistes » (composés majoritairement de Russes), Ivan Gretchev, affirme que « le vague séparatisme s'est achevé il y a plus d'un an, quand il fut clair que, pour des raisons économiques, tous cherchant à rancœur avec la Russie ». Mais il s'inquiète de la « propagande anti-russe publiée tous les jours dans la presse en langue tatar » et craint qu'à terme, la président élu du Tatarstan, l'ex-

premier secrétaire du parti, Mintimer Chaïmiev, ne développe un régime vraiment autoritaire.

Les intellectuels tatars ont, pour leur part, d'autres craintes : « Moscou a désormais une méthode pour s'imposer dans ses anciennes colonies : le chantage économique, appuyé à la fois par une intervention militaire déguisée en opération de paix, explique l'un d'eux, Damir Iekhekov. Ils pourront faire pareil chez nous : comme ils doivent couper les crédits à certaines usines militaires, pourquoi ne commenceraient-ils pas par celles du Tatarstan ? Je sais que des ouvriers se préparent à descendre dans la rue si ça devait se produire ».

Comme ces ouvriers du secteur militaire-industriel sont surtout russes et le pouvoir principalement tatar, les prétextes à haute et à intervention ne manqueraient pas. Cependant, un conseiller du président est sceptique sur les capacités actuelles des forces russes : « Trouver des unités qui tiennent sur un bâtiment est une chose - et même, on a vu que ça ne s'est pas fait tout seul. Instaurer l'état d'urgence dans une ville ou une région entière en est une autre ». Un temps de silence et il ajoute : « Surtout si ces unités devaient être accueillies par deux ou trois grenades... ».

S. Sh.

### ALLEMAGNE

## Les sociaux-démocrates gouverneront à Hambourg avec une « association d'électeurs »

Les sociaux-démocrates (SPD) et le « Stat Partei » (Parti de l'alternance, fondé par un dissident de l'Union chrétienne-démocrate, CDU) ont parvenus, mardi soir 7 décembre, à un accord pour gouverner ensemble à Hambourg. Ces deux formations contrôlent respectivement 38 et 8 sièges sur les 121 du Sénat de la ville hanseatique, depuis les élections du 19 septembre. Officiellement, il ne s'agit pas d'une coalition proprement dite, mais d'un « partenariat » pour les quatre années à venir : les délégations ont mis au point un compromis portant notamment sur la réforme de l'administration et l'avenir du quartier des squats de la Hafentrase qui ouvre la voie à une coopération inédite « rouge-verte ». C'est la première fois, en effet, dans l'histoire de la République fédérale, qu'une « association d'électeurs » - le Stat Partei ne veut pas se présenter comme un parti traditionnel - participe à la formation d'un gouvernement local. Le scrutin de septembre, provoqué par l'annulation des élections de 1991, avait marqué un recul des grandes formations : avec 40,4 % des voix, le SPD avait perdu plus de sept points. La droite avait été plus cuisante encore pour la CDU (25,1 % contre 35,1 %), tandis que les libéraux du FDP, n'ayant pas réussi à recueillir les 5 % de voix nécessaires, disparaissaient du

Sénat. Les vainqueurs étaient les écologistes (13,5 % des suffrages) et ce tout nouveau Stat Partei (5,6 %), qui avait axé sa campagne sur différents thèmes : la corruption des partis classiques devenus trop étrangers aux soucis des gens, le combat contre la bureaucratie. « Nous sommes tous des politiciens », répétait à l'envi le fondateur de cette « association d'électeurs », Marius Wagner.

Au lendemain des élections, le maire social-démocrate sortant, Henning Voscherau, avait d'abord entamé des négociations avec les Verts. Ces derniers s'en étaient retirés au bout de trois semaines, de

crainte de perdre leur profil propre dans une coalition avec le SPD. Le 15 novembre, le Stat Partei acceptait de discuter avec les dirigeants de la social-démocratie locale, et les ultimes détails du compromis, annoncé mardi, ont été réglés par MM. Voscherau et Wagner en personne. Les sociaux-démocrates confirment d'une certaine façon par cette alliance leur recentrage politique et beaucoup se demandent, avant la « saison électorale 1994 » si ce « modèle hambourgeois » ne pourrait pas être suivi dans d'autres Länder.

ALAIN DEBOVE

SUISSE : Otto Stich élu président de la Confédération helvétique pour 1994. - Le Parlement helvétique a élu, mercredi 8 décembre, le ministre des finances Otto Stich, par 167 voix sur 220, à la présidence tournante de la Confédération pour 1994. C'est la deuxième fois que le socialiste Otto Stich accède à la présidence où il succédera le 1<sup>er</sup> janvier à son collègue des transports et de l'énergie, Adolf Ogi. Originaire de Soleure, en Suisse allemande, M. Stich avait déjà occupé ce poste en 1988. (AFP)

TURQUIE : le président du principal parti pro-kurde remis en liberté. - Quatre jours avant le congrès de sa formation, dimanche, à Ankara, le président du Parti démocratique (DEP), seul parti pro-kurde de Turquie représenté au Parlement, Yasar Kaya, a été mis en liberté, mardi 7 décembre, par la Cour de shérif de l'Etat d'Ankara, après avoir passé trois mois en détention pour « séparatisme ». Le tribunal a décidé de mettre M. Kaya en liberté, de renvoyer l'affaire à une audience ultérieure et de lui interdire les voyages à l'étranger « jusqu'à ce que le procès se termine ». (AFP)



## Le gouvernement prévoit une croissance de près de 3 % à partir de 1995

C B

### Le second « collectif » budgétaire pour 1993

## Les députés adoptent des mesures en faveur des biocarburants

C. B.

La discussion rapide du « col-

## A Bordeaux

## M. Mitterrand insiste sur la nécessité d'une relance européenne

P. I.

## L'art du camouflage

Le seul problème, pour le ministre, c'est qu'il ne fait pas la différence entre recettes fiscales et recettes de privatisations, le traité de Maastricht, lui, la fait. Il prévoit que la cession d'entreprises publiques au privé peut améliorer le solde budgétaire, mais ne modifie pas directement le besoin de financement des administrations publiques, qui est le critère retenu pour l'entrée dans l'Union économique et monétaire. Malgré l'ambition affichée par le gouvernement, la France ne serait donc pas aux normes de Maastricht en 1997.

**Pas de chance ! Le gouverne-**

**CLAIRE BLANDIN**

**M. Roussin réaffirme  
que le franc CFA  
ne sera pas dévalué**

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, retenu par les négociations communautaires sur le GATT, avait laissé Alain Lamassoure et Lucret Michaux-Chevry, ministres délégués aux affaires européennes et à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, défendre les intérêts de son ministère. M. Juppé, toutefois, est venu brièvement, en début de soirée, faire le point, devant les sénateurs, sur l'état de la négociation.

neront à Hambourg  
d'électeurs»

1...2...4...8...16...  
file 100 % pur CASHMERE

PARIS...LONDRES...EDIMBOURG...PARIS...LON...  
PARIS...LONDRES...EDIMBOURG...PARIS...LON...

*Cashmere House*

1963 1993

LE RESPECT DE LA QUALITÉ

En exclusivité à Paris comme à Londres  
et à Edimbourg, tous nos Cashmere sont  
vendus avec leur certificat d'authenticité.

DE 10 HEURES  A 18 HEURES 30

**CASHMERE HOUSE**  
2, rue d'Agousteau (angle 60, le St-Honoré)  
PARIS-8<sup>e</sup>

**LE PLUS COMPLET  
DE TOUS LES GUIDES  
DISCOGRAPHIQUES**

**LES** Jean-Charles HOFFELÉ  
Piotr KAMINSKI  
**INDISPENSABLES**  
du disque compact  
classique

Broché  
1600 p.  
140 F

*Deux critiques indépendants vous conduisent  
à travers le labyrinthe du disque compact  
classique et ont sélectionné et commenté pour  
vous quelque 10 000 références disponibles.  
Le fil d'Arione du mélomane.*

*la Musique*  
chez  
**FAYARD**



L'Assemblée nationale lève l'immunité parlementaire du député de la dixième

## Bernard Tapie n'est pas parvenu à convaincre ses collègues qu'il serait victime d'un abus de pouvoir judiciaire

■ 437 VOIX CONTRE 72. L'Assemblée nationale a adopté, mardi 7 décembre, la demande de levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie. Le vote est intervenu après deux heures et demie de débats, qui n'ont pas toujours été à la hauteur de la « sérénité » souhaitée, à l'ouverture de la séance, par Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale. Devant un hémicycle presque complet, le député des Bouches-du-Rhône s'est efforcé, en vain, de convaincre ses pairs de ne pas céder à la demande des juges, en évoquant à la fois le fond du dossier – les faits qui lui sont reprochés dans l'affaire Testut – et le portée politique et juridique de cette levée d'immunité.

■ SOUTIEN DES SOCIALISTES. Les résultats du scrutin montrent que le député des Bouches-du-Rhône n'a pas obtenu un taux d'abstention ou de non-participation au vote vraiment significatif à droite. A gauche, le groupe PS a finalement adopté le vote contre, après avoir envisagé de s'abstenir. Chez les communistes, Georges Marchais, qui plaideait pour l'abstention, a été mis en minorité par les partisans du vote pour la levée d'immunité.

Bernard Tapie est arrivé un peu en avance dans l'hémicycle. Il s'est fait, pour l'occasion, une tête de député, avec un costume de député, couleur gris murelle, et une cravate assortie sur chemise blanche. Tissé sur son siège au dernier rang, il assiste à l'arrivée désordonnée et bruyante de ses collègues. Ostensiblement, quelques socialistes, dont le président du groupe, Martin Malvy, ainsi que Jacques Mellick, Julien Drey, Jean Glavany, Véronique Neiertz viennent lui serrer la main. Un autre choisit la voie plus discrète du petit mot de soutien, remis en main propre par un buissier. Plus théâtral, Jack Lang entoure d'un bras protecteur l'épouse de Bernard Tapie, toute de noir vêtue, et sa fille ne perd rien de la scène.

Il est 16 heures et des poussières. A l'opposé de l'hémicycle, les deux présidents des groupes de la majorité, Charles Millon pour l'UDF et Bernard Pons pour le RPR, s'entretenaient quelques instants. Appuyés, curieux, impudiques ou gênés, les regards des députés se tournent vers Bernard Tapie, lorsque, d'une voix monocorde, le président de l'Assemblée nationale ouvre la séance en énonçant l'ordre du jour et appelle ses collègues à la « plus grande sérénité » dans ce débat.

### Protégé ou intouchable ?

Serein, Dominique Bussereau (UDF), rapporteur de la commission ad hoc, l'est quand il monte à la tribune. Il s'en tient à la lecture de son rapport, présenté le 17 novembre dernier, qui conclut favorablement à la levée de l'immunité parlementaire. Bernard Tapie, qui n'ignore rien des arguments de M. Bussereau, sursaute tout de même à l'évocation de certains d'entre eux et annonce fébrilement les feuillets imprimés posés devant lui. Il s'agit encore sur son banc lorsque, dans un ajout bien peu anodin au texte de son rapport, M. Bussereau met en garde l'Assemblée contre le risque qu'un refus de levée de l'immunité parlementaire « n'apparaisse comme un acte de défiance d'un privilège, voire une autoamnistie par défaut ». Ce passage courtisé est très apprécié dans certaines travées de droite, d'où fusent les applaudissements.

Le mot « autoamnistie », ainsi jeté, sonne la fin du délai de grâce qu'imposait aux députés cet ordre du jour exceptionnel. Jean-Pierre Soisson (République et Liberté), qui succède à M. Bussereau à la tribune, en fait les frais. L'ancien ministre est interrompu sans ménagement lorsqu'il plaide en faveur d'un renvoi en commission de la demande de levée de l'immunité, qui permettrait aux députés de ne pas se prononcer sur le cas de Bernard Tapie avant la fin de la session. Et c'est sous les protestations indignées et les quolibets venus de plusieurs bancs RPR et UDF qu'il dénonce « les conditions de dramatisation qui font, sans doute, de la décision de l'Assemblée, une sorte de jugement taché sur le fond, prononcé de façon immorale et illégitime ».

A ces premières brèches dans la dignité du débat, Jacques Limouzy (RPR), président de la commission ad hoc, apporte son écot. Le ton patelin, familier, léger, dont il use pour s'opposer au renvoi en commission, conviendrait mieux à une estrade de banquet républicain, dans son Tarn d'élection, qu'à la tribune de l'Assemblée nationale un jour de levée d'immunité parlementaire.

A ce lyrisme rustique succède l'intervention beaucoup plus sèche de Louis de Broissia (RPR). S'exprimant lui aussi, contre la motion de procédure déposée par M. Soisson, dans laquelle il voit une « manœuvre »,

le député de la Côte-d'Or défend point par point les conclusions de la commission ad hoc. « Si nous ne valions pas ce soir, nous déconsidérons son travail », observe-t-il. Soulignant, comme M. Bussereau, que dans un dossier semblable, « tout autre chef d'entreprise aurait déjà été mis en examen », M. de Broissia réfute d'avance la thèse selon laquelle les députés RPR et UDF, majoritaires au sein de cette commission, auraient manqué d'objectivité envers M. Tapie. « Je déclare, sur mon honneur, que je n'ai subi aucune influence me poussant à voter pour la levée de l'immunité parlementaire. Je n'ai enregistré tout au plus, ajoute-t-il, que quelques pressions ou interrogations discrètes faites en sens contraire ».

Répondant à l'argument du calendrier, évoqué par M. Soisson, M. de Broissia met à son tour les députés en garde contre le « dévoiement de la protection légitime » de tout parlementaire. « De personne protégée à personne intouchable, il existe une distance à préserver », conclut-il. « Assez de manœuvres dilatoires » lance, en écho, Jean-Claude Lefort, orateur du groupe communiste. Membre de la commission ad hoc, il y avait voté en faveur de la levée de l'immunité de M. Tapie. Lui non plus, il n'a pas d'états d'âme. « La commission a estimé que la demande formulée était sérieuse, ce qui ne constitue en aucune manière un préjugement. Nous avons terminé nos travaux le 17 novembre, trois semaines de perdues, c'est déjà trop », s'exclame-t-il.

En regard du propos dénoué de M. de Broissia et de M. Lefort, le registre de la mystique révolutionnaire, auquel a recouru Louis Moxandou, porte-parole du groupe socialiste sur cette motion de procédure, se révèle un peu déplacé et, surtout, beaucoup moins efficace. La référence au serment du Jeu de paume et à Mirabeau fait sourire dans les travées de droite, quand on ne s'y esclave pas bruyamment au parallèle osé par M. Moxandou entre « l'autoamnistie » de leurs prérogatives, dont les parlementaires se rendraient coupables en acceptant de lever l'immunité d'un de leurs collègues, et les heures noires de la République que furent Thermidor ou juillet 1940.

### C'est ma vie qui se joue

Dans un bémol qui a définitivement renoncé à la sérénité, c'est à peine si l'on entend le député socialiste relayer que, dans l'affaire Tapie, « ce n'est pas seulement un homme qui est en cause, mais, aussi, une fonction : la fonction parlementaire ». Elle ne demande pas de privilèges, mais ne mérite ni l'opprobre, ni l'indignité », affirme M. Moxandou.

La motion de renvoi est rejetée sans surprise. Pour Bernard Tapie, il est l'heure de livrer à ses pairs la grande explication qu'il a promise, la plaidoirie pro dama annoncée à grand fracas depuis quelques semaines.

Lorsque, du haut de la tribune, il pose les yeux sur l'hémicycle redevenu soudainement silencieux, il a le teint blême et sa voix se voile dès les premiers mots. « Dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République », dit-il, « quatre demandes de levée de l'immunité parlementaire ont été accordées ».

Tapie jongle avec les chiffres, les flux et les reflux financiers, et retrouve tout son allant pour expliquer, devant des députés médusés et incrédules, comment une société estimée 40 millions de francs voit soudain son prix tomber à 1 franc.

On s'exclame sur les bancs de la droite. Bernard Tapie s'interrompt : « Je vous demande de m'écouter un peu, car c'est, en quelque sorte, ma vie qui se joue en ce moment. » Le coup porte, mais l'accalmie est de courte durée. « Il me semble », observe-t-il

les dangers qui menacent les grandes démocraties en général, et les parlementaires en particulier. « Ne vous y trompez pas ! Cette levée d'immunité a un but inavoué : ouvrir une brèche, bémol d'avance toutes les audaces particulières que nous réservent certains. On cherche à faire de vous la caution de tous les mauvais coups qui se préparent contre vous-mêmes. La besogne que l'on attend de l'Assemblée, ajoute-t-il, c'est qu'elle me jette la première pierre et permette à d'autres d'en jeter de plus lourdes, qui me frapperont peut-être, mais qui frapperont, aussi, quelques-uns d'entre vous. » Bernard Tapie alerte ses pairs : « En période préélectorale, la justice pourra s'estimer autorisée à vous calomnier par une simple convocation ou une simple demande de levée d'immunité. La jurisprudence que vous allez créer si vous levez mon immunité vous interdira à jamais de repousser une autre demande. »

### Mes chers collègues jugez-moi

L'argument est solide et fait mouche, mais Bernard Tapie ne prend pas le temps de s'y attarder. Il est déjà ailleurs. Au visionnaire, défenseur des minorités, succède le simple député de hase. « J'ai fait beaucoup de choses dans ma vie, dit-il, j'en ai raté pas mal, mais j'ai, aussi, connu quelques succès. Pourtant, je n'ai jamais été aussi fier que le jour où le vote des électeurs des Bouches-du-Rhône m'a permis d'entrer dans cet hémicycle. Je suis devenu, alors, un des vôtres. » Bernard Tapie regarde lentement ses collègues, de droite comme de gauche. Son sourire de batteur s'est effacé, et son visage a retrouvé sa gravité. La tribune est redevenue celle, prestigieuse, de l'Assemblée nationale : « Quelle que soit votre décision et quelles qu'en soient les conséquences, je resterai un homme debout, un homme qui marche, sans peur, la conscience en paix. Je mettrai toute mon énergie à faire triompher la vérité, et elle triomphera. »

Le député des Bouches-du-Rhône sait parfaitement, à cette heure, que son immunité ne le protège plus que pour quelques instants encore. Le laborieux plaidoyer d'Emile Zuccarelli (Haute-Corse), son fidèle soutien au sein du MRG, n'y changera rien. La voix « retrouvée » sonne : « Mes chers collègues, puisque vous devez me juger, jugez-moi. » Ils sont quatre cent trente-deux députés sur cinq cent soixante-dix-sept à ne pas l'avoir jugé convaincant.

PASCAL ROBERT-DIARD  
Lire la chronique de  
DANIEL SCHNEIDERMAN  
en page 25



C'est dire qu'une telle décision est exceptionnelle. Les fautes commises par ces anciens collègues étaient graves : atteinte à la sûreté de l'Etat, complot contre la République, pillage des fonds publics, fuite à l'étranger pour échapper à notre justice... Nullité de dire que je ne me reconnais pas dans ces fautes-là.

L'émotion est là, tout entière, dans cette image d'un député meurtri, qui fait face, seul, à plus de cinq cents paires d'yeux braquées sur lui. Elle est fugace.

Bernard Tapie semble soudainement bifurquer. Il n'a plus un regard pour les feuillets disposés sur son pupitre, dans lesquels a été consignée une argumentation solide. Il attaque le rapporteur, qui, explique-t-il, « s'est cru autorisé à anticiper sur ce que le juge d'instruction pourrait avoir à me reprocher ». Le député s'estompe et cède la place au PDG du groupe Bernard Tapie Finances. La représentation nationale ne lui paraît, tout à coup, pas plus impressionnante qu'un quelconque tribunal de commerce ou un conseil d'administration. « Quatre milliards », « caution bancaire », « taux d'intérêt », « 0,5 % », « emprunt obligataire » : Bernard

avec une ingénue naïveté, que je ne vous ai pas convaincus. » Qu'à cela ne tienne, il s'engouffre brutalement dans un nouveau chemin de travers. L'hémicycle n'est plus un tribunal de commerce, mais le décor anodin d'un plateau de télévision, d'où l'ancien ministre peut crier sus à l'opinion publique, cette insatiable maîtresse qui est devenue, « à juste titre, totalement hostile à tout avantage, à toute protection dont bénéficient, en réalité ou en apparence, les hommes politiques ».

### La jurisprudence que vous allez créer...

Le PDG de BTF se défile à nouveau, au profit cette fois d'un rigoureux dirigeant politique. L'action politique, martèle-t-il, ne consiste pas à aller systématiquement dans le sens du plus grand nombre. A l'intention de ceux qui en douteraient, Bernard Tapie ajoute, à toutes fins utiles, qu'il ne « craint pas que cette demande de levée d'immunité soit fondamentalement populaire ».

Puis il replonge quelques instants le nez dans ses feuillets. Il s'ensuit une longue digression sur

## La chronique pénale de l'affaire Testut

● Le 27 décembre 1992, Alain Geniteau, actionnaire minoritaire de la SA Testut, dépose plainte contre X pour abus de biens sociaux, avec constitution de partie civile, auprès du doyen des juges d'instruction du tribunal de Béthune. Le 31 mars, une information judiciaire était ouverte des chefs d'abus de biens sociaux et confiée à M<sup>me</sup> Valensi, doyen des juges d'instruction.

● Le 31 mars 1993, une autre information judiciaire pour faux, abus de confiance et abus de biens sociaux, est ouverte contre Bruno Flocco, ancien PDG de Testut, démissionnaire depuis le 18 mars. Cette information est ouverte à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile déposée par les sociétés Testut et Lutrane (groupe Bernard Tapie Finance).

Elle est confiée à Philippe Vandingenen, juge d'instruction à Béthune.

● Le 10 mai, Bruno Flocco est mis en examen et inculpé à la suite de cette plainte ouverte à la demande des dirigeants de BTF. Entendu le 3 juin par les enquêteurs, M. Flocco met en cause la gestion financière des dirigeants du groupe. Le lendemain, Elle Felous, qui a succédé à M. Flocco comme PDG de Testut, est entendu à son tour.

● Le 9 juillet, à la suite d'une plainte contre X pour faux en écritures privées et usage, déposée le 5 juillet par M. Flocco, une nouvelle information judiciaire est ouverte pour faux.

● Les 6 août et 24 septembre, à la suite des faits nouveaux révélés par cette enquête, des réquisitions supplétives

contre X sont prises pour faux, usage, complicité et racol d'abus de biens sociaux. Courant août, M<sup>me</sup> Valensi est saisie du dossier qui lui avait été initialement confié : une procédure qui intervient dans des conditions à la fois peu courantes dans la magistrature – quelques jours avant son retour de vacances et sans son consentement –, même si elle est effectivement justifiée par le bon intérêt de la justice dans des dossiers dont les faits sont connexes. L'information judiciaire est d'abord confiée au juge Benoît Perayn, puis fait l'objet d'une co-saisine des juges Peryn et Vandingenen, le 1<sup>er</sup> octobre. Travaillant en collaboration, les deux juges se voient aussi chargés de l'information ouverte le 31 mars contre Bruno Flocco.

● Le 8 octobre, les deux

magistrats demandent au procureur de la République de Béthune de mettre en œuvre la procédure de levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie afin de poursuivre leurs investigations sur les faits d'abus de biens sociaux susceptibles d'être imputés à M. Tapie.

● Le 10 octobre, M. Fellous est mis en examen pour faux et abus de biens sociaux, par les juges Peryn et Vandingenen. Il est placé en détention provisoire avant d'être libéré le 27 octobre.

● Le 15 octobre, le gerde des sceaux transmet au président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin, la demande de levée d'immunité parlementaire que vient de lui transmettre le procureur général près la cour d'appel de Douai.

Le Monde ÉDITIONS  
**Social**  
Par ici la sortie !  
Alain Lebaube  
EN VENTE EN LIBRAIRIE

كتاب الأمل



POLITIQUE

circonscription des Bouches-du-Rhône

# Les socialistes n'ont pas « lâché » l'ancien ministre

Il est bien difficile de convaincre lorsqu'on n'est pas reconnu des siens. Cinq ans après son entrée à l'Assemblée nationale, Bernard Tapie a été écarté à sa première grande épreuve de député. Depuis le vote favorable de la commission ad hoc, le 17 novembre, la levée de son immunité parlementaire ne faisait plus guère de doute. Il restait cependant à savoir si, au sein de l'écrasante majorité sortie des urnes de mars toute acquiescente à sa percée, cette décision serait franche et massive, ou bien traversée de remous.

Réunis quelques instants avant le début de la séance, mardi 7 décembre, les élus RPR entendent leur président, Bernard Pons, faire un bref état des lieux, avant que ne soient longuement évoquées les négociations commerciales du cycle de l'Uruguay. Hormis quelques députés tentés par l'abstention ou la non-participation, l'ensemble du groupe souhaite suivre les conclusions de la commission. Au même moment, à l'UDF, Dominique Baudis (Haute-Garonne) et Philippe Vasseur (Pas-de-Calais) réitérent les réserves qu'ils ont exprimées au cours des jours précédents. Ils ne sont guère entendus. Le président du groupe, Charles Millon (Ain), rappelle que, pas plus qu'au RPR, il n'y aura de consigne de vote à l'UDF.

A gauche, les communistes, plus décidés, se paient le luxe de

mettre en minorité leur secrétaire général, Georges Marchais (Val-de-Marne), hostile à un vote favorable quinze jours seulement avant la fin de la session. De leur côté, les socialistes n'hésitent pas longtemps entre le vote contre, soutenu par Laurent Fabius (Seine-Maritime) et Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis), et la non-participation, pour laquelle plaident Jean Glavany (Hautes-Pyrénées) et Paul Quilès (Tarn). Le sentiment majoritaire parmi les députés, de retour de leur circonscription, est que, d'une part, l'opinion publique voit dans cette affaire un acharnement contre le président de l'Olympique de Marseille et que, d'autre part, elle pourrait reprocher aux socialistes de le lâcher après s'en être beaucoup servi. Le vote contre s'impose donc largement, et MM. Glavany et Quilès décident de se plier à ce choix.

Si la levée de l'immunité est prévisible avant le début de la séance, elle devient inéluctable après le discours de M. Tapie. Les députés redoutaient que sa verve ne les prenne à la gorge. A tort. Taillé pour d'autres tribunes, elle s'est épanouie devant leur parterre exigeant. Dans les couloirs, rares sont les députés qui, comme Claude Bartolone, Julien Dray (PS, Essonne) et Jack Lang (PS, Loire-Cher), ont trouvé le député des Bouches-du-Rhône convaincant. Sans renier leur choix, les socialistes ne sont pas les moins critiques. « Il n'a pas été bon, glisse Jean-Pierre Balligand (Aisne). Moi, je les aurais provoqués. J'aurais offert mes mains aux menottes. » « Ici, aujourd'hui, c'est la place de Grève, ajoute-t-il, nous n'aurions jamais dû entrer dans cet hémicycle. » « Quel mélange des genres ! regrette Ségolène Royal (Deux-Sèvres). Un député qui monte à la tribune pour parler de millions, cela donne une drôle d'image du Parlement ! »

## « Courageux et maladroît »

A droite, ni la plaidoirie, ni l'émotion, pourtant visible, n'ont fait mouche. Bien au contraire. La contre-performance de M. Tapie alimente un lâche soulagement. Il devient d'autant plus aisé de voter la levée de son immunité que le député des Bouches-du-Rhône a donné l'impression de s'être trompé d'auditoire et de ne pas être tout à fait des leurs. « L'Assemblée nationale, ce n'est pas le conseil d'administration de l'Etat », clameur Jean-François Maitié (UDF, Bouches-du-Rhône). « Imaginez un peu que je sois

poursuivi pour une faute professionnelle, poursuit ce professeur de médecine. Me verriez-vous à la tribune de l'Assemblée avec mes radios à la main ? »

« Il a été fondamentalement mauvais », assure Jean-Jacques Hyest (UDF, Seine-et-Marne), d'ordinaire plus charitable, qui ajoute : « Un abus de biens sociaux, cela n'a rien à voir avec une immunité parlementaire. Il n'avait pas à nous faire l'histoire du dossier. On mélange tout parce que Tapie o toujours tout mélanger. » Revêché, Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), président de la commission des lois, regrette « un manque total de dignité dans ce débat, de la part de tous les orateurs ». « Plus ça allait et plus je me disais : how la la ! ce n'est pas clair, cette histoire », jette, faussement ingénu, Philippe de Villiers (UDF, Vendée), lassé par la longueur des explications fournies par M. Tapie.

« Il a été émouvant, courageux et maladroît », estime Patrick Devcdjian (RPR, Hauts-de-Seine). Courageux parce que c'est très dur de parler devant une assemblée très hostile. Maladroît, comme toujours quand on est trop impliqué dans sa propre affaire : on est toujours le plus mauvais avocat de son-même. Aujourd'hui, le vrai problème, c'est que la justice peut le mettre en examen, mais aussi, et surtout, le mettre en détention. » Jean-Louis Borloo

(République et Liberté), ancien avocat d'affaires de M. Tapie, déplore que ce dernier ait fait « des allers et retours permanents entre des passages qu'il n'avait pas forcément écrits lui-même et des envolées personnelles beaucoup plus fortes ». Le maire de Valenciennes reconnaît, cependant, un argument à son ancien client : « Les faits incriminés n'ont rien à voir avec ceux qu'on a reprochés à ses prédécesseurs : on abaisse sérieusement la ligne de flottaison » de la protection parlementaire, concède-t-il.

Le groupe UDF se réunit brièvement après le discours de M. Tapie. Le ton a changé. A l'image d'Arnaud Cazin d'Horincourt (Finistère), qui avait émis des réserves au cours de la réunion précédente et qui annonce qu'il votera la levée de l'immunité, ils sont nombreux à être, désormais, défilés de leurs états d'âme. L'affaire est entendue. Au moment du vote, le résultat est sans appel. « Je n'ai pas voté de gaieté de cœur, mais on ne peut pas faire autrement », confie Claude Malhuret (UDF, Allier). Plus que l'élu des Bouches-du-Rhône, c'est Bernard Tapie, maladroît dans ses habits de député, que les parlementaires de la majorité, brusquement impavides, ont sanctionné.

GILLES PARIS

## Georges Marchais en minorité au sein du groupe communiste

Le secrétaire général du Parti communiste français, Georges Marchais, aurait sans doute gagné à mieux observer le principe, qu'il a lui-même énoncé, selon lequel « le travail collectif, c'est la garantie d'une bonne décision ». En déclarant « inutile » la demande de levée d'immunité parlementaire de Bernard Tapie dans un récent entretien au Parisien, M. Marchais a provoqué l'agacement de plusieurs de ses collègues du groupe communiste de l'Assemblée nationale. Au sein de la commission ad hoc chargée d'examiner la demande de levée de l'immunité, le représentant du Parti communiste, Jean-Claude Lefort (Val-de-Marne), s'était, en effet, prononcé pour la levée.

Mardi 7 décembre, lors de la réunion du groupe, plusieurs députés « orthodoxes », comme

Georges Hege (Nord) ou Muguette Jacquolot (Seine-Saint-Denis), n'ont pas voulu transiger sur « les principes ». Représentant les arguments de M. Marchais, selon lesquels il n'y avait pas lieu de se précipiter, le président du groupe, Alain Bocquet (Nord), a reconnu, lui-même, qu'il était, sur le fond, favorable à la levée de l'immunité. A la grande satisfaction des députés contestataires, M. Marchais s'est donc retrouvé isolé. Il n'a pas voulu invoquer la liberté de vote, prévue par la déclaration constitutive du groupe. « C'est un moment historique : pour la première fois, le secrétaire général a dû se rallier à la position définie par le groupe », a annoncé triomphalement Jean-Pierre Brerd (Seine-Saint-Denis).

J.-L. S.

## COMMENTAIRE

## Le Parlement et l'homme d'affaires

Entendre Bernard Tapie, mardi soir, au journal de TF 1, on pouvait croire qu'il venait d'être destitué de son mandat de député. Il n'en est rien, bien sûr, mais il est vrai que la levée de l'immunité d'un parlementaire par ses pairs est un désaveu qui met en cause sa fonction. L'immunité est attachée à la dignité de l'élu. Elle fait partie de ces « droits » dont la député des Bouches-du-Rhône a souligné qu'elle sont inséparables des « devoirs » incombant à un représentant du peuple. L'objet du débat, à l'Assemblée nationale, était précisément d'apprécier si M. Tapie avait suffisamment observé ses devoirs de député pour pouvoir opposer ses droits au juge qui entend le mettre en examen dans l'affaire Testut.

L'ancien ministre de la ville, qui ne s'était guère exprimé à l'Assemblée nationale depuis son élection comme député en 1988, n'a pas convaincu ses collègues qu'il était un parlementaire menacé par un abus de pouvoir judiciaire. Se première vrsie intervention de député a été manquée. L'Assemblée avait devant elle un homme d'affaires, plaçant sa cause au tribunal de commerce.

Pouvait-elle décider autre chose que de faire disparaître l'obstacle qui s'opposait au fonctionnement normal de la justice dans un litige commercial et financier ?

Que le régime de l'immunité parlementaire doive être réformé pour éviter, à l'avenir, ce genre d'interférence entre la politique et la justice n'y change rien. Mardi, les députés étaient obligés de se prononcer sur la requête des magistrats de Béthune. En refusant de le faire, comme les y invitait Jean-Pierre Soisson, ils se seraient exposés au reproche de sa dérobade.

M. Tapie pouvait faire valoir que des poursuites contre un homme comme lui ne peuvent

avoir un caractère strictement privé et que la justice ne s'intéresse pas à une personnalité politique, fût-ce pour ses activités de chef d'entreprise, sans que cela prenne une dimension politique. Pour convaincre, il aurait peut-être fallu qu'il ne se contentât pas d'aligner deux impératifs du subjonctif, comme une sorte de parodie du discours de tribune qu'il n'est pas parvenu à faire. Le député des Bouches-du-Rhône a trop donné le sentiment, depuis sa première élection à Marseille en 1988, de se servir de la politique. Elle s'est vengée.

PATRICK JARREAU

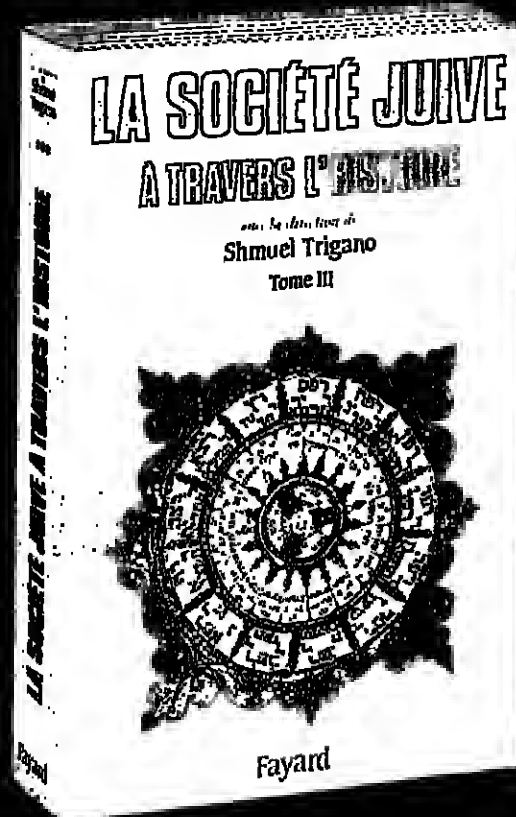
M. Marchais refuse « l'heure de vérité ». — Georges Marchais a informé François-Henri de Virieu, producteur de l'émission, qu'il ne participerait pas, dimanche 12 décembre, à « L'heure de vérité » sur France 2, en raison des thèmes qui lui étaient proposés : son bilan à la tête du Parti communiste, le communisme dans le monde et son jugement sur la politique des derniers gouvernements.

Le secrétaire général du PCF aurait préféré « répondre à des questions portant sur la politique du Parti communiste français » et développer les propositions que celui-ci présente. Interrogé, mardi 7 décembre, sur Europe 1, sur les « véritables raisons » du déstabillement de M. Marchais, François-Henri de Virieu a déclaré qu'il y a dans la direction du PCF des gens qui ne souhaitent pas que Georges Marchais s'exprime actuellement.

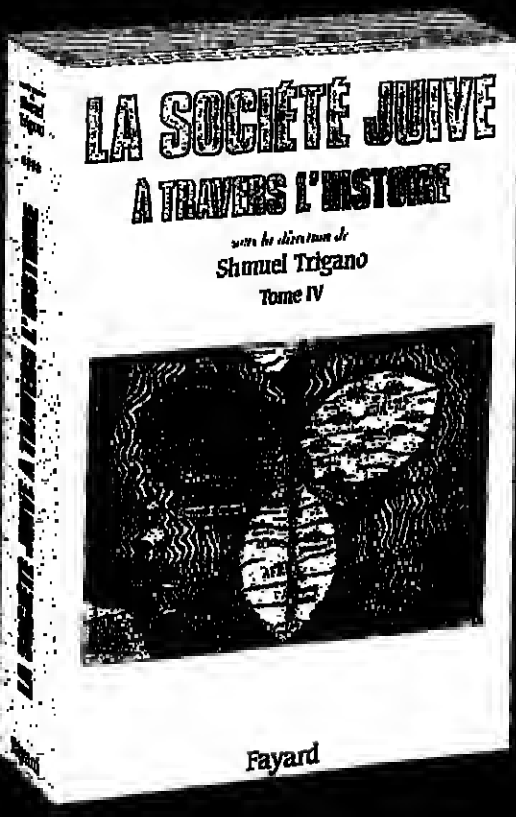
## sous la direction de SHMUEL TRIGANO LA SOCIÉTÉ JUIVE À TRAVERS L'HISTOIRE

Deux volumes viennent compléter la magistrale enquête dirigée par Shmuel Trigano sur le devenir du peuple juif... Cette fresque impressionnante commence avec Moïse et se poursuit sous nos yeux : c'est dire la multiplicité des registres abordés ; institutions, sociétés, cultures, ashkénazes et séfarades, nomades et citadins tissent une histoire unique... Plus qu'une religion, plus qu'un peuple, c'est une civilisation qui se révèle à nos yeux.

Dominique Bourle, L'Express



596 p., 250 F



802 p., 290 F

Déjà parus :

Tome premier : La Fabrique du peuple, 786 p., 280 F

Tome deuxième : Les Liens de l'Alliance, 642 p., 250 F

L'Histoire Fayard

ses collègues judiciaire

re Testut

## SOCIÉTÉ

Un audit évalue les pertes à 22 millions de francs

## La gestion de L'Arche de la fraternité a été marquée par un grand nombre d'irrégularités

■ Un audit juridique et financier, réalisé par les inspections générales des ministères de l'intérieur et de l'économie, révèle de nombreuses irrégularités dans le fonctionnement de la fondation L'Arche de la fraternité.

■ Les contraintes fixées à la société d'exploitation du Toit de la Grande Arche, filiale de la fondation, empêchent celle-ci de dégager des bénéfices suffisants pour financer l'entretien des équipements. Les pouvoirs publics devraient prendre très prochainement des mesures pour mettre un terme à cette situation.

■ L'audit propose de restructurer la fondation, de confier l'exploitation du Toit à une société autonome et d'organiser les transferts financiers entre les deux sociétés.

La fondation L'Arche de la fraternité, installée dans le toit de la Grande Arche à La Défense près de Paris, est en mauvaise santé. Un audit vient de révéler qu'elle avait accumulé 22 millions de francs de pertes au 30 juin dernier.

Quelques jours avant le deuxième tour des élections législatives de mars dernier, Javier Perez de Cuellar, l'ancien secrétaire général de l'ONU, prenait la présidence de la fondation L'Arche de la fraternité. Il succédait à Claude Cheysson, ministre des relations extérieures du gouvernement Mauroy, qui présidait la fondation depuis son inauguration, le 26 août 1989, dans le toit de l'Arche de La Défense. Peu après sa prise de fonctions, M. Perez de Cuellar sollicitait un audit, à la demande des ministères de l'intérieur et de l'économie. Réalisé par l'inspection générale de l'administration et l'inspection générale des finances et remis aux autorités de tutelle le 20 septembre, il présente des conclusions sévères pour les responsables de la fondation.

Le rapport révèle d'abord que « la fondation a progressivement orienté son action dans un sens qui s'écarte sensiblement du projet des fondateurs », qui devait être la défense des droits de l'homme. (1). Son activité, précise le rapport, s'est concentrée sur l'organi-

sation d'expositions et l'accueil de colloques, au détriment de tout autre activité.

Six expositions ont été organisées depuis 1989, au rythme d'une par an, et non pas deux, comme prévu au départ. Certaines manifestations, comme le congrès de la fédération européenne des cyclistes, n'ont eu qu'un lointain rapport avec les droits de l'homme. Le rapport rappelle qu'une société anonyme appelée le Toit de la Grande Arche, filiale à 98,4 % de la fondation, a été chargée de l'exploitation commerciale et de l'entretien des locaux, malgré un avis défavorable du Conseil d'Etat en date du 3 août 1989. Il y a toujours eu effectivement conflit entre la vocation exclusivement commerciale de cette société, qui s'efforce de rentabiliser les locaux, et l'attitude de la fondation, qui propose souvent les mêmes espaces à titre gratuit à certains de ses partenaires.

## Accumulation de déficits

« Les conditions de droit dans lesquelles [la fondation et la société anonyme] ont arrêté certaines de leurs décisions apparaissent fort critiquables », estime l'audit. Les autorités de tutelle n'ont jamais été tenues régulièrement informées de l'activité et de

la situation financière de la fondation. L'information de son conseil d'administration a toujours été insuffisante, voire inexistante. Et le bureau de ce conseil d'administration a été dessaisi de sa responsabilité au bénéfice de l'administration de la fondation et de son commissaire aux comptes.

Ces pertes représentent plus de 22 millions au 30 juin, soit la moitié de la dotation de 43,6 millions de la fondation. Celle-ci correspond au don de 30 millions de francs de six mécènes (2), à la contribution de 3,6 millions de francs du conseil général des Hauts-de-Seine en 1992, puis au versement de 12 millions de francs de l'établissement public de La Défense, effectué début 1993 sur instruction du ministre de l'équipement.

En l'absence de fonds propres suffisants, la société le Toit de l'Arche ne peut plus financer les investissements nécessaires au bon fonctionnement des équipements, même si l'Etat a pris en charge les grosses réparations sur le bâtiment. Il est vrai que la société anonyme reverse la quasi-totalité de ses bénéfices à la fondation : ceux-ci représentaient près de 3 millions de francs en 1991.

## Des mécènes peu nombreux

Les difficultés de la fondation s'expliqueraient par une mauvaise gestion financière et commerciale. Ainsi, les responsables n'ont pas vu que le fruit des placements diminuait en même temps que la dotation était écornée. Les colloques et les expositions devaient être autofinancés par des mécènes. Mais mal démarrés, ceux-ci ont été peu nombreux. Enfin, les transferts financiers en provenance de la filiale ont été moins abondants que prévu, en raison de la diminution des bénéfices de celle-ci.

La société le Toit de l'Arche a effectivement vu son activité de location d'espaces pour des entreprises diminuer fortement, en raison des demandes toujours plus nombreuses de salles par la fondation. Celle-ci dispose gratuitement du toit pour différentes manifestations. Elles pèsent lourdement sur les charges de la société anonyme, qui doit alors payer les heures supplémentaires

du personnel. Malgré la diminution des recettes, les dépenses de la fondation n'ont été réduites que tardivement.

Vingt-deux personnes y étaient toujours salariées en 1992, avec des salaires souvent élevés. Les rapporteurs estiment que, si la dégradation financière de la fondation n'est pas enrayée, celle-ci est « condamnée à disparaître, tout en demandant un nouveau renouveau ». Un conseil d'administration de la fondation devrait se réunir dans quelques jours pour décider de son avenir. Les quarante personnes qui travaillent à la société d'exploitation du Toit de la Grande Arche attendent avec anxiété ses conclusions.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) La fondation était née de la volonté du gouvernement, après l'abandon d'un projet de centre international de la communication, de trouver une fonction au sommet de la Grande Arche, l'un des grands travaux du président. L'idée d'Edgar Faure de faire du monument un symbole de fraternité et de liberté avait servi de base à cette fondation destinée à l'information sur les droits de l'homme.

(2) La Caisse des dépôts et consignations, le groupe Maxwell, la Ville de Paris, la société les Beaux Sites, Normans Securities et Dai Ichi Kangyo Bank.

## ENVIRONNEMENT

Avec le soutien des Verts

## Eric Petetin appelle à une nouvelle mobilisation contre le tunnel du Somport

Pour empêcher qu'une « triste folie » — la construction du tunnel du Somport — ne soit commise dans la vallée d'Aspe (Pyrénées-Atlantiques), Eric Petetin, chef de file des opposants au projet, est « monté » à Paris, mardi 7 décembre, afin de mobiliser les écologistes, à la veille du véritable démarrage des travaux. Des travaux déclarés d'utilité publique par un décret d'Edouard Balladur, paru au Journal officiel du 20 octobre, et qualifiés de « nuisance publique » par les adversaires du tunnel.

Après avoir calmement manifesté, avec notamment des militants du WWF (Fonds mondial de la nature), sur le site de l'environnement, Eric Petetin a fait le point de la situation dans la vallée d'Aspe, au cours d'un meeting organisé par les Verts dans le 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Les premiers engins, destinés à l'aménagement de la RN 134 avant le percement du tunnel, a-t-il indiqué, sont arrivés sur place sous la protection d'un escadron de gendarmes mobiles. « Les forces de l'ordre, nanties de deux engins anti-émeutes, sont aujourd'hui plus

nombreuses que nous », a déclaré le militant écologiste, et c'est pour quoi il est venu chercher « des renforts » auprès de diverses organisations d'Ile-de-France.

« Tout va se jouer, a-t-il assuré, avant la fin janvier, et il suffirait de quelques centaines de personnes, dans cette vallée qui est très étendue, pour bloquer les opérations, ce qui entraînerait des coûts financiers pour les promoteurs et obligerait les pouvoirs publics à reconsidérer leur position. » Pour cela, Eric Petetin a engagé « ceux qui le peuvent » à se rendre dans la région du Somport, notamment pendant les vacances scolaires de fin d'année.

« Un non-sens économique et un crime écologique » : durant ce meeting, Dominique Vaynet et Antoine Waschter, porte-parole nationaux des Verts, se sont déclarés convaincus que l'aménagement routier ne se limitera pas, comme il est officiellement prévu, à « une chaussée à deux voies, ponctuellement à trois voies ». Très vite, ont affirmé M<sup>me</sup> Vaynet et M. Waschter, la noria de camions, s'ajoutant au flot de voitures de tourisme empruntant le futur tunnel entre la France et l'Espagne, ex-

gèra l'élargissement en une autoroute. Pour les dirigeants des Verts, c'est bien ce qui est en filigrane du projet, avec l'assentiment des élus locaux, du PS au RPR.

La vallée d'Aspe sera alors « définitivement saccagée » et les derniers ours « sacrifiés », alors que la restauration de la voie ferrée Pau-Canifrane (Espagne), restée dans les cartons, constitue, pour les opposants au tunnel, une solution autrement économique et écologique. Le cinéaste Yves Boisset a apporté, mardi soir, de l'eau au moulin des Verts. Auteur d'un reportage journalistique sur l'affaire du Somport, récemment diffusé par France 2, et d'un film de fiction, Le Tunnel, aujourd'hui « placardisé », selon son expression, par TF1 (qui en est propriétaire), le réalisateur a révélé qu'un autre projet était « étudié au niveau européen » : l'implantation d'une vaste décharge sur le versant espagnol, à Sabinaigo en Aragon, chargée de recevoir « les déchets dangereux, chimiques et nucléaires de l'Europe du Nord ». Une implantation qui nécessiterait aussi la création de l'axe autoroutier redouté par les Verts.

M. C.

## MÉDECINE

Le délégué du Comité français d'éducation pour la santé menace de démissionner

## Le professeur Lacronique s'inquiète des attaques contre la loi Evvin sur le tabagisme

Donnant, mardi 7 décembre, le coup d'envoi d'une nouvelle campagne nationale anti-tabac destinée aux jeunes, le professeur Jean-François Lacronique, délégué général du comité français d'éducation pour la santé (CFES), a menacé de démissionner à la suite de propos de M<sup>me</sup> Alliot-Marie, ministre de la jeunesse et des sports, remettant en cause la loi Evvin du 10 janvier 1991 contre le tabagisme et l'alcoolisme.

Michèle Alliot-Marie avait déclaré, le 7 octobre devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, que « la suspension pure et simple de la loi Evvin » paraissait « concevable », dans l'attente d'une réglementation européenne sur la publicité pour le tabac et l'alcool (le Monde du 11 octobre). En réaction, le professeur Lacronique a indiqué que si les dispositions législatives interdisant la publicité pour le tabac venaient à être modifiées, il demanderait « à M<sup>me</sup> le ministre des affaires sociales et de la santé de bien vouloir reconsidérer [son] mandat ».

Selon d'autres spécialistes de la santé publique interrogés par le Monde, le gouvernement a bien demandé aux services ministériels concernés de travailler à une révision des textes en vigueur. La France est le seul pays d'Europe à interdire de façon absolue toute publicité pour les cigarettes. « La France occupera la présidence de l'Union européenne en 1995, nous a précisé le professeur Lacronique. Il s'agit de garder notre position et de donner l'exemple. » Si l'on autorise à nouveau cette publicité, a-t-il ajouté, nous allons mesurer exactement l'impact de l'interdiction sur la santé des citoyens. Sur la durée, cela fera au minimum cinq cents morts. »

Le professeur Lacronique défend la « cohérence » du dispositif législatif de lutte contre le tabagisme, qui fait appel à cinq types de mesures : une action sur les taxes (plus 30 % en 1993), une action sur la qualité (goudrons et nicotine), une réglementation sur l'usage (lieux publics), des restrictions de la publicité (interdite sous toute forme), des campagnes d'information. « La

propagande pour la vente de tabac est, schématiquement, cent fois plus riche que celle qui inciterait plutôt à ne pas fumer », précise le délégué général du CFES.

Certains fabricants continuent de détourner la loi. Dans le métro, sur des affiches de quatre mètres sur trois, des aventuriers en 4x4 et une montre géante permettent à une marque de cigarettes blondes américaines de ne pas se faire oublier par les consommateurs. La référence faite, ces jours derniers, dans certains organes de la presse médicale, à un « nid » de goudrons et de nicotine, a été qualifiée de « propagande » par le professeur Lacronique. Philippe Boucher, directeur du Comité national contre le tabagisme, a annoncé qu'un dépôt de plainte était en cours. « L'énergie, c'est pas fait pour partir en fumée », affirme le slogan de la nouvelle campagne.

L. F.

## Le conseil économique et social favorable au redémarrage de Superphénix

Après la publication des conclusions de la commission d'enquête sur l'utilité publique du surgénérateur Superphénix, favorables sous conditions à un redémarrage du réacteur à neutrons rapides de Creys-Malville (Isère) (le Monde du 2 octobre), les pressions se multiplient, en attendant l'avis de l'autorité de sûreté, puis la décision que le gouvernement devrait prendre dans le courant de l'année prochaine. Le collectif lyonnais « Les Européens contre Superphénix » a rendu public un « appel à la raison » de 126 personnalités scientifiques françaises et étrangères, considérant qu'il faut « savoir terminer l'expérience coûteuse, dangereuse et inutile » de l'exploitation de la filière électronucléaire à neutrons rapides.

Parmi les signataires figurent les Prix Nobel américains Linus Pauling et George Wald, ainsi qu'Abraham Behar, de l'Association des médecins contre la guerre nucléaire. « Les Européens contre Superphé-

nix » invitent le public à participer à une campagne d'envoi de cartes postales au premier ministre.

De son côté, le Conseil économique et social vient de se prononcer « pour un redémarrage aussi vite que possible » de Superphénix. Le 23 novembre, il a adopté à l'unanimité (moins une abstention) un rapport conçu comme « un bilan scientifique et technologique des recherches sur les réacteurs à neutrons rapides », rédigé par sa section des activités productives, de la recherche et de la technologie, sous la houlette de Jean Teillac, ancien haut-commissaire à l'énergie atomique. Le vote a été ensuite confirmé par deux fois, comme c'est la coutume, par le bureau du conseil, a précisé, mardi 7 décembre, Jacques Dermagne, président de la section et du Conseil national du commerce. Il a suggéré que le gouvernement devrait prendre en compte le rapport du Conseil économique et social qui représente toutes les sensibilités politiques.

## ESPACE

La quatrième sortie des astronautes américains

## Hubble a reçu ses « miroirs correcteurs »

Les astronautes américains Kathryn Thornton et Tom Akers ont procédé, mercredi 8 décembre, à la pose du dernier dispositif de correction optique du télescope Hubble.

Baptisé COSTAR (pour Corrective Optics Space Telescope Axial Replacement), cet appareil est de la taille d'une cabine téléphonique, pour un poids de plus de 1 200 kg. Il comporte cinq paires de petits miroirs circulaires de deux centimètres de diamètre qui, placés avec une extrême précision sur le trajet des faisceaux lumineux, donnent enfin une « vision » nette à trois des instruments de Hubble : la caméra et le spectrographe pour la détection des objets faiblement lumineux, et un spectrographe à haute résolution. Sortis dans l'espace à 4 h 13 (heure de Paris),

Kathryn Thornton et Tom Akers ont mis deux heures quarante-cinq minutes pour installer le COSTAR à la place du photomètre à grande vitesse, un instrument assez peu utilisé jusqu'ici par les scientifiques, selon les responsables de la NASA. Les astronautes ont ensuite procédé à l'installation d'un coprocesseur destiné à accroître la capacité de mémoire et la vitesse de fonctionnement de l'ordinateur de bord.

A l'issue de cette quatrième sortie dans l'espace (sur cinq programmées), les astronautes ont donc réalisé l'essentiel de leur tâche, sans rencontrer de difficulté majeure. La NASA s'était fixé comme « critère minimum de succès » le remplacement des gyroscopes (pour l'orientation du télescope), des panneaux solaires (pour

son alimentation électrique), et d'un instrument scientifique. L'équipage d'Endeavour a déjà dépassé cet objectif, puisque deux magnétomètres (servant de « boussoles » au télescope), et une caméra à grand champ améliorée et corrigée optiquement ont été également posés.

Si la dernière sortie et, surtout, le redépart du télescope dans l'espace se déroulent sans incident, le succès sera total, et la NASA aura administré une preuve éclatante de ses capacités d'intervention humaine en orbite. A condition, évidemment, que les nouveaux dispositifs ne se révèlent pas, à l'usage, aux aussi défectueux, comme le miroir corrigé et les panneaux solaires remplacés.

J.-P. D.

## EN BREF

FOOTBALL : Bordeaux éliminé par Karlsruhe de la Coupe de l'UEFA. — Les Girondins de Bordeaux, réduits à dix à la suite de l'exclusion de Stéphane Paille à la vingt-cinquième minute, ont été éliminés, mardi 7 décembre, en huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, par le club allemand de Karlsruhe, qui l'a emporté 3-0 sur son terrain en match retour. A l'aller, Bordeaux avait battu les Allemands 1-0.

ÉDUCATION : 2 000 lycéens ont manifesté à Paris. — 2 000 lycéens ont manifesté, mardi 7 décembre à Paris, du boulevard Saint-Michel au ministère, rue de Grenelle, pour réclamer « plus de moyens pour l'éducation ». Venus aussi bien de Sceaux que de Gagny ou Montfermeil, rue de France, voire, de Sens (Yonne), les lycéens, plutôt inorganisés, répondaient à l'appel d'une coordination de délégués lycéens.

مكتبة جامعة القاهرة



SOCIÉTÉ

JUSTICE

A la suite d'un trafic de fausses cartes de résident

# Trois cents interpellations dans un foyer d'immigrés de Rosny-sous-Bois

Après huit cents contrôles, trois cents personnes ont été interpellées et soixante-dix ont été retenues : c'est une opération répressive de grande ampleur qui a eu lieu, mardi 7 décembre à l'aube, au foyer de travailleurs immigrés Sonadista de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Vers 5 heures du matin, les gendarmes ont investi les lieux et fouillé les 288 chambres de ce foyer où vivent Maliens, Sénégalais, Mauritanais et Gambiens. La perquisition a été effectuée sur commission rogatoire à propos d'un trafic de fausses cartes de résident, délivrées par Baudouin Thouvot, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Bobigny.

Dans ce foyer qui comprend 288 chambres de 9 m<sup>2</sup> (historiquement individuelles), les gendarmes ont contrôlé l'identité de huit cents personnes. Trois cents d'entre elles, en situation jugée irrégulière, ont été conduites à la caserne de la gendarmerie mobile de Romainville. Selon la préfecture de la Seine-Saint-Denis, deux-cent-vingt-neuf n'ont pu présenter le moindre papier. Elles ont été libérées dans l'après-midi, munies d'une convocation au service des étrangers du département.

Toutes les autres personnes, soit soixante et onze, ont été placées en garde à vue ou en rétention administrative : neuf vont être entendues dans le cadre de

l'instruction sur un trafic de faux papiers. Vingt personnes, retrouvées en possession de documents d'identité falsifiés, seront présentées au parquet et quarante-deux, qui avaient déjà fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière, ont été placées dans les centres de rétention de Bobigny et du Mesnil-Amelot.

Selon les gendarmes, aucun des personnes interpellées n'est à l'origine de la fabrication des faux documents et aucun matériel servant à la production des faux n'a été découvert dans le bâtiment. Si cette information se confirme, l'opération de Rosny sera surtout l'occasion d'une « rafle » d'Africains en situation irrégulière, sous couvert d'une enquête judiciaire.

Elle intervient six jours après une opération similaire dans un foyer Sonadista d'Orléans, à la suite de laquelle vingt-quatre étrangers en situation irrégulière ont fait l'objet d'un arrêté de reconduite à la frontière ou d'une invitation à quitter le territoire (le Monde du 7 décembre). L'opération menée à Rosny-sous-Bois a cependant un caractère symbolique. C'est en effet dans ce foyer Sonadista qu'étaient été interpellés cinquante des cent un Maliens du charter auquel Charles Pasqua s'est opposé en 1986.

Ph. B.

L'assassinat de Bernard Laroche devant la cour d'assises de la Côte-d'Or

# Secret de famille

La cour d'assises de la Côte-d'Or consacre les derniers jours des débats aux témoignages permettant de conforter les déclarations imputées à Murielle Bolle et mettant en cause Bernard Laroche dans l'assassinat du petit Grégory Villemain.

DIJON

de notre envoyé spécial

Depuis son ouverture, il y a bientôt six semaines, le procès a évolué lentement de l'infamant grand à l'infamant petit. L'audience a débuté sur les généralités en offrant, jour après jour, la mise en cause de la police, de la gendarmerie, du juge d'instruction, de la presse, et même des avocats. Puis c'est à la loupe que les accusations portées contre Christine Villemain ont été longuement examinées.

La lentille s'est ensuite déployée pour se focaliser sur Bernard Laroche, mais au travers des déclarations imputées à Murielle Bolle, la grossissement a été augmenté, et c'est au microscope que la cour vérifie minutieusement la valeur de ce témoignage. « Depuis dix jours, nous sommes sur le cas de M. Laroche », soupire le bâtonnier de Montille, conseil de la famille Laroche, en constatant que l'organisation des débats et voulu que le procès se termine

de cette façon. Il serait pourtant injuste d'y voir une malice. Une audience n'est toujours que le reflet public d'un dossier. Et, en l'occurrence, la cour a longuement suivi le cheminement des juges d'instruction, s'engageant dans les mêmes culs-de-sac pour revenir en arrière et reprendre une autre route, sans pour autant parvenir à la vérité.

Et en dernier lieu, le cour a repris les témoignages figurant dans le supplément d'information exécuté par M. Simon, président de la cour d'appel de Dijon, qui a rendu un arrêt de non-lieu en faveur de Christine Villemain. Un arrêt d'autant plus insupportable pour la partie civile que M. Henri-René Geraud n'arrête pas d'y puiser des arguments, en soulignant à chaque fois l'admiration qu'il porte « au grand président Simon ».

Rejetée par tous

Agacée, déconcertée par la tournure des débats qui ont notamment montré les aspects peu crédibles du comportement de Murielle Bolle, les avocats de la partie civile ont demandé l'audition du président Simon, en lui reprochant, en termes sévères, d'avoir conduit son instruction de manière partielle. Un avis qui leur a valu un éloquent refus exprimé par l'avocat général, Jacques Kohn, et une vibrante protestation de M. Geraud.

La cour se prononcera ultérieurement, et l'audience s'est poursuivie par les témoignages permettant d'apprécier la portée des déclarations de Murielle, qui accuse les gendarmes d'avoir inventé les dépositions où elle aurait affirmé s'être trouvée dans la voiture de Bernard Laroche quand celui-ci aurait enlevé Grégory.

Jacqueline était l'infirmière de Jeannine Bolle, la mère de Murielle. Chaque jour, elle faisait une piqûre d'insuline à cette femme atteinte de diabète et qui se serait confiée à elle peu de temps avant sa mort. Très embarrassée, l'infirmière ne rapporte pas des mots précis, mais analyse les réflexions d'une mère : « M<sup>me</sup> Bolle pensait que Murielle avait dit des choses à la gendarmerie. Elle était persuadée que Bernard Laroche et Murielle s'étaient laissés entraîner... », murmure Jacqueline. La phrase est sibylline et, plus tard, elle la répète autrement : « Jeannine avait fait sa propre conviction. Elle pensait qu'il s'était passé quelque chose entre Bernard et Murielle, mais que ce n'était certainement pas la mort d'un enfant. »

Le lundi 5 novembre 1984, jour de l'arrestation de Bernard Laroche, l'infirmière a remarqué que la famille « était assez ébranlée », et elle ajoute : « Jeannine m'a dit que ça avait bardé pour Murielle. » Jacqueline se souvient aussi qu'après l'arrestation

de Bernard Laroche « Murielle était rejetée par tous ».

Un rejet que la famille Bolle a voulu absolument cacher en vanant la veille à l'audience, affirmer, contre toute évidence, que personne ne s'était intéressé à ses déclarations à la gendarmerie et que, en conséquence, on ne lui avait fait subir aucune pression. S'agissait-il de soutenir et de protéger Murielle ou de protéger un secret familial ? Jacqueline semble savoir beaucoup de choses, mais elle ne lance, en chuchotant, que quelques phrases, comme si elle ne voulait ou ne pouvait donner toutes les clés d'un effrayant rébus. « Jeannine craignait qu'on s'en prenne à Murielle (...). C'était un climat passionnel (...). Murielle était exposée à la haine de Marie-Ange Laroche (...). Jeannine n'a jamais eu le sentiment que Bernard Laroche était l'auteur de l'assassinat. »

A quelques jours de la fin du procès, l'infirmière soulève une foule de questions, laissant la porte ouverte à une multitude d'hypothèses. Surtout lorsque le président rappelle qu'à l'instruction Jacqueline avait déclaré au juge : « Je pense que Murielle n'osera jamais vous parler. Elle est prise dans un réseau de pressions venant de sa famille et d'autres... »

MAURICE PEYROT

FAITS DIVERS

Quatre tués et douze blessés

# Tireur fou dans un train de banlieue à New-York

NEW-YORK

de notre correspondant

« Une scène d'horreur. Du sang partout. » Un des policiers interrogés par le réseau local de télévision explique la drame survenu, mardi 7 décembre à New-York, dans un train de banlieue qui avait quitté la gare de Pennsylvanie à 17 h 33 pour les quartiers résidentiels de Long Island (à l'est de Manhattan). Et c'est sous le choc que des passagers rescapés de ce train commentent à leur tour les événements.

« Il circulait à choisissait ses victimes », explique l'un d'eux. « Il tirait, puis rechargeait avant de recommencer », ajoute un autre. « Tout le monde courait en criant : il y a quelqu'un qui est armé, il y a quelqu'un qui est armé ! » En fait, d'après les éléments réunis par la police de Nassau, à une trentaine de kilomètres à l'est de la gare de Pennsylvanie, il semble que l'homme, monté dans le train à New-York armé d'un semi-automatique, ait d'abord déambulé dans le wagon. Puis, sans aucune sommation, tout d'un coup, il aurait commencé à tirer.

Il plaçait directement le bout de son arme sur le tête ou le cou de ses victimes.

L'assassin, qui n'a exprimé aucune revendication, a tué trois hommes et une femme et blessé une douzaine d'autres voyageurs, certains très grièvement. Après avoir rechargé à deux reprises son arme, il a été maîtrisé par trois voyageurs. Une fois le train immobilisé dans la gare de Garden-City (Long Island), il a été embarqué par la police.

Intervenant après une série d'autres tueries de ce type dans le pays - en 1991, vingt-trois personnes avaient été tuées dans des circonstances proches dans un restaurant du Texas - ce nouveau drame devrait relancer le débat sur la sécurité dans les transports en commun, la lutte contre la criminalité et le problème du port d'armes. Pour autant statistiquement en baisse, la criminalité avait été au centre de la récente campagne électorale pour la mairie de la ville. Le président Clinton vient aussi de promulguer la loi Brady qui instaure un délai de cinq jours préalable à tout achat d'armes aux États-Unis.

E. I.

# Les deux enfants français ont été libérés à Rio sans versement de rançon

A la suite de la libération, mardi 7 décembre, quatre jours après leur enlèvement, des deux enfants de Daniel Henner, représentant de la société française Thomson au Brésil (le Monde des 7 et 8 décembre), la famille Henner et la police ont affirmé qu'« aucune rançon n'avait été versée aux ravisseurs ».

Les deux enfants ont précisé qu'ils n'avaient pas été trop maltraités par des ravisseurs qui leur ont quand même « donné quelques claques » et « qui cachaient leur visage ». Ils ont été accompagnés à leur domicile par la police de Rio-de-Janeiro et le directeur de la section anti-kidnapping, Heliô Vigio.

Daniel Henner a tenu à « féliciter les autorités policières de Rio-de-Janeiro pour leur action, ainsi que les diplomates français pour le soutien qu'ils ont apporté à la famille ».

Cette rapide libération sans versement de rançon, malgré des contacts établis avec les ravisseurs, était attribuée par les responsables policiers à l'importance des moyens mis en œuvre. (Corresp.)

Le directeur de Paris-Campus condamné pour publicité mensongère. - Patrice Dumoucel, directeur du groupe d'enseignement supérieur privé Paris-Campus, a été condamné, mardi 7 décembre, à 350 000 francs d'amende pour publicité mensongère par la 31<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Paris ainsi qu'au versement de 255 000 francs de dommages et intérêts aux vingt-huit étudiants qui s'étaient constitués partie civile contre leur ancien directeur (le Monde du 27 octobre).

Le tribunal a estimé que le mot « campus » est mensonger parce que l'établissement ne dispose d'aucune installation sportive et que les cours ont lieu non pas « au sein du Quartier latin », comme le vantait le publiciste. Mensongères également l'évocation d'une « bibliothèque nationale et internationale » qui n'existe pas et l'annonce des « meilleurs pourcentages de réussite au BTS Informatique de gestion », en réalité fort médiocres.

Ancien conseiller de M. Léotard pour la justice

# Un magistrat parisien est mis en examen pour faux et usage de faux

Jean-Pierre Marchi, magistrat du parquet général à la cour d'appel de Paris, a été mis en examen pour faux et usage de faux dans le cadre d'une affaire d'abus de biens sociaux portant sur plusieurs dizaines de millions de francs, a-t-on appris, mardi 7 décembre, à Lille (Nord).

Le parquet de Lille s'est refusé à tout commentaire. Le 28 avril dernier, M. Marchi avait déjà été mis en examen, dans la même affaire, pour recel d'abus de biens sociaux. Il était soupçonné d'avoir servi de conseiller à des dirigeants de société mis en examen pour abus de biens sociaux, et d'avoir acheté à l'un d'eux, dans des conditions qui restaient à éclaircir, une voiture d'une

valeur de 269 000 francs (le Monde du 9 avril et du 5 mai).

L'avocat d'un dirigeant de société mis en cause dans cette affaire d'abus de biens sociaux, M. Pierre Lemarchand, a été, lui aussi mis en examen ces jours-ci pour complicité. Il en va de même pour sa fille, Manuelle, avocate à Paris, et pour un conseiller financier. Tous ont été laissés en liberté. Ancien conseiller technique au cabinet d'Albin Chalandon, garde des sceaux pendant la première cohabitation, et conseiller de François Léotard pour les questions de justice au printemps dernier, M. Marchi avait dû quitter dès avril le cabinet du ministre de la défense, à la suite de cette affaire.

# AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SOCIÉTÉ CENTRALE DU GAN

AVIS AUX PORTEURS DE BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS GAN émis en juillet 1990

Les Bons de Souscription d'Actions GAN émis par la Société Centrale du GAN, à l'occasion de son augmentation de capital de juillet 1990, viennent à expiration le 15 décembre 1993. Ils seront radiés de la Cote Officielle à l'issue de la séance de bourse du mercredi 15 décembre et perdront toute valeur à compter du jeudi 16 décembre 1993.

2 bons permettent de souscrire 4 actions nouvelles de la Société Centrale du GAN, jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1993, au prix de 2 150 francs (soit 537,50 francs par action). Pour toute information complémentaire, nous vous invitons à prendre contact dès à présent avec votre Intermédiaire financier.

Relations avec les Actionnaires : 2, rue Pille-Witt - 75009 Paris. Numéro vert : 05.08.16.08. (appel gratuit)



**Jours de Fête**

**Un cadeau de 1000f**

« aux lecteurs de ce journal »

Découvrez le magasin réputé pour son choix exceptionnel de vêtements homme et femme de grande qualité à des prix très étudiés.

Le cadeau de bienvenue de 1000f sera déduit à la caisse sur chaque achat supérieur à 2500f. (hors promotions et soldes). Offre valable jusqu'au 31.01.94.

Le livr sans le payer

**DAVID SHIFF**  
Club des Dix

13 RUE ROYALE PARIS 8<sup>e</sup> - Du lundi au dimanche de 10h à 18h  
5 rue des Archers 69002 Lyon - 60 bis rue de Paris 75009 St-Germain-en-Laye



## Innovation

L'association Créateurs d'école, fondée en mars 1992 (le Monde du 8 octobre 1992) semblait s'être mise en veilleuse depuis que son fondateur, Guy Bourgeois, avait rejoint le ministère de l'éducation nationale comme directeur du cabinet de François Bayrou. Mais un certain nombre d'idées défendues par ce créateur - au sein duquel on trouve, hormis Guy Bourgeois lui-même, plusieurs hauts responsables de l'actuelle équipe ministérielle - font visiblement leur chemin.

Le « maison » d'éducation Saint-Jean-Bosco, située dans la petite commune de Sompt (Deux-Sèvres) est dirigée par Rose-Marie Miquieu, une enseignante qui a démissionné de l'éducation nationale il y a une dizaine d'années pour fonder, en franc-tireur, son école privée hors contrat. Or, M<sup>me</sup> Miquieu, qui est par ailleurs membre du conseil d'administration de Créateurs d'école, s'appareille à signer avec le préfet des Deux-Sèvres une convention qui donnerait un sérieux coup de pouce à son établissement, en proie à de grosses difficultés financières. Par la grâce de cette convention, l'école octroierait à l'établissement un poste de professeur certifié. En contrepartie, les autorités académiques pourraient exercer un contrôle sur les activités pédagogiques de l'établissement, notamment sur le respect des programmes auxquels les écoles hors contrat ne sont pas tenues de se conformer.

Car l'établissement de M<sup>me</sup> Miquieu, qui est régi par une association, ne s'embarrasse visiblement pas d'orthodoxie pédagogique. Dans les classes primaires, les programmes enseignés sont « presque ceux de Jules Ferry », exposait la directrice de l'établissement dans un document édité par l'association Créateurs d'école en février 1993. Pour le collège, on y épingle « les programmes d'avant 1968 » ; il n'y a que dans les classes de lycée qu'on respecte « les programmes officiels ». Autre particularité de cet établissement : les enseignants de la Maison Saint-Jean-Bosco sont « des éducateurs », dont la moitié ont une formation non universitaire. Enfin, l'internat y est obligatoire et le contrat passé entre l'école, les élèves et leurs familles, se résume ainsi : « Jouer le jeu de l'effort et de la remise en question de soi-même. C'est notre jeu, ils le prennent ou ils partent ».

La FEN démentement dénonce à juste titre une formule « qui n'a aucun support juridique ». Le cabinet de François Bayrou, pour sa part, arguait du fait que le conventionnement, « qui ne sera signé que pour une année », permettra de « nouer le dialogue avec un établissement qui accueille essentiellement des élèves en grande difficulté » et d'engager une certaine « normalisation » des pratiques qui y ont cours. D'autres conventions de ce type seraient en négociation avec des établissements hors contrat. Une façon, pour les Créateurs d'école qui entourent François Bayrou de tester « les nouvelles formes juridiques d'établissements » qu'il propose de créer. Il y a un an, pour faire « sauter les verrous » de l'éducation nationale ?

CHRISTINE GARIN

## Le « collège pour tous » face à l'échec scolaire

Un élève sur quatre est en difficulté à l'entrée en sixième, selon une étude du ministère

CROIX de bois, croix de fer, s'il ment, François Bayrou ira en enfer. Le ministre de l'éducation nationale ne cesse de le répéter depuis la dernière rentrée : dans le premier trimestre de l'année scolaire, il s'attaquera au tabou du collège. D'ici là, il aura examiné les propositions qu'il a suscitées, celles des enseignants notamment, qui avaient jusqu'à la fin du mois de novembre pour lui adresser leurs observations (le Monde du 10 novembre).

Laisée en jachère depuis dix ans, l'école « moyenne » française est aujourd'hui le lieu de toutes les préoccupations : enseignants, syndicats, associations de parents d'élèves et administration se penchent ainsi sur l'avenir du « collège unique » du système éducatif. Porté sur les fonts baptismaux par René Haby en 1975, entré dans les faits en 1977, le « collège unique » scolarise la quasi-totalité des élèves et, en prolongement de l'école primaire, les hisse au niveau de la classe de troisième. Tant bien que mal. Et c'est bien là que le bât blesse.

Car une fois réaffirmée la volonté de faire de l'école moyenne un « collège pour tous » - selon l'expression lancée par Lionel Jospin et reprise par François Bayrou -, demeure la question centrale, qui taraude aujourd'hui les collèges : celle du traitement des élèves en difficulté.

La direction de l'évaluation et de la prospective (DEP) du ministère de l'éducation nationale verse une nouvelle pièce au dossier en consacrant au problème du comportement de l'adolescent dans l'établissement et de sa capacité à organiser son travail, « La motivation chutée elle aussi », note Pierre Verdier, responsable du département des statistiques, études et prévisions sur les enseignements scolaires, tandis que le soutien que les élèves pourraient recevoir de leur famille subit un fléchissement.

Environ 10,5 % des élèves seraient, selon la DEP, « en grande difficulté » au collège, cumulant tout à la fois un retard à l'entrée ou sixième (ils ont douze ans ou plus), une déficience en français ainsi qu'en mathématiques. Et comme 14 % des collégiens cumulent deux de ces handicaps sur trois (ils sont alors, pour la DEP, en « moyenne difficulté »), c'est en définitive un collégien sur quatre qui se trouverait aujourd'hui en difficulté au collège.

Les élèves en difficulté éprouvent évidemment plus de peine à suivre le cursus normal. Le résultat : six élèves seulement sur dix entrés en sixième avec un an de retard ou plus se retrouvent deux ans plus tard en classe de quatrième, alors que huit sur dix entrés en sixième à l'âge de onze ans y parviennent. La proportion d'élèves en difficulté reste sensiblement la même deux ans après l'entrée en sixième, mais elle ne concerne pas les mêmes élèves. Les évaluations montrent en effet que les acquis des élèves en difficulté progressent. Un élève sur cinq arrive même à surmonter ses handicaps. Quand d'autres plongent à l'inverse dans le désespoir.

Les auteurs de l'étude insistent également sur le fait que les élèves qui ont effectué leur cycle d'observation (sixième-cin-



quième) en trois ans (au lieu de deux) progressent, proportionnellement, davantage que l'ensemble des élèves. Cela est vrai pour les élèves qui n'ont redoublé la cinquième et, à un degré moindre, pour ceux qui ont suivi un « cycle aménagé » (sixième-cinquième étalés sur trois ans). Ce n'est, en revanche, pas le cas pour les redoublements de sixième.

## Les « conservateurs pessimistes »

Néanmoins, on observe aussi que les progrès scolaires s'accompagnent généralement d'une dégradation significative du comportement de l'adolescent dans l'établissement et de sa capacité à organiser son travail. « La motivation chutée elle aussi », note Pierre Verdier, responsable du département des statistiques, études et prévisions sur les enseignements scolaires, tandis que le soutien que les élèves pourraient recevoir de leur famille subit un fléchissement.

très net. » « Ce qui témoigne probablement, poursuit-il, d'un certain décrochage des parents sur le plan des contenus et, surtout, de l'encadrement ».

En dressant de véritables portraits de famille, la DEP établit ainsi un lien saisissant entre les difficultés que peuvent rencontrer des élèves au collège et leur environnement familial. Ce n'est évidemment pas un hasard si, parmi les élèves en difficulté, 56 % ont des parents ouvriers ou employés et seulement 4 % des parents cadres ou enseignants. Si seulement 11 % des parents des élèves en difficulté ont au moins le baccalauréat, quand 49 % des parents d'élèves en situation de réussite ont atteint ce niveau d'études. Ou encore si les élèves en difficulté sont deux fois plus nombreux à ne pas vivre avec leurs deux parents et quatre fois plus nombreux à connaître le chômage dans leur famille. Appartenant très majoritairement à des

milieux sociaux défavorisés et à des familles faiblement diplômées, ils reçoivent apparemment peu d'aide de leur famille ou de façon trop irrégulière et pas assez centrée sur l'organisation et la méthode de travail. A l'inverse, une enquête menée auprès d'un petit échantillon de collégiens parisiens d'origine sociale modeste, bons élèves de troisième, permet d'établir que des familles stables, au mode de vie bien réglé, organisé autour de la scolarité de l'enfant (avec généralement une très forte mobilisation des mères), connaissent peu les situations d'échec.

A qui, dans ce contexte, imputer l'échec ? A l'intérieur de l'institution on évoque prioritairement les causes familiales ou socioculturelles pour l'expliquer. La DEP répartit ainsi en cinq groupes les enseignants et personnels d'encadrement interrogés sur le traitement des élèves en difficulté : les « conservateurs pessimistes » représenteraient 25 % du total, les « traditionnels résignés » 14 %, les « pédagogues optimistes » 19 %, les « valeurs actives » 28 %, et les « militants éducatifs » 14 %.

Pour les parents d'élèves, en revanche, les difficultés sont plutôt imputables à la mauvaise compréhension des cours. Les élèves, pour leur part, se plaignent de la trop grande quantité de choses à assimiler, de la trop grande variété des matières enseignées. Coolestataires, remarque la DEP, les familles attendent par ailleurs beaucoup de l'école : des qualités humaines, un sentiment de proximité, de compréhension et d'écoute.

En définitive, « professeurs, parents et élèves se heurtent au problème de l'hétérogénéité de la classe, qui est vécue comme un handicap pour tous », écrit Pierre Verdier. Les élèves en difficulté se sentent « mal à l'aise » dans des classes qu'ils trouvent souvent à

deux vitesses, où on laisse les moins bons de côté. Pourrait les enseignants rejettent les images selon lesquelles les élèves les plus faibles seraient des fauteurs de troubles ou feraient baisser le niveau. Ils refusent également l'idée que ces élèves pourraient ne pas avoir leur place au collège ».

C'est pourquoi, semble-t-il, les réponses structurelles au traitement des élèves en difficulté (création de classes d'aide et de soutien, de troisièmes d'insertion) demeurent limitées. Les filières ségrégatives sont rejetées au profit de solutions strictement pédagogiques. Même si, dans les faits, certaines classes (les quatrièmes et troisièmes technologiques notamment) font toujours, plus ou moins, office de filières de ségrégation.

L'avenir du collège, conclut la DEP, réside sans doute, outre le nécessaire rapprochement de l'école et des familles, dans un éventail de solutions diversifiées. Il faut concéder aux établissements, suggère les experts, « une large part d'autonomie pour adapter les stratégies les mieux adaptées à leur public ». C'est dans cette direction que semblait vouloir s'engager François Bayrou, qui avait émis l'idée de laisser se développer, à l'intérieur du « collège pour tous », des zones d'expérimentation spécialement ciblées sur le grand échec scolaire. Reste à savoir si, à la différence de ses prédécesseurs qui ont tous, successivement, calé sur ce dossier, il aura une marge de manœuvre suffisante pour persévérer dans cette voie.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Education et Formations, octobre 1993, numéro spécial Les Elèves en difficulté au collège.

## BIBLIOGRAPHIE

HARVARD, MODE D'EMPLOI de Henry Rosovsky, Editions Odile Jacob, 350 p., 150 F.

Ceux qui seront exaspérés par l'autosatisfaction affichée par l'Américain Henry Rosovsky dans son ouvrage sur « le meilleur système d'enseignement supérieur au monde » devront retenir leurs critiques. La félicité de l'ancien doyen de la faculté d'arts et de sciences de Harvard - « le meilleur poste au monde pour un universitaire » - a beau heurter les traditions européennes de modestie, en usage notamment dans la communauté universitaire, elle n'est peut-être pas totalement sans fondement. En effet, un mois après la sortie en France de Harvard, mode d'emploi, paraît l'enquête annuelle de la très sérieuse revue *US News and World Report* (1) sur les collèges américains. Elle conclut que l'excellence, pour les quatre premières années d'enseignement supérieur, se situe sur la côte est des Etats-Unis, dans la plus ancienne université du Nouveau Monde, à Harvard exactement. Pour la quatrième année consécutive, l'université vedette du Massachusetts conserve en tête du palmarès établi par le périodique.

Ce classement a été obtenu en croisant de nombreux paramètres. Ainsi, Harvard jouit d'une réputation exceptionnelle auprès des présidents d'université, des doyens de faculté et directeurs de département qui ont participé à l'étude. Cette renommée est entretenue par un mode de sélection des étudiants des plus stricts. Seule l'élite y est admise : sur 13 029 candidats, 2 135 étudiants ont été autorisés à s'y inscrire cette année. Et neuf sur dix d'entre eux avaient obtenu les meilleurs résultats dans l'enseignement secondaire. Une sévérité exceptionnelle qui se retrouve qu'à Princeton - en deuxième position dans le même classement. En moyenne, de Stanford à Georgetown, de Berkeley à Yale, dans les vingt-trois autres meilleures universités américaines, le taux de sélection à l'entrée varie entre 22 % et 69 %. Henry Rosovsky a sans

aucun doute dû se féliciter des résultats de l'enquête du magazine puisqu'il considère, pour sa part, que deux sur trois des meilleurs établissements d'enseignement supérieur du monde sont situés sur le continent nord-américain. Mais Harvard mérite une étude particulière : « Les meilleurs enseignants attirent les étudiants les plus brillants, produisant les recherches de la plus haute qualité et attirant le plus de crédits extérieurs », conclut-il.

L'excellence dépendrait, ainsi, de trois paramètres conjugués : la sélection des meilleurs étudiants, le recrutement des meilleurs enseignants et, enfin, le mode de gouvernement des universités américaines. Faut-il préciser que M. Rosovsky est évidemment diplômé de l'Université Harvard où il a effectué l'essentiel de sa carrière d'enseignant et occupé des fonctions de direction ? Autant dire qu'il a toutes les capacités requises pour témoigner du fonctionnement du prestigieux établissement.

Choisir les meilleurs étudiants est donc la première tâche à laquelle se livrent, sans complexe, les dirigeants de Harvard. L'ancien doyen précise qu'outre les élèves brillants, sont admis deux catégories d'étudiants : les « héritiers », fils et filles de diplômés, et les « enfants de membres de la faculté ». Ils représentent au total près du cinquième des étudiants de Harvard. Leur présence est vitale pour l'institution, écrit Henry Rosovsky, puisque l'essentiel de la richesse d'un établisse-

ment privé provient des dons des diplômés. Mais c'est sur le choix des professeurs que Henry Rosovsky est le plus convaincant. Il déconseille avec minutie le soin apporté à cette tâche, la patience déployée pour convaincre un jeune chercheur ambitieux de rejoindre un laboratoire de campus, le souci permanent de la concurrence entre universités. La titularisation d'un professeur est une étape importante pour l'enseignement comme pour l'université d'accueil.

C'est un long processus qui tient du « contrat social ». Les étudiants y prennent part en évaluant leurs enseignants à la fin de chaque session, mais c'est par ses pairs que l'enseignement est accepté ou rejeté. Comparé aux autres universités américaines, la proportion de titulaires est faible à Harvard : tout juste 60 %, soit quatre cents professeurs. Quant aux salaires, ils varient d'un enseignant à l'autre. Le revenu d'un professeur est confortable, en moyenne 70 000 dollars par an en 1988-1989. Mais un jeune enseignant ne perçoit que le tiers de ce que gagne un jeune diplômé de Harvard embauché à Wall Street.

Le chauvinisme de M. Rosovsky ne devrait pas manquer de faire sourire - ou d'irriter - ses confrères français. Car il amène l'auteur à nier un certain nombre de dysfonctionnements. Nulle part n'est abordée, par exemple, la question du montant des droits d'inscription. Pas plus qu'il n'est fait mention des conséquences de la « discrimination

positive », ce système complexe de compensation, par un système de quotas, des handicaps culturels, religieux ou ethniques. Les relations avec les autorités locales et fédérales sont passées sous silence, pas plus que n'est évoquée la nécessité de faire financer une partie des recherches par le secteur privé. Même s'il ne peut guère servir d'introduction à la présentation générale du système d'enseignement supérieur aux Etats-Unis, *Harvard, mode d'emploi* livre un bon portrait d'une université d'exception, fleuron du système américain. L'élite parmi l'élite, dans un pays où seulement une cinquantaine d'établissements (sur trois mille institutions d'enseignement supérieur) se consacrent à la recherche de haut niveau, possèdent des troisièmes cycles et se partagent 10 % de la population étudiante.

MICHÈLE AULAGNON

(1) *US News and World Report*, 4 octobre 1993.

## PENSER DEMAIN



Le monde de demain sera un monde de communication, d'information et d'échanges. Construire ce monde exigera des compétences multiples et de haut niveau.

L'Ecole d'Ingénieurs de l'INT forme des ingénieurs pour concevoir, produire, gérer les nouveaux réseaux et systèmes de communication.

Des ingénieurs qui pensent demain.

Renseignements et inscriptions :

Int Institut National des Télécommunications

Ecole d'Ingénieurs  
9, rue Charles Fourier • 91011 Evry-Corbeil  
Tél : (01 60 76 41 11) / 42 37  
Enseignement supérieur de France Télécom

## Ecole d'Ingénieurs

## concours d'entrée

Pour les élèves des classes préparatoires scientifiques (Math. Spé, M, M', P, P')

Inscrite

au Concours Commun

Mines - Ponts

Date limite de réception des dossiers

7 Janvier 1994

## L'élitisme selon Harvard

HARVARD, MODE D'EMPLOI de Henry Rosovsky, Editions Odile Jacob, 350 p., 150 F.

Ceux qui seront exaspérés par l'autosatisfaction affichée par l'Américain Henry Rosovsky dans son ouvrage sur « le meilleur système d'enseignement supérieur au monde » devront retenir leurs critiques. La félicité de l'ancien doyen de la faculté d'arts et de sciences de Harvard - « le meilleur poste au monde pour un universitaire » - a beau heurter les traditions européennes de modestie, en usage notamment dans la communauté universitaire, elle n'est peut-être pas totalement sans fondement. En effet, un mois après la sortie en France de Harvard, mode d'emploi, paraît l'enquête annuelle de la très sérieuse revue *US News and World Report* (1) sur les collèges américains. Elle conclut que l'excellence, pour les quatre premières années d'enseignement supérieur, se situe sur la côte est des Etats-Unis, dans la plus ancienne université du Nouveau Monde, à Harvard exactement. Pour la quatrième année consécutive, l'université vedette du Massachusetts conserve en tête du palmarès établi par le périodique.

Ce classement a été obtenu en croisant de nombreux paramètres. Ainsi, Harvard jouit d'une réputation exceptionnelle auprès des présidents d'université, des doyens de faculté et directeurs de département qui ont participé à l'étude. Cette renommée est entretenue par un mode de sélection des étudiants des plus stricts. Seule l'élite y est admise : sur 13 029 candidats, 2 135 étudiants ont été autorisés à s'y inscrire cette année. Et neuf sur dix d'entre eux avaient obtenu les meilleurs résultats dans l'enseignement secondaire. Une sévérité exceptionnelle qui se retrouve qu'à Princeton - en deuxième position dans le même classement. En moyenne, de Stanford à Georgetown, de Berkeley à Yale, dans les vingt-trois autres meilleures universités américaines, le taux de sélection à l'entrée varie entre 22 % et 69 %. Henry Rosovsky a sans

aucun doute dû se féliciter des résultats de l'enquête du magazine puisqu'il considère, pour sa part, que deux sur trois des meilleurs établissements d'enseignement supérieur du monde sont situés sur le continent nord-américain. Mais Harvard mérite une étude particulière : « Les meilleurs enseignants attirent les étudiants les plus brillants, produisant les recherches de la plus haute qualité et attirant le plus de crédits extérieurs », conclut-il.

L'excellence dépendrait, ainsi, de trois paramètres conjugués : la sélection des meilleurs étudiants, le recrutement des meilleurs enseignants et, enfin, le mode de gouvernement des universités américaines. Faut-il préciser que M. Rosovsky est évidemment diplômé de l'Université Harvard où il a effectué l'essentiel de sa carrière d'enseignant et occupé des fonctions de direction ? Autant dire qu'il a toutes les capacités requises pour témoigner du fonctionnement du prestigieux établissement.

Choisir les meilleurs étudiants est donc la première tâche à laquelle se livrent, sans complexe, les dirigeants de Harvard. L'ancien doyen précise qu'outre les élèves brillants, sont admis deux catégories d'étudiants : les « héritiers », fils et filles de diplômés, et les « enfants de membres de la faculté ». Ils représentent au total près du cinquième des étudiants de Harvard. Leur présence est vitale pour l'institution, écrit Henry Rosovsky, puisque l'essentiel de la richesse d'un établisse-

ment privé provient des dons des diplômés. Mais c'est sur le choix des professeurs que Henry Rosovsky est le plus convaincant. Il déconseille avec minutie le soin apporté à cette tâche, la patience déployée pour convaincre un jeune chercheur ambitieux de rejoindre un laboratoire de campus, le souci permanent de la concurrence entre universités. La titularisation d'un professeur est une étape importante pour l'enseignement comme pour l'université d'accueil.

C'est un long processus qui tient du « contrat social ». Les étudiants y prennent part en évaluant leurs enseignants à la fin de chaque session, mais c'est par ses pairs que l'enseignement est accepté ou rejeté. Comparé aux autres universités américaines, la proportion de titulaires est faible à Harvard : tout juste 60 %, soit quatre cents professeurs. Quant aux salaires, ils varient d'un enseignant à l'autre. Le revenu d'un professeur est confortable, en moyenne 70 000 dollars par an en 1988-1989. Mais un jeune enseignant ne perçoit que le tiers de ce que gagne un jeune diplômé de Harvard embauché à Wall Street.

Le chauvinisme de M. Rosovsky ne devrait pas manquer de faire sourire - ou d'irriter - ses confrères français. Car il amène l'auteur à nier un certain nombre de dysfonctionnements. Nulle part n'est abordée, par exemple, la question du montant des droits d'inscription. Pas plus qu'il n'est fait mention des conséquences de la « discrimination

positive », ce système complexe de compensation, par un système de quotas, des handicaps culturels, religieux ou ethniques. Les relations avec les autorités locales et fédérales sont passées sous silence, pas plus que n'est évoquée la nécessité de faire financer une partie des recherches par le secteur privé. Même s'il ne peut guère servir d'introduction à la présentation générale du système d'enseignement supérieur aux Etats-Unis, *Harvard, mode d'emploi* livre un bon portrait d'une université d'exception, fleuron du système américain. L'élite parmi l'élite, dans un pays où seulement une cinquantaine d'établissements (sur trois mille institutions d'enseignement supérieur) se consacrent à la recherche de haut niveau, possèdent des troisièmes cycles et se partagent 10 % de la population étudiante.

MICHÈLE AULAGNON

(1) *US News and World Report*, 4 octobre 1993.

(Publié)

ESA

Ecole Spéciale d'Architecture

Ecole Spéciale d'Architecture  
Etablissement privé  
d'enseignement supérieur  
254, bd Raspail, 75014 PARIS

En application des statuts de l'association, le Conseil d'Administration de l'Ecole Spéciale d'Architecture procédera le 3 mai 1994, à la nomination du Directeur. Le premier mandat est de quatre ans (sept. 1994/août 1997) ; renouvelable au-delà par périodes de deux ans.

Aucune candidature ne pourra utilement être reçue après le 31 janvier 1994.



# Le puzzle des filières technologiques

Le ministre de l'enseignement supérieur souhaite clarifier une situation complexe. Cela ressemble à une gageure

**F**RANÇOIS FILLON, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a évoqué à plusieurs reprises, depuis deux mois, sa volonté de «conduire une politique active» dans le domaine des formations technologiques. Il en a précisé l'objectif, le 9 novembre, devant la conférence des présidents d'université, en soulignant la nécessité de «travailler sur la lisibilité de chaque filière et sur leur complémentarité. À côté des filières littéraires ou scientifiques, d'importantes filières technologiques, clairement identifiées».

Pour mener à bien cette réflexion, le ministre a constitué un groupe de travail qui rassemble des responsables des principales filières : instituts universitaires de technologie (IUT), instituts universitaires professionnels (IUP), écoles d'ingénieurs universitaires, DEUG ou licences de technologie, etc. — ainsi que des représentants des milieux économiques et du patronat. Déjà réuni à trois reprises depuis un mois, ce groupe de travail doit remettre un rapport d'ici au printemps prochain, et M. Fillon a indiqué fermement qu'il souhaite «des mesures applicables dès la rentrée 1994».

Bref, cette réorganisation des filières technologiques du supérieur apparaît comme le grand chantier des prochains mois. Chantier complexe, so disant, tant le paysage de ces formations est diversifié, morcelé, voire émietté. Et, souvent encore, ignoré ou dédaigné par des universités plus sensibles à leur vocation académique que professionnelle, plus tournées vers la recherche et le laboratoire que vers l'entreprise et la technologie.

Mais ces formations ont cessé, depuis des années, d'être marginales. À côté des sections de techniciens supérieurs (STS), implantées pour l'essentiel dans les lycées, et qui comptent près de deux cent cinquante mille élèves,

les IUT ont conforté, en vingt-cinq ans, une autonomie enviable et une place de choix dans la formation des techniciens supérieurs à bac+2. Vigoureusement relancés depuis trois ans, avec la création de seize IUT de plein exercice (ce qui porte leur nombre total à quatre-vingt-dix) et de cent dix-neuf départements d'IUT, ils devraient voir leur capacité d'accueil portée de soixante-dix mille étudiants en 1992 à quelque cent vingt mille avant la fin de la décennie. Ce qui laisse peu de place aux diplômés d'études universitaires scientifiques et techniques (DEUST), et aux quelques DEUG technologiques.

400 000 étudiants

An niveau supérieur, la trentaine d'écoles d'ingénieurs créées dans les universités sont en plein développement et les maîtres à vocation professionnelle (maîtrises d'ingénierie appliquée à la gestion MIAGE et maîtrises de sciences et techniques [MST], notamment) ont fait leur trou. Enfin, la panoplie s'est élargie, depuis trois ans, de deux nouvelles filières : les «nouvelles formations d'ingénieurs», créées à la suite du rapport Decomps en 1990, mais restées numériquement marginales et surtout les IUP, lancés de façon très volontariste à la rentrée 1991 et qui se sont développés très rapidement, puisqu'on compte aujourd'hui cent vingt-deux instituts universitaires professionnalisés accueillant quelque douze mille étudiants.

An total, l'ensemble de ces filières (STS comprises) rassemblent près de quatre cent mille étudiants, entrant directement après le baccalauréat ou après un ou deux ans d'enseignement supérieur et sortant sur le marché du travail à des niveaux variant de bac+2 à bac+5 ou 6.

Devant la complexité de ce puzzle, aussi bien pour les étudiants

que pour les employeurs, chacun admet la nécessité d'introduire davantage de cohérence dans le paysage. Et ce à trois niveaux, bien identifiés par le document préparé par le ministère pour cadrer les réflexions du groupe de travail. Primo, il s'agit de mieux articuler les différents baccalauréats (général, technologiques et professionnels) avec les premiers cycles de l'enseignement supérieur. Or la distorsion est ancienne et persistante qui conduit de nombreux bacheliers généraux vers les IUT, au détriment des bacheliers technologiques, trop souvent amenés à s'engager dans des études classiques et langues où ils échouent massivement.

Secundo, est posée clairement la question de la complémentarité entre les différentes formations technologiques. Comme le souligne le document du ministère, «n'y a-t-il pas, dans certains secteurs, concurrence entre les différentes formations de même niveau ou de même nature?». C'est un euphémisme, tant la rivalité est forte, par exemple, pour la formation des techniciens supérieurs, entre STS et IUT, ou pour les formations de cadres, entre les écoles d'ingénieurs traditionnelles et les IUP.

Et la situation est d'autant plus confuse sur les missions des unes

et des autres que les passerelles se sont multipliées de façon anarchique. Ainsi, environ la moitié des diplômés d'IUT ne se contentent pas de leur diplôme de technicien supérieur : parmi eux, 50 % sont admis, sur titre, dans des écoles d'ingénieurs ou entrent, désormais, en IUP, tandis que que 15 % font une troisième année de spécialisation en IUT et qu'un bon tiers, au détriment de toute logique, retournent s'inscrire en premier cycle universitaire. Comme le note Jean-Claude Martin, directeur de l'IUT de Montpellier et président de l'association des directeurs d'IUT, «notre vocation première est le diplôme universitaire de technologie et l'accès direct à la vie professionnelle. Mais on ne peut plus faire l'imposant sur la multiplication des poursuites d'études. C'est là que nous avons besoin d'une filière technologique qui tienne la route, soit en formation initiale, soit en formation continue».

Une plus grande cohérence, enfin, est indispensable sur les niveaux de qualification technologique. Si les deux niveaux de sortie à bac+2 (technicien supérieur) et bac+5 (ingénieur) sont clairement identifiés depuis longtemps, la multiplication des sorties intermédiaires, à bac+3 ou 4, brouille le dispositif, sans toujours répondre,

de manière très convaincante, au déficit d'ingénieurs de production ou de cadres technico-commerciaux à l'interface des secteurs secondaire et tertiaire.

## Deux points de crispation

Si ces objectifs sont clairs, leur réalisation est loin d'être évidente. Ce qui explique, sans doute, chez la plupart des participants du groupe de travail, le sentiment de confusion des premières réunions. On ne reticodra que deux points de crispation. La place des IUP, tout d'abord. Leur statut est désormais entouré du plus grand flou. Le rapport remis, à sa demande, à M. Fillon par la commission du titre d'ingénieur laisse nuire tous les scénarios (maintien de l'actuelle commission d'habilitation ad hoc, transfert à la commission du titre de cette responsabilité, ou attribution du titre d'ingénieur aux diplômés des IUP), mais exprime sans ambiguïté sa réticence à l'égard du titre d'ingénieur-maître dont bénéficient jusqu'à présent les premiers diplômés d'IUP, en particulier ceux des disciplines tertiaires.

La seconde interrogation porte sur l'éventualité de regrouper dans des institutions plus autonomes et homogènes tout ou partie des

filiales technologiques. Or, autant la clarification des systèmes de passerelles, par exemple entre IUT et IUP, est jugée indispensable, autant la création d'une institution spécifique suscite la réserve. «Il ne serait pas sain de séparer la filière technologique des filières générales de l'université, aussi bien pour des raisons statutaires que scientifiques. La force des formations technologiques à l'université est d'associer des enseignants-chercheurs de haut niveau et des enseignants plus praticiens», souligne ainsi Ivor Eckland, président de l'université Paris-Dauphine et coprésident de la commission nationale d'habilitation des IUP.

On notera, toutefois, que l'idée de constituer des «facultés de technologie» ou, à tout le moins, des «instituts polytechniques régionaux» (regroupant, par exemple, IUT et IUP ou proposant des cursus complets du brevet d'études professionnelles au diplôme d'ingénieur) faisait partie des propositions avancées avec force, avant les élections de mars dernier, par le secrétaire national du RPR pour l'enseignement supérieur, Armel Pécheul, aujourd'hui conseiller de M. Fillon. Mais ce n'est qu'un indice.

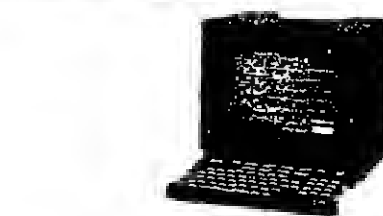
GÉRARD COURTOIS

Avec votre Minitel,  
vous avez un assistant  
hors-pair sous la main.  
Mais comment  
le mettre à contribution  
plus souvent ?

Votre Minitel ne demande qu'à vous rendre service. Pour l'utiliser de manière vraiment efficace, recevez gratuitement une documentation pratique et le guide des 150 services professionnels sélectionnés par le Nouvel Economiste en tapant 3614 FRANCE TELECOM ou en appelant le

N° Vert 05 36 05 36

APPEL GRATUIT



Et si vous communiquiez  
avec les outils d'aujourd'hui ?



France Telecom

## REPÈRES

**ADMINISTRATION.** Un arrêté du 30 novembre portant sur la réorganisation des grandes directions de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale a été publié au Journal officiel, le 1<sup>er</sup> décembre. Les cinq sous-directions de la direction des lycées et collèges (DLC) changent d'intitulé et de missions. Sont créées une « sous-direction des formations générales et technologiques » et une « sous-direction des formations professionnelles initiale et continue ». La première est chargée de l'organisation pédagogique (cours, contenus d'enseignement, évaluation, orientation) des formations générales dispensées dans les collèges et les lycées. La seconde met en œuvre la politique éducative en matière de formation professionnelle initiale (sous statut scolaire et en apprentissage) et de formation continue des adultes ; elle définit, aussi, les diplômes professionnels (CAP, BEP, BP, baccalauréats professionnels et BTS). Cette nouvelle organisation, explique-t-on au ministère, vise à constituer en un ensemble cohérent tous les cursus et les

diplômes de la filière professionnelle. Un autre changement important intervient dans l'organigramme de la DLC, la création d'une « sous-direction des innovations et de la formation continue des enseignants » qui sera notamment chargée de « favoriser et de repérer les pratiques innovantes ».

À la direction des écoles, le principal changement est la création d'une « sous-direction des enseignements », qui n'existait pas jusque-là, en lieu et place de l'ancienne « sous-direction de l'innovation et de l'adaptation scolaire ». Elle sera notamment chargée de « l'organisation pédagogique et des contenus d'enseignement ».

La direction des écoles et la direction des lycées et collèges disposeront chacune d'un bureau des programmes qui chapeautera le travail des groupes techniques disciplinaires, jusque-là placés sous la responsabilité du Conseil national des programmes (CNP).

**BACCALAURÉAT.** L'épreuve anticipée d'histoire-géographie, prévue par les nouveaux textes sur le baccalauréat pour les élèves des séries technologiques (STL et SMS), dont la première session est prévue en juin 1994, prendra la forme d'un contrôle en cours de formation. Une note de service, publiée au Bulletin officiel du 2 décembre, précise qu'elle sera organisée dans l'établissement scolaire de l'élève par le professeur d'histoire-géographie. Dans chaque académie, une commission de suivi et des commissions d'harmonisation seront organisées sous la responsabilité du recteur.

**BOURSES DE RECHERCHE.** Recherche et partage, association de mécénat médical de la Caisse d'épargne, attribuera dans l'année 1994 une quinzaine de bourses de formation doctorale, d'un montant de 80 000 à 100 000 francs, et postdoctorale, d'un montant de 130 000 francs. L'objectif de l'association est d'aider à financer des travaux de recherche dans les domaines de la santé publique et de la recherche biomédicale. La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 1<sup>er</sup> février 1994.

► Association Recherche et partage, 29, rue de la Tombe-Issoire, 75014 Paris.

## Le Monde

Édité par le SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lescaux, gérant  
Bruno Freppert, directeur de la publication  
Jacques Guille, directeur de la rédaction  
Marcel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)  
Thomas Fervet  
Bernard Lenoir  
Jacques-François Simon  
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1968)  
Jacques Fauriol (1968-1982)  
André Laurens (1982-1986)  
André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUCHER  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40 86 25 35  
Télécopieur : 40 86 25 39  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BELVÈS-MÉRY  
94088 VILLIERS-LE-BEL CEDEX  
Tél. : (1) 40 86 25 35  
Télécopieur : 40 86 30 10



## CULTURE

NILDA FERNANDEZ en tournée

## Prince et voyou

Après la sortie de son nouvel album, l'un des représentants les plus prometteurs de la chanson française part sur les routes. A l'exemple des Espagnols Iglesias ou Rosé, Nilda Fernandez tente de convertir l'Amérique latine à sa version française du romantisme hispanisant.

« J'ai chanté à Santiago du Chili début septembre, à la veille du jour anniversaire des vingt ans du coup d'Etat du général Pinochet, et le lendemain à la fête de l'humanité. Je crois aux hasards. L'Amérique latine est un continent qui laisse des traces ».

Le chanteur à la voix haute, atypique, aborde la vie comme un jeu de chat et de souris. Tendu, sous son calme apparent, il porte par phrases courtes, « La musique touche à la profondeur, au plaisir. En même temps, tout est dérisoire. Les gens des maisons de disques se croient souvent protégés des catastrophes économiques, de la guerre. Si tout s'arrête demain, les compacts, les chaînes de fabrication, le marketing, j'ai chanté dans la rue ». Un récit de Nilda Fernandez suffit à convaincre de sa détermination : il a du chien, de l'élégance, de la hargne.

Etrange, indolent et énergique, parfois anacronique, avec ses bottes hautes et ses chemises ornées de dentelles, Nilda Fernandez est un personnage dont les facettes se ressemblent grâce à un brin de folie intérieure et de narcissisme. Le masculin et le féminin s'y confondent. Au centre du personnage, les images possibles du chanteur, « un type peu recommandable ». Version féodale : « Celui qui l'on vendrait manger à la cuisine à la fin de la fête ». Version années 90 : « Le kary, l'alté objectif de l'argent facile et des parvenus ». Version idéaliste : « Une putain, attention, pas une femme entretenue qui doit des sourires et des mots d'amour en contrepartie. Non, l'artiste fixe son prix et ses conditions. J'ai vu cela à Mexico. Sur la place Garibaldi, à toute heure du jour et de la nuit, on peut louer les services des mariachis. Qui paye les emmène ».

Sur scène, Nilda Fernandez ne sentira donc pas l'obligation de l'amour partagé. A la rigueur attira-t-il le plaisir commun, avec une distance perverse et frondeuse : « Mieux vaut une burlangère acariâtre qui vend du bon pain que l'inverse ». En dix ans de carrière et de galères, Nilda Fernandez a beaucoup chanté, partout. « D'abord sur les terrasses, dans les cafés, dans les clubs, sur des scènes minuscules ». Seul témoignage de ce parcours du chanteur inconnu, le *Bañero* comptant, un disque sorti il y a dix

ans, au temps où Nilda était encore Daniel Fernandez.

Depuis, le succès l'a touché (un titre phare, *Madrid, Madrid*, repris par la star espagnole Miguel Bosé, une Victoire de la musique, un Olympia, trois semaines au Théâtre de la Renaissance). Un peu plus précieux, toujours franc-tireur, Nilda Fernandez aime toujours détourner les règles en vigueur dans le métier. Ainsi, à la mi-octobre, Nilda Fernandez avait invité le Théâtre Impérial de Compiègne pour fêter la sortie de *Nilda Fernandez*, son nouvel album (un titre identique au précédent). Avec un orchestre à cordes venu appuyer ses sept musiciens habituels, le chanteur avait donné l'intégralité de son nouveau disque, enchaînant onze titres, sans coupure ni applaudissements. Mais les arrangements en étaient déjà bousculés.

Le chanteur français, qui a grandi « quelque part entre Lyon et Barcelone », ne s'était pas contenté de ramener des photos et des impressions de son périple automnal en Amérique latine. Il avait saisi au vol des airs d'accordéon chamame de la pampa argentine, des flûtes indiennes et des tambours paysans. A Compiègne, il en avait donc des chansons composées avec fluidité, et pour certaines (*Ne me fais pas mal, On l'a appris, Dernière rêve de l'amour, Sinjani Retu*), déjà rodées après plus de deux cents concerts en deux ans. Sous les canonnades du Théâtre Impérial, on s'est réjoui du climat insolite — et de l'exclusion des faciles espagnoles — ou des standards tout public (*La Vie en rose*), destinés à plaire à tous. Depuis, la tournée a repris normalement, c'est-à-dire en état de métamorphose permanente.

Car, en scène, Nilda Fernandez ne se fait pas jouer deux fois de la même façon. Il casse, déstructure, démonte et remonte ses chansons, transforme le slow d'origine en rap-mambo, la rengaine en défi public, le credo en doute. Il sait aussi couper le micro quand il le faut, prendre une guitare sèche. Il est épaulé par d'excellents musiciens — « grecs, italiens, français, espagnols » — qui utilisent une gamme étendue d'instruments acoustiques (piano, clarinettes, hautbois, contrebasse, bouzouki, flûtes, tin-whistle, etc.). Ensemble, ils ont établi une règle de conduite : « Retrouver le plaisir de la musique ».

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Prochains récitals : le 9 à Maisons-Alfort, Espace Nouvel, le 11 à Argenteuil, salle Jean-Villar, le 14 à La Celle-Saint-Cloud, Théâtre municipal, le 15 à Biarritz, le 16 à Montpellier, le 18 à Lyon. Album : *Nilda Fernandez*, 1 CD Polydor.

## Deux disparitions

## Le comédien Don Ameche

L'acteur américain Don Ameche est mort lundi 6 décembre à Scottsdale (Arizona), des suites d'un cancer. Il avait quatre-vingt-cinq ans.

Du jeune premier aux cheveux grisonnés et à la fine moustache des années 30 au vieillard rigide et malicieux des années 80 soudain redécouvert, Don Ameche a passé à travers le cinéma américain plutôt comme un comédien que comme une star. Il était né Dominic Felix Amici (prononcez « Amitchi ») à Kenosha, dans le Wisconsin, le 31 mai 1908. Après des études de droit, il fit du théâtre, puis devint chanteur à la radio. Sa

popularité en ce domaine lui valut l'intérêt de la 20th Century Fox. En 1936, l'acteur Don Ameche (les Américains prononcent « Amitchi ») débute à Hollywood dans le *Son des cloches* de Gregory Ratoff et *Ramona* de Henry King. Jusqu'en 1941, les films se suivent à raison de quatre ou cinq par an. Comédies et drames, mais Don Ameche, tout séduisant qu'il soit, selon les canons de l'époque, n'égale jamais son concurrent à la Fox, Tyrone Power, et réussira mieux dans la comédie. Ainsi, *l'Amour en première page* (Tey Garnett, 1937), *Week-end mouvementé* (Norman Taurog, 1937), *la Folle Parade* (Henry King, 1938), *la Baronne de minuit* (Mitchell Lei-

sen, 1939), *les Trois Louqueurs* (Allan Dwan, 1939), parodie du roman d'Alexandre Dumas avec les Ritz Brothers, *Sous le soleil d'Argentine* (Irving Cummings, 1940), *Une nuit à Rio* (Irving Cummings, 1941). En 1939, pourtant, il obtient un rôle important et différent : celui d'Alexander Graham Bell, inventeur du téléphone dans *Et la parole fut* (Irving Cummings). Il y a pour partenaire Loretta Young, bien supérieure aux Alice Faye, Sonja Henie ou Betty Grable auxquelles on l'associe souvent. En 1943, il incarne dans *Le ciel peut attendre* de Lubitsch (avec Gene Tierney) son plus beau personnage : le milliardaire qui a passé sa vie à (trop) aimer les femmes. Sa carrière au cinéma marque le pas, même si, en 1948, il tourne avec Douglas Sirk (*l'Honneur aux dames*). Pendant les années 50, Don Ameche se consacre à la télévision et au théâtre (comédies musicales). Il revient quatre ou cinq fois à Hollywood dans les années 60-70 mais on ne le remarque plus. En 1983, il fait un « come-back » retentissant dans *Un faucon pour deux*, comédie à la Capra réalisée par John Landis. En 1985, *Cocoon* de Ron Howard lui vaut l'Oscar du meilleur second rôle. Après *Bigfoot et les Henderson* (William Dear, 1987), *Un prince à New York* (John Landis, 1988), *il Cocoon 2* (John Landis, 1988), *il Cocoon 3* (John Landis, 1988), *il Cocoon 4* (John Landis, 1988), *il Cocoon 5* (John Landis, 1988), *il Cocoon 6* (John Landis, 1988), *il Cocoon 7* (John Landis, 1988), *il Cocoon 8* (John Landis, 1988), *il Cocoon 9* (John Landis, 1988), *il Cocoon 10* (John Landis, 1988), *il Cocoon 11* (John Landis, 1988), *il Cocoon 12* (John Landis, 1988), *il Cocoon 13* (John Landis, 1988), *il Cocoon 14* (John Landis, 1988), *il Cocoon 15* (John Landis, 1988), *il Cocoon 16* (John Landis, 1988), *il Cocoon 17* (John Landis, 1988), *il Cocoon 18* (John Landis, 1988), *il Cocoon 19* (John Landis, 1988), *il Cocoon 20* (John Landis, 1988), *il Cocoon 21* (John Landis, 1988), *il Cocoon 22* (John Landis, 1988), *il Cocoon 23* (John Landis, 1988), *il Cocoon 24* (John Landis, 1988), *il Cocoon 25* (John Landis, 1988), *il Cocoon 26* (John Landis, 1988), *il Cocoon 27* (John Landis, 1988), *il Cocoon 28* (John Landis, 1988), *il Cocoon 29* (John Landis, 1988), *il Cocoon 30* (John Landis, 1988), *il Cocoon 31* (John Landis, 1988), *il Cocoon 32* (John Landis, 1988), *il Cocoon 33* (John Landis, 1988), *il Cocoon 34* (John Landis, 1988), *il Cocoon 35* (John Landis, 1988), *il Cocoon 36* (John Landis, 1988), *il Cocoon 37* (John Landis, 1988), *il Cocoon 38* (John Landis, 1988), *il Cocoon 39* (John Landis, 1988), *il Cocoon 40* (John Landis, 1988), *il Cocoon 41* (John Landis, 1988), *il Cocoon 42* (John Landis, 1988), *il Cocoon 43* (John Landis, 1988), *il Cocoon 44* (John Landis, 1988), *il Cocoon 45* (John Landis, 1988), *il Cocoon 46* (John Landis, 1988), *il Cocoon 47* (John Landis, 1988), *il Cocoon 48* (John Landis, 1988), *il Cocoon 49* (John Landis, 1988), *il Cocoon 50* (John Landis, 1988), *il Cocoon 51* (John Landis, 1988), *il Cocoon 52* (John Landis, 1988), *il Cocoon 53* (John Landis, 1988), *il Cocoon 54* (John Landis, 1988), *il Cocoon 55* (John Landis, 1988), *il Cocoon 56* (John Landis, 1988), *il Cocoon 57* (John Landis, 1988), *il Cocoon 58* (John Landis, 1988), *il Cocoon 59* (John Landis, 1988), *il Cocoon 60* (John Landis, 1988), *il Cocoon 61* (John Landis, 1988), *il Cocoon 62* (John Landis, 1988), *il Cocoon 63* (John Landis, 1988), *il Cocoon 64* (John Landis, 1988), *il Cocoon 65* (John Landis, 1988), *il Cocoon 66* (John Landis, 1988), *il Cocoon 67* (John Landis, 1988), *il Cocoon 68* (John Landis, 1988), *il Cocoon 69* (John Landis, 1988), *il Cocoon 70* (John Landis, 1988), *il Cocoon 71* (John Landis, 1988), *il Cocoon 72* (John Landis, 1988), *il Cocoon 73* (John Landis, 1988), *il Cocoon 74* (John Landis, 1988), *il Cocoon 75* (John Landis, 1988), *il Cocoon 76* (John Landis, 1988), *il Cocoon 77* (John Landis, 1988), *il Cocoon 78* (John Landis, 1988), *il Cocoon 79* (John Landis, 1988), *il Cocoon 80* (John Landis, 1988), *il Cocoon 81* (John Landis, 1988), *il Cocoon 82* (John Landis, 1988), *il Cocoon 83* (John Landis, 1988), *il Cocoon 84* (John Landis, 1988), *il Cocoon 85* (John Landis, 1988), *il Cocoon 86* (John Landis, 1988), *il Cocoon 87* (John Landis, 1988), *il Cocoon 88* (John Landis, 1988), *il Cocoon 89* (John Landis, 1988), *il Cocoon 90* (John Landis, 1988), *il Cocoon 91* (John Landis, 1988), *il Cocoon 92* (John Landis, 1988), *il Cocoon 93* (John Landis, 1988), *il Cocoon 94* (John Landis, 1988), *il Cocoon 95* (John Landis, 1988), *il Cocoon 96* (John Landis, 1988), *il Cocoon 97* (John Landis, 1988), *il Cocoon 98* (John Landis, 1988), *il Cocoon 99* (John Landis, 1988), *il Cocoon 100* (John Landis, 1988), *il Cocoon 101* (John Landis, 1988), *il Cocoon 102* (John Landis, 1988), *il Cocoon 103* (John Landis, 1988), *il Cocoon 104* (John Landis, 1988), *il Cocoon 105* (John Landis, 1988), *il Cocoon 106* (John Landis, 1988), *il Cocoon 107* (John Landis, 1988), *il Cocoon 108* (John Landis, 1988), *il Cocoon 109* (John Landis, 1988), *il Cocoon 110* (John Landis, 1988), *il Cocoon 111* (John Landis, 1988), *il Cocoon 112* (John Landis, 1988), *il Cocoon 113* (John Landis, 1988), *il Cocoon 114* (John Landis, 1988), *il Cocoon 115* (John Landis, 1988), *il Cocoon 116* (John Landis, 1988), *il Cocoon 117* (John Landis, 1988), *il Cocoon 118* (John Landis, 1988), *il Cocoon 119* (John Landis, 1988), *il Cocoon 120* (John Landis, 1988), *il Cocoon 121* (John Landis, 1988), *il Cocoon 122* (John Landis, 1988), *il Cocoon 123* (John Landis, 1988), *il Cocoon 124* (John Landis, 1988), *il Cocoon 125* (John Landis, 1988), *il Cocoon 126* (John Landis, 1988), *il Cocoon 127* (John Landis, 1988), *il Cocoon 128* (John Landis, 1988), *il Cocoon 129* (John Landis, 1988), *il Cocoon 130* (John Landis, 1988), *il Cocoon 131* (John Landis, 1988), *il Cocoon 132* (John Landis, 1988), *il Cocoon 133* (John Landis, 1988), *il Cocoon 134* (John Landis, 1988), *il Cocoon 135* (John Landis, 1988), *il Cocoon 136* (John Landis, 1988), *il Cocoon 137* (John Landis, 1988), *il Cocoon 138* (John Landis, 1988), *il Cocoon 139* (John Landis, 1988), *il Cocoon 140* (John Landis, 1988), *il Cocoon 141* (John Landis, 1988), *il Cocoon 142* (John Landis, 1988), *il Cocoon 143* (John Landis, 1988), *il Cocoon 144* (John Landis, 1988), *il Cocoon 145* (John Landis, 1988), *il Cocoon 146* (John Landis, 1988), *il Cocoon 147* (John Landis, 1988), *il Cocoon 148* (John Landis, 1988), *il Cocoon 149* (John Landis, 1988), *il Cocoon 150* (John Landis, 1988), *il Cocoon 151* (John Landis, 1988), *il Cocoon 152* (John Landis, 1988), *il Cocoon 153* (John Landis, 1988), *il Cocoon 154* (John Landis, 1988), *il Cocoon 155* (John Landis, 1988), *il Cocoon 156* (John Landis, 1988), *il Cocoon 157* (John Landis, 1988), *il Cocoon 158* (John Landis, 1988), *il Cocoon 159* (John Landis, 1988), *il Cocoon 160* (John Landis, 1988), *il Cocoon 161* (John Landis, 1988), *il Cocoon 162* (John Landis, 1988), *il Cocoon 163* (John Landis, 1988), *il Cocoon 164* (John Landis, 1988), *il Cocoon 165* (John Landis, 1988), *il Cocoon 166* (John Landis, 1988), *il Cocoon 167* (John Landis, 1988), *il Cocoon 168* (John Landis, 1988), *il Cocoon 169* (John Landis, 1988), *il Cocoon 170* (John Landis, 1988), *il Cocoon 171* (John Landis, 1988), *il Cocoon 172* (John Landis, 1988), *il Cocoon 173* (John Landis, 1988), *il Cocoon 174* (John Landis, 1988), *il Cocoon 175* (John Landis, 1988), *il Cocoon 176* (John Landis, 1988), *il Cocoon 177* (John Landis, 1988), *il Cocoon 178* (John Landis, 1988), *il Cocoon 179* (John Landis, 1988), *il Cocoon 180* (John Landis, 1988), *il Cocoon 181* (John Landis, 1988), *il Cocoon 182* (John Landis, 1988), *il Cocoon 183* (John Landis, 1988), *il Cocoon 184* (John Landis, 1988), *il Cocoon 185* (John Landis, 1988), *il Cocoon 186* (John Landis, 1988), *il Cocoon 187* (John Landis, 1988), *il Cocoon 188* (John Landis, 1988), *il Cocoon 189* (John Landis, 1988), *il Cocoon 190* (John Landis, 1988), *il Cocoon 191* (John Landis, 1988), *il Cocoon 192* (John Landis, 1988), *il Cocoon 193* (John Landis, 1988), *il Cocoon 194* (John Landis, 1988), *il Cocoon 195* (John Landis, 1988), *il Cocoon 196* (John Landis, 1988), *il Cocoon 197* (John Landis, 1988), *il Cocoon 198* (John Landis, 1988), *il Cocoon 199* (John Landis, 1988), *il Cocoon 200* (John Landis, 1988), *il Cocoon 201* (John Landis, 1988), *il Cocoon 202* (John Landis, 1988), *il Cocoon 203* (John Landis, 1988), *il Cocoon 204* (John Landis, 1988), *il Cocoon 205* (John Landis, 1988), *il Cocoon 206* (John Landis, 1988), *il Cocoon 207* (John Landis, 1988), *il Cocoon 208* (John Landis, 1988), *il Cocoon 209* (John Landis, 1988), *il Cocoon 210* (John Landis, 1988), *il Cocoon 211* (John Landis, 1988), *il Cocoon 212* (John Landis, 1988), *il Cocoon 213* (John Landis, 1988), *il Cocoon 214* (John Landis, 1988), *il Cocoon 215* (John Landis, 1988), *il Cocoon 216* (John Landis, 1988), *il Cocoon 217* (John Landis, 1988), *il Cocoon 218* (John Landis, 1988), *il Cocoon 219* (John Landis, 1988), *il Cocoon 220* (John Landis, 1988), *il Cocoon 221* (John Landis, 1988), *il Cocoon 222* (John Landis, 1988), *il Cocoon 223* (John Landis, 1988), *il Cocoon 224* (John Landis, 1988), *il Cocoon 225* (John Landis, 1988), *il Cocoon 226* (John Landis, 1988), *il Cocoon 227* (John Landis, 1988), *il Cocoon 228* (John Landis, 1988), *il Cocoon 229* (John Landis, 1988), *il Cocoon 230* (John Landis, 1988), *il Cocoon 231* (John Landis, 1988), *il Cocoon 232* (John Landis, 1988), *il Cocoon 233* (John Landis, 1988), *il Cocoon 234* (John Landis, 1988), *il Cocoon 235* (John Landis, 1988), *il Cocoon 236* (John Landis, 1988), *il Cocoon 237* (John Landis, 1988), *il Cocoon 238* (John Landis, 1988), *il Cocoon 239* (John Landis, 1988), *il Cocoon 240* (John Landis, 1988), *il Cocoon 241* (John Landis, 1988), *il Cocoon 242* (John Landis, 1988), *il Cocoon 243* (John Landis, 1988), *il Cocoon 244* (John Landis, 1988), *il Cocoon 245* (John Landis, 1988), *il Cocoon 246* (John Landis, 1988), *il Cocoon 247* (John Landis, 1988), *il Cocoon 248* (John Landis, 1988), *il Cocoon 249* (John Landis, 1988), *il Cocoon 250* (John Landis, 1988), *il Cocoon 251* (John Landis, 1988), *il Cocoon 252* (John Landis, 1988), *il Cocoon 253* (John Landis, 1988), *il Cocoon 254* (John Landis, 1988), *il Cocoon 255* (John Landis, 1988), *il Cocoon 256* (John Landis, 1988), *il Cocoon 257* (John Landis, 1988), *il Cocoon 258* (John Landis, 1988), *il Cocoon 259* (John Landis, 1988), *il Cocoon 260* (John Landis, 1988), *il Cocoon 261* (John Landis, 1988), *il Cocoon 262* (John Landis, 1988), *il Cocoon 263* (John Landis, 1988), *il Cocoon 264* (John Landis, 1988), *il Cocoon 265* (John Landis, 1988), *il Cocoon 266* (John Landis, 1988), *il Cocoon 267* (John Landis, 1988), *il Cocoon 268* (John Landis, 1988), *il Cocoon 269* (John Landis, 1988), *il Cocoon 270* (John Landis, 1988), *il Cocoon 271* (John Landis, 1988), *il Cocoon 272* (John Landis, 1988), *il Cocoon 273* (John Landis, 1988), *il Cocoon 274* (John Landis, 1988), *il Cocoon 275* (John Landis, 1988), *il Cocoon 276* (John Landis, 1988), *il Cocoon 277* (John Landis, 1988), *il Cocoon 278* (John Landis, 1988), *il Cocoon 279* (John Landis, 1988), *il Cocoon 280* (John Landis, 1988), *il Cocoon 281* (John Landis, 1988), *il Cocoon 282* (John Landis, 1988), *il Cocoon 283* (John Landis, 1988), *il Cocoon 284* (John Landis, 1988), *il Cocoon 285* (John Landis, 1988), *il Cocoon 286* (John Landis, 1988), *il Cocoon 287* (John Landis, 1988), *il Cocoon 288* (John Landis, 1988), *il Cocoon 289* (John Landis, 1988), *il Cocoon 290* (John Landis, 1988), *il Cocoon 291* (John Landis, 1988), *il Cocoon 292* (John Landis, 1988), *il Cocoon 293* (John Landis, 1988), *il Cocoon 294* (John Landis, 1988), *il Cocoon 295* (John Landis, 1988), *il Cocoon 296* (John Landis, 1988), *il Cocoon 297* (John Landis, 1988), *il Cocoon 298* (John Landis, 1988), *il Cocoon 299* (John Landis, 1988), *il Cocoon 300* (John Landis, 1988), *il Cocoon 301* (John Landis, 1988), *il Cocoon 302* (John Landis, 1988), *il Cocoon 303* (John Landis, 1988), *il Cocoon 304* (John Landis, 1988), *il Cocoon 305* (John Landis, 1988), *il Cocoon 306* (John Landis, 1988), *il Cocoon 307* (John Landis, 1988), *il Cocoon 308* (John Landis, 1988), *il Cocoon 309* (John Landis, 1988), *il Cocoon 310* (John Landis, 1988), *il Cocoon 311* (John Landis, 1988), *il Cocoon 312* (John Landis, 1988), *il Cocoon 313* (John Landis, 1988), *il Cocoon 314* (John Landis, 1988), *il Cocoon 315* (John Landis, 1988), *il Cocoon 316* (John Landis, 1988), *il Cocoon 317* (John Landis, 1988), *il Cocoon 318* (John Landis, 1988), *il Cocoon 319* (John Landis, 1988), *il Cocoon 320* (John Landis, 1988), *il Cocoon 321* (John Landis, 1988), *il Cocoon 322* (John Landis, 1988), *il Cocoon 323* (John Landis, 1988), *il Cocoon 324* (John Landis, 1988), *il Cocoon 325* (John Landis, 1988), *il Cocoon 326* (John Landis, 1988), *il Cocoon 327* (John Landis, 1988), *il Cocoon 328* (John Landis, 1988), *il Cocoon 329* (John Landis, 1988), *il Cocoon 330* (John Landis, 1988), *il Cocoon 331* (John Landis, 1988), *il Cocoon 332* (John Landis, 1988), *il Cocoon 333* (John Landis, 1988), *il Cocoon 334* (John Landis, 1988), *il Cocoon 335* (John Landis, 1988), *il Cocoon 336* (John Landis, 1988), *il Cocoon 337* (John Landis, 1988), *il Cocoon 338* (John Landis, 1988), *il Cocoon 339* (John Landis, 1988), *il Cocoon 340* (John Landis, 1988), *il Cocoon 341* (John Landis, 1988), *il Cocoon 342* (John Landis, 1988), *il Cocoon 343* (John Landis, 1988), *il Cocoon 344* (John Landis, 1988), *il Cocoon 345* (John Landis, 1988), *il Cocoon 346* (John Landis, 1988), *il Cocoon 347* (John Landis, 1988), *il Cocoon 348* (John Landis, 1988), *il Cocoon 349* (John Landis, 1988), *il Cocoon 350* (John Landis, 1988), *il Cocoon 351* (John Landis, 1988), *il Cocoon 352* (John Landis, 1988), *il Cocoon 353* (John Landis, 1988), *il Cocoon 354* (John Landis, 1988), *il Cocoon 355* (John Landis, 1988), *il Cocoon 356* (John Landis, 1988), *il Cocoon 357* (John Landis, 1988), *il Cocoon 358* (John Landis, 1988), *il Cocoon 359* (John Landis, 1988), *il Cocoon 360* (John Landis, 1988), *il Cocoon 361* (John Landis, 1988), *il Cocoon 362* (John Landis, 1988), *il Cocoon 363* (John Landis, 1988), *il Cocoon 364* (John Landis, 1988), *il Cocoon 365* (John Landis, 1988), *il Cocoon 366* (John Landis, 1988), *il Cocoon 367* (John Landis, 1988), *il Cocoon 368* (John Landis, 1988), *il Cocoon 369* (John Landis, 1988), *il Cocoon 370* (John Landis, 1988), *il Cocoon 371* (John Landis, 1988), *il Cocoon 372* (John Landis, 1988), *il Cocoon 373* (John Landis, 1988), *il Cocoon 374* (John Landis, 1988), *il Cocoon 375* (John Landis, 1988), *il Cocoon 376* (John Landis, 1988), *il Cocoon 377* (John Landis, 1988), *il Cocoon 378* (John Landis, 1988), *il Cocoon 379* (John Landis, 1988), *il Cocoon 380* (John Landis, 1988), *il Cocoon 381* (John Landis, 1988), *il Cocoon 382* (John Landis, 1988), *il Cocoon 383* (John Landis, 1988), *il Cocoon 384* (John Landis, 1988), *il Cocoon 385* (John Landis, 1988), *il Cocoon 386* (John Landis, 1988), *il Cocoon 387* (John Landis, 1988), *il Cocoon 388* (John Landis, 1988), *il Cocoon 389* (John Landis, 1988), *il Cocoon 390* (John Landis, 1988), *il Cocoon 391* (John Landis, 1988), *il Cocoon 392* (John Landis, 1988), *il Cocoon 393* (John Landis, 1988), *il Cocoon 394* (John Landis, 1988), *il Cocoon 395* (John Landis, 1988), *il Cocoon 396* (John Landis, 1988), *il Cocoon 397* (John Landis, 1988), *il Cocoon 398* (John Landis, 1988), *il Cocoon 399* (John Landis, 1988), *il Cocoon 400* (John Landis, 1988), *il Cocoon 401* (John Landis, 1988), *il Cocoon 402* (John Landis, 1988), <



# Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

## appartements ventes

- 1<sup>er</sup> arrdt**  
M. Les Heles, STUDIO  
caractère 30 m<sup>2</sup>, cuisine  
aménagée, s. de bns, vc.  
5<sup>e</sup> ét. ss. asc. 4000 F. 42-55-18-36
- 4<sup>e</sup> arrdt**  
PLACE DAUPHINE  
6<sup>e</sup> asc., vue Seine et place  
RARE, 150 m<sup>2</sup>  
STUDIO RIVE GAUCHE  
122, bd Raspail, 42-22-70-53
- 5<sup>e</sup> arrdt**  
LE ST-LOUIS (indiv.)  
exceptionnel de l'arr., 18<sup>e</sup>  
app. 3 pces, plein soleil, sur  
rue et veranda à ch. excellent  
état, 2 350 000 F.  
Téléphone: 42-61-22-81.
- 5<sup>e</sup> arrdt**  
Proximité PANTHÉON  
duplex, att. 245 m<sup>2</sup>,  
4 chbres, partiel état.  
5 900 000 F., 43-26-73-14.
- 6<sup>e</sup> arrdt**  
M. VANEAU, gd 2 pces,  
calme, clim. a. d. b., 2 chbres,  
dressing, imm. p. de mille.  
prix: 1 250 000 F.  
CASSIS, 45-66-43-43.
- 7<sup>e</sup> arrdt**  
MONTMARTRE-CLOSERIE  
2/3 pces, 3<sup>e</sup> ét. bel imm., clim.  
1 300 000 F. Tél. 43-20-77-47.
- 7<sup>e</sup> arrdt**  
PL. VAUBAN 53 m<sup>2</sup>  
gd stand., sur jardin  
1 900 000 F., 45-67-80-91
- 8<sup>e</sup> arrdt**  
LIÈGE, 3 PIÈCES,  
PLEIN SUD, Très bon état.  
Pr: 880 000 F.  
CASSIS, 45-66-43-43.
- 8<sup>e</sup> arrdt**  
Pleine des TERRES  
rare, beau studio meublé,  
immeuble p. de t. asc.  
450 000 F. 48-74-48-12.
- 9<sup>e</sup> arrdt**  
Pastorale p. t. et cour 5 p.,  
3 bns 180 m<sup>2</sup> p. asc. + env. 14 m<sup>2</sup>  
à ass. 3 550 000 F. 43-26-18-36
- 12<sup>e</sup> arrdt**  
Prieuré Lemaître  
8 p. 205 m<sup>2</sup> jals, 2<sup>e</sup> asc. post.  
box: 3 700 000 F. 42-61-10-03
- 12<sup>e</sup> arrdt**  
DAUMESNIL studio 28 m<sup>2</sup>  
Imm. 1980, p. de t.  
540 000 F. 43-61-88-35
- 13<sup>e</sup> arrdt**  
Quartier BASTILLE  
Pr. métro, charm. grand 2 p.  
Duplex, 11 ch. cuis. équip.  
a. bns. - A saisir 550 000 F.  
Alain Corbell - 42-18-01-01
- 13<sup>e</sup> arrdt**  
P. Montmartre imm. 75, 3/4 p.  
80 m<sup>2</sup> part. état, 4 ch. part.  
A ass. 1 850 000 F. 43-26-18-36
- 14<sup>e</sup> arrdt**  
Superbe maison ancienne  
250 m<sup>2</sup> sur 3 m<sup>2</sup>, expo sud,  
terrasse, garage, idéal  
prof. lib. 5 200 000 F.  
48-66-50-00
- 14<sup>e</sup> arrdt**  
TOUR RUBIS, 3 p.  
70 m<sup>2</sup>, vue, 14<sup>e</sup> ét., part.  
1 200 000 F. 45-61-61-10
- 14<sup>e</sup> arrdt**  
Edgar-Quinet, studio récent.  
5<sup>e</sup> étage, vue, confort.  
528 000 F. 43-20-77-47.
- 15<sup>e</sup> arrdt**  
3/4 p. 4 200 000 F.  
99 m<sup>2</sup>, tout confort,  
double exposition.  
Imm. MARCADET 42-61-51-51
- 15<sup>e</sup> arrdt**  
ARCADE résidence  
services, 2 p. 48 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> ét.,  
part. 980 000 F. 45-61-51-10
- 15<sup>e</sup> arrdt**  
CH-MICHEL, 4 pces, 80 m<sup>2</sup>  
env., 2<sup>e</sup> ét., asc. et ch.  
1 530 000 F. 45-77-21-21.
- 15<sup>e</sup> arrdt**  
LECOURBE Gd Pavée, 4 p.  
Gdes loges + part. d'at.  
5<sup>e</sup> ét. VST. 47-20-80-00

## appartements achats

- EMBASSY SERVICE**  
Rech. pour CLIENTS  
ÉTRANGERS APPRIS  
DE HAUT DE GAIN  
PARIS-RENOUILLÉ ET  
HOTELS PARTICULIERS  
(1) 47-20-40-03.
- 17<sup>e</sup> arrdt**  
SQUARE des Badineries  
à saisir, beau 2 p. cuis. bns.  
855 000 F. 44-53-08-07.
- 18<sup>e</sup> arrdt**  
R. DES ARBRES  
studio entièrement rénové.  
Idéal investissement.  
42-66-11-15
- 65 m<sup>2</sup> 745 000 F**  
3 p. 11 ch. - vue panoramique  
Imm. MARCADET 42-61-51-51
- 20<sup>e</sup> arrdt**  
PLACE DES FÊTES  
immeuble construit en 1961  
RUE DE PROCHOURT  
21<sup>e</sup> 3 p. et 4 p.  
15 000 F le m<sup>2</sup>  
entièrement rénové
- PREBAI**  
43-60-35-04
- 94 Val-de-Marne**  
RÉSIDENCE ÉTUDIANTS  
KREMLIN-BICÊTE (94)  
La seule Résidence sociale  
aux portes de Paris.  
Un marché locatif pour:  
à prox. des princ. sites univ.  
Abonnement fiscal de 10 %.  
A 5 min du M, 3 min de l'A6  
ICM PARIS - Liv. sept. 94.  
Tél.: (1) 40-20-00-00  
Fax: (1) 42-88-04-70
- Province**  
DIGNE-LES-BAINS, part. vd  
joli studio meublé 28 m<sup>2</sup> + loge  
+ cave. Tél.: 52-31-84-77

## locations meublées offertes

- Région parisienne**  
**RÉSIDENCE STANDING**  
SURESNES-LA DÉFENSE  
prox. métro, 2 et 3 p. et  
équip. avec terrasse, part.  
IDÉAL pour cadres en mission  
ou en attente de logt définitif.  
loc. temporaire min. 1 mois.  
42-61-51-51 FAX: 42-55-55-55
- EUROHABITATION**  
43-22-22-22
- locations non meublées demandées**  
**Paris**  
15<sup>e</sup> - DUREC - 4 p.  
Imm. p. de t. asc. bel. vue  
dégagée, cuisine, parfait état.  
8 000 F. ps  
CASSIS, 45-66-43-43
- 15<sup>e</sup> SEVRES-LECOURBE**  
MAISON 4 p. CHARMÉ  
cuis. équip. 11000, h. ch. bns.  
11 000, h. ch. bns. CASSIS  
RIVE GAUCHE - 43-66-43-43
- 18<sup>e</sup> CHARDON-LAGACHE**  
Beau studio, 4<sup>e</sup> ét., asc. part.  
équi. cuis. dotée 3 800 F. ch.  
PARTENA, 42-66-38-53
- 7<sup>e</sup> INVALLÉES** R. Université,  
5 pces, 180 m<sup>2</sup>, 5<sup>e</sup> ét. imm.  
1980, gd asc., 17 000 F. ch.  
PARTENA, 42-66-38-53
- 8<sup>e</sup> RUE DE MARIGNAN**  
Beau 5 pces, 180 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup> asc.  
Bel imm. 18 800 F H ch.  
PARTENA, 42-66-43-43
- HOCHE SAINT-HONORÉ**  
Bel imm. stand. rénové, 2 p.  
51 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> ét., 15 p.  
133 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup> étage.  
69F - 42-63-52-92
- 1<sup>er</sup> - LOCATIONS**  
Pr. métro, app. expos., 3 et  
4 p., 74 à 86 m<sup>2</sup>. Tout équi.  
grand stand, asc. cuisine, bnc.  
park. - Pprie 42-71-23-30.

## bureaux

- Ventes**  
102 CHAMPS-ÉLYSÉES  
sur 30 m<sup>2</sup> env. idéal  
sage ass. 44-18-60-70
- Locations**  
**AV. DU PRADO MARSEILLE**  
3 BUR. (18) 91-76-51-95
- VOTRE SIÈGE SOCIAL**  
**DOMICILIATIONS**  
et services 43-55-17-50
- maisons individuelles**  
**VERRIÈRES-LE-BUISSON**  
Maison beau jardin.  
121 m<sup>2</sup> env. 1 715 000 F.  
124 m<sup>2</sup> env. 1 750 000 F.  
136 m<sup>2</sup> env. 1 815 000 F.
- PREBAI**  
43-60-35-04
- chalets**  
**Etranger**  
A vendre à Albion, Ouarzazat,  
région Tassili/Montana  
(VICIA), chaux neuve.  
Vente libre aux étrangers.  
(18-41) 27-66-47-02 (m)  
(18-41) 27-63-16-06 (m)  
14 h. (18-41) 77-28-15-80.
- viagers**  
Part. vd 2 p. occupé  
très bon ét. 58 m<sup>2</sup>, PL d'at.  
2 ét. 77 et 88 + bns 3 600 F.  
jouquet 230 000 F.  
42-26-58-11, hrs bur.

## FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER PARIS - ILE-DE-FRANCE

- Ventes**  
BUTTES-CHAUMONT loc. par  
rand. 4 p., balcon, sol.  
cuis. vue part. 2 150 000 F.  
PARTENA - 42-66-38-53
- MONTMARTRE** stand.  
superbe 3 p., 2 gdes terr.  
vue panoramique, partena  
2 250 000 F. 42-66-38-53
- Imm. récent, 11 ch. 4<sup>e</sup> et**  
**M. DUREC 97 m<sup>2</sup>**  
15 m<sup>2</sup> bel. sol. part.  
lv. 2 chbres, cuis. bns  
48-73-57-80
- CHAUSSEES-D'ANTIN** gd ét.  
superbe 3 p. 80 m<sup>2</sup>, 11 ch.  
2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> ét. asc. 1 750 000 F.  
PARTENA - 42-66-38-53
- 2 P. RASPAIL-VAVIN**  
3<sup>e</sup> sud, sol. cuisine  
1 100 000. 43-20-77-47
- 7 p. PROX. 7-6<sup>e</sup>**  
+ service, 4<sup>e</sup> asc., 3 expo.  
5<sup>e</sup> ét., asc. bns. réform.  
P. BONNEFOI - 45-75-71-65
- LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER**
- STUDIO VAUGRAUD-CONVENTION**  
bel imm. anc., 5<sup>e</sup> asc. à refaire  
340 000 F. 43-20-77-47
- BOYER-BARRET, 3 p. 53 m<sup>2</sup>**  
beau part. de t. 2<sup>e</sup> ét., ch.  
1 280 000 F. 43-20-77-47
- Studio 11 confort rénové**  
clair et calme, 200 000 F.  
Imm. MARCADET 42-61-51-51
- 65 m<sup>2</sup> - 745 000 F**  
3 p., 11 ch. vue panoramique  
Imm. MARCADET 42-61-51-51
- CAULAINCOURT 75 m<sup>2</sup>**  
3 pces, 11 ch. 1 490 000 F.  
Imm. MARCADET 42-61-51-51
- 65 m<sup>2</sup> - 745 000 F**  
3 p., 11 ch. vue panoramique  
Imm. MARCADET 42-61-51-51
- BOURG-LA-REINE**  
sur terrain 500 m<sup>2</sup>  
villa 212 m<sup>2</sup> + 30 m<sup>2</sup>  
Confort - 41-13-75-50
- STUDIO BI MONTMARTRE 35 m<sup>2</sup>**  
5<sup>e</sup> ét., asc. bns. réform.  
720 000 F. 43-20-77-47
- Rech 2 à 4 p. PARIS, part.**  
5<sup>e</sup> ét., 7, 14, 15, 16, 4<sup>e</sup> p.  
Prix Comp. ch. notari.  
45-73-48-07 même le soir
- ACHATS**  
IMMO. MARCADET  
Professionnel F.N.I.M.  
recherche  
2, 3 pces à plus  
PARIS intra-muros  
42-61-51-51 FAX: 42-55-55-55
- Rech 2 à 4 p. PARIS, part.**  
5<sup>e</sup> ét., 7, 14, 15, 16, 4<sup>e</sup> p.  
Prix Comp. ch. notari.  
45-73-48-07 même le soir

## LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
<b>PARIS</b>			<b>16<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>78 - YVELINES</b>		
<b>5<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>7 PIÈCES</b>			<b>4 PIÈCES duplex</b>		
	31, rue Claude-Bernard	28 798	301 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage	51, avenue Bugaud	32 203	91 m <sup>2</sup> , R.-D.-C.	GUYANCOURT	3 821
	AGIFRANCE - 43-03-43-02	+ 3 748		AGIFRANCE - 48-03-43-04	+ 4 299	3, rue de la Liberté	AGIFRANCE - 30-44-01-24	+ 1 961
	Frais de commission	20 492,65		Frais de commission	22 915		AGIFRANCE - 30-44-01-24	2 961
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>4 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
	11, rue Tournefort	4 680	chambre services	60/62, av. Henri-Martin	21 500	82 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> étage	BOULOGNE	8 900
	GC - 40-16-28-70	+ 447	133 m <sup>2</sup> + 18 m <sup>2</sup>	GC - 40-16-28-68	+ 3 877	parking	PHENIX-GESTION - 48-25-38-05	+ 1 880
	Frais d'actes	287	8 <sup>e</sup> étage, parking	Frais d'actes	860		PHENIX-GESTION - 48-25-38-05	4 910
<b>7<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>17<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>		
	44, av. de Saxe	4 275				103 m <sup>2</sup> , 5 <sup>e</sup> étage,	SURESNES	8 693
	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 050				cave, 2 parkings	PHENIX-GESTION - 44-86-45-45	+ 1 549
	Honoraires de location	3 348					PHENIX-GESTION - 44-86-45-45	4 762
<b>8<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>18<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>		
	13, rue La Boétie	8 630				32 m <sup>2</sup> , 1 <sup>e</sup> étage,	PUTEAUX	3 150
	PHENIX-GESTION - 44-86-45-45	+ 607				parking	PHENIX-GESTION - 44-86-45-45	+ 355
	Honoraires de location	4 717					Frais de commission	2 241
<b>9<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>19<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>		
	34, rue de Clichy	3 500				168 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> étage,	NEUILLY-SUR-SEINE	15 576
	SAGGEL-VENDÔME - 42-66-61-05	+ 752,50					AGIFRANCE - 49-03-43-04	+ 1 818
	Honoraires de location	2 520					Frais de commission	11 794
<b>12<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>20<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>STUDIO</b>		
	12, rue de Rambouillet	4 200				35 m <sup>2</sup> + terrasse	BARCHES	3 510
	PHENIX-GESTION - 44-86-45-45	+ 418				R.-D.-C., parking	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 260
	Honoraires de location	2 988					Honoraires de location	2 797
<b>13<sup>e</sup> ARRONDISSEMENT</b>			<b>5 PIÈCES</b>			<b>3 PIÈCES</b>		
	87, boulevard Auguste-Blanqui	3 915	131,87 m <sup>2</sup> + 36 m <sup>2</sup> , terrasse, 7/8 <sup>e</sup> étage, parking	avenue Gambetta	10 945	80 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> ét. parking	NEUILLY-SUR-SEINE	8 000
	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 100		PHENIX-GESTION - 40-30-23-27	+ 1 318,70		GC - 40-15-28-68	+ 1 130
	Honoraires de location	3 089		Honoraires de location	7 788,46		Frais d'actes	410
						<b>93 - SEINE-SAINT-DENIS</b>		
						<b>4 PIÈCES</b>		
						82 m <sup>2</sup> , 6 <sup>e</sup> étage	EPINAY-SUR-SEINE	4 890
						parking, cave	SAGGEL-VENDÔME - 46-63-81-63	+ 947
							Frais de commission	3 520
						<b>94 - VAL-DE-MARNE</b>		
						<b>3 PIÈCES</b>		
						74,38 m <sup>2</sup> , 3 <sup>e</sup> étage	VINCENNES	8 396
						parking	PHENIX-GESTION - 43-45-58-53	+ 817
							Résidence du Parc	4 551,39
							Honoraires de location	

La rubrique «Locations des Institutionnels» a été réalisée avec la participation de





La réunion des ministres des affaires étrangères à Bruxelles

## Les Douze ont pris acte des progrès accomplis sur le GATT

BRUXELLES  
(Union européenne)

de notre correspondant

■ **COMPROMIS.** Au lendemain du compromis agricole, intervenu mardi 7 décembre, à Bruxelles, entre les Douze et les États-Unis, dans le cadre des négociations du cycle de l'Uruguay, il devient de plus en plus probable qu'un accord au GATT, à Genève, entre tous les participants aux négociations, sera trouvé avant la date butoir du 15 décembre. Deux points de divergence subsistent néanmoins entre les Douze et les États-Unis : l'aéronautique civile et l'audiovisuel, mais les positions sont « assez proches », a estimé Mickey Kantor, le négociateur américain.

■ **UNION EUROPÉENNE.** La question agricole réglée avec les Américains, c'est désormais entre les Douze que la recherche d'un compromis agricole est à trouver. La France entend obtenir de ses partenaires des compensations à l'agriculture avec les Américains se révèle incompatible avec la nouvelle PAC. La question sera examinée au conseil européen des vendredi 10 et samedi 11 décembre à Bruxelles.

■ **APPROBATION.** Si les négociations à Genève aboutissent, le Parlement français pourrait être saisi lundi 13 ou mardi 14 décembre d'un projet d'accord au GATT, a indiqué Alain Juppé, ministre des affaires étrangères.

## Les organisations agricoles se montrent sceptiques

Au lendemain du compromis agricole intervenu, mardi 7 décembre à Bruxelles, entre les négociateurs européens et américains, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a souligné que « Paris n'avait rien accepté » — malgré des « progrès importants » — faute d'un engagement des Douze garantissant qu'il n'y aura « pas un hectare de jachère en plus » en France par rapport à ce que prévoit la réforme de la politique agricole commune (PAC).

Luc Guyeu, président de la FNSEA, le principal syndicat agricole français, s'est montré sceptique. Mais, e-t-il précisé mardi au cours d'un entretien sur France 2, les agriculteurs pourraient juger le nouveau compromis agricole « de façon positive » s'il était établi que la France n'aura pas un hectare de jachère supplémentaire.

De son côté, l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture françaises a demandé au gouvernement qu'il s'oppose par son fermeté à des décisions fondamentalement préjudiciables aux intérêts agricoles avant la conclusion définitive des négociations, tandis que le MODEP, syndicat agricole proche des communistes, a appelé, selon l'Humanité de ce jour, à une « riposte massive et unitaire » ainsi qu'à une journée d'action vendredi 10 décembre.

A l'Assemblée nationale, le groupe RPR a adopté une motion dans laquelle « il a pris note des progrès enregistrés, mais souligne que des difficultés substantielles subsistent sur le volet d'un accord, notamment sur l'audiovisuel, l'aéronautique, le textile et l'agriculture ».

« Le projet de compromis bilatéral issu des dernières discussions entre les USA et l'Union européenne ne représente — hélas ! — qu'un progrès insignifiant sur le volet agricole », a indiqué, dans un communiqué de presse, le Parti socialiste. Pour sa part, Bruno Mégret, député général du Front national, a jugé que « les concessions américaines sur le préaccord de Blair House sont ridicules et constituent une insulte pour les paysans français », et parle de « capitulation » du gouvernement.

BRUXELLES  
(Union européenne)

de notre correspondant

La voie devant conduire Américains et Européens à un accord dans les négociations du GATT se dégage progressivement, même si Sir Leon Brittan, le commissaire européen chargé des relations économiques extérieures, et Mickey Kantor, son interlocuteur américain, ne sont pas encore parvenus à mener leur mission à son terme, butant sur deux dossiers, l'audiovisuel et l'encadrement des échanges en aéronautique.

Le conseil des ministres des Douze, auquel Leon Brittan a soumis un rapport décrivant dans le détail les résultats des tractations, a pris acte des progrès accomplis, constaté que les deux parties étaient parvenues à s'entendre sur les amendements à apporter au préaccord agricole de Blair House, et invité son négociateur à rejoindre Mickey Kantor à Genève où celui-ci était parti pour rendre compte de l'état des travaux à Peter Sutherland, directeur général du GATT. L'obstacle agricole, principale pierre d'achoppement du cycle de l'Uruguay depuis ses débuts en 1986, étant enfin fran-

chi, il est difficile d'imaginer que la négociation ne pourra pas être menée à son terme. Mardi soir, l'optimisme était de mise, tant à Bruxelles qu'à Genève.

Les Français, après avoir fait le moule devant le compromis agricole en faisant valoir qu'il ne préservait pas suffisamment la capacité exportatrice de la Communauté, s'y sont finalement ralliés lorsqu'ils ont disposé d'un texte écrit. Pour quelle raison ce qui était jugé insuffisant à minuit est-il devenu attractif à 11 heures le matin suivant ?

Outre un entretien avec Edouard Balladur, ils ont pu constater que les progrès par rapport au texte initial de Blair House étaient très réels et renforçaient de manière appréciable la compatibilité de l'accord du GATT avec la réforme de la PAC. L'idée maîtresse est de s'assurer que les contraintes de cet accord n'aillent pas au-delà de celles découlant de la réforme. Par ailleurs, il n'était pas du tout évident qu'ils auraient pu réussir à faire ouvrir le dossier.

L'incertitude entretient jusqu'au bout par les Français autour du dossier agricole a préparé psychologiquement le terrain aux demandes qu'ils ont

formulées sur le plan interne. Alain Juppé a dit et répété qu'il ne donnerait pas son feu vert à un arrangement agricole au GATT tant que les Douze ne s'engageraient pas, comme mesure d'accompagnement, à écarter l'idée de tout nouveau gel des terres. Il s'agit de « verrouiller » la promesse faite aux agriculteurs par le premier ministre qu'il n'y aurait pas un hectare de plus de jachère imposée par l'Europe.

## Compensations européennes

Les Français ont la logique pour eux : la Commission, ainsi que le plupart des particuliers, très désireux de conclure, leur explique que le danger de se retrouver, du fait des accords du GATT, avec des excédents de blé inexorables et de devoir alors réduire à nouveau la production, est inexistant.

Puisque vous en êtes convaincus, répliquent-ils en substance, vous ne courez aucun risque à nous rassurer en prenant l'engagement qu'en tout état de cause, même en cas de nouveaux déséquilibres entre l'offre et la demande, on ne décidera pas de programmes de jachères supplé-

mentaires. La conséquence en serait des baisses de prix afin de gagner de nouveaux débouchés et de rétablir l'équilibre entre production et besoins. Une baisse des prix qu'il faudrait partiellement ou complètement compenser, soit un coût budgétaire important.

Ces perspectives glaçant les Allemands et les Néerlandais, alléguant à l'idée qu'à partir du moment où, pour des raisons extérieures (les contraintes du GATT), on limite le droit à produire à l'intérieur de l'Union, il devient équitable d'y faire jouer davantage la concurrence, de favoriser les plus compétitifs.

La problématique peut paraître furieusement technique, avec la tentation d'en confier l'examen aux ministres de l'agriculture. Ce serait là une manière de se débarrasser du dossier qui, assurément, conviendrait aux Allemands. Mais il est peu vraisemblable que les Français se prêtent à la manœuvre car, pour eux, l'affaire est éminemment politique. Willy Claes, ministre des affaires étrangères de Belgique, qui préside les travaux des Douze, a déjà prévu une réunion du conseil samedi 11 décembre, dans la soirée, à l'issue du conseil européen, pour traiter les

questions qui se posent en prolongement de l'accord du GATT. M. Claes, sans souhaiter qu'il en soit ainsi, n'a pas exclu que le Conseil européen lui-même se saisisse du dossier.

De telles considérations de fin de partie seront privées de sens si le cycle de l'Uruguay capote parce qu'Américains et Européens, surveillés de très près par leurs lobbies respectifs, ne parviennent pas à trouver un *modus vivendi* sur l'audiovisuel. A écouter M. Kantor, le seul véritable point d'achoppement a trait aux droits d'auteur.

Le système en vigueur dans plusieurs pays de l'Union (prélevement d'une taxe sur les tickets d'entrée au cinéma ou sur les cassettes dont le produit est versé comme subvention aux créateurs et distributeurs européens) lèse les intérêts des professionnels américains. En réalité, à entendre M. Brittan, le controversé est plus large, les États-Unis cherchant à circonscrire le champ des dérogations dont pourrait bénéficier la production audiovisuelle communautaire.

PHILIPPE LEMAITRE

## La date butoir du 15 décembre devrait être respectée

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Après le marathon de Bruxelles, les négociations se poursuivent à Genève avec l'objectif d'associer aux discussions les 116 pays membres du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Leon Brittan, qui s'est entretenu, mardi 7 décembre dans l'après-midi, avec Peter Sutherland, directeur général de l'Organisation de Genève, a insisté sur le passage à la « multilatéralisation » des pourparlers. Mickey Kantor a lui aussi insisté sur la nécessité de revenir à la phase multilatérale.

Malgré les propos optimistes tenus à l'issue de discussions à Bruxelles, les deux négociateurs ne se sont pas rencontrés dans la cité suisse, le représentant de la Maison Blanche, qui est reparti pour Washington mais qui pourrait revenir en fin de semaine, ayant précédé son homologue

européen dans le bureau de M. Sutherland. La déclaration de ce dernier invitant MM. Kantor et Brittan à « venir immédiatement à Genève pour terminer leurs négociations » a, semble-t-il, irrité les négociateurs européens. Sir Leon s'est déclaré prêt à retourner au siège du GATT quand il faudra achever la négociation.

Pour le vice-président de la Commission européenne, « il n'y a pas crise dans la négociation » en dépit de quelques difficultés encore à surmonter. La date butoir du 15 décembre devrait donc être respectée avec l'idée, avancée par M. Sutherland, de tout boucher deux jours avant à Genève afin que les gouvernements aient le temps de prendre connaissance des accords conclus. En attendant, Bruxelles a envoyé sur les bords du lac Léman ses hauts fonctionnaires chargés du dossier du GATT. Ils ont tout d'abord éplané le différend sur

l'audiovisuel avec les Américains. Les Européens n'ont guère apprécié que Washington revienne sur un projet d'accord, qualifié à Genève de « pas du tout défavorable aux États-Unis ».

Avec leurs homologues des autres pays industrialisés, les négociateurs de l'Union européenne devront aussi convaincre les pays en développement du bien-fondé des dispositions prévues pour le volet relevant de l'accès au marché, notamment en ce qui concerne les exportations textiles des nations du tiers monde. On s'accorde à dire ici que la libéralisation progressive des importations des pays riches — qui doit se substituer à l'accord multilatéral, celui-ci leur ayant permis de limiter leurs achats — est toujours jugée insuffisante par les États exportateurs et risque donc de dresser un sérieux obstacle sur le chemin d'un accord global.

MARCEL SCOTTO

## COMMENTAIRE

## Le quatrième choc

VERROU fermé à double tour empêchant tout progrès substantiel dans les négociations du GATT, poison emvenant les relations entre les Douze d'une part et entra l'Europe et les États-Unis d'autre part, fortresse ruraliste défendue par des organisations paysannes volontaires brocardées comme entêtées et rétrogrades, l'agriculture, après des mois interminables de résistance, le dos au mur, a plié. Ce secteur qui était l'empêchement de négocier en rond devient, maintenant, du coup, le levier décisif qui permet d'entrevoir une solution globale acceptable à court terme. Hier obstacle épatamment infranchissable, elle est aujourd'hui la divine planche de salut des négociateurs qui ont encore, à Genève et à Bruxelles, bien du chemin à parcourir.

En acceptant un compromis agricole qui, selon les informations disponibles, serait beaucoup moins « sévère » que le préaccord de Blair House, la France a-t-elle pour autant renoncé à ses engagements de fermeté, maintes fois proclamés, et sacrifié ses paysans sur l'autel de l'intérêt général puisque chacun s'accorde à penser que la signature d'un arrangement global serait bénéfique à l'ensemble de l'économie mondiale ?

Il est probablement trop tôt pour affirmer sans risque d'insulte à la cantonade des procès d'intention. D'autant qu'aucun accord international, quel qu'il soit, ne peut, à lui seul, pour six

ou près de six, régenter à la tonne près les flux de produits importés ou exportés, ni mesurer au million de francs près les niveaux d'aides, subventions ou compensations, directes ou indirectes, actuelles ou futures, octroyées en écus ou en dollars, variables selon des procédures en général opaques et particulièrement bureaucratiques.

## Plusieurs secousses

Au stade actuel et avec les précautions qui s'imposent en attendant que le Conseil européen du 10 décembre prenne position sur les compensations financières demandées par Paris à ses partenaires, quatre questions au moins méritent d'être posées :

— L'agriculture française, numéro un en Europe, ne constitue pas un ensemble homogène. Le viticulteur de Libourne ne vit pas le GATT comme le céréalier de l'Alsace ou le maraîcher spécialisé du Val de Saône dans le nord du Cotentin. Des transferts de production d'un secteur à l'autre ou d'une région à l'autre auront lieu qui bouleverseront des équilibres traditionnels.

— Quel sera le rôle des industries (privées ou coopératives) situées en amont et en aval de l'agriculture proprement dite, à savoir, par exemple, le secteur de l'alimentation animale, des abattoirs, de la préparation des plats cuisinés de qualité ou prêts à l'emploi sans parler de la

grande distribution ? Joueront-elles, comme les paysans le demandent, le rôle de la préférence française et communautaire ou bien celle de l'approvisionnement au meilleur prix sur le marché mondial ? En fin de compte, à qui profitera d'abord la valeur ajoutée ?

— L'évolution de la conjoncture mondiale d'ici à la fin du siècle reste largement une inconnue tant en ce qui concerne les besoins alimentaires du tiers-monde, les aléas météorologiques que le développement des cultures à usage industriel (bois, distillerie et éthanol). Les stagnations relatives des pays peuvent changer radicalement en dix ans. Ainsi, l'Union européenne est aujourd'hui le premier exportateur mondial de viande bovine alors que, depuis 1982, les ventes à l'étranger de l'Argentine, du Brésil ou de la Nouvelle-Zélande ont stagné.



36.15  
36.16  
CODE INSEE

LES STATISTIQUES  
NATIONALES ET RÉGIONALES  
EN ACCÈS DIRECT.

TOUTE L'ACTUALITÉ, LES PRINCIPAUX  
INDICES, L'ÉCONOMIE FRANÇAISE EN  
CHIFFRES, LES PUBLICATIONS DISPONIBLES...

## Les États-Unis réclament leur part de la taxe sur les cassettes vierges

Tout en maintenant leurs exigences sur la soumission du secteur audiovisuel aux règles du libre-échange, les États-Unis ont ouvert un nouveau front au GATT, mardi 7 décembre, en exigeant leur part sur les taxes que les Européens prélèvent sur les cassettes vierges.

« C'est comme si Jack Valenti (président de la Motion Picture Association of America, le syndicat professionnel des studios de cinéma américains) était nommé ministre de la culture et de la communication de l'Union européenne », a déclaré Pascal Rogard, président de la chambre syndicale des exportateurs de films, et fer de lance de la résistance des professionnels français aux exigences américaines, ne décolère pas. Il est vrai que les propositions faites aux États-Unis sur le secteur audiovisuel par Sir Leon Brittan, négociateur de l'Union

européenne, n'ont rien de réjouissant pour les partisans de l'exception culturelle.

Considérant que l'exception culturelle était une position de départ dans la négociation et non un but, Sir Leon Brittan a proposé à Mickey Kantor, son homologue américain, un certain nombre de concessions qui n'ont plus qu'un lointain rapport avec la position initiale :

— Les quotas de diffusion d'œuvres européennes qui forment l'ossature de la directive Télévision sans frontières, sont gelés à leur niveau actuel (60 % pour la France, la Belgique, et l'Espagne et 51 % pour les autres pays de l'Union européenne). En outre, toute possibilité de faire évoluer la directive dans un sens contraire aux intérêts américains est interdite.

— Sur les nouvelles technologies (numérisation et compression de l'image) et les nouveaux modes de transmission de l'image, les Européens s'engagent à ne pas légiférer pendant deux ans. Au moment où l'industrie de la communication évolue de manière décisive, les Européens accepteraient donc de se lier les mains.

— Quant aux subventions (notamment le compte de soutien à l'industrie des programmes alimenté par une taxe sur les chaînes de télévision et les autres aides au cinéma) elles seraient soumises à la règle du traitement national, c'est-à-dire attribuées à tous les producteurs, nationaux et étrangers. A terme, le dispositif serait démantelé.

## Pour les studios hollywoodiens

— Enfin, en échange de ces gages de bonne volonté, les Américains acceptaient d'accorder une « exception culturelle » accordée à l'article 2 (et non à l'article 14 comme le réclament les Européens), soit une dérogation de dix ans à la clause de la nation la plus favorisée qui dit que le traitement le plus favorable accordé à un pays membre du GATT doit l'être à tous les autres.

Ce dispositif qui provoquait déjà la fureur des professionnels s'agissant de l'audiovisuel, s'agissant de l'audiovisuel, Mickey Kantor a ouvert un nouveau front en exigeant que les producteurs de films américains touchent leur part sur les taxes parafiscales prélevées sur les cassettes vierges vidéo (650 millions de francs, en France, en 1993) et redistribuées aux auteurs, artistes-interprètes et réalisateurs. Les États-Unis n'accordant pas aux auteurs, le même statut juridique que les Européens, cette part irait directement dans les caisses des studios hollywoodiens.

Les négociations sont de nouveau au point mort.

YVES MAMOU



ECONOMIE

et les négociations sur le commerce international

# La procédure de ratification

Quand un accord global aura été trouvé entre toutes les parties qui discutent à Genève, la Commission de Bruxelles, qui négocie au nom des Douze, demandera au conseil des affaires générales (les douze ministres des affaires étrangères) l'autorisation de signer cet accord. Des débats parlementaires sur ce projet d'accord doivent avoir lieu préalablement dans certains pays membres de l'Union européenne. Le gouvernement de M. Balladur a annoncé qu'il en serait ainsi en France (il s'agira d'une première) ; dans d'autres pays européens cela va de soi sans qu'il soit besoin de l'annoncer.

Une polémique s'est développée il y a quelques mois entre la Commission et plusieurs pays membres d'une part, la France d'autre part, sur les règles qui doivent présider à l'acceptation de l'accord par les Douze : en substance, la France a-t-elle la possibilité de mettre son veto ? La Commission répond que non, en se recommandant de l'article 113 du traité de Maastricht (déjà dans le traité de Rome) prévoyant qu'en matière de politique commerciale commune le Conseil statue à la majorité qualifiée. La France estime que cet article 113 ne concerne que le commerce des biens, pas celui des services, et elle fait appel à l'article 235 du

traité stipulant que certaines décisions se prennent à l'unanimité. Pour mettre un terme à cette querelle, la Commission, sans céder sur le principe juridique, s'est engagée à soumettre l'accord à un vote à l'unanimité. Leon Brittan l'a redit à plusieurs reprises récemment encore.

Une autre question de procédure se pose aux Douze : faudra-t-il ou non un avis conforme du Parlement européen ? Cet avis est en principe requis pour toute décision ayant des conséquences budgétaires et institutionnelles. Il sera donc difficile d'éviter, même si le Conseil n'en a guère envie, pour un texte prévoyant des réductions de droits de douane, voire la création d'une organisation mondiale du commerce.

Au GATT, l'adoption de l'accord consiste en la simple signature des parties contractantes (pour les Douze donc, celle de Leon Brittan, mandaté à l'unanimité). Puis viendront pour chaque pays contractant les procédures normales de ratification des traités (dans l'Union européenne elles relèvent de chacun des douze Parlements nationaux). Le processus prendra du temps, de sorte que la signature officielle de l'accord au GATT par les ministres n'est pas prévue avant la mi-1994.

C. T.

## M. Balladur sollicitera un vote de confiance à l'Assemblée nationale

Edouard Balladur avait probablement pris sa décision depuis une dizaine de jours. Malgré la pression, le premier ministre et les ministres qui étaient au courant en ont gardé les modalités secrètes. M. Balladur va engager la responsabilité de son gouvernement sur l'aboutissement de la négociation du GATT à Bruxelles. Le conseil des ministres, réuni mercredi 8 décembre à l'Élysée, a autorisé le chef du gouvernement à faire usage de l'article 49, alinéa 1 de la Constitution, ce qui lui permettra de rechercher - et d'obtenir - un vote de confiance de l'Assemblée nationale. Le vote devrait intervenir le 13 ou le 14 décembre, après une intervention de M. Balladur devant la représentation nationale.

Selon l'article 49, le premier ministre engage la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale. Organe officiel du RPR, la *Lettre de la Nation*, avançait, mardi 7 décembre, comme une « probabilité », que le gouvernement pose la question de confiance aux députés « sur une déclaration concernant l'aboutissement de la négociation ». C'est maintenant une certitude.

### « Quelques coups de menton »

Invité, dimanche 5 décembre, du « Grand Jury RTL-le Matin », Alain Juppé avait réaffirmé, à titre personnel, sa préférence pour un vote de l'Assemblée nationale sur la conclusion de la négociation du GATT. Interrogé, lors de la séance des questions d'actualité du mercredi 24 novembre, par Laurent Fabius qui lui demandait si les députés auraient « à répondre par oui ou par non », après que le gouvernement aurait fait connaître « clairement sa position », le ministre des affaires étrangères avait répondu : « Ma réponse est claire, elle est positive ». Celle-ci était donc plus précise que celle fournie le matin même par M. Balladur aux parlementaires de la majorité qui avaient été convoqués à la Maison de la chimie. Certains, jusqu'à l'hôtel Malignon, avaient cependant estimé que M. Juppé s'était un peu précipité dans sa réponse au député socialiste de Seine-Maritime.

Interprétée comme l'annonce d'un vote de confiance, elle avait suscité un commentaire carré de Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée : « Je ne concevais pas qu'il puisse en être autrement. Le gouvernement s'est trop appuyé sur sa majorité dans cette affaire et a trop répété qu'il ne signerait pas un accord à n'importe quel prix. » Estimant qu'il se trouve dans une bonne position - il a eu un échange téléphonique, mardi soir, avec Helmut Kohl -, M. Balladur met donc au pied du mur ceux qui, à l'intérieur de sa majorité, ont « donné quelques coups de menton » sur le GATT.

MICHEL NOBLECOURT

OLIVIER BIFFAUD

## Le Parlement sera appelé à se prononcer sur le GATT

Suite de la première page

La France avale donc le compromis agricole, mais à condition que ses partenaires européens acceptent des mesures de compensation afin d'éviter tout gel des terres supplémentaires. Le débat se trouve ainsi relancé au sein de l'Union européenne sur un choix stratégique : accroître les jachères ou baisser les prix agricoles. Or, cette dernière éventualité déplaît totalement aux Allemands.

Sous réserve des compromis qui devraient intervenir sur l'audiovisuel et l'aéronautique, M. Balladur peut être fondé à juger un accord global suffisamment équilibré pour être acceptable. La perspective d'un vote de confiance tendrait même à démontrer qu'il ne craint pas, compte tenu de l'altitude qu'adopterait alors Jacques Chirac et la partie la moins libre-échangiste du RPR, de difficultés au sein de sa majorité.

### Un prix trop lourd à payer ?

Pour l'heure, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, juge que la France a obtenu à minima satisfaction, mais il parle de proposition américaine « à 180 degrés de l'attitude d'hostilité et de fermeture que nous avions trouvée il y a huit mois ». Un argument qui pourra peut-être suffire à calmer les éventuelles réticences de la majorité, s'il est démontré in fine que la France, troisième importateur mondial et quatrième exportateur, a fait plier la puissance américaine.

Il reste cependant à savoir si le prix à payer ne sera pas trop lourd. Pour avoir mené l'essentiel de sa résistance sur la question agricole et avoir obtenu une certaine renégociation de Blair House, la France ne s'est-elle pas privée de munitions sur les autres dossiers, qu'il s'agisse de l'audiovisuel, de l'aéronautique ou même, plus globalement, de l'accès au marché ?

Dans un cycle où il n'est question ni des problèmes monétaires ni de la question sociale, pourtant non négligeable au regard de la concurrence avec les pays à très bas coûts salariaux, la France ne va-t-elle pas être obligée de faire son deuil, en le renvoyant au prochain cycle, de son projet de création d'une Organisation du Commerce mondial, dotée d'un véritable pouvoir de sanction à l'égard des pays qui ne respectent pas les règles communes ? Les États-Unis y sont toujours opposés. A défaut de s'orienter dans cette voie, la France réus-

sira-t-elle à convaincre ses partenaires de se doter d'instruments de politique commerciale comparables au fameux chapitre 301 qui permet aux Américains de sanctionner unilatéralement, et souvent abusivement, un pays dont ils jugent les pratiques commerciales déloyales ?

L'optimisme est de mise, et la voie du compromis semble bel et bien s'esquisser. Mais la partie n'est pas pour autant gagnée. Les États-Unis et l'Union européenne vont devoir tenir compte des desiderata des cent trois autres pays membres du GATT. Or ceux-ci ont des intérêts spécifiques et ne se retrouveront pas forcément dans les arrangements bilatéraux conclus.

Déjà un négociateur japonais à Genève a donné le ton en affirmant, mardi, que « ce n'est pas parce que l'Europe et les États-Unis se serrent la main que tout est réglé ». Le Japon, qui n'est pourtant pas encore un modèle de pays ouvert malgré l'annonce d'une libéralisation de son marché du riz, s'inquiète des modifications que les Américains voudraient introduire sur le chapitre de la lutte antidumping du Cycle de l'Uruguay. D'ici au 13 décembre, il faudra compter avec ceux qui ont été cantonnés dans le rôle de spectateurs. Et qui pourraient être tentés de faire payer l'ignorance dans laquelle on les a tenus.

MICHEL NOBLECOURT

OLIVIER BIFFAUD

**SKI MODE D'EMPLOI**

Une information complète et disponible  
24 heures sur 24 sur plus de 300 stations de ski  
en France et en Europe

**Météo et enneigement**  
**Domaine skiable**  
**Tarif des remontées mécaniques**  
**Locations**  
**Actualités de votre station**

Jouez et gagnez  
séjours, matériels de ski et forfaits

3615 LEMONDE  
Tapez SKI

## CONJONCTURE

Hausse de 0,5 % du PIB au troisième trimestre

## L'activité allemande se stabilise

Le produit intérieur brut (PIB) de la partie ouest de l'Allemagne a été de 0,5 % au troisième trimestre. Ce chiffre positif n'éloigne pas toutes les incertitudes mais donne des arguments aux « optimistes » qui attendent une véritable reprise pour le deuxième trimestre de 1994.

FRANCFORT

de notre correspondant

Le chancelier Kohl, qui fait face à une grave crise politique après plusieurs démissions dans son parti et les résultats catastrophiques des élections locales dans le Brandebourg le week-end passé, avait bien besoin d'une bonne nouvelle. Inquiet de penser que les élections générales d'octobre prochain se dérouleront avec 4 millions de chômeurs, il a saisi l'occasion d'affirmer que l'Allemagne sort de la récession. Son ministre de l'économie, Günter Rexrodt, s

renchérit en déclarant qu'« il y a de bonnes chances que (...) la reprise conjoncturelle qui n'a démarré se poursuive ».

Le produit intérieur brut (PIB) a été de 0,5 % au troisième trimestre par rapport au trimestre précédent, selon les chiffres publiés par l'Office des statistiques, mardi 7 décembre. Il s'agit de la seconde hausse consécutive puisque le PIB avait déjà regagné 0,5 % au deuxième trimestre après quatre trimestres de baisse. Par rapport au troisième trimestre de 1992, il a néanmoins perdu de 1,4 %, soulignant combien l'économie est encore loin d'être sortie du creux.

Alors qu'au deuxième trimestre le regain s'expliquait par le bâtiment et une forte reconstitution des stocks, la croissance du troisième trimestre est générale : consommation, construction et surtout exportation (+ 2,5 %) et investissements (+ 2 %), ce qui est particulièrement encourageant car c'est la première hausse des investissements depuis cinq trimestres.

Les économistes ont accueilli ces résultats avec beaucoup de prudence. « Ils sont meilleurs qu'attendus, selon Rainer Velt de la Deutsche Bank Research, mais nous ne changeons pas nos pronostics pour la suite. L'économie devrait connaître un léger recid au dernier trimestre puis une stagnation au début de 1994. La véritable reprise ne commencera qu'au deuxième trimestre de 1994. » C'est là le scénario des « optimistes », partagé par les économistes des banques, par les instituts de conjoncture et par le ministère de l'économie. Ils estiment que la hausse du PIB atteindra entre 0,5 % et 1 % l'an prochain. En face, les « pessimistes », qui regroupent l'institut DIW de Berlin, les « sages » et le patronat, ne croient pas à une reprise avant l'été, voire avant 1995. Pour eux, la croissance serait nulle au même un peu négative en 1994.

La conjoncture semble bécoter entre les deux scénarios. L'économie s'est stabilisée et le danger d'un nouveau plongeon est écarté, mais, comme aux États-Unis pendant si longtemps, la reprise semble acquise un jour et démentie le lendemain. Le bon chiffre du troisième trimestre conforte pourtant pour les optimistes.

ERIC LE BOUCHER

Envisageant un resserrement de la politique monétaire

## La Banque fédérale américaine s'inquiète d'une reprise de l'inflation

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour la première fois depuis l'arrivée de Bill Clinton à la Maison Blanche, un responsable important de la Fed, la Banque fédérale américaine, s'est inquiété publiquement, mardi 7 décembre à Washington, du risque d'un retour de l'inflation aux États-Unis, laissant entendre qu'un resserrement de la politique monétaire (une hausse du taux de l'escompte) pourrait être nécessaire au début de l'an prochain.

« Il n'y a pas encore de preuve totalement étonnante d'une montée des pressions inflationnistes », a déclaré David Mullins, vice-président de la Fed, mardi 7 décembre. Mais le numéro

deux de l'institut d'émission a ajouté immédiatement : « Il y a certains signaux [d'un retour de l'inflation] qui clignotent ou qui commencent à clignoter ». Parmi ces indices, M. Mullins a cité la hausse des prix de l'or et de certaines matières premières, mais surtout celle des rendements des titres à revenus fixes. « L'augmentation (constatée sur les marchés) des taux sur les rates longs constitue pour nous une source de préoccupation particulière », a-t-il déclaré. « Nous vivons un moment important pour la politique monétaire », a commenté M. Mullins, concluant : « Nous sommes à un croisement important ».

E. L.

## INDICATEURS

FRANCE

« Commerce de détail spécialisé : dégradation en septembre-octobre. - Les ventes se sont dégradées en septembre-octobre dans le plupart des secteurs du commerce spécialisé non alimentaire, en particulier dans le gros équipement du logement, dans le matériel d'entretien ménager, dans le matériel d'entretien du logement, dans le matériel d'entretien du véhicule... »

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**Francis : la sicav de la France qui gagne.**

Aujourd'hui, le contexte économique évolue. C'est notre rôle de banquier de vous conseiller au mieux pour réorienter votre épargne. C'est votre intérêt d'investir en actions d'entreprises françaises dynamiques et gagnantes.

**En choisissant Francis, sicav d'actions françaises :**

- vous bénéficiez d'une exonération fiscale dans le cadre d'un PEA et jusqu'au 31 décembre 1993 vous pouvez profiter d'avantages fiscaux supplémentaires si vous transférez vos sicav monétaires ou obligataires de capitalisation
- vous privilégiez la prudence en répartissant vos fonds sur un grand nombre de valeurs
- vous confiez aux spécialistes du CIC le soin de sélectionner les meilleures actions pour optimiser les performances.

+ 27,8% ENTRE LE 1<sup>er</sup> JANVIER 1993 ET LE 30 OCTOBRE 1993

Certains d'entre vous nous ont fait confiance en choisissant d'investir en actions. Ils ont eu raison.





## INDUSTRIE

L'alliance stratégique entre les deux opérateurs de télécommunications

## L'accord entre France Telecom et Deutsche Telekom doit attendre l'aval de Bruxelles

France Telecom et Deutsche Telekom ont signé, mardi 7 décembre à Bruxelles, un protocole d'accord jetant les bases d'un « partenariat stratégique » entre les deux opérateurs. La Commission européenne va être saisie du dossier.

« France Telecom et Deutsche Telekom ont décidé de donner une nouvelle dimension à leur coopération », le protocole d'accord qui a été signé entre l'opérateur français de télécommunications et son homologue allemand, mardi 7 décembre à Bruxelles, a été paraphé, ciselé jusqu'au dernier moment. Chaque mot a été pesé avec le souci évident de ne pas heurter la Commission. Cette déclaration d'intention fixe le cadre du « partenariat stratégique » entre les deux entreprises (le Monde du 7 décembre). Un partenariat extrêmement ambigu, puisqu'il doit « à long terme », précise le document, déboucher sur une offre commune de services aux entreprises, qui devra inclure « naturellement » le service téléphonique de base, et plus précisément les appels internationaux.

Lors d'une conférence de presse à Bruxelles, Marcel Roulet et Helmut Rieke, présidents de France Telecom et de Deutsche Telekom, se sont déclarés « relativement confiants » quant à l'aval de Bruxelles qui devrait faire connaître sa décision « d'ici quatre mois ». « On a quand même le sentiment de marcher sur des œufs », confie toutefois, moins officiellement, l'entourage de Marcel Roulet.

Dans l'immédiat, les deux opérateurs ont décidé de créer une société commune - détenue à parts égales par France Telecom et DBT - dans les services professionnels. Cette entité, qui n'a pas encore été baptisée et dont le siège sera à Bruxelles, devrait voir le jour le 1<sup>er</sup> janvier 1995, réaliser 1,5 milliard d'euros (10 milliards de francs) de chiffre d'affaires dès la première année et employer 4 000 salariés. Elle regroupera les activités des deux opérateurs dans les transmissions de données (Transpac en France, Detex-P en Allemagne), les liaisons spécialisées internationales,

les réseaux privés virtuels et les services par satellites (VSAT). Elle récupérera Ennetcom, la filiale commune des deux opérateurs, spécialisée dans les réseaux haut de gamme destinés aux grandes entreprises. Selon Marcel Roulet, cette société ne devrait pas détenir plus de 10 % du marché mondial des services professionnels.

France Telecom et DBT ont par ailleurs confirmé l'existence de négociations avec ATT pour les réseaux privés destinés aux multinationales... Il s'agit d'une association certes importante puisqu'elle doit donner aux deux partenaires « une force de frappe comparable à celle de l'alliance BT-MCI ». Mais les deux opérateurs prennent soin de dissocier cette coopération de leur propre rapprochement. La réaction du président du groupe privé britannique BT (ex-British Telecom) ne s'est pas fait attendre. « L'alliance apparente entre deux monopoles est une triste décision pour l'Europe », a déclaré Ien Vallance. « Mais nous n'en avons pas peur », a-t-il ajouté.

CAROLINE MONNOT

Selon un nouveau rapport sur les transferts d'activités à l'étranger

## « Les délocalisations ne sont pas une fatalité »

Six mois après le Sénat, l'Assemblée nationale devait rendre public, mercredi 8 décembre, un rapport sur « les délocalisations à l'étranger d'activités économiques ». Un rapport nettement moins alarmiste que celui du sénateur Jean Arthuis, et prônant « un libéralisme tempéré, raisonné et éclairé ». Mais un rapport dont les recettes pour lutter contre ces transferts d'activités ne surprennent guère : refonte de la taxe professionnelle et instauration d'une « TVA sociale ».

D'alarme, point. Décidée par l'Assemblée nationale après que le sénateur Jean Arthuis (Union centriste, Mayenne) ait déclaré que « le feu est dans la maison » (le Monde du 4 juin), la commission d'enquête parlementaire, dont le président est Franck Borotra (RPR, Yvelines) et le rapporteur, George Chavaneau (UDF, Charente), s'est assignée pour mission première « de faire la part de ce qui relève du fantasme et des peurs infondées et de ce qui procède de la réalité d'un paysage économique en recomposition ».

Pas question donc de s'essayer à chiffrer les millions d'emplois « théoriquement » délocalisables, même si le rapport parle d'une menace grave et certaine sur l'emploi. Pas question, non plus, de prôner un certain protectionnisme ou un décrochage du franc, comme l'avait fait, à mots couverts, le sénateur Arthuis. Dans une France qui s'appareille à signer le GATT, les députés ont préféré jouer la prudence. Non sans arguments, d'ailleurs : après six mois d'enquête, les députés ont dû se rendre à l'évidence que l'ampleur, les conséquences et le mot même de « délocalisation » (investissement direct, sous-traitance, prise de participation...) posaient problème.

## Le danger des contrefaçons

Déplorant qu'aucune étude administrative n'ait jamais été publiée sur le sujet, le rapport souligne, une fois encore, que les délocalisations sont indéniablement en expansion. Qu'elles touchent tous les pays développés - la Grande-Bretagne étant un cas à part, puisqu'elle a choisi d'être elle-même un pays de bas salaires et de délocalisations.

On apprend donc, grâce à une étude de la Direction des relations économiques extérieures (DREE), qu'en 1992 la France a été délocalisée d'environ 4 milliards dans ses échanges commerciaux avec les pays où les entreprises françaises ont délocalisé. Mais que ce résultat d'ensemble masque « des déficits commerciaux croissants » avec les pays d'Asie (la Chine surtout, avec 11 milliards de francs en 1992, notre deuxième déficit bilatéral) et des excédents avec la Maghreb et les pays de l'Est. Selon le DREE toujours, « après 70 % de nos importations en provenance d'Asie du Sud-Est seraient dues à des délocalisations ».

Sans trancher vraiment le débat - capital - qui tantôt fait des délocalisations la conséquence logique de la mondialisation de l'économie et tantôt « une évolution perverse d'un libre-échange mal maîtrisé », le rapport dénonce la contrefaçon, qui prive les pays occidentaux de leur « capacité d'innovation ». Il refuse d'essimer la faible niveau des salaires dans les pays en développement - qui doit être comparé aux rémunérations versées en Occident après la révolution industrielle du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle - à une forme de « dumping social », qu'il limite à « certaines atteintes intolérables aux droits de l'homme » (travail forcé, travail des enfants). Le rapport fait, en revanche, des manipulations monétaires et la distorsion de concurrence la plus grave.

Au chapitre des propositions, le rapport, qui affirme que « les délocalisations ne sont pas une fatalité », souligne, comme le sénateur Arthuis, la nécessité d'alléger les charges des entreprises en leur substituant progressivement une « TVA sociale » taxant à l'identique les produits nationaux et produits importés. Il suggère une refonte de la taxe professionnelle, qui pénalise les industries de main-d'œuvre, et propose de créer des « bassins ruraux de développement industriel » aux contraintes très allégées pour les entreprises. Mais - et c'est sans doute la sa plus grande faiblesse - le rapport n'aborde pas le problème de l'avenir, dans les pays développés, de l'emploi non qualifié, dont on sait maintenant qu'il est au centre d'un débat devenu tout à la fois grand public et passionnel (le Monde L'économie du 16 novembre).

PIERRE-ANGEL GAY

## SOCIAL

En raison d'une grève de protestation contre le budget 1994

## Des perturbations dans le trafic SNCF sont à prévoir jeudi 9 décembre

Des perturbations sont à prévoir dans la soirée du mercredi 8 décembre (pour les trains rapides et express de nuit) et dans la journée du jeudi 9 à la suite de grèves de cheminots pour défendre leurs revendications sur l'emploi, les salaires et l'unicité de l'entreprise. La SNCF a annoncé un ou deux trains sur trois sur l'ensemble du territoire pour jeudi. Seul le TGV Nord Europe devrait connaître un service normal. Ce mouvement intervient alors que le projet de budget 1994 doit être présenté, jeudi 9 décembre, au comité central d'entreprise.

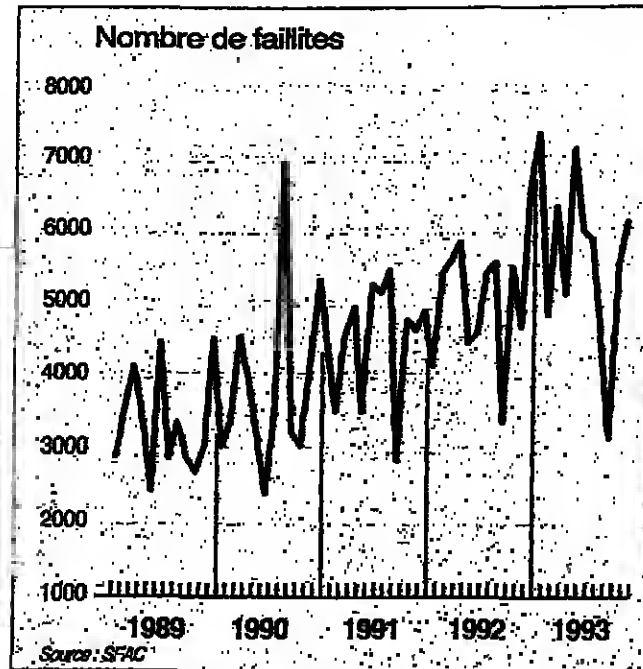
La direction avait annoncé jeudi 2 décembre une hausse de 1 % des rémunérations au 1<sup>er</sup> janvier 1994 et le versement d'une prime égale à 0,2 % du salaire annuel ainsi que l'ouverture d'une négociation sur l'emploi et l'unicité de l'entreprise, à l'occasion d'une table ronde organisée avec les organisations de cheminots (le Monde du 4 décembre). Les négociations sur les salaires devraient se poursuivre sur la base d'une hausse des rémunérations de 1,8 % pour l'année 1994 et des réunions devraient avoir lieu en janvier sur l'emploi et l'unicité de l'entreprise.

Reste que le malaise des cheminots grandit face aux difficultés de la SNCF. Les pertes de l'entreprise atteindront près de 8 milliards de francs en 1993 et la suppression de 5 900 emplois est prévue. Après la crise d'Air France, le gouvernement observe avec inquiétude le climat de l'entreprise. Dans ce contexte, le ministre des transports, Bernard Besson, a préféré donner un coup d'arrêt à la réforme territoriale de la SNCF. Dans un courrier en date du 26 novembre adressé à son président, Jacques Fournier, M. Besson appelle à la poursuite de la concertation avec les élus locaux et à « un large dialogue avec l'ensemble des représentants du personnel de la SNCF » sur cette réforme.

La SNCF avait présenté en mai une nouvelle organisation territoriale prévoyant de créer douze interrégions à la place des vingt-deux régions actuelles. Des suppressions d'emplois dans les états-majors régionaux devaient résulter de cette réforme.

MARTINE LARONCHE

## Les défaillances d'entreprises ont continué d'augmenter en novembre



Le nombre de défaillances d'entreprises a continué de croître en novembre avec 6 126 faillites enregistrées au Bulletin officiel des Annonces civiles et commerciales (BODACC), en augmentation de 31 % par rapport à novembre 1992, selon la SFAC (Société française d'assurance-crédit). Ces chiffres ne donnent néanmoins qu'une vision décalée de la réalité. Il s'écoule en moyenne cinq semaines entre l'enregistrement d'une défaillance au greffe du tribunal et sa publication au BODACC.

CAROLINE MONNOT

Après « l'année la plus noire depuis cinquante ans »

## Le secteur du bâtiment devrait perdre 30 000 emplois en 1994

Le bâtiment devrait encore traverser des heures extrêmement difficiles en 1994, après avoir connu en 1993 « l'année la plus noire depuis cinquante ans ». La Fédération nationale du bâtiment a annoncé, mardi 7 décembre, qu'elle s'attendait encore à une perte de 30 000 emplois et à une récession de son activité comprise entre 1,5 % et 2 %. Si préoccupants soient-ils, ces chiffres sont pourtant moins mauvais que ceux de 1993 : 55 000 emplois perdus et une chute de 4,6 % de son activité. L'emploi total du secteur s'est ainsi établi en dessous du million de salariés (à 965 000).

Les mises en chantier de logements neufs, tombées à 250 000 cette année, devraient remonter un peu, à 265 000 unités. Cette

hausse ne se traduira pas dans le chiffre d'affaires du logement neuf : il devrait reculer globalement de 3 % en dépit d'une reprise de 10,7 % dans le logement aidé. Vu le marasme des bureaux et l'impact de la crise économique sur les investissements immobiliers des entreprises (ils chuteront de 11 milliards), le chiffre d'affaires de ce secteur devrait être en baisse de 15,4 %.

Comme en 1992, ce sont les travaux d'entretien qui tireront - tout étant relatif - le bâtiment : la fédération table sur une activité en hausse de 2,6 %. Son chiffre d'affaires dépassera désormais celui de l'ensemble de la construction neuve (225,38 milliards et 206,39 milliards respectivement).

F. V.

L'annulation de la rencontre avec les syndicats

## Le CNPF durcit sa position sur les retraites complémentaires

Le CNPF a demandé, mardi 7 décembre, aux syndicats l'annulation de la rencontre prévue le 8 décembre qui devait être consacrée au financement des retraites complémentaires versées aux pensionnés âgés de 60 à 65 ans. « A ce jour, les pouvoirs publics ne nous ont pas encore communiqué leur réponse suite aux démarches que nous avons effectuées en commun », indique un communiqué de l'organisation patronale, qui considère ne pas avoir « la capacité de tenir utilement » cette réunion.

Celle-ci devait être consacrée au renouvellement de la convention de 1983 créant l'ASF (Association pour la gestion de la structure financière), un organisme financé par l'Etat, et l'assurance-chômage afin de prendre en charge le financement de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans auprès des caisses complémentaires. Alors que l'Etat, dont la participation annuelle atteint 1 milliard de francs, attend des propositions des partenaires sociaux et que les syndicats acceptent un relèvement modéré des cotisations, le patronat refuse d'augmenter sa contribution.

## REPÈRES

## ASSURANCE-MALADIE

Hausse de 0,3 % des remboursements en octobre

Les dépenses d'assurance-maladie ont enregistré une légère hausse en octobre (0,3 %), soit une progression de 4,1 % au cours des douze derniers mois, selon les statistiques publiées mardi 7 décembre. Cette augmentation provient surtout de la forte progression des versements aux hôpitaux publics (1 % après 0,2 % en septembre). A l'opposé, les autres dépenses reculent pour le troisième mois consécutif bien que la baisse soit moins forte (0,3 % après 0,7 % en septembre et 1,2 % en août). Les versements aux cliniques privées marquent eux aussi un léger reflux (0,6 % après 1,9 % en septembre et 2 % en août) alors que les honoraires privés, comme les remboursements de produits pharmaceutiques, reculent de 0,4 % en octobre ainsi que les prescriptions (0,2 %). Par contre, les dépenses des médicaments progressent de 0,4 % après 0,3 % au cours du mois précédent.

## PME

M. Alphandéry veut faciliter l'octroi de crédits

Le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, a annoncé lundi 6 décembre une nouvelle série de mesures destinées à favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises.

Le gouvernement va ainsi doter le Crédit d'équipement des PME (CEPME) d'un fonds de garantie de 200 millions de francs destiné à « relancer une procédure d'événement sur paiements publics gérés par le CEPME ». Ce fonds permettra au CEPME d'avancer à des PME, dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 200 millions de francs et qui emploient moins de 500 salariés, des sommes impayées dues par des collectivités publiques.

Par ailleurs, le gouvernement devrait déposer prochainement un projet de loi comprenant des mesures visant à « étendre et amplifier la réduction de 25 % d'impôts sur le revenu en cas de souscription en numéraire au capital d'une société nouvelle ». Cette réduction serait étendue aux augmentations de capital de sociétés non cotées qu'elles aient ou non moins de cinq ans. Les plafonds seront doublés et portés à 80 000 francs par personne et 160 000 francs pour un couple sur une période de quatre ans, a précisé le ministre.

## Eurostaf

Europe Stratégie Analyse Financière

vous annonce la prochaine parution des études :

- Les sous-traitants industriels : partenaires ou simples exécutants des donneurs d'ordres.
- Le secteur de la mécanique / sidérurgie en Europe.
- La distribution automobile face au marché unique.
- Les constructeurs automobiles et équipementiers européens.
- La pétrochimie mondiale.
- La stratégie des intervenants des métaux non-ferreux.
- Les matériaux complexes en Europe.
- Le secteur de la chocolaterie : évolution de la consommation et de la structure concurrentielle en Europe.

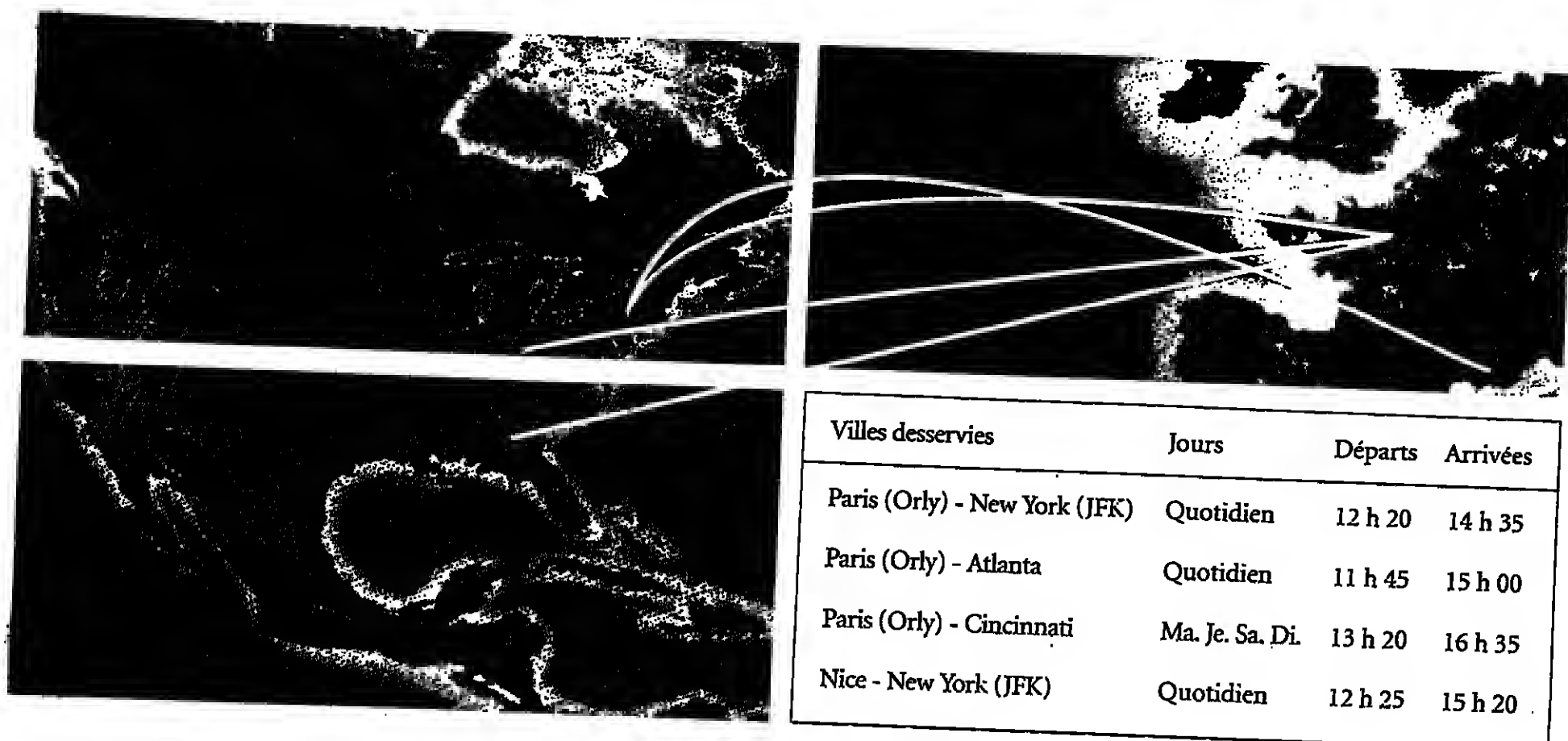
La compétitivité des 100 premiers groupes industriels européens : analyse géographique et sectorielle des performances.

Pour recevoir la présentation détaillée de ces études, contacter :

EUROSTAF - 60-62, rue d'Hauteville, 75010 Paris.  
Tél. : (1) 47.70.22.55 - Fax : (1) 47.70.11.93



# 4 Vols Directs Par Jour\*. Plus De 250 Destinations Aux USA. C'est Forcément Delta Air Lines.



Villes desservies	Jours	Départs	Arrivées
Paris (Orly) - New York (JFK)	Quotidien	12 h 20	14 h 35
Paris (Orly) - Atlanta	Quotidien	11 h 45	15 h 00
Paris (Orly) - Cincinnati	Ma. Je. Sa. Di.	13 h 20	16 h 35
Nice - New York (JFK)	Quotidien	12 h 25	15 h 20

Paris-New York, Nice-New York, Paris-Atlanta, Paris-Cincinnati, Delta Air Lines vous propose chaque jour 4 vols directs vers les Etats-Unis\*. De là, notre réseau vous permet de rejoindre plus de 250 villes à travers tout le pays.

Pour plus d'informations et pour toute réservation, contactez votre Agent de voyages ou appelez au 47.68.92.92 pour Paris et au N° vert 05.35.40.80 pour la province, ou tapez sur Minitel 36 15 GO US rubrique Delta.



\*Sauf lundi, mercredi, vendredi : 3 vols par jour. © 1993 Delta Air Lines, Inc.

## REPÈRES

AVANCE MALADE  
Hausse de 0,35  
des remboursements  
en octobre

Les remboursements des soins de santé ont augmenté de 0,35 point de pourcentage en octobre, passant de 11,15 à 11,50 pour cent du revenu imposable. Cette hausse s'explique par l'augmentation des cotisations sociales et des contributions des employeurs. Les employeurs sont tenus de verser des cotisations pour leur personnel, ce qui augmente le coût des soins de santé. Les employeurs peuvent déduire ces cotisations de leur revenu imposable, ce qui réduit leur impôt sur le revenu. Cette déduction est soumise à des limites, mais elle permet aux employeurs de réduire leur impôt sur le revenu en fonction de la taille de leur entreprise et du nombre de salariés.

Alphandery  
pour faciliter  
l'accès aux crédits

Le ministre de l'Économie, Jean-Pierre Fournier, a annoncé que le gouvernement allait faciliter l'accès aux crédits pour les entreprises. Cette mesure vise à soutenir l'investissement et la croissance économique. Le gouvernement va mettre en place des dispositifs pour encourager les banques à prêter plus facilement aux entreprises, notamment en réduisant les garanties requises et en simplifiant les procédures de crédit. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de relance économique du gouvernement.

af  
de l'Économie

Le ministre de l'Économie, Jean-Pierre Fournier, a annoncé que le gouvernement allait faciliter l'accès aux crédits pour les entreprises.

Le ministre de l'Économie, Jean-Pierre Fournier, a annoncé que le gouvernement allait faciliter l'accès aux crédits pour les entreprises.

Le ministre de l'Économie, Jean-Pierre Fournier, a annoncé que le gouvernement allait faciliter l'accès aux crédits pour les entreprises.

Le ministre de l'Économie, Jean-Pierre Fournier, a annoncé que le gouvernement allait faciliter l'accès aux crédits pour les entreprises.

Le ministre de l'Économie, Jean-Pierre Fournier, a annoncé que le gouvernement allait faciliter l'accès aux crédits pour les entreprises.

## VIE DES ENTREPRISES

Les restructurations dans l'agroalimentaire aux Etats-Unis

## RJR Nabisco va réduire de 10 % ses effectifs

NEW-YORK

de notre correspondant

Le numéro deux américain du tabac et de l'agroalimentaire, le groupe RJR Nabisco a annoncé, mardi 7 décembre à New-York, un plan de restructuration qui se traduira par une réduction de près de 10 % de ses effectifs. Ce plan fait suite à une série de programmes de restructuration (appelés ici *downsizing*) de ce type annoncés par les grandes entreprises industrielles américaines, engagées dans une course sévère à la productivité (le Monde daté 5-6 décembre).

Près de six mille emplois (sur les soixante-trois mille actuels dans le monde) devraient être supprimés par RJR Nabisco. Le groupe, connu pour ses marques de cigarettes Camel, Salem ou Winston ou pour ses crackers Ritz, a indiqué

que ces suppressions de postes concerneraient toutes ses activités et tous ses personnels. « Notre programme de restructuration est destiné à améliorer nos marges aussi bien dans notre activité tabac que dans l'agroalimentaire de manière que nous puissions reprendre la voie de la croissance de nos profits dès l'an prochain », a expliqué Charles Harper, président du groupe.

RJR Nabisco a fortement souffert de la guerre des prix engagée sur les cigarettes pendant l'été. Son principal concurrent, Philip Morris, avait alors brutalement baissé le prix de ses Marlboro, obligeant Reynolds Tobacco (du groupe RJR Nabisco) à suivre. Début novembre, Nabisco marquait la fin de l'affrontement en augmentant ses tarifs.

ERIK IZRAELEWICZ

Avec l'accord de la Commission européenne

## Philips acquiert 100 % de Grundig GmbH

LA HAYE

de notre correspondant

La Commission européenne a donné, mardi 7 décembre, son feu vert à Philips pour porter de 40 % à 100 % sa participation dans Grundig GmbH. Cette structure contrôle la majorité du capital de la société industrielle Grundig AG, dont le groupe néerlandais continue de détenir en outre directement 31,6 % du capital.

Si cette opération ne change rien au contrôle opérationnel déterminé par le groupe néerlandais sur la firme allemande, elle souligne l'émbrication de plus en plus étroite des deux

industriels, qui avait déjà conduit à l'intégration de certaines activités de Grundig dans celles de Philips et à la consolidation des comptes de la firme de Eindhoven. En 1992, Philips a enregistré une perte de 484 millions de florins (1,45 milliard de francs) sur Grundig, dont la situation ne s'est pas améliorée cette année : début novembre, le groupe néerlandais a fait savoir que, de janvier à septembre, les « pertes plus élevées de Grundig [avaient] largement obéré l'amélioration des comptes de la division électronique grand-public de Philips ».

CHRISTIAN CHARTIER

## AUTOMOBILE

## Les satisfactions de Ford

Lancée en mars, le Mondeo Ford, qui vient de décrocher devant la Xantia du Citroën le titre de voiture de l'année, est depuis un peu plus d'un mois disponible en version diesel. Ainsi la marque peut-elle se sentir satisfaite pour la distinction reçue, et comme un événement n'arrive jamais seul, les fidèles de Ford peuvent-ils être également satisfaits de l'arrivée sur le marché d'un moteur fonctionnant au gazole qu'il était nombreux à attendre.

Peut-être regrettera-t-on à ce propos la relative puissance (88 chevaux pour 6 CV) de ce 1,8 litre D turbo, emprunté à l'Escort, mais comme il se révèle sur le Mondeo moins bruyant, ceci compense cela. Dans les deux cas, le groupe manque de vraies ressources à bas régime, mais le comportement général de la voiture ou de sa version « Clipper », c'est-à-dire break, a été jugé satisfaisant par la direction des ventes de la marque, ce qui n'est pas, après tout, oublier l'absence de performances plus convaincantes.

La présence d'un équipement complet, livré dans les différentes versions de la gamme, qui va du coussin antichoc (pour l'instant du côté conducteur) aux prétensions de ceinture, de la climatisation à la direction assistée, a, on s'en doute, joué un rôle essentiel dans l'attribution du label « voiture de l'année ». La stratégie de la marque américano-européenne en France consiste, pour maintenir sa place de premier importateur, à multiplier les équipements sans augmenter massivement les tarifs. D'autres constructeurs jouent

sur les rebales qui peuvent être consenties sur le prix même des véhicules. Les chiffres de vente indiquent plus tard quelle était la meilleure formule. Selon la direction de Ford, 260 000 Mondeo devraient être vendues en Europe cette année, ce qui n'apparaît pas exagéré.

La Mondeo n'est pas le seul modèle de Ford à recevoir depuis peu un diesel. La Scorpio, haut de gamme de la marque, dont les différentes versions n'ont guère, et inégalement, convaincu en France, se voit dotée d'un 2 500 cm<sup>3</sup> à quatre cylindres. Avec 115 chevaux (85 kW) de puissance effective pour 7 CV administratifs, ce groupe suralimenté, dont un dispositif de recirculation des gaz d'échappement permet de réduire les émissions d'oxydes d'azote, assure des performances intéressantes, notamment au niveau du couple (effort du moteur). On trouve 27,5 Mkg dès les 2 000 tours, et la souplesse, malgré les 1 500 kilos à vide de la voiture, en profite pour des consommations très raisonnables. Bien entendu, l'équipement est très complet (air-bag, climatisation, ABS, etc.). Une version break, véritable véhicule de la route, est disponible.

CLAUDE LAMOTTE

► Prix Mondeo : de 101 900 F à 158 100 F. En version break turbo diesel : de 117 500 F. Scorpio turbo diesel : de 158 900 F à 192 100 F. Une version « Clipper » (break) peut être obtenue avec un V 8 Conquest, 24 soupapes (280 800 F).

Les ventes de voitures neuves ont chuté de 10 % dans l'Union européenne en novembre. Les ventes de voitures neuves ont chuté de 10 % dans la Communauté en novembre 1993 par rapport à novembre 1992 et de 14,5 % sur onze mois par rapport à la même période de 1992, selon les chiffres publiés mardi 7 décembre à Bruxelles par l'Association des constructeurs automobiles européens. Les plus fortes baisses dans la Communauté ont été enregistrées en

Grèce (- 31,1 %), aux Pays-Bas (- 24,2 %), en Espagne (- 23 %), en Allemagne (- 15,6 %), en France (- 11,6 %), en Belgique-Luxembourg (- 11,3 %) et au Portugal (- 10,8 %), suivis par l'Italie (- 7,8 %) et l'Irlande (- 2,7 %). En revanche, le Danemark enregistre une progression de ses ventes de 27,3 % et le Royaume-Uni une augmentation de 19,4 %. Ce dernier est le seul à enregistrer une augmentation de 12,6 % de ses immatriculations sur onze mois.

Les pertes du numéro un de l'assurance

## Les Lloyd's de Londres offrent une indemnisation de 900 millions de livres

LONDRES

de notre correspondant

« C'est vraiment le maximum de ce que la compagnie peut supporter », a prévenu, mardi 7 décembre, Peter Middleton, directeur général des Lloyd's, en annonçant une offre d'indemnisation limitée à 900 millions de livres (1). « C'est une proposition insuffisante que nous ne sommes pas prêts à accepter », a répondu, quelques heures plus tard, Christopher Stockwell, président de l'association qui représente quelque 17 000 *names*, nom donné aux riches particuliers membres d'un ou de plusieurs syndicats d'assurance. Au total, 21 000 *names*, partiellement ou totalement ruinés à la suite des pertes enregistrées par le numéro un mondial de l'assurance, sont concernés par l'offre des Lloyd's. Celle-ci est cependant bien inférieure à leurs réclamations, d'un montant global de 3,15 milliards de livres.

La plupart des *names* devraient

recevoir moins de 100 000 livres, une centaine touchant entre 500 000 et 700 000 livres, et une quarantaine pouvant espérer percevoir jusqu'à 1 million de livres. Aucun d'entre eux n'obtiendra cependant plus des deux tiers du montant de ses pertes. Il s'agit d'une proposition « juste et équitable, comparée à son alternative », a assuré David Rowland, le président des Lloyd's.

Le choix des *names* est en effet limité : s'ils n'acceptent pas ce montant d'indemnisation, ils peuvent tenter d'obtenir davantage en poursuivant les actions qui sont engagées devant les tribunaux, mais une telle stratégie est aléatoire. Chaque *name* doit se déterminer avant le 31 janvier 1994, et la direction des Lloyd's n'a pas l'intention de négocier : c'est à prendre ou à laisser.

L. Z.

(1) Une livre sterling = environ 8,70 francs.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## SOCIAL

CHARLES JOURDAN INDUSTRIE : le plan de licenciement refusé. La direction départementale du travail de l'Ardeche a refusé, vendredi 3 décembre, le plan de 147 suppressions d'emplois, déposé par la société Charles Jourdan Industrie, et lié à la fermeture de son usine de Tournon. Selon des syndicalistes CGT et FO de l'entreprise, « le directeur du travail a manifesté la carence du plan social de la société » en reprochant en particulier à la direction « de n'avoir pas recherché toutes les solutions, notamment celle de sauver les emplois à Tournon en ramenant en France des fabrications de chaussures aujourd'hui réalisées à l'étranger ». Annoncée fin septembre, la fermeture de l'usine prévoyait 92 licenciements secs, 51 transferts de poste sur l'usine voisine de Romans et 4 départs en préretraite.

GAN : la direction reçoit une délégation des agents généraux. Près de 800 agents généraux du GAN ont manifesté et occupé, mardi 7 décembre, les locaux parisiens de la compagnie d'assurances réclamant la démission du président François Heilbronner, avant qu'une délégation ne soit reçue par la direction, a indiqué le SNAGAN (Syndicat national des agents généraux du GAN). En conflit avec la direction depuis l'été, les agents généraux protestent contre le trop fort relèvement, selon eux, des tarifs des contrats d'assurance décidés par la direction. Ils estiment que cette hausse (25 % finalement alors que dans un premier temps le relèvement ne devait être que de 18 %) va leur faire perdre des parts de marché. Ils ont demandé au président du GAN, des mesures pour « la défense de leurs portefeuilles de contrats ». Au siège, on indiquait qu'une délégation du SNAGAN avait été reçue par M. Heilbronner et que celui-ci « a manifesté sa volonté de dialoguer ». « Un très prochain rendez-vous devrait être pris entre les agents et la direction, avant la fin du mois de décembre, afin de discuter des problèmes liés à la défense du portefeuille des agents », soulignait-on au GAN.

AIR FRANCE : 2 100 départs programmés en 1994. La direction d'Air France a présenté, mardi 7 décembre, au comité central d'entreprise un ensemble de mesures de préretraites et de départs volontaires, représentant un total de 2 100 départs de l'entreprise en 1994. Ces mesures comportent 1 100 départs en préretraite sur titre du FNE, dont environ la moitié des 55 ans, ainsi qu'un millier de départs naturels ou volontaires, dont une partie avec des aides à la réalisation de projets personnels.

## CONTRATS

CATHAY PACIFIC commande six Airbus A340. - Airbus Industrie a annoncé, mardi 7 décembre, la commande de six Airbus A340-300 par la compa-

gnie de Hongkong, Cathay Pacific Airways, pour un montant de 800 millions de dollars (4,7 milliards de francs). La compagnie asiatique prendra également quatre A340-200 de moindre capacité (233 passagers) en leasing. Les appareils seront livrés entre octobre 1994 et mars 1995 pour les A340-200 et entre juillet 1996 et 1997 pour les A340-300. Ils seront équipés de réacteurs CFM-56-5C fabriqués par CFM International (50 % SNECMA, 50 % General Electric).

GÉNÉRALE DES EAUX va construire une centrale électrique de 150 mégawatts en Australie. - La société américaine Siltre Energies, filiale du groupe Compagnie générale des eaux, va construire une centrale électrique de 150 mégawatts en Australie, pour un montant de 750 millions de francs environ, a annoncé récemment le groupe français. Un contrat a été signé par Prospekt Electrificty, deuxième distributeur de Nouvelles-Galles du Sud, à l'ouest de Sydney. Il s'agit d'une centrale au gaz naturel, qui alimentera une usine de Pratt, premier groupe australien de recyclage de papier. La construction de cette centrale débutera en 1994. Détenue à 62 % par la Générale des eaux, Siltre Energies devrait réaliser un chiffre d'affaires de 1,56 milliard de francs en 1993.

## COOPÉRATION

HOLDERBANK crée une société mixte au Vietnam. - Le groupe suisse Holderbank, numéro un mondial du ciment, a conclu un accord avec le gouvernement vietnamien pour la création d'une société commune avec l'entreprise d'Etat Hien Cement Company, a indiqué, vendredi 3 décembre, la société suisse. Holderbank participera à hauteur de 65 % au capital de la nouvelle société baptisée Morning Star Cement. Suivant les termes de l'accord, une fabrique de ciment, d'une capacité annuelle de 1,4 million de tonnes, sera installée à Hong-Chong dans le sud du pays. Elle devrait entrer en service dès 1997 (AFP).

## ACQUISITION

UNILEVER acquiert les pâtes de boulangerie congelées de Menisseez. - Le groupe anglo-néerlandais Unilever a annoncé, mardi 7 décembre, l'acquisition des activités de pâtes de boulangerie congelées ou précuites de Menisseez, entreprise basée à Mauberge dans le Nord. Le montant de la transaction n'a pas été précisé par Unilever. Celle-ci ne concerne pas les pâtes de boulangerie fraîches, prêtes à déguster. Pour les activités concernées, Menisseez SA, propriété de la famille du même nom, emploie 200 personnes et réalise un chiffre d'affaires annuel de 186 millions de francs. Dans le domaine des pâtes de boulangerie congelées, Unilever possède déjà la marque Quick Gel.

## MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 8 décembre ↑ Nette hausse

Baromètre de l'évolution des négociations sur le GATT, la Bourse de Paris se redressait nettement mercredi 8 décembre, selon l'indice CAC 40 qui s'inscrivait à 2 188,06 points, en hausse de 1,08 % après une ouverture en repli minime de 0,04 %. Mercredi est également la première journée de cotation pour les deux nouveaux indices : le SBF 120 et le SBF 250. Ces deux indices sont pour l'instant calculés deux fois par jour : le SBF 120 est coté quelque temps après l'ouverture et le SBF 250 à 11 h 40. En fin de journée la cotation des deux indices à 17 h 10. La première cotation du SBF 120 s'est élevée à 1 494,20 points. La base de ces deux indices est de 1 000 au 81 décembre 1990. Les investisseurs se réjouissent de l'arrivée de cette nouvelle bourse d'indices qui seront bien plus représentatifs de la place financière parisienne. Ils

devraient être particulièrement observés par les investisseurs étrangers qui regrettaient souvent l'échec du CAC 40, a souligné un opérateur parisien.

Valeur vedette mardi des transactions, le Club Méditerranée restait très entouré mercredi à la mi-journée, progressant de 0,6 % pour s'inscrire à 348,50 francs dans un volume défilé. Mardi, le titre avait gagné près de 9 % soutenu par des recommandations d'achat de la part de JP Morgan et par des rumeurs d'échanges de titres avec le groupe de tourisme allemand LTU. Les AGF, qui ont annoncé mercredi avoir relâché leur autocollant progressant de 0,3 % dans un marché tranquille. Hausse également pour Total qui gagnait 1 % et Elf Aquitaine (0,8 %).

NEW-YORK, 7 décembre ↑ Nouveau record

Wall Street a terminé sur un record, mardi 7 décembre, à l'issue d'une séance calme, caractérisée par une légère reprise des titres de haute technologie et une bonne progression de l'indice Dow Jones. Le volume des valeurs vendues a fini à 3 718,88 points, en hausse de 6,37 points, soit une progression de 0,23 %. L'activité a été soutenue avec quelque 277 millions de titres échangés. Les titres en hausse ont dépassé les baisses : 1 043 contre 884, alors que 657 actions sont restées inchangées.

« Cela a été une journée très anxiieuse », a indiqué David Shulman, analyste chez Salomon Brothers. Les investisseurs ont prêté la prudence avant la publication des chiffres de l'inflation pour novembre en fin de semaine, s'est-il alourdi.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, est resté à 6,18 %, inchangé par rapport à lundi. Les titres de haute technologie, qui avaient pesé sur le marché la veille, ont repris du terrain. Texas Instruments a

pris 1 3/8 à 83 1/2 et Motorola 3/8 à 94 3/8. Boeing a été l'un des principaux gagnants de la journée en hausse de 2 1/8 à 41 après des commentaires favorables d'analystes et le commande de 88 Boeing 777 par six compagnies asiatiques.

VALEURS	Cours du 8 décembre	Cours du 7 décembre
Alcoa	88 3/4	89 1/4
AT&T	56 1/4	56 1/4
Bell	56 1/4	56 1/4
Chrysler	34 3/8	34
Du Pont de Nemours	48	47 1/4
Eastman Kodak	62 7/8	61 3/8
Exxon	62 7/8	62 7/8
Ford	62 7/8	62 7/8
General Electric	100 5/8	99 3/4
General Motors	54 7/8	54 1/2
Goodyear	45 7/8	46 1/4
IBM	88 3/4	88 3/4
ITT	88	88 3/4
McDonald	75 1/2	75 1/4
Pepsi	67 5/8	68 3/4
Schlumberger	87 3/4	88 3/4
Texas	82 1/2	82 1/2
U.S. Steel	102 7/8	100
Union Carbide	20 3/4	20 5/8
Union Pacific	61 3/4	62
Westinghouse	14 1/8	14
Xerox Corp.	62	60 3/4

LONDRES, 7 décembre = Surpluse

Les valeurs ont terminé, mardi 7 décembre, au même niveau que la veille à la Bourse de Londres, l'ouverture en hausse de Wall Street leur ayant permis de récupérer les pertes de la veille. L'indice Footsie a clôturé à 3 237,3 points, écartant ainsi son record à la clôture atteint la veille. Pour l'instant, en fin de matinée, le Footsie perdait jusqu'à 0,5 % en raison des pressions de baisse et de l'insécurité des opérations face aux difficultés de négociation du GATT. Le marché a ensuite peu à peu comblé ses pertes, saluant notamment le record du Dow Jones à l'ouverture de Wall Street. Le volume d'échanges d'actifs a été assez élevé avec 686,3 millions d'actions contre 601,9 millions.

Les banques ont continué à profiter des espoirs de baisses des taux d'intérêt, que ce soit la Barclays, la Lloyd's Bank ou HSBC Holdings. La com-

pagne Abbey National, après avoir annoncé une baisse des taux de ses prêts immobiliers, s'inscrit en hausse. En revanche, la société de télévision Granada Group était en recul après le lancement, lundi, de son OPA de 600 millions de livres (8,28 milliards de francs) sur LWT Holdings (Londres, Weekend Television).

VALEURS	Cours du 8 décembre	Cours du 7 décembre
Admiral	6,03	6,20
BP	3,27	3,30
BT	3,40	3,44
Cable	4,08	4,10
Du Pont	12,28	12,38
Exxon	8,94	8,94
Goodyear	6,86	6,86
IBM	7,47	7,48
Johnson	17,03	17,03
RTZ	7,22	7,21
Shell	7	7,04
Unilever	11,70	11,85

TOKYO, 8 décembre ↓ Vive baisse

La Bourse de Tokyo a terminé en vive baisse, mercredi 8 décembre, sous la pression de ventes liées à des opérations d'arbitrage dans un marché technique. L'indice Nikkei a perdu 395,54 points, soit 2,34 %, à 16 507,95 points. L'indice Topix, à plus large base de calcul, a cédé 24,07 points, soit 1,69 %, à 1 396,54 points.

En estimant que le gouvernement devait faire son possible pour soutenir la Bourse, le premier ministre Morihiro Hosokawa a toutefois permis au marché de finir au-dessus de ses plus bas. Toutefois, les investisseurs restent persus-

des que le gouvernement ne mettra pas en œuvre rapidement des mesures de relance dans un contexte politique incertain.

VALEURS	Cours du 8 décembre	Cours du 7 décembre
Aijun	1180	1140
Admiral	1220	1190
Canon	1400	1380
Fuji	1880	1850
Honda Motor	1370	1320
Hitachi	1480	1410
Hitachi Heavy	638	618
Sony Corp.	4820	4520
Toyota Motor	1750	1700

## CHANGES

Dollar : 5,8613 F ↑

Mercredi 8 décembre, à Paris, le franc s'est apprécié de 0,0025 francs en cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4395 francs mardi soir (cours officiel de la Banque de France). Le dollar a atteint à la mi-journée 5,8613 francs contre 5,8540 francs la veille en fin de journée (cours de la Banque de France).

	7 déc.	8 déc.
FRANCOFRANCE	1,708	1,707
Dollar (en DM)	1,708	1,707
TOKYO	7 déc.	8 déc.
Dollar (en yen)	107,95	107,82

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(cotes privées)

Paris (7 déc.) : 6 5/8 % - 3 3/4 %

New-York (8 déc.) : 2 15/16 %

## BOURSES

6 déc. 7 déc.

(SBF, base 100 : 31-12-81)

Indice général CAC : 2 188,06 2 187,50

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 : 2 186,74 2 176,12

NEW-YORK (indice Dow Jones)

6 déc. 7 déc.

Industriel : 3 718,21 3 718,88

LONDRES (indice Financial Times)

6 déc. 7 déc.

100 valeurs : 3 237,30 3 237,30

	7 déc.	8 déc.
30 valeurs	2 438,40	2 429,80
Mécanisme	231,80	231,10
Fonds d'Etat	106,50	106,55

## FRANCOFRANCE

Dev. 6 déc. 7 déc.

2 118,80 2 115,46

## TOKYO

7 déc. 8 déc.

Nikkei Dow Jones : 16 507,95 16 507,95

Indice général : 1 406,61 1 396,54

## MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,8740	5,8760	5,9200	5,9240
Yen (100)	5,222	5,222	5,222	5,222
Deutschmark	6,628	6,6340	6,628	6,6372
Franc suisse	3,448	3,4415	3,433	3,4407
Lire italienne (1000)	3,984	3,9840	4,0129	4,0176
Lire sterling	3,5017	3,5051	3,527	3,5383
Peseta (100)	8,7417	8,7477	8,7691	8,7735
	4,376	4,2122	4,1805	4,1880

## TAUX D'INTERÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	2 1/8	2 1/4	1 15/16	2 1/8	1 17/16	2 1/8
DM	6 1/16	6 1/16	6 3/8	6 1/2	6 1/16	6 1/2
Deutschmark	6 1/4	6 3/8	6 1/2	6 1/2	6 1/16	6 1/2
Franc suisse	4 5/16	4 7/16	4 1/16	4 5/8	4 5/8	4 5/8
Lire italienne (1000)	8 5/8	8 7/8	8 5/8	8 7/8	8 5/8	8 7/8
Lire sterling	5 7/16	5 3/16	5 3/16	5 1/16	5 1/16	5 1/16
Peseta (100)	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
Franc français	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16	6 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, s'appliquent aux communications en flux.

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

هنا من الأمل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 8 DÉCEMBRE

**Liquidation : 24 décembre**  
**Taux de report : 7.13**

**Cours relevés à 13 h 30**  
**CAC 40 : +0.98 % (2197.51)**

Réglement mensuel										Taux de report : 7,13				CAC 40 : + 0,98 % (2197,51)					
VALEURS		Cours précéd.	Déclasse- ments	% +/-	VALEURS		Cours précéd.	Déclasse- ments	% +/-	VALEURS		Cours précéd.	Déclasse- ments	% +/-	VALEURS		Cours précéd.	Déclasse- ments	% +/-
01/04/93	ENF-G&P 2%	5728	5190	-0,35	01/04/93	ENF-G&P 2%	5728	5190	-0,35	01/04/93	ENF-G&P 2%	5728	5190	-0,35	01/04/93	ENF-G&P 2%	5728	5190	-0,35
03/04/93	B.N.P. (P.P.)	1819	1819	0,00	03/04/93	B.N.P. (P.P.)	1819	1819	0,00	03/04/93	B.N.P. (P.P.)	1819	1819	0,00	03/04/93	B.N.P. (P.P.)	1819	1819	0,00
22/04/93	C.Lyonnaise (P.P.)	1819	1819	0,00	22/04/93	C.Lyonnaise (P.P.)	1819	1819	0,00	22/04/93	C.Lyonnaise (P.P.)	1819	1819	0,00	22/04/93	C.Lyonnaise (P.P.)	1819	1819	0,00
24/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	24/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	24/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	24/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05	01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221	+0,05
01/04/93	Immoval (P.P.)	2220	2221																

Comptant (sélection)

Sicav (sélection) 7 décembre

VALEURS	% du total	% de cotation	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Estimation Fraie fact.	Rachet net	VALEURS	Estimation Fraie fact.	Rachet net	VALEURS	Estimation Fraie fact.	Rachet net
<b>Obligations</b>						<b>Étrangères</b>						<b>Étrangères</b>					
BDFE 9% 91-92	118,29	9,82	Erichsen Daphtz 12	729	729	A.E.R. AG	594	594	Kalvina Corp.	38	38	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 6,5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Comptech	1808,32	1808,32	Parsons Capitalization	1818,58	1818,58
CEPME 5% 91-92	118,29	9,82	Falck	357	342	Alcan Aluminium	116,16	116,16	Alcan Aluminium								

Marché des Changes					Marché libre de l'or			LA BOURSE SUR MINUTE		Matif (Marché à terme international de France)										
Cours indicatifs		Cours préc.	Cours 07/12	Cours des billets achat      vente		Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 07/12	36-15  TAPEZ LE MONDE  PUBLICITÉ FINANCIÈRE  ☎ 46-62-74-25	NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME						
										Nombre de contrats estimés : 213 043				Volume : 15 654						
										Cours	Mars 94	Jun 94	Déc. 93	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93			
Etats Unis (1 unit.)					5,8720	5,8540	6,30	6,20	Or fin (50g en barre)	71000	70950									
Sfr.					6,8150	6,8000	—	—	Or fin (50g en barre)	70900	70900									
Allemagne (100 M.)					343,4500	343,4000	352	352	Napoléon (200 F.)	400	400									
Belgique (100 F.)					16,3025	16,3000	15,40	15,40	Pièce 5 Fr (10 F.)	378	378									
Japon (100 ¥)					306,4000	306,4000	265	265	Pièce Suisse (20 F.)	417	405									
Suisse (100 Sfr.)					3,5025	3,5000	3,20	3,05	Pièce Latine (20 F.)	433	405									
Royaume-Uni (100 £)					67,2000	67,2000	63	61	Souverain	578	578									
France (1 Mp)					6,8225	6,8225	1,35	81	Souverain	578	578									
Italie (100 Lira)					8,7700	8,7710	0,40	0,20	Pièce 10 dollars	2050	2050									
Grèce (100 Drachmes)					235,010	235,005	2,65	3,25	Pièce 10 dollars	1285	1285									
Espagne (100 Ptas)					337,800	337,800	382	404	Pièce 5 dollars	765	—									
Portugal (100 Esc.)					70,1500	70,1500	65	74	Pièce 20 pesos	2080	2080									
Danemark (100 Kr.)					78,2200	78,2200	75	84	Pièce 10 florins	424	423									
Norvège (100 Nkr.)					48,8500	48,8500	42,30	40,30												
Suède (100 S.)					1,2200	1,2115	3,90	4,40												
Belgique (100 pes.)					3,3300	3,3750	3	3,75												
Japon (1 \$ ca.)					4,4211	4,4245	4,25	4,70												
Japon (100 ¥)					5,4785	5,4770	5,25	5,60												
									RÈGLEMENT MENSUEL (1)				ABRÉVIATIONS				SYMBOLES			
Lundi até mardi : % de variation 31/12 - Mardi até mercredi : montant du coupon - Mercredi até jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi até vendredi : compensation - Vendredi até samedi : quotité de négociation													B = Bordeaux      L = Lille Ly = Lyon      M = Marseille N = Nancy      Na = Nantes				1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA ■ coupon détaché - ♦ droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent o = offert - d = demandé - / offre réduite - ? demande réduite - # contrat d'animation			

## CARNET

## Décès

— J. Binet, son épouse, ses enfants, et petits-enfants, ont la douleur d'annoncer que

**M<sup>me</sup> Nicole BINET,**  
née Parry,

est décédée, le 5 décembre 1993, munie des sacrements de l'Eglise.

Obsèques le 9 décembre, 15 h 30, en l'église Saint-Saturnin d'Antony.

— Les familles Curmoro, de Curton, Vaysiére, Bidwal, Freser, Sagan, Andrieu, ont l'honneur de faire part du décès de

**M. Emile de CURTON,**  
ancien ambassadeur,

survenu le 30 novembre 1993, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

Le Corail,  
25, boulevard Frank-Pilatte,  
06300 Nices.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**M<sup>me</sup> Madeleine DARMON,**  
docteur ès sciences,

survenue le 7 décembre 1993.

De la part de  
**M<sup>me</sup> Maurice Weinstein,**  
Philippe Weinstein,  
Elodie et Romane,  
M. Olivier Weinstein.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 décembre, à 15 heures, au cimetière du Montparnasse.

Réunion porte principale, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14<sup>e</sup>.

84, avenue Victor-Hugo,  
92100 Boulogne.

— M<sup>me</sup> Robert Goutarel, son épouse, M<sup>me</sup> Elzette Lebouchard, sa sœur,

**M. Philippe Debon,**  
son neveu,  
sa sœur, M<sup>me</sup> Claudine Gaudier,  
sa filleule,

ainsi que ses collaborateurs du CNRS,  
et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Robert GOUTAREL,**  
directeur de recherche honoraire  
au CNRS,

commandeur de l'Ordre  
des Palmes académiques,

survenu à Paris, le 7 décembre 1993,  
dans sa quatre-vingt-cinquième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Geneviève des Grandes-Carrières, 174, rue Champanon, à Paris-18<sup>e</sup>, le jeudi 9 décembre, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Montmartre, dans le caveau de famille.

21, rue Vauvenargues,  
75018 Paris.

— M<sup>me</sup> Roger Grandbois, M. et M<sup>me</sup> Jean Deshayes et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. Roger GRANDBOIS,**  
inspecteur général honoraire  
de l'éducation nationale,

président de la commission Education au développement du Comité français pour l'UNICEF,  
commandeur de l'Ordre d'honneur,  
commandeur de l'Ordre national du Mérite,

commandeur des Palmes académiques,  
croix de guerre 1939-1940.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille remercie particulièrement le professeur Daly et son équipe de l'hôpital du Val-de-Grâce.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le docteur François Rémy, président du comité français pour l'UNICEF,  
Les membres du conseil d'administration du comité français,

Le personnel du comité français, ont la tristesse de faire part du décès de

**Roger GRANDBOIS,**  
inspecteur général  
de l'éducation nationale,

président de la commission Education au développement du comité français de l'UNICEF.

Les obsèques n'ont été célébrées dans la plus stricte intimité.

— On nous prie d'annoncer le décès de

**Elizabeth GRUSON,**  
née Wolf,

survenue le 3 décembre 1993.

De la part de

**André Gruson,**  
son époux,

**Alain et Marlene Gruson,**  
Cécile et Vincent,

ses enfants et petits-enfants,  
Luc et Marika Wolf,

Ginette Gruson,  
son frère et ses belles-sœurs,

Vall Redward,  
sa tante,

David et Tamar Wolf,  
ses cousins,

Et ses nombreux amis.

Rue de Castillon,  
32010 Vers-Pont-du-Gard.

— M. Michel Guérin,  
son époux,

Catherine et Gilles,  
ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Christiane GUÉRIN,**  
née Pory,

survenue le 30 novembre 1993, à Nyons (Drôme).

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

— Nous apprenons le décès de

**Raymond HUGONET,**  
conseiller général de Limours  
(Essonnes),

survenu mardi 7 décembre 1993.

[Né le 18 février 1921 à Paris, Raymond Hugonet, vétérinaire, avait été maire (RPR) de Limours de 1989 à 1993. Il était conseiller général depuis 1982.]

— Sa famille,

Et tous ceux qui l'ont aimé,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Marcel JEAN,**  
acteur et témoin du surréalisme,

peintre, artiste, essayiste,  
historien de la peinture surréaliste,  
commandeur des Arts et des Lettres,

survenu le 4 décembre 1993, à Louveciennes.

Inhumation au cimetière parisien de Pantin, le jeudi 9 décembre, à 10 heures.

[Né en 1900 à La Chapelle-sur-Loire (Maine-et-Loire), Marcel Jean fut élève à l'École des arts décoratifs et enseigna divers métiers avant de partir, en 1924, aux États-Unis comme dessinateur industriel. Dans les années 30, il milia le mouvement surréaliste, et figura régulièrement dans les expositions du groupe, avec des objets. En Hongrie, où il vint de 1933 à 1945, il publia un essai illustré, *Magiciens et écrits divers*, contributions sur les peintres surréalistes et leurs précurseurs. De retour à Paris, il abandonna le projet surréaliste pour se consacrer à la peinture abstraite.]

— On nous prie d'annoncer le décès de

**M<sup>me</sup> Dominique JOHANSON-FRANJU,**  
née Blankawitz,

survenue le 4 décembre 1993, à Paris.

Les obsèques auront lieu le vendredi 10 décembre, à 11 heures, au cimetière de Dourdan (Essonnes).

Cet avis tient lieu de faire-part.

— M<sup>me</sup> Maurice Palacio,  
son épouse,

M. et M<sup>me</sup> Philippe Palacio,  
M<sup>me</sup> Isabelle Palacio et M. Yves Boge,  
ses enfants,

Laurie, Fanny, Florine,  
ses petites-filles,

M. et M<sup>me</sup> Maurice Spitz,  
ses beaux-parents,

Et les membres de la famille,  
ont la douleur de faire part du décès, le 3 décembre 1993, de

**M. Gérard PALACIO.**

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 9 décembre, à 9 h 45, en la collégiale Saint-Martin de Montmorency, où l'on se réunira.

Condolances sur registre.

— M. Guy Salom,  
président-directeur général,  
Le conseil d'administration,  
Le personnel de la société GEC Alstom Stin Industrie,

ont la tristesse de faire part du décès, le 3 décembre 1993, de

**M. Gérard PALACIO,**  
directeur nucléaire industrie  
et services.

— M<sup>me</sup> René-Paul Rigaud,  
Olivier et Nicolas Rigaud,  
Virginie et Laurent Beroti,  
M<sup>me</sup> Odile Rigaud,  
M<sup>me</sup> Lucie Martz,

ont la douleur de faire part du décès de

**M. René-Paul RIGAUD,**

survenu brutalement à Paris, le 3 décembre 1993, à l'âge de cinquante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 9 décembre, à 13 h 45, en l'église Saint-Honoré d'Eylau,

66 bis, avenue Raymond-Poincaré,  
Paris-16<sup>e</sup>.

40, rue Spontini,  
75116 Paris.

5, place Félix-Eboud,  
75012 Paris.

— M. et M<sup>me</sup> Eric Berings,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Odile Roth,

M. Max Roth,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Marc Kieffer,  
leurs enfants et petits-enfants,

M. Edmond Roth  
et sa fille,

Les familles Roth, Roggy et Kohler,  
ont la douleur de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> veuve Joseph ROTH,**  
née Odette Roggy,

leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et parents,

survenue en son domicile, à Paris-6<sup>e</sup>, le 7 décembre 1993, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

« Ses enfants se lèvent et la disent heureuse... »  
« La femme qui craint l'Eternel est celle qui sera louée »

Proverbes, 31, 28-30.

Le service religieux sera célébré le jeudi 9 décembre, à 15 h 45, en l'église réformée de Paris-Luxembourg, 58, rue Madame, à Paris-6<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, Paris-14<sup>e</sup>, dans le caveau de famille.

60, rue Madame,  
75006 Paris.

— Le conseil d'administration,  
Et le personnel du Groupement des Industries de la construction électrique (GICE),

ont le regret de faire part du décès, survenu le 1<sup>er</sup> décembre 1993, de

**M. Roger-Jean TRUPTIL,**  
fondateur du GICE.

— M<sup>me</sup> Pedro Iribarri-Weiller,  
M. et M<sup>me</sup> Paul-Annik Weiller,  
Le comité et la comtesse de la Béraudière  
et leurs enfants,

Le docteur et M<sup>me</sup> Patrice Bernaschon,  
et leurs enfants,

M. Miguel Iribarri,  
M. et M<sup>me</sup> André Correa do Lago,  
Sibilla, Cosima et Domitilla Weiller,  
ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

font part de la mort, à l'âge de cent ans, le 6 décembre 1993, à Genève, du

**commandant Paul-Louis WEILLER,**  
grand-croix de la Légion d'honneur,

membre de l'Institut de France,  
croix de guerre 1914-1918,  
médaille de la Résistance,

commandeur des Arts et des Lettres,  
Military Cross,  
grand-croix  
du Mérite de l'Ordre de Malte,  
grand officier de l'Ordre du grand-duc  
Adolphe de Luxembourg,  
chevalier de la couronne d'Italie,  
commandeur  
des Saints-Maurice-et-Lazare (Italie),  
commandeur du Christ (Portugal),  
commandeur de Saint-Sava  
(Yougoslavie),  
chevalier de l'Aigle blanc  
(Yougoslavie),  
officier de Saint-Alexandre (Bulgarie).

Les obsèques solennelles seront célébrées le vendredi 10 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, à Paris.

L'inhumation aura lieu le samedi 11 décembre, à 12 heures, en l'église des chevaliers de l'Ordre de Malte, à Compègne (Seine-et-Marne).

19, quai des Bergues,  
1201 Genève (Suisse).

(Lire page 16.)

— Les familles Zissmann, Laide,  
Legrand,  
Et leurs amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

**Abraham André ZISSMANN,**

survenu le 3 décembre 1993, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Remerciements

— M<sup>me</sup> Lucienne Brand,  
M. et M<sup>me</sup> Laurent Brand,  
M. et M<sup>me</sup> René Rigaud,

Ainsi que tout le personnel de la société Transbio-Brand,  
très sensibles aux témoignages de sympathie et d'amitié que vous leur avez témoignés lors du décès de

**M. René BRAND,**

vous adressent leurs sincères remerciements.

— Adalbert Vitalyos,  
Claude et Dominique,  
Et toute leur famille,  
profondément touchés par les nombreux témoignages de sympathie reçus lors du décès de

**Jeanne VITALYOS,**

adressent à tous les amis et collègues qui les ont entourés dans leur affliction l'expression de leur vive gratitude.

Messes anniversaires

— Pour le septième anniversaire du rappel à Dieu de l'inoubliable

**Serge LIFAR**

une messe sera célébrée devant sa tombe, au cimetière de Sainte-Geneviève-des-Bois, le mercredi 15 décembre 1993, à 11 heures.

Une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Anniversaires

— Toulouse. Cagnes-sur-Mer. Chercheff. Paris.

Le 8 décembre 1989,

**Bruno CARETTE**

s'en est allé.

« Nos rêves volem només, amb esperança humil, La plenitud eterna de la Rosa, Una suprema eternitat de flor »

— A l'âge de quinze ans, le 9 décembre 1977,

**Fabienne LAVIEC**

ous quittait, au 28, rue des Juifs, Strasbourg.

« La canción, Que nunca diré, Se ha dormido en mis labios, La canción, Que nunca diré »

Federico García-Lorca.

Soutenances de thèses

— Le lundi 13 décembre 1993, à 13 h 30, 9, rue Mahler, Paris-4<sup>e</sup>, M. Christian Godin soutiendra sa thèse de doctorat en philosophie intitulée :

« La totalité. Les arts et la littérature », devant M. François Dagognet, directeur de thèse, et MM. Alain Roger, Bernard Bourgeois et Jean-Jacques Wunenburger, membres du jury.

— M. Inha Jung soutiendra sa thèse pour le doctorat de l'université Paris-I (Paris-Sorbonne) : « L'architecture Robert Camusot (1903-1992) », jeudi 9 décembre 1993, à 15 heures, à la Sorbonne, salle 113.

Conférences

— Collège de France, 11, place Marcel-Berthelot, Paris-5<sup>e</sup>, conférence du séminaire général, jeudi 9 décembre 1993, à 20 h 30, dans la salle 8 :

« L'Ulysse en personne », par Jean-Pierre Vernant, professeur honoraire.

— Conférence-débat : « Ni bien, ni mal : l'individualisme », jeudi 9 décembre 1993, à 20 h 30, avec Alain Finkelkraut, philosophe, et Bruno Frappat, directeur de la rédaction du *Monde*, au temple protestant de l'Étoile, 54, avenue de la Grande-Armée, Paris-17<sup>e</sup>, métro Argentine, RER Étoile.

Entrée libre, libre participation aux frais.

**CARNET DU MONDE**

18, rue Fagel,  
75001 Paris

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Communications diverses : 106 F

Thèmes étudiants : 80 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont capitales et italiques. Minimum 10 lignes.

**JOURNAL OFFICIEL**

Sont publiés au Journal officiel du 8 décembre 1993 :

UN DÉCRET

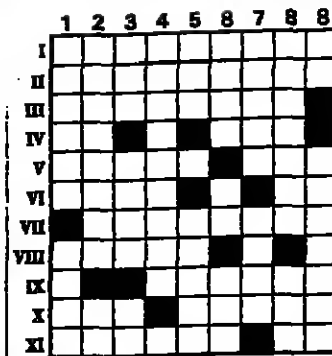
— N° 93-1285 du 6 décembre 1993 portant modification du décret n° 46-448 du 18 mars 1946 portant application des articles 8 et 24 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France;

DES ARRÊTÉS

— Du 1<sup>er</sup> décembre 1993 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

## MOTS CROISÉS

## PROBLÈME N° 6188



## VERTICALEMENT

1. Ne prêtent pas toujours à rire. Quand on n'en est pas, on peut succomber. — 2. Sans parti pris. Une œuvre. — 3. D'un auxiliaire. Qui évoque une production automnale. Conjonction. — 4. Point mort. — 5. N'est donc pas sombre. Ne doivent pas tous être mis au panier. — 6. Partie de la philosophie. Symphonie pour la Cinquième. — 7. Connet bien le Corinthe. Les vieux jours. — 8. Comme une faune aquatique. Mousse quand il est royal. — 9. Préposition. Qui n'a rien d'étonnant.

Solution du problème n° 6187

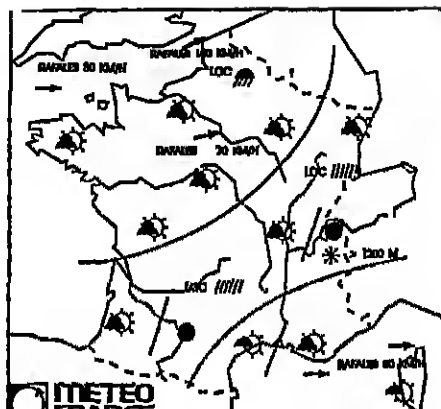
Horizontalement

I. Neigeuses. — II. Assortis. — III. Store. — IV. Li. Anse. — V. Abolis. Ci. — VI. Si. Sion. — VII. Présent. — VIII. Si. Azote. — IX. Lérot. — X. Ote. Avisa. — XI. Wagon. Sur.

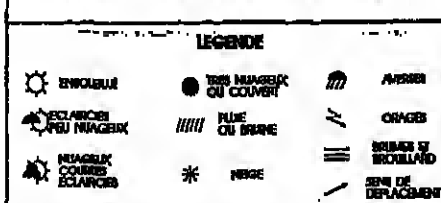
Verticalement

1. Nasseux. Slow. — 2. Est. Piété. — 3. Isoloir. Reg. — 4. Gorille. — 5. Era. Saten. — 6. Ut. Assez. — 7. Sien. Inouïs. — 8. Es. Scott. Su. — 9. Sein. Epar. GUY BROUTY

## MÉTÉOROLOGIE



TEMPS PRÉVU LE JEUDI 9 DÉCEMBRE 1993 VERS MIDI



Jeudi : nuages, pluie et vent. — De la Gironde au Massif Central, Alpes, Jura et jusqu'au Nord-Est, le temps sera couvert le matin. Les pluies qui seront encore assez soutenues, s'atténueront lentement en cours d'après-midi, pour ne plus intéresser que les reliefs en soirée. Il ne gèlera vers 1 200 mètres.

Sur les régions méditerranéennes, les passages nuageux seront nombreux, mais ils ne donneront pas de pluie... Il pourrait même y avoir quelques sympathiques éclaircies.

Partout ailleurs, soit pour une grande moitié nord du pays pour laquelle les pluies auront cessé, le ciel restera néanmoins bien nuageux. Quelques petites ondées ne sont pas exclues, surtout sur les régions côtières du Nord.

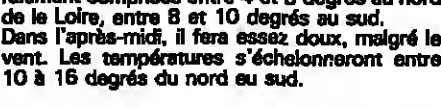
Le vent d'ouest soufflera encore fort sur tout le pays, atteignant parfois 100 km/h en mer, et 80 à 85 km/h dans l'intérieur.

Au lever du jour, les températures seront généralement comprises entre 4 et 8 degrés au nord de la Loire, entre 8 et 10 degrés au sud.

Dans l'après-midi, il fera assez doux, malgré le vent. Les températures s'échelonneront entre 10 à 15 degrés du nord au sud.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 10 DÉCEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en italique sont capitales et italiques. Minimum 10 lignes.

18, rue Fagel,  
75001 Paris

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96



## DANIEL SCHNEIDERMAN

هنا امر الاصل



# ARTS • SPECTACLES



« SMOKING/NO SMOKING », DEUX FILMS D'ALAIN RESNAIS

TANDIS que défilent sur l'écran les dessins colorés et hyperrealistes de Floch, une voix off et paisible les commente: « Nous sommes en Angleterre au cœur du Yorkshire. » La voix et les dessins précèdent que dans le village de Hutton-Boscel il y a une église, un cimetière, un restaurant indien et une école. Des habitants aussi, dont on présente quelques spécimens, toujours en dessins. Le directeur de l'école, Toby Teasdale, et la sous-directrice à chignon, Irène Pridworthy. Célia, la brune épouse de Toby, et sa mère Joséphine. Miles Coombes, le meilleur ami de Toby, et sa femme, l'incendiaire Rowena. Lionel Hepplewick enfin, le gardien de l'école, dont le père, Joe Hepplewick, est le barde cheu du village, et Sylvie Bell, employée chez les Teasdale. Après ce prologue benoît, démarre sur un rythme infernal de vaudeville pervers une aventure sans précédent, un voyage dans l'inconnu où l'on s'embarque vaguement méfiant, pour se retrouver presque aussitôt, toutes défenses abolies, dans un état mêlé de jubilation et de mélancolie, au bord du vertige. *Smoking/No Smoking* est l'adaptation (brillamment dialoguée dans une « anglicitude » réinventée par Jean-Pierre Baer et Agnès Diaoui, auteurs heureux de *Cuisines et dépendances*) d'une « orgie de théâtre » du dramaturge anglais Alan Ayckbourn (voir page suivante), huit pièces intimement imbriquées formant un tout, jouant sur l'altéatoire du quotidien, sur l'imprévisible bifurcation des destins humains soumis aux facéties de l'impondérable: « Je prends cette cigarette ou bien je ne la prends pas? » *Smoking*, ou *no smoking?*...

La pièce, tel un arbre aux huit branches proliférantes (et comportant seize fins), est bâtie sur un implacable rythme quinaire, les événements se succédant à cinq secondes, cinq jours, cinq semaines ou cinq ans d'intervalle. Ayckbourn a d'ailleurs jugé bon de tracer un diagramme afin de visualiser les péripéties infatigables d'*Intimate Exchanges* (titre anglais de *Smoking/No Smoking*). Et voilà qu'Alain Resnais, y trouvant de quoi alimenter sa permanente et féconde méditation sur les inconstances temporelles, s'en empare avec une délectation téméraire et réussit l'impossible: porter au cinéma le comble de la théâtralité en conservant ce qui fait le prix irremplaçable du spectacle vivant, le danger. Tout en signant, avec ce monument d'artifice revendiqué, de conventions et de contraintes assumées, tourné entièrement en studio dans les extraordinaires décors d'extérieur signés comme d'habitude par Jacques Saulnier, un (deux) film(s) hautement personnel(s) et totalement réjouissant(s). Mais des films où la réalité attrape parfois la fantaisie à la gorge et qui débouchent, au détour d'un épisode anodin, sur des émotions insolites, de fugitifs désespoirs. Il n'y est question, finalement, que de frustrations, de déceptions, de vies gâchées, d'ambitions en jachère. Et l'on rit.

On rit surtout dans un décor récurrent où tout se conclut sans cesse et se dénoue encore, un décor de cimetière. Mystérieuse promesse. Car non seulement mais encore... les cinq rôles féminins, Célia comme Rowena, Sylvie, Joséphine ainsi qu'Irène, sont tous joués par Sabine Azéma, et, pour incarner les personnages masculins, le velléitaire Lionel, Miles l'indécis, le pathétique (et alcoolique) Toby et le vieux Joe, c'est Pierre Arditi qui

## IMPOSSIBLE N'EST PAS RESNAIS

« *Smoking/No Smoking* »: soit deux films d'une durée respective de 140 et 145 minutes. Leur sortie simultanée est programmée pour le 15 décembre dans soixante salles françaises. A Paris, ils seront projetés dans quatorze salles - sept fois deux dans un même complexe. Ce dispositif permettra de voir les films l'un après l'autre. Et inversement.

s'est mis en quatre. Impossible, encore une fois? Incroyablement confortable, tonique, crédible, au contraire. La performance est si troublante qu'on en oublie la performance. Tout au long des films, ils ne sont jamais - et pour cause - que deux à la fois sur l'écran. Formidable pari tenu sans concessions, avec des scènes d'anthologie: un dîner pour quatre, on attend les convives manquants, évidemment ils n'arrivent pas, on les attend quand même! Des scènes qui dérapent parfois vers la folie furieuse, le burlesque déchirant: ainsi celle où Célia, responsable d'un goûter champêtre, déstabilisée par la trahison de muffins récalcitrants, perd la tête, voit ses convives transformés en animaux en peluche, et finit sous la table ficelée dans une nappes après avoir mordu le mollet de Miles...

Azéma et Arditi ont déjà cohabité trois fois chez Resnais (*La vie est un roman*, *L'Amour à mort*, *Mélo*), et Pierre Arditi est apparu aussi dans *Mon oncle d'Amérique*, en prime. Cette double complicité - entre eux et avec Resnais - donne à l'entreprise son poids de confiance folle, d'audace irraisonnée. Les Frégoli triomphants de *Smoking/No Smoking* sont comme des trapézistes volants qui savent que leur « porteur » ne les lâchera jamais. Il leur suffit alors de peu de chose pour alimenter leur génie versatile, de légères variations de phrasé, des modifications physiques nécessaires et suffisantes, postiches discrets, pas de grimages outranciers, appui logistique des costumes ethnogags de la Britannique Jackie Budin, ainsi chaque femme a sa couleur. Syl-

vie - tellement nature - est tout à fait verte, de ses bottes en plastique à sa minijupe volante, Rowena l'allumée - est abondamment rouge, de sa garde-robe flamboyante à la pointe de ses cheveux teints...

Mais que seraient ces appuis extérieurs sans la communicative sympathie d'Azéma et Arditi (c'est ainsi que Resnais les appelle, sans prénom de valeureux soldats) pour les personnages, tous les personnages, leurs modestes faiblesses, leurs piètres soubresauts sentimentaux. Une petite histoire, à ce sujet. Il y a quelques semaines, une séance de photos devait être organisée pour alimenter le dossier de presse. Les comédiens réendossent les attributs de leurs rôles. On prend les clichés. Inutilisables. Azéma et Arditi y apparaissent invariablement eux-mêmes, malgré les perruques, le maquillage. Ils ont abandonné les âmes de Célia et de Toby, de Rowena et de Miles, de Lionel et de Sylvie avec la fin du tournage. Quel film faudra-t-il aller voir en premier? Il y a à parier que les cartésiens spontanés qui commenceront par *Smoking* (plus noir, plus fou avec un Pierre Arditi en Toby de plus en plus opaque, lézardé, émouvant) s'opposeront radicalement aux anarchistes éveillés qui commenceront par *No Smoking* (plus léger, plus gai), car les deux clans auront de solides arguments pour justifier leur choix... La bande-annonce qui passe actuellement dans les salles prend en compte ce joyeux dilemme. On voit un couple se disputer, l'homme veut aller voir *Smoking*, la femme *No Smoking*. Aucun ne veut céder, ils entrent dans l'une des salles en se chamaillant; le couple est interprété par Sabine Azéma et Pierre Arditi...

Au fait, qu'est-ce que *Smoking/No Smoking*? La première expérience interactive de l'histoire du cinéma? Un délire mathématique dissimulé sous les oripeaux rassurants d'une « sitcom » détournée? Non, il s'agit bien de deux films d'Alain Resnais, désopilants et désenchantés. Avec un grain de Lubitsch et un zeste de Guitry, ils appartiennent totalement à son œuvre, à son univers mental, malgré leur apparente soumission à la tentaculaire autorité d'Alan Ayckbourn. Resnais a toujours été fasciné par les formes nouvelles de construction dramatique et jamais effrayé par une pléthore d'éléments à ordonner. François Thomas, dans son livre *L'Atelier d'Alain Resnais* (Flammarion), rappelle que Jacques Sternberg parlait, au sujet des matériaux qu'ils avaient réunis pour *Je t'aime, je t'aime*, d'une « montagne de spaghetti » et David Mercer, évoquant ceux qu'il proposait pour *Providence*, d'un « cimetière de voitures ». Décors et costumes en permanente métamorphose, servant à se repérer dans le labyrinthe de l'action, *Smoking/No Smoking*? Non, il y a trente-cinq ans, l'Année dernière à Marienbad... Et le « et caetera » de la fin de *La vie est un roman* ne pourrait-il servir d'écho au « ou bien » de *Smoking/No Smoking*? Tout comme les pulsions, impulsions des petits bourgeois anglais ramènent aux agressivités programmées des bourgeois français étudiées par Henri Laborit dans *Mon oncle d'Amérique*... Souvent, Alain Resnais répète, avec une certaine conviction: « Je ne suis pas un auteur. » Qui le serait, sinon lui?

DANIELE HEYMANN  
Lire notre article page 11.

Ce panoramique de Floch, auteur de bandes dessinées connu pour ses albums « british » (*le Rendez-vous de Seven Oaks*, *A la recherche de sir Malcolm*, *Une trilogie anglaise*) représente la seule occasion de rencontrer ensemble tous les personnages de *Smoking* et *No Smoking*. Il rend parfaitement compte de la diversité des caractères, et par conséquent de la qualité des performances de Sabine Azéma et Pierre Arditi.

### PHOTO Assia femme modèle

PAGE III

Celle qui fut Kiki de Montparnasse, la muse de tous les grands photographes de l'entre-deux-guerres, redécouverte à Mont-de-Marsen; Eli Loter, le dandy, l'aventurier, l'inconnu, ressorti des cartons à Beaubourg; les *Documents de la modernité*: une anthologie-livre sur la période la plus riche de la photographie. Trois événements autour du mouvement moderniste.

### ARTS Les 20 ans du CAPC

PAGES IV et V

Le Centre d'arts plastiques contemporain de Bordeaux fête ses vingt ans. Jean-Louis Froment, patron ambideux et charismatique qui a porté l'événement depuis ses débuts en 1973, se souvient des différentes étapes qui ont fait du CAPC un des lieux d'exposition français les plus importants.

### DISQUES Les raretés de VAI-Audio

PAGE X

La totalité des interprétations d'Albeniz, Granados, Joaquim Malats, Frank Marshall et Rosita Renard: l'éditeur nord-américain VAI-Audio réédite ces raretés que les collectionneurs s'arrachent autrefois sur microsilicon. Enfin disponibles également, des incunables de Josef Hofmann et d'Ossip Gabrilovitch.

# CINÉMA

RENCONTRE AVEC ALAIN RESNAIS

QUELQUES jours avant la sortie de *Smoking* et de *No Smoking*, Alain Resnais a cette expression anxieuse de l'homme qui s'apprête à partir en voyage, mais n'est pas sûr de ne pas avoir perdu son billet. A la fois chaleureux et distant, méticuleux et distrait, il commente les toutes premières projections d'une voix navrée : « C'est un miracle. » Non, observe-t-on, c'est un succès. Le mot le gifle, il préfère corriger : « C'est un mystère. Dans ces films, on ne peut s'accrocher qu'à un phénomène d'identification-répulsion, et ce va-et-vient de sympathie-antipathie finit par créer un mouvement. On se prend au piège, on se dit : je ne serai jamais aussi bête, aussi naïf, aussi sentimental que ce personnage. Et puis, tout à coup, une réplique arrive, et on est obligé de se dire qu'on n'est pas plus malin que lui. Oui, c'est vrai, il y a là un côté roman-photo, bien qu'on attache habituellement un sens péjoratif au genre, ce qui n'est pas le cas ici. J'ai passé mon temps à puiser dans les clichés, à tenter de les réinventer sans cesser d'en montrer l'efficacité. »

Il y a longtemps qu'Alain Resnais suit Alan Ayckbourn « avec gourmandise ». Depuis 1972. Mais pas dans l'idée de tourner un film adapté de l'une de ses nombreuses pièces. En 1986, pourtant, il s'approche du théâtre avec *Mélo*, d'après Henry Bernstein. Parce qu'il n'a pas pu voir la pièce étant enfant, « trop immoral pour la famille Resnais », et que saisi par la nostalgie de l'avoir pas pu applaudir ensemble sur scène Pierre Blanchard et Charles Boyer, il décide « de se payer Mélo pour lui ». Plus tard, il commencera son pèlerinage annuel à Scarborough, où Ayckbourn crée ses pièces dans son propre théâtre en rond. « Scarborough, dit-il, devenait un peu mon Bayreuth. Je ne me suis pas fait connaître, de toute façon je pense qu'Ayckbourn ne me connaissait pas. J'avais demandé à un de ses acteurs rencontrés dans le hall si beaucoup de Français venaient. Il m'avait répondu que j'étais le premier. Je savais qu'Ayckbourn n'aimait pas qu'on lui demande les droits cinématographiques de ses pièces, il n'avait accepté qu'une seule fois, avec un Américain. Et il n'avait pas été content. » Il y a deux ans, Resnais travaillait sur deux ou trois projets à la fois, comme à son habitude, avec Jean Cosmos, avec Remo Forlani, il avait gardé longtemps sans la lire, dans sa bibliothèque, *Intimate Exchanges*, parce que la brochure était épaisse, et que de toute façon, il ne songeait pas à revenir vers le théâtre après *Mélo*.

Mais voilà, il est là « devant Saint Mary Church, sur les hauteurs de Scarborough, assis sur un banc de pierre, en plein air », il lit enfin la pièce à huit têtes. Le banc de pierre, plus tard, serait importé d'Angleterre comme bien d'autres choses et serait placé devant l'église que construisait Jacques Saulnier, « Mon premier élan m'a porté à ne voir dans *Intimate Exchanges* que la virtuosité, la complexité, mais bientôt je me suis laissé aller à la séduction de cette construction qui comportait une manipulation du temps, j'ai sûrement été très marqué par l'inconnue d'Armand Salacrou, par le jour se lève de Jacques Viot, Carné et Prévert. Contraster, dilater le temps, un matériau idéal pour le cinéma. »

Très vite, la difficulté de l'équation à résoudre apparaît à Resnais, les lois du théâtre d'Ayckbourn ne peuvent pas s'appliquer au cinéma, pas plus que la façon dont il a l'intention de filmer sa pièce ne pourrait être représentée au théâtre. « On en revient toujours à l'enfance, dit-il, un des grands chocs de ma vie a été 42 Rue de Busby Berkeley, ça commence comme un spectacle de music-hall normal, et ce n'est que dix minutes plus tard que je me suis dit, on ne pourrait pas le faire au théâtre, qu'est-ce qui se passe ? Oh suis-je ? » Il se met au travail, d'abord avec les grands sous-titres Anne et Georges Dutter qui traduisent la pièce, avant que n'interviennent pour l'adaptation les providentiels Djacobi-Bacri, choisis pour titre... français, *Smoking/No Smoking*, parce qu'il ne peut être qu'anglais, et décide de supprimer « deux branches sur les huit principales, l'une tournant autour d'un match de cricket hors champ, et l'autre concernant une pièce pseudo-médiévale et en vers que l'on jouait pendant la fête champêtre. »

Le pari fou de faire jouer tous les rôles par deux comédiens seulement a-t-il été pris très tôt ? Alain Res-

## LA CIGARETTE DU DIABLE



nais se réfère à un texte de Dieu le père, autrement dit Ayckbourn, indiquant qu'*Intimate Exchanges* pouvait être joué par petits morceaux ou en bloc, par un comédien ou dix si nécessaire, mais que, quel que soit le parti choisi, il exigeait que soit antité dans le programme que, à l'origine, la pièce avait été écrite pour deux comédiens, afin que le spectateur « sache ce qu'il avait perdu. »

Le choix de Sabine Azéma et de Pierre Arditi, la décision initiale étant prise, semblait aller de soi... « C'est venu assez vite, mais après vérification, j'avais peur de tomber dans un piège, parce que nous nous connaissions. Dans mon cahier où je consigne les noms des comédiens que je remarque, dans les annuaires, j'ai cherché tous les acteurs entre trente et quarante ans. Même en cherchant, je n'ai pas trouvé. Il faut dire qu'entre l'éventail très large de leur jeu Azéma et Arditi avaient des atouts supplémentaires. Azéma était allée en Angleterre assister à des représentations d'Ayckbourn et Arditi avait lui-même joué Ayckbourn à Paris, une pièce que je suis allé voir... le lendemain de la dernière. »

Il n'y a donc pas eu de problème dans le choix des comédiens ; en revanche, il y a eu compétition entre deux équipes de maquillage. Ça a été un choix très important, très douloureux. La première option était de rendre les acteurs vraiment méconnaissables, de les transformer totalement pour chaque rôle, il y a eu des photos, des essais. Les acteurs étaient pour, le producteur aussi, on me disait que si je n'acceptais pas cette transformation radicale personne ne croirait au postulat, les gens ne resteraient pas dix minutes dans la salle. Et puis, on s'est arrêté à l'autre solution, plus discrète, plus douce, plus audacieuse aussi. On a osé demander au spectateur de rentrer dans le jeu, de se rendre compte que ce n'était pas le même personnage, mais que c'était le même acteur. »

Les costumes aident... Alain Resnais, aussitôt, rend grâce à son jeune producteur, Bruno Pesery, qui a permis qu'on aille acheter la plupart des vêtements sur les marchés du Yorkshire... D'où l'authenticité. Alain Resnais avait aussi demandé que soit convoqué un mouton noir (anglais). Il arriva avec sa famille dans le décor de la faïence et sa prestation se révéla décevante. « Le mouton n'était pas de même avec nous » fut le commentaire de Resnais. Bruno Pesery est maigre, un peu taciturne, il ressemble à Don Quichotte et ce n'est pas usurpé. Le budget de *Smoking/No Smoking* « tuteur » tout de même, comme il dit, les 50 millions de francs ; cela représentait deux ans de travail, cinq mois de répétitions, cinq mois de tournage. De sa voix pâle, il précise qu'au stade de la post-production l'ingénieur du son est allé enregistrer des « sons seuls » de l'autre côté de la Manche, cris d'enfants, tondeuse à gazon (anglais), sans oublier les cris de mouettes. Avec accent. Anglais.

L'entrée de Bruno Pesery dans la production s'est faite avec le *Pas suspendu de la cigogne* d'Angelopolous, beau film prémonitoire sur la tragédie des frontières. Tonitruant baptême du feu : pendant des semaines, un

pape intégriste, jugeant le sujet sacrilège, non content d'excommunier toute l'équipe, dont Jeanne Moreau et Marcello Mastroianni, au fin fond de l'hiver grec, avait fait diffuser par haut-parleurs des musiques militaires afin d'empêcher le tournage.

Comment Alain Resnais a-t-il traité techniquement les difficultés de la réalisation de *Smoking/No Smoking* ? Il ne faut pas compter sur lui pour une réponse désinvolte. « Beaucoup de plans séquences, qui ne sont pas forcément des plans longs, mais des plans où, sans colères, on va dans plusieurs endroits. Là il y en a de très courts, d'autres qui vont jusqu'à la bobine entière, soit neuf minutes, avec de nombreux mouvements d'appareil. Et des changements de lumière, des choses comme ça, dont j'espère qu'elles ne se verront pas... Le chef opérateur, Renato Berta, allait sans cesse à gauche et à droite, nous avions une équipe de machinistes très entraînés, et les acteurs avaient ainsi une grande liberté. »

Alain Resnais explique aussi que toutes les scènes appartenant à un même décor ont été tournées dans la continuité, et qu'ainsi le cimetière, passage forcé de toutes les « terminaisons nerveuses » des rameaux de chaque pièce, a vu se succéder au fil des jours, comme dans la vie, baptêmes, mariages, enterrements, sans compter quelques ruptures entre les tombes. Assez éprouvant. Sabine Azéma expliquait bien, pendant le tournage, l'extraordinaire prégnance des décors de Jacques Saulnier. Ce jour-là, sur la faïence, « une faïence presque beckettienne », disait Pierre Arditi (qui n'allait pas tarder d'en choir), elle « était » Sylvie, blonde, mutine, un peu écorchée. « Tout le monde est plus gentil avec moi quand j'ai ma perruque blonde, mais il y a certains personnages que j'ai envie de quitter très vite. L'autre jour, il y avait ce décor de golf, une tache de soleil dans un arbre, j'avais envie de pliquer-niquer dans l'herbe, dont une grande partie était réelle. Mais ce n'était que ma mémoire d'air pur qui fonctionnait, on était dehors, mais enfermés, le décor leurait nos corps... »

Alain Resnais dira encore que la polémique autour du GATT l'agace, parce qu'elle se polarise sur Spielberg, dont il préfère les « films basés sur ses sensations d'enfance à ses films adultes, mais si on défend le cinéma d'auteur, il faut aussi défendre Spielberg, car c'en est un ». Quels sont ses sentiments sur ses films anciens à lui ? « Un sentiment de gêne. Bien sûr, ce ne sont que les défauts qui restent, comme un remords. Et puis les films, ils ne survivent jamais dans la bonne copie... Je pense à la phrase de Renoir : quand on tourne un film, il faut le faire de faire de belles ruines. » Avec de ses films ne trouve-t-il grâce à ses yeux ? « Non, non, dit-il, même de vous en parler, ça me gêne, j'aurais voulu en faire tellement plus. Il doit y en avoir quinze ou seize. Il n'y en a pas assez. Pas assez. »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

## Ayckbourn ou « la démence théâtrale »

Dramaturge d'une fécondité sans faille, l'auteur de *Smoking/No Smoking* est aussi totalement britannique que son œuvre. Arrivant en deuxième place des auteurs les plus joués en Angleterre, juste après Shakespeare, il crée ses comédies dans son propre théâtre situé à Scarborough, petite station balnéaire du Yorkshire qui ressemble comme une sœur au décor de *Smoking/No Smoking*. Alan Ayckbourn aime le rock'n'roll, Buster Keaton, et le cricket évidemment.

SHAKESPEARE n'a écrit que trente-sept pièces, Alan Ayckbourn quarante-quatre. Il vient en seconde position parmi les auteurs les plus joués en Grande-Bretagne, derrière Shakespeare, justement. A l'âge de cinquante-quatre ans, doté d'une santé éton-

nante, il dirige sans aucun signe de faiblesse son petit théâtre de Scarborough, station balnéaire sur la côte nord du Yorkshire. C'est là que lui-même crée ses comédies.

Le point de départ du film d'Alain Resnais est une suite de pièces datant de 1984, *Intimate Exchanges*, qualifiées par Ayckbourn lui-même de « démence théâtrale ». Ce sont huit scénarios pour deux acteurs, chacun comportant des déroulements alternatifs, ce qui aboutit à seize versions et trente et une scènes, jouées pendant plusieurs mois (en alternance) à l'Ambassadors de Londres, par Lavinia Bertram et Robin Herford, deux de ses interprètes fétiches.

Ce méli-mélo d'intrigues, dont la complexité mathématique était représentée dans le programme par un dessin moléculaire, se situe autour et à l'intérieur de l'Ecole primaire Bilbury Lodge. Tout part de la décision d'une jeune femme, tentée d'abandonner - ou non - sa première cigarette de la journée. Par là à une épopée wagnérienne, ce mini-

ring trace la graphique de la vie et de l'amour, autour du directeur de l'école, un alcoolique. De sa femme. Du gardien de l'école. D'une villageoise, aide-ménagère. Et autres personnages de la même veine.

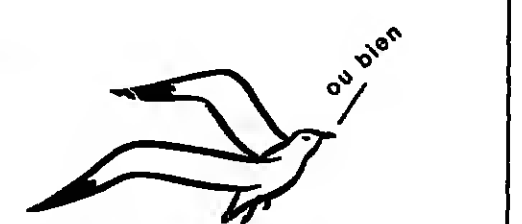
Longtemps, Ayckbourn a été méprisé, accusé d'être un auteur de « boulevard tendance réactionnaire ». Puis, sa réputation a grandi en même temps que le pessimisme de ses comédies. Le metteur en scène Peter Hall parle de lui comme du Molière anglais, tandis que les critiques détectent une trace de la profondeur émotionnelle ibésérienne, et dans ses sombres scénarios banlieusards - où les familles réunies pour des repas de fêtes et d'anniversaire se déchirent - un pouvoir rédempteur.

Sa dernière pièce présentée à Londres, *Time of my Life*, est une comédie implacable, qui mêle présent, passé,

futur. Elle se passe dans un restaurant pendant un anniversaire gâché par la mort et des révélations d'infidélité. Il est étonnant de rappeler que, même il y a vingt ans, Ayckbourn ne cherchait pas non plus à simplement faire rire. *Absurd Person Singular* (1972) traitait, dans le style farce, de la misère et d'un suicide le jour de Noël.

L'ingéniosité technique d'Ayckbourn a peut-être atteint son apogée avec *Intimate Exchanges*. Mais sa virtuosité dans la composition s'était déjà manifestée. Ainsi, avec *Woman in Mind* (1986), portrait d'une ménagère au comble de la frustration sexuelle, qui, seule sur sa pelouse, fantasme à propos de famille. Ou avec *Taking Steps* (1979), l'histoire de deux familles qui occupent ensemble un grenier, une chambre, et deux escaliers.

Ayckbourn reconnaît que ses pièces sont devenues non seulement plus noires, mais aussi plus sociales et politiques, plus proches de « l'état de la nation ». *Way Upstream*, par exemple (1981) - qu'il définit comme une « fable sur la mal » - est une sorte de *Maison des esprits* brisée moderne. La Grande-Bretagne y est représentée par un yacht de croisière qui se dirige à travers les lignes ennemies vers le Pont Armageddon. Dans *A Chorus of*



Disapproval (1984), une veuve solitaire, comme dans une intrigue de feuilleton, s'enrichit en se soumettant aux pouvoirs avilissants de la convoitise et de la promiscuité. Et dans *Henceforward* (1987), satire des victimes de la technologie, la héros habite un bunker entièrement informatisé, et communique plus facilement avec un androïde qu'avec sa famille.

La productivité incessante d'Ayckbourn trouve une explication dans une carrière sans heurt à Scarborough et les activités permanentes de son théâtre. La jauge est de trois cents places, mais son projet d'y adjoindre un cinéma désaffecté ayant été accepté, il disposera bientôt de quatre cents fauteuils, de bureaux, d'une salle de répétitions.

Ayckbourn vit depuis vingt ans avec la comédienne Heather Stoner, sans avoir divorcé de sa femme. Tous trois, comme dans ses pièces, demeurent « bons amis ». « Nous ne voulons pas perturber le statu-quo » déclare miss Stoner. Il a deux grands fils, mène une existence tranquille, s'adonne à ses obsessions : la cricket et la musique rock (Led Zeppelin, Eric Clapton et les Pink Floyd sont ses préférés). Grand admirateur de Buster Keaton et de Stephen Sondheim, l'auteur de comédies musicales américaines, il habite un ancien presbytère victorien en bord de mer, exproprié de Stephen Joseph, l'ex-directeur de son théâtre, qui, le premier, l'encouragea à écrire. Comme nombre de dramaturges britanniques, Ayckbourn a fait ses débuts à la BBC, et garde ses habitudes, il médite sur sa prochaine pièce durant des semaines et des mois, écrit rapidement, généralement une fois les affiches imprimées et le location ouverte.

Ses pièces sont rarement bien reçues aux États-Unis, car elles explorent les coutumes, les idiomes et les rythmes d'une certaine classe anglaise. Il a, en ce domaine, une oreille très musicale. Ces dernières années, son pessimisme lui a servi de recommandation pour les théâtres allemands, où son œuvre est considérée comme un macabre témoignage des inquiétudes du capitalisme.

MICHAEL COVENEY

Ecoutez voir

THEATRE DE SURESNES JEAN VILAR

### GOSPEL

Marion Williams & The No Name Gospel Singers

Ven 17, sam 18 décembre - 21h  
RESERVATIONS : 46 97 98 10

هكذا من الأمل



## TROIS ÉVÉNEMENTS AUTOUR DU MOUVEMENT MODERNISTE PHOTO

LA FEMME  
LE MODÈLE  
ET LE PHOTOGRAPHE

Les modernes ont révolutionné la photographie dans les années 20-30, par le cadrage, une radicalité des sujets et des propos. Par leurs liens étroits avec les avant-gardes en Europe. Un livre-somme retrace l'histoire de ceux qui « voyaient » le monde autrement. A Mont-de-Marsan, une superbe exposition autour d'Assia, modèle-culte des photographes dans les années 30, montre la diversité des regards. A Beaubourg, une autre met l'accent sur le méconnu Eli Lotar. Retour, en trois événements, sur une période-clé de la photographie.

C'EST vraiment une belle femme, aux cheveux blonds et bouclés, des seins splendides, accrochés légèrement bas, une taille fine et des hanches généreuses, des fesses rondes, des jambes bien proportionnées, une peau qui accroche la lumière. Elle a fière allure, le regard enjonné, la pose naturelle, le mouvement spontané. Une vraie beauté moderne. Poser nue ne lui posait pas de problème et elle acceptait, phénomène rare dans les années 30, de montrer son visage. Assia Granatouroff, jeune fille originaire d'Ukraine, avait donc tout pour devenir le modèle préféré des grands photographes de l'époque moderniste. Assia le devint, à l'insu de sa famille. « Il n'était plus manqué qu'elle s'appellât Ginette! », écrit avec humour l'historien et galeriste Christian Bouqueret, à propos de cette jeune fille de bonne famille, qu'il a admirée sur des tirages et remarquée dans les magazines de l'époque au point d'en faire l'unique « actrice » - et sujet - d'une exposition.

L'idée est si lumineuse qu'on se demande comment personne n'y avait pensé avant. Assia est à la photographie ce que Kiki de Montparnasse est à la peinture (Kiki eut la désagréable surprise de voir un jour débarquer sa mère dans l'atelier et lui hurler qu'elle était « une ignoble pute »). Assia se faisait payer cher - pour financer ses cours de comédie - et opérait un tri sévère entre les photographes. Choix judicieux : Germaine Krull, Ery Landau, Dora Maar, Harry O. Meerson, Jean Moral, Roger Parry, Rogi André, Roger Schall, Emmanuel Sougez, M. P. Verneuil, Alban, Laure Albin-Guillot, Aurel Bauh, Rémy Duval, Nora Dumas. Les peintres Kisting, Van Dongen, Warquier ou Derain, l'ont également choisie pour modèle, tout comme les sculpteurs Maillol ou Despiau. « Les épaules sont égyptiennes, le bassin est grec », s'est émerveillé ce dernier.

Exposer soixante-dix nus d'un seul modèle peut sembler fastidieux. Ce n'est pas le cas. Par la variété des regards, on peut lire dans ce corps harmonieux une histoire de la photographie des années 30 : « Une réflexion sur la matière, les formes, le cadrage, la lumière et même la disparition avec des nus blancs », affirme Christian Bouqueret. Est-ce bien la même femme ? Les seins sont imposants puis menus, le nombril effacé au gros comme une coupole sombre, les courbes fines ou marquées, la peau diaphane ou noire, le corps parfaitement contrôlé par Sougez, fuyant chez Laure Albin Guilloit, expressionniste chez Roger Schall. Comme d'autres, plus que d'autres, Roger Schall joue fortement avec les ombres. Les poses sont à l'opposé des « gestes » académiques - candeur, frayeur, soumission - du début du siècle. « Assia est l'archétype de la nouvelle femme : émancipée et fière d'afficher son corps », affirme Christian Bouqueret qui voit aussi dans ces formes libérées, la vogue pour le plein air et les auberges de jeunesse.

Assia est également un « modèle générique » de la photographie des années 30. Au même titre que le pont transbordeur de Marseille, un mâle de villier, la tour Eiffel. Nombre de photographes ont d'ailleurs écarté le visage pour se concentrer sur ce corps-matériel. Il n'y a pas une once de vulgarité, pas une pose agaçante et surtout aucune image sexy ou glamour. Et pourtant Ery Landau occupe la moitié du cadre avec les fesses ou dépose soigneusement des auroles de lumière sur les seins. Des « photos d'art », signées dans les magazines, où elle était perçue comme telles. Des photos qui s'inscrivent dans un incroyable développement du nu dans les revues, périodiques, galeries et même



DORA MAAR, TITRE DU CATALOGUE DE L'EXPOSITION « ASSIA, SUBLINE MODÈLE ».

salons à cette époque. « La photo de nu était au service de la pornographie ou des peintres, ici elle gagne son autonomie », constate Christian Bouqueret.

Cette exposition permet également de soulever de multiples questions sur le modèle en photographie, questions brillamment analysées par Christian Bouqueret dans un catalogue remarquable, riche de références - et pas cher. Notamment : quelle est la part du modèle dans la réalisation de l'image ? « Cette question du modèle est occultée dans l'histoire de la photographie. Le sujet, même lorsqu'il est une personne, est toujours considéré comme un objet. Comme s'il s'agissait de peinture. Or, le modèle est éminemment présent. » Modèle et non mannequin, Assia savait bouger et son « intervention » n'était pas étrangère au résultat. C'est d'ailleurs pour ça que les photographes la convoitaient. Qui reprendra à Paris ce projet, le plus intelligent vu depuis longtemps ?

MICHEL GUERRIN

\* Assia, sublime modèle », Musée Despiou-Wilrick, rue Marguerite de Navarre, 40000, Mont-de-Marsan. Tél. : 58-75-00-45. L'exposition ira ensuite au Musée des beaux-arts de Calais (22 janvier-28 mars) puis au Musée Sainte-Croix de Poitiers (12 avril-12 juin). Catalogue, textes de Christian Bouqueret et d'Elisabeth Lebon, 128 pages, 90 francs.

## Eli Lotar, le dandy

ÉTRANGE personnage que est Eli Lotar, photographe méconnu, dont le nom apparaît dès que l'on aborde la photographie française des années 30. Le surréaliste Jacques-André Boiffard était son ami et Germaine Krull sa compagne. On sait qu'il a fréquenté Cartier-Bresson, Artaud, Vitrac, a travaillé avec Joris Ivens, les frères Prévert, Yves Allégret et Bunuel. Mais lui, qui était-il ? Une exposition et un catalogue publié par le Centre Pompidou permettent de cerner l'homme et le photographe. Ce n'était pas un maître, juste un amateur doué, un aventurier tenté par le monde et les idées radicales, un dandy séducteur passionné par les femmes, la mer et la vie nocturne. Et les avant-gardes. Il n'a vraiment photographié que pendant cinq années (1927-1932) avant de flirter avec le cinéma et le théâtre. Il finira sans le sou, presque à la rue, tiré d'affaire par Alberto Giacometti, qui le prendra comme modèle.

Lotar est représentatif de cette génération plus portée par l'époque - le modernisme dans sa variété surréaliste - que par un talent singulier. On retrouve dans ses images la plupart des stéréotypes modernistes : cadrages vus d'en haut (rues et port de Paris, volière), contre-plongées (mât), éloges de l'objet industriel (benne, isolateur), abstractions (fil, rail) et insouciens dans le surréalisme (hôpital des Quinze-Vingts). Mais il est jugé suffisamment représentatif pour être l'un des rares Français invités à l'exposition désormais mythique « Film und Foto » de Stuttgart en 1928.

Fils d'un poète roumain, Eli Lotar est né le 30 janvier 1905 à Paris. Il a grandi à Bucarest et s'installe en

France en 1924. Il rencontre la photographe Germaine Krull deux ans plus tard. Celle-ci a déjà publié *Métal*, un des manifestes du modernisme. Lotar devient son assistant et son ami, ils photographient côte à côte, réalisent ensemble des montages photographiques et, bien sûr, fréquentent les mêmes avant-gardes. D'Eli Lotar, Germaine Krull dira qu'« il apprend très vite ». Ses photos sont effet publiées dans la grande presse, dans *Vu* notamment.

C'est justement en épluchant cette presse que les commissaires de l'exposition, Annie Lionnet-Marie et Alain Sayag, ont en partie reconstitué l'œuvre de Lotar, et l'ont distinguée de celle de Krull. « Il y a bien deux regards différents », répond Alain Sayag, conservateur au Centre Pompidou, Krull est plus constructiviste, Lotar est plus étrange, plus grinçant. »

Étrange en effet : une série de pieds saisis en mouvement, dans la rue. Des études sur le bougé-flou, des cadrages élastiques, des poubelles vides et des décharges. Beaucoup de photos a priori rebutantes. L'exposition montre bien le « musicien » qui, dans la grande famille du modernisme, n'appartient qu'à Lotar. On regrettera seulement le nombre trop important de tirages modernes, de formats trop grands et tenus par des cadres envahissants.

M. G.

\* Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou, 4<sup>e</sup> étage. Tél. : 44-78-49-88. Jusqu'au 23 janvier. Catalogue : 114 pages, 160 francs.

LA SAGA  
DE L'ENTRE-DEUX-  
GUERRES

Dominique Baqué a rassemblé des écrits passionnants sur la période la plus riche de la photographie : celle de l'entre-deux-guerres

LES années 1919-1939, on le sait, ont été une période foisonnante et navatrice pour la photographie. Les noms de Moholy-Nagy, Renger-Patzsch, Sander, Rodtchenko, Heartfield ou Lerski ne sont pas oubliés, pas plus que ceux de Man Ray, Bruffard, Brassai, Kertész, Krull, Parry, Sougez et Tabard... En Allemagne, ces opérateurs prônaient une « nouvelle vision ». Ils étaient constructivistes en Russie, surréalistes en France. Tous ont inventé un nouveau regard : « Net, acéré, épuré de toute émotion, il analyse la structure d'une architecture, décrit la perfection fonctionnelle d'une machine, suit méthodiquement les contours d'un objet », explique l'historienne d'art Dominique Baqué. Ils ont travaillé pour la presse, la publicité ou l'édition, annexé le nu et l'architecture, le sport et l'industrie. Ils ont inventé des angles nouveaux, interrogé les formes et la matière, le verre et le métal, renouvelé la fonction de la lumière. Aucune « manipulation » de laboratoire - photogramme, solarisation, surimpression - ne leur est étrangère.

Nous savons moins que ce mouvement était porté par de très nombreux textes, théoriques ou techniques, critiques ou pédagogiques. Dominique Baqué en a rassemblé trois cents : son travail de recherche, étayé par cent pages de notes, des chronologies, des biographies et un index, devrait faire référence. Ces textes sont regroupés autour des questions - toujours d'actualité - qui touchent aux fondements mêmes de la photographie : qu'est-ce que la vérité en photographie ? Le document a-t-il une valeur objective ? Comment la photo dialogue-t-elle avec le nu, le sport, la publicité ou l'industrie ? Quel rôle joue-t-elle dans la presse ? Y a-t-il une manière spécifique d'exposer ou de critiquer la photographie ? Quelle relation entretient un art et un métier ?

Citons, entre autres, le texte « fondateur » de Moholy-Nagy : « La Photographie, ce qu'elle était, ce qu'elle devra être » (1929) ; l'assurance du photographe et critique Carlo Rim, en 1930 : « La photographie a été inventée deux fois. D'abord par Nicéphore et Daguerre, il y a environ un siècle, et ensuite par nous » ; la recette de Maurice Tabard pour faire de bonnes solarisations, texte qui lui valut de se brouiller plusieurs années avec Man Ray (ce dernier n'ayant pas apprécié qu'on dévoile ses secrets de fabrication) ; les commentaires variés de la presse à propos de l'œuvre-fléuve de François Kollar *L'Homme au travail* ; la collaboration fructueuse de Man Ray et de Tzara sur des rayographies et les belles formules du dadaïste : « Je connais un monsieur qui fait d'excellents portraits. Le monsieur est un appareil photographique » ; le beau titre de Jacques Guenne : *Sougez ou l'ennemi du hasard*, et l'hommage vibrant d'André Breton : « Mais voici Man Ray. Voici l'homme à la tête de lanterne magique ».

On regrettera seulement que Dominique Baqué réduise, dans ses commentaires, le modernisme au surréalisme et au constructivisme. Le courant du réalisme poétique, si fort dans les années 30, trouve sa source chez Kertész ou Brassai, dont on oublie souvent cette facette dans leur œuvre. Comme on oublie les liens limpides entre Cartier-Bresson et le surréalisme. Ce dernier est occulté dans ce livre, mais ce n'est pas la première fois que des historiens d'art évacuent le plus grand photographe français, dont l'œuvre ne « cadre » pas avec leur thèse.

M. G.

\* Les documents de la modernité, anthologie de textes sur la photographie de 1919 à 1939, de Dominique Baqué, éd. Jacqueline Chambon, diffusion Harmonia Mundi, 602 p., 220 F.

\* Dominique Baqué est également l'auteur d'une longue préface en introduction de *Peinture, photographie, film et autres écrits de la photographie*, de Moholy-Nagy, éd. Jacqueline Chambon, 1993, 280 p., 145 F.

\* Et aussi... Man Ray : On connaît les photos en noir et blanc de Man Ray. Alain Pavot présente des « inédits couleurs » du maître du surréalisme. Galerie Alain Pavot, 5, rue du Marché-Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 42-60-68-08. Jusqu'au 7 février. Paul Osterbridge : Une bonne monographie de cet Américain (1896-1958) avec ses natures mortes surréalistes, en noir et blanc et des nus féminins aux couleurs baroques. Schirmer/Mosel, 30 photos, 80 p., 198 F. Brassai : Une facette méconnue : les Graffiti, photographiés dès 1930 et publiés dans le *Minotaure*. Flammarion, 164 p., 375 F.

# ARTS

UN ENTRETIEN AVEC JEAN-LOUIS FROMENT A L'OCCASION

## REGARDS PLURIELS

Le Centre d'arts plastiques contemporain de Bordeaux, le CAPC, est né en 1973. L'art contemporain était alors une denrée presque inconnue en province, hors trois ou quatre musées et une poignée de centres d'art privés, et son aventure aurait pu tourner court s'il n'y avait eu pour la porter un patron ambitieux - Jean-Louis Froment -, un lieu splendide - l'entrepôt Lainé -, et le feu vert de la mairie. En vingt ans, le centre, qui à l'origine n'avait pas de domicile fixe, n'a cessé de grandir, de conquérir publics et espaces. En 1979, il était fixé dans 350 mètres carrés à l'intérieur de l'immense entrepôt du XIX<sup>e</sup> siècle, qui, désormais voué à la culture, allait être entièrement rénové. En 1984, le CAPC y devenait un musée dont l'aménagement intérieur, d'Andrée Putman, était peaufiné en 1990. Autre date importante : 1980, quand, invité à présenter son « expérience » à la Biennale de Venise, le CAPC allait prendre son virage international. Nous avons demandé à Jean-Louis Froment de nous parler de cette aventure et de ses choix d'hier et d'aujourd'hui.



Richard Long, « Ligne de la forêt du Forge », Grande nef, décembre 1981 - janvier 1982.



Jean-Louis Froment par Alice Springs.

« Le CAPC fête cette année son vingtième anniversaire. Quelle était le climat artistique à cette époque ? »

- C'était une époque militante pour l'art que nous appelions d'avant-garde, et qu'il nous fallait défendre, particulièrement en province. C'était une période pionnière, et la confiance qu'a pu m'accorder le maire de Bordeaux, Jacques Chaban-Delmas, est tout à fait rare : confiance absolue quant aux programmes que nous pouvions faire. Et il ne s'agissait pas d'un prétexte électoraliste, comme trop souvent dans les années 80.

- Votre première exposition, « Regarder ailleurs », n'avait pas lieu au CAPC.

- Pendant des années, les activités du CAPC se sont déplacées en ville au gré des lieux disponibles.

L'entrepôt Lainé était un de ceux-là. Jusqu'en 1979, la rénovation de l'entrepôt n'était pas envisagée.

- Dans « Regarder ailleurs », vous exposez Gina Pane, Vialat, Titus Carmel et Jean Otth. Vous souvenez-vous de ce qui avait fondé ces choix ?

- Il me semblait intéressant de permettre au public bordelais d'aborder l'art par des expressions plurielles que je trouvais significatives des avant-gardes d'alors : la peinture avec Vialat, qui était le leader de Supports/Surfaces, l'art d'attitude avec Gina Pane, l'art conceptuel dont Titus Carmel relevait à ce moment-là, et également le travail sur l'image vidéo, dont Jean Otth me semblait être un des bons représentants. Ce choix, qui m'engageait totalement, participait d'un souci culturel, d'une idée du CAPC comme lieu d'échange entre l'art et le public.

- En 1984, le CAPC s'est étendu dans l'entrepôt. Il est devenu un musée qui n'avait pratiquement pas de collection.

- Quelques mois d'artistes. Plus que par l'extension du centre dans l'entrepôt, 1984 est une étape importante en raison de cette nouvelle dimension : la collection. Qu'est-ce que ça veut dire collectionner en 1984, en période d'inflation culturelle et commerciale de l'art ? J'ai dit tout de suite : il faut « décollectionner », ne pas aller vers le trop, le plus, mais le rare, l'exceptionnel ; se tenir à l'écart des excois de la banalisation pour essayer de rapprocher l'idée de collection de celle de trésor. Nous avons donc constitué des ensembles d'œuvres cohérents, relevant de nos engagements, spécifiques de notre activité. C'est l'idée d'une collection d'opinion que nous avons cherché à mettre en place. Une collection à deux vitesses : l'une liée à notre parcours, emblématique de ce dernier, et l'autre prise dans l'accélération de l'art et les engagements des jeunes artistes.

- Par exemple ?

- Si, d'une part, nous cherchons à constituer un ensemble très cohérent d'œuvres de Gilbert et George, avec les six tableaux uniques qu'ils ont pu peindre et un choix de photos ou de dessins - il faut beaucoup de temps pour y parvenir -, nous achetons, d'autre part, des œuvres de Robert Combas - dès 1984 - ou de Fabrice Hybert - il y a trois ans - alors qu'ils sont à peine connus. Et nous essayons de les suivre afin de pouvoir progressivement constituer un ensemble. Les deux vitesses d'acquisition nous permettent de nous polariser sur des artistes et des mouvements qu'on a envie de défendre, et qu'on retrouvera magnifiquement représentés dans les collections du CAPC.

- Vous parlez de rareté. Gilbert et George, ce n'est pas une rareté au début des années 80...

- Il y a les emblèmes, et ce que nous sommes en train de découvrir simultanément. Gilbert et George sont parmi les artistes emblématiques que nous avons montrés dans les années 70 et 80 et que nous n'avons pu acquérir que plus tard.

- Vous exposez des vedettes internationales : Kiefer, Twombly, Baselitz, Merz...

- A un certain moment, un artiste présente une œuvre dont les particularités sont tellement détonnantes par rapport au paysage qui l'entoure qu'il y a un effet de convergence vers cette œuvre. De là au vedettariat, il n'y a qu'un pas. J'ai présenté Kiefer dans la mouvance de Cucchi, dans celle de Schnabel, de Barcelo, de Garoute. Nous avons fait un travail du même ordre autour d'Arte povera avec Kounellis et Merz, ou du Calatrà. Nous avons essayé de trouver des axes, une cohérence à partir d'expositions de groupe.

- Lorsque vous avez été invités à présenter « l'expérience de Bordeaux » à la Biennale de Venise, en 1980, votre exposition comportait essentiellement des artistes français. Il semble que, depuis, vous ayez changé de cap.

- Mais nous défendons toujours des artistes français. Nous sommes toujours fidèles à Buren. Vialat est bien représenté dans la collection, Boltanski aussi. Raynaud est devenu notre complice. Nous suivons Anne-Marie Péchenr. Parmi les plus jeunes, nous avons déjà parlé de Hybert et de Combas, mais il y a aussi Philippe Thomas, et Blais, et Boisrond, et Jammes. Nous avons un projet avec Verjux dans le grand espace... Si nos choix évoluent, c'est que le contemporain nous déplace sans arrêt. Dans ce paradoxe qu'est un musée voué au contemporain, nous devons accepter les turbulences et considérer l'art en train de se faire. Mais c'est vrai que notre fidélité à Baselitz reste très grande. Au fond, ces choix ont toujours été axés du côté de la peinture ou du côté de l'art attitude. En schématisant, on peut dire que notre parcours est lié à ces deux pôles : d'une part, un travail autour de la peinture, matrice originelle de l'art (l'exposition-anniversaire de nos vingt ans en témoigne) et, de l'autre, l'artiste comme sujet de son œuvre. Donc à la fois la peinture qui ferait disparaître le sujet, et au contraire l'œuvre qui le ferait apparaître. Cela montre bien l'esprit totalement antinomique et très excessif qui nous anime !

- Dans votre exposition-anniversaire - « Peintures, emblèmes et références » -, vous proposez neuf artistes en une sorte de concert international dont Buren fait partie.

- Cette exposition traite des pôles fondateurs de la peinture depuis la fin des années 60, avec des

peintres qui se sont souvent déplacés hors de la peinture. Buren est l'artiste français qui offre, dans ce domaine, les propositions les plus élargies.

- Ne trouvez-vous pas que le formalisme de Buren est aujourd'hui en complet décalage avec les problématiques contemporaines ?

- C'est une autre question ! Mais si l'exposition pouvait faire apparaître l'art des années 90 comme détonnant par rapport aux décennies antérieures, ce serait vraiment une réussite.

- Comment voyez-vous l'art d'aujourd'hui ?

- Je me sens toujours insatisfait sur le plan de la forme. J'attends des artistes qu'ils inventent effectivement une forme, sans laquelle il n'y a pas d'activité artistique... Mais les urgences du monde sont telles qu'il n'y a plus cette distance nécessaire qui permettrait de créer une forme. Les artistes sont préoccupés par l'élaboration de tout un ensemble d'éclats, d'apparitions émotionnelles liées à une urgence telle qu'ils n'ont pas le temps de travailler à ce qui pourrait être le signifiant d'une époque, c'est-à-dire la création d'une forme. De notre côté, que faire, sinon être du côté des émotions, ce qui n'est pas si mal ?

- Quel type de questions vous posez-vous aujourd'hui par rapport à l'institution que vous dirigez ?

- Aujourd'hui, la vraie question, c'est la place de l'art dans la société. La place de l'art, c'est d'abord aux artistes de l'indiquer, et c'est vrai que nous attendons des prises de position. Une société ne peut pas fonctionner sans cette sorte de provocation que l'art propose. Le silence des artistes, ou plutôt le silence de leurs œuvres, nous permet peut-être de mesurer le trouble, la difficulté, le malaise de notre société.

- Vous attendez une prise de position des artistes par rapport à la société ?

- Je crois que j'attends plutôt l'apparition de l'art, les signes d'une pensée que nous pourrions accompagner, ou qui pourraient nous accompagner. La place vacante laissée par la disparition des idéologies risque d'être remplie par un désastre allant s'amplifiant, nu bien, et c'est ce à quoi j'essaie de m'employer, par l'art et la culture. Ma pensée pourrait se résumer en une citation de Peter Handke qui me guide depuis cinq ans : « Quand j'écoute un morceau de musique, quand je vois un tableau, la catastrophe s'arrête, tout au moins est différée. »



هكذا من الأهل





# DES 20 ANS DU CAPC DE BORDEAUX

ARTS

## Quels moyens vous donnez-vous ?

Comme l'institution vous tire à la fois vers le passé, vers le classement, l'ordre, la sanction représentée par l'Histoire, et que vous êtes en même temps interpellés par le monde en mouvement, nous avons un hiatus terrible à gérer. Après réflexion, nous avons mis en évidence sept voies, sept concepts. Nous traitons de l'Histoire. Nous abordons la question de la mémoire, du témoignage, à travers la collection. Nous parlons de l'artiste (les expositions monographiques), des artistes (les expositions de groupe qui, toujours, les précèdent). Ensuite nous disons : « Regardez la vie », et nous ouvrons un espace expérimental dans le quartier étudiant, en nous demandant ce que nous savons faire face au sida : des expositions, attirer un public. Et nous essayons de rassembler quelques-uns pour aider la recherche. Nous disons : « regarder le monde ». Nous nous sommes rendus compte que nous étions trop enfermés dans le commentaire sur l'art, que nous avions un certain nombre d'habitudes autour des mêmes œuvres. Nous avons envie d'inviter des artistes différents à travailler ici, ou de mettre en exposition leur regard. Nous disons enfin : « regarder ailleurs », comme au début, et décidons d'accompagner des projets hors du musée, comme ce lieu de silence, cet ermitage que Laib va installer dans les Pyrénées. Le musée peut répondre, mais seulement en partie, aux questions que nous nous posons.

## La recherche de continents artistiques échappant à l'Occident ne semble pas vous avoir intéressé ?

Le CAPC est apparu à une époque qui a ses codes, ses systèmes de référence, des valeurs propres à l'art contemporain, et à l'intérieur desquels on circule. Cette époque semble s'achever. Mais je n'ai pas la connaissance d'autres systèmes de pensée, et j'aborde l'art des cultures non occidentales avec une sorte de subjectivité et une certaine distance absolue qui me fait toujours réfléchir à une possibilité de l'insérer dans nos programmes. Plutôt que d'exposer des œuvres qui sont apparemment proches des nôtres mais en réalité terriblement opposées, par essence, il me semble préférable de couvrir des gens de culture différente, pour remettre en question nos regards et nos habitudes intellectuelles.

## On reproche parfois au CAPC de ne pas se soucier du public local, et de préférer soigner son image internationale.

C'est absolument faux. Il n'y a pas un musée en Europe qui propose autant de relais entre ses expositions et son public. Chacune d'entre elles est accompagnée d'un certain nombre de passerelles culturelles autant qu'éducatives qui donnent à tous les publics la possibilité de se rapprocher du sujet traité. Cette option (un effet de l'enseignement que j'étais), nous l'avons prise dès 1974, comme

l'une des conditions essentielles de notre action. Ainsi le public a la possibilité de voir les œuvres silencieusement. Par une bibliothèque et les programmes attachés, il peut s'informer et approfondir ses connaissances. A travers nos « enseignements », il peut rapprocher littérature, architecture, design, etc. des expositions que nous faisons. Nous organisons des débats concernant l'histoire de l'art ou des plus classiques du terme. Et il y a tout le travail ludique entrepris en direction des enfants... Tout cela est essentiel. Et j'ajoute que je crois à l'art comme enseignement, fondamentalement. Nous le proposons avec un certain nombre d'interprétations. Plus nous multiplions les interprétations, plus les propositions sont diversifiées, plus le public de toute sorte peut développer son sens critique.

## Le public ?

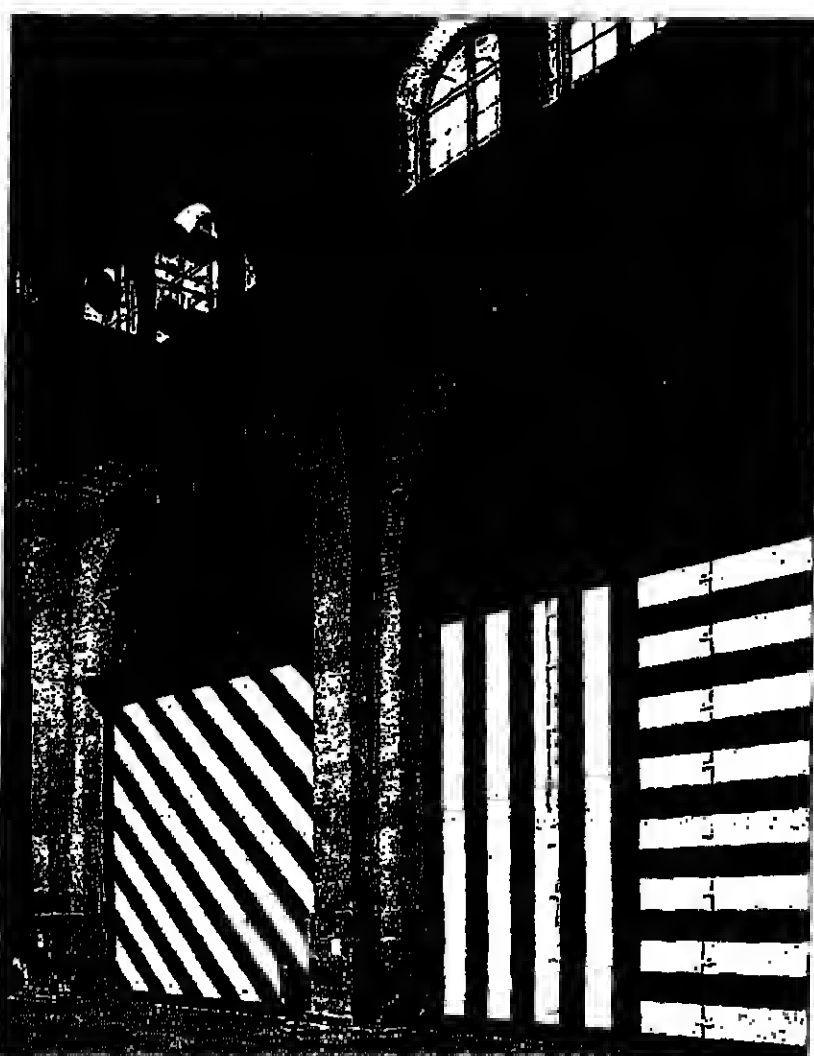
Il est triplé en dix ans. Nous recevons aujourd'hui

d'hui entre 150 000 et 180 000 visiteurs par an. Le musée a 3 700 abonnés, fidèles.

Le CAPC, c'est une individualité. Froment, une équipe et une relation privilégiée à un élu et à sa femme, une passionnée d'art. Ne risquez-vous pas de souffrir après le départ de Jacques Chaban-Delmas ?

Une des faiblesses du pouvoir, dans les années 80, a été de vouloir tout rassembler. Que le CAPC puisse faire l'objet de débats, cela veut dire pour moi que la force artistique qu'il accueille est toujours percutante. L'inscription du musée dans la ville, et auprès de la direction des musées de France, est telle qu'il n'est plus question de le faire disparaître de la scène artistique. Ou alors cela s'appelle de la censure.

Propos recueillis par GENEVIEVE BREERETTE



Sol Lewitt, « Lignes en 4 directions et toutes leurs combinaisons » (détail), dans la grande nef en 1983.

## Depuis 1973, les expositions majeures

- 1974 : Pour Mémoire, Jean-Marie Berthoin, Jean-Pierre Bertrand, Christian Boltanski, Gérard Gasiorowski, Jean Le Gac, Alain Lesté, Jacques Monory, Yvan Theimer, Jean-Paul Thibaut.
- 1976 : Identité Identifications, Vito Acconci, Berndt et Hilla Becher, Christian Boltanski, Luciano Castelli, Claudio Costa, Alexandre Delay, Paul-Armand Gette, Nancy Kitchel, Suzy Lake, Barbara et Michael Leisgen, Urs Lüthi, Annette Messager, Tania Mourad, Jean-François Noble, Panamarenko, Giuseppe Penone, Anne et Patrick Poirier, Arnulf Rainer, Jean-Paul Thibaut.
- 1977 : Domus Aurea, Anna et Patrick Poirier.
- 1978 : Sculpture Nature, Michael Heizer, Richard Long, Walter De Maria, Dennis Oppenheim, Robert Smithson, Alice Aycock, Richard Fleischner, Suzanne Harris, Charles Simmonds, Canale, Jean Clereboud, Krijn Gezen, Alan Sonfist.
- 1979 : L'art depuis 1960, Carl Andre, Joseph Beuys, Mel Bochner, Henne Darboven, Domenico Gnoli, Michael Heizer, Robert Indiana, Valérie Jaudon, Alfred Jensen, Jasper Johns, Roy Lichtenstein, Richard Long, Robert Rauschenberg, Gerhard Richter, Klaus Rink, Robert Smithson, Richard Tuttle, Cy Twombly, Andy Warhol.
- 1980 : Frank Stella.
- 1981 : Depuis la couleur, 1958-1964, Helen Frankenthaler, Morris Louis, Kenneth Noland, Jules Olitski.
- 1982 : Antiform et Arte Povera, Giovanni Anselmo, Joseph Beuys, Barry Flanagan, Eva Hesse, Jannis Kounellis, Mario Merz, Robert Morris, Bruce Nauman, Richard Serra, Gilberto Zorio.
- 1983 : Sol LeWitt (grande nef).
- 1984 : Légendes, Laurie Anderson, Antonin Artaud, Roland Barthes, Georg Baselitz, Geston Chassac, Robert Combas, Giorgio De Chirico, Jean Dubuffet, Jean Fautrier, Alberto Giacometti, Simon Hartet, Anselm Kiefer, Jannis Kounellis, Sol LeWitt, Richard Long, Henri Michaux, Bernard Pagès, A. R. Penck, Picasso, Julian Schnabel, Cy Twombly, Claude Vialat, Andy Warhol.
- Anselm Kiefer (grande nef).
- 1985 : Art minimal I, Carl Andre, Don Judd, Sol LeWitt, Robert Mangold, Robert Morris, Frank Stella.
- Jannis Kounellis (grande nef).
- 1986 : Art minimal II, Carl Andre, Sol LeWitt, Robert Mangold, Bruce Menden, Robert Rym.
- 1987 : Mario Merz (grande nef et galerie).
- 1988 : Art conceptuel, Art and Language, Robert Barry, Henne Darboven, On Kawara, Joseph Kosuth, Robert Morris, Lawrence Weiner.
- 1990 : Collection du musée, Christian Boltanski, Daniel Buren, Gilbert and George, Jannis Kounellis, Sol LeWitt, Richard Long, Mario Merz.
- Richard Serra.
- 1991 : Daniel Buren (grande nef et musée).
- 1992 : Lawrence Wiener (grande nef) 1993 : Jean-Pierre Reynaud (grande nef et musée).

★ Un livre : L'aventure du Centre d'art contemporain de Bordeaux est retracée dans CapMusée publié aux Éditions du Regard, 250 pages, 250 illustrations, dont 200 quadrichromes, 450,00 F. Texte de Paul Ardanne, introduction de Catherine Millet.

## LE SPECTATEUR

Et, au terme de si longs travaux, si réussis, qu'est mon vieux Louvre devenu ? Celui de mes dix ans, quand M. Mitterrand n'était que ministre de la justice dans le cabinet de Guy Mollet, quand M. Pei faisait encore des pâtés de verre en Amérique ? Que n'aurait-il pas eu de doute qu'ils allaient à eux deux changer le face du cœur de Paris, ce qui n'est pas laisser une mince trace dans l'Histoire ? A l'époque, la cour Napoléon était un parking où crouillaient les voitures peu reluisantes des conservateurs, avec au centre un square mitoyen autour d'une statue d'un homme illustre dont je n'avais jamais songé à savoir le nom. On entrait par le pavillon Denon, on achetait son billet dans la salle du Manège, où il y avait les grands présentoirs de cartes postales si propices à la kleptomanie enfantine, et on passait le contrôle au seuil de la galerie Daru, bordée de statues grecques et romaines, ou de leurs copies, dont un sympathique Aménos.

Aujourd'hui, l'escalator qui part du hall de la pyramide vers Denon, au sud, débarque les passagers dans la salle du Manège, où il n'y a plus rien, ni guichets ni cartes postales. Dans la galerie Daru, Andriods a pris un petit coup de patine. Et surtout un certain nombre de visiteurs sont en proie à un étrange syndrome gesticulatoire, consistant en un léger tour de cou vers l'arrière, suivi d'un moulinet du bras de l'arrière vers l'avant. Est-ce un jeu de rôle, une répétition du Rocky Horror Picture Show, un truc appris chez les scouts ? Non, simplement il s'agit de jeunes quadragénaires qui expliquent à leurs compagnes de visite : « Tu vois, avant, c'est par là qu'on entrait... »

SANS doute la Victoire de Samothrace n'a pas changé de place, en haut de l'escalier Daru ; elle a même gagné un fragment de main et deux bouts de doigt, retrouvés sur le site de sa découverte et qui laissent encore plus perplexité sur ce qu'elle pouvait bien faire du temps où elle avait encore une tête et deux bras. Mais, de toute façon, ce n'est pas avec elle que nous avons randaz-vous, pour ce qui est du passé, mais avec une autre dame, d'un autre genre, allongée sur un matelas capitonné de marbre par le Bernin, et qui était autrefois dans

## Au bord de l'eau

l'ombre d'une alcôve à l'entrée de la salle des Cariatides. La dame était couchée sur le flanc, il fallait se faufiler contre le mur pour apercevoir quelque chose au creux de son ventre, et d'abord être averti qu'il y avait quelque chose à voir. Aujourd'hui, les mœurs des musées ayant évolué, on a transporté le matelas et la dame devant une fenêtre, côté cour Carrée, et les jeunes Japonaises peuvent piffer devant le mystère en pleine lumière, le photographe. Une pancarte indique obligamment : « L'Hermaphrodite endormi, réplique romaine d'après un original créé vers le milieu du V<sup>e</sup> siècle. »

Les salles égyptiennes n'ont pas beaucoup changé, semble-t-il. On y voit de très jeunes filles assises par terre en rond, dessinant ou prenant des notes autour d'une maîtresse qui articule lentement : « ... Le dieu à tête de chacal... », jolies rosaces de jupes et de chevelures, de salle en salle, fleurs studioises, plus nombreuses qu'avant, quand j'étais leur âge, à moins que je n'y prête mieux attention maintenant, elles comprennent. Dans la galerie d'Apollon, les bijoux sont là. La couronne royale de Louis XV, avec ses fausses pierres d'époque, belle comme dans les dessins animés, les épées, le rubis Côte de Bretagne, et les diamants, l'Hortensia (rose, 21 carats), le Régent (137 carats). On a même entiché la vitrine blindée, en 1978, d'un des plus illustres joyaux de la Couronne, longtemps disparu, le Sancy, diamant blond de Golconde (55 carats), qui appartenait d'abord à Charles le Téméraire, qui le perdit sur un champ de bataille, avec cette habitude ridicule d'aller ferrailler avec ses bijoux, ça devait arriver, puis à un conseiller au Parlement, Nicolas Harlay de Sancy, puis à Jacques I<sup>er</sup> d'Angleterre, puis à Louis XIV, constamment couvert de diamants, puis à Louis XV. Il fut volé sous la Révolution, puis retrouvé... La vie de James Bond et celle d'Orlando ne sont que menues péripéties à côté de celles de ces pierres hautement romanesques. Malheureusement, aucune explication historique un peu développée n'est fournie en salle. Les

gens regardent ces gros cailloux, les photographent et s'en vont.

DANS la Grande Galerie du bord de l'eau, la Joconde a encore démenagé. Nous l'avons connue au milieu, sur la gauche, le dos à la Seine, puis dans la Salle des États, eu-dessus du Manège, et la voici de retour au bord de l'eau, mais sur le côté droit, toujours souriante, brave fille. Elle est entourée de deux panneaux expliquant en plusieurs langues qu'il ne faut pas utiliser le flash, cela éblouit la peinture (autre le fait que c'est idiot, une vitre protégeant la Joconde rend les reflets inévitables, mieux vaut acheter une carte postale), mais en pure perte. Les touristes continuent de mitrailler la malheureuse à coups de petits éclairs, sans la regarder, et les gardiens n'interviennent pas. On sait que ce n'est pas drôle, le métier de gardien de musée, mal payé, mais c'est chauffé. Et si ça ne sert pas à ça, à quoi donc ?

Plus loin, les amis de toujours, le David de Guido Reni, pâle et boudeur, une plume au chapeau, regardant l'énorme tête de Goliath, et les Vénitiens, et les Goya et les Velasquez, jusqu'au pavillon de Flore où Murillo mitonne sa Cuisine des anges au premier étage, tandis qu'au rez-de-chaussée se tiennent les musculeux esclaves de Michel-Ange, dont une notice intéressante nous fait comprendre qu'on ne sait finalement pas grand-chose d'eux. Le plus beau, dans une pose élargie, est selon les époques dénommé esclave « endormi » ou esclave « mourant ». Tout le monde est là, comme avant. Et pourtant, ce n'est plus la même chose. L'île Richelieu et M. Pei ont donné à notre Galerie du bord de l'eau un grand coup de vieux. Pas seulement parce que le temps a passé pour le petit spectateur de jadis. Mais parce que tout ici semble froid, kilométriquement étiré, et sinistre. Question d'équilibres subtils, d'ouvertures, de hauteurs de plafond, que les architectes modernes maîtrisent mieux. Leur talent nous a corrompus. Si l'on voulait que la Galerie du bord de l'eau dans son état actuel continua de nous faire rêver, il faudrait la prolonger au moins jusqu'à la mer. ■

MICHEL BRAUDEAU

Ecoutez voir

IRCAM Centre Georges Pompidou

concerts et ateliers

jeudi 16 et vendredi 17 décembre

bram. Espace de projection

44 78 48 16

ENSEMBLE FA

Direction Dominique My

concerts (10 et 17 décembre à 20h30)

Tristan Murail

La mandragore, création française

Fibers

La barque mystique

Magnus Dufourt

Hommage à Charles Negre

Walter Nini, création

Patrice Boudignon (lutes)

Dominique My, piano

ateliers

Autour de La barque mystique (16 décembre à 19h30)

et de Walter Nini (17 décembre à 19h30)

contacté pour les ateliers



# MUSIQUE

## Classique

Mercredi 8 décembre

Gérard Marais

**Mister Candor**  
Claudine Dueret,  
François Corniloup (saxophone),  
Vincent Courtois (clarinette),  
Gérard Marais (guitare),  
Yves Michel (percussions),  
Michel Rostain (basse en scène).  
C'est vous rappelle qui *Mister Candor*?  
Peut-être Cendrillon. La transposition  
au masculin du héros de Perrault pro-  
voque quelques épisodes croustillants  
comme la métamorphose de la citrouille  
en Harley Davidson, Michel Rostain,  
contenu de la tradition lyrique replon-  
gée dans l'époque, a signé le livret  
d'après la nouvelle de Pierre-Fleu-  
x publiée chez Gallimard. L'un des  
plus inventifs de nos « jazzers », Gérard  
Marais en a écrit la musique. Les specta-  
cles, qualifiés d'« opéra-jazz », est destiné  
aux grands et aux petits. Ce qui explique  
qu'il vienne d'être prolongé jusqu'au 23  
décembre.

Grande Halle de la Villette (le 8,  
15 heures ; le 9, 10 et 14, 20 h 30 ; le  
11, 15 heures et 20 h 30 ; le 12,  
18 heures). Tél. : 40-03-75-75. Location  
France, Virgin, 120 F.

Lutoslawski

**Musique funèbre**  
*Symphonie n° 4*  
Concerto pour piano et orchestre  
Gerhard Oppitz (piano),  
Orchestre de Paris.  
Michèle Swierczewski (direction).  
Witold Lutoslawski était cette année son  
quatre-vingtième printemps. Le compo-  
sitor polonais s'est senti souffrant au  
moment de venir diriger le programme  
que l'Orchestre de Paris lui consacra  
entièrement. Le Parisien de trente-huit  
ans qui le remplace a fait ses classes  
auprès des plus grands (Macheras,  
Abbado, Boulez). On le retrouve réguliè-  
rement au pupitre des séries lyriques du  
Théâtre de Compiègne.

Salle Pleyel, 20 h 30 (le 9). Tél. : 45-  
63-88-73. De 80 F à 240 F.

Jendi 9

Haendel

**Le Messie**  
Soprano : Pia,  
Barbara Schick (soprano),  
Andreas Scholl (alto),  
Mark Padmore (ténor),  
Nathan Berg (basse).  
Chœur et orchestre les Arts florissants,  
William Christie (direction).  
Le *Messie* de Haendel, à la veille de  
Noël, c'est peut-être l'œuvre d'œuvres  
du siècle. La distribution, chanteurs et  
musiciens, constitue évidemment un  
argument capable de faire oublier la  
banalité d'un tel choix. Mais n'est-ce pas  
la occasion de se rappeler que Haendel  
a écrit un nombre impressionnant d'œu-  
vres que l'on ne connaît pas ? Cette  
œuvre, par exemple, que la marque  
Hyperion sur un CD (CDA  
66641/2, distribution Concord) dans  
l'interprétation du King's Consort et  
sous la conduite de Robert King. Cela  
fait beaucoup de rois. D'autant que le  
grand James Bowman chante le rôle de  
Satan et que la soprano Yvonne Kenny

est excellente dans le rôle-titre. Appari-  
tion au catalogue de la version anglaise,  
à notre connaissance.

Opéra-Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-  
13-00. De 45 F à 225 F.

Vendredi 10

Mozart

*Don Giovanni, ouverture*

Haydn

*Symphonie n° 103 « Roulement de  
timbales »*

Bethoven

*Symphonie n° 8*  
Orchestre des Champs-Élysées,  
Frans Brüggen (direction).  
Alors, Karajan-1962 au Brüggen-1993  
pour la *Huitième* de Bethoven ?  
Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30.  
Tél. : 49-52-50-50. De 40 F à 250 F.

Samedi 11

Offenbach

**Les Brigands**  
Michel Sénéchal (Falstaff),  
Michèle Lagrange (Fiorilla),  
Doris Leprêcheur (Frausole),  
Jérôme Deschamps,  
Andreas Jaggi (Pietro),  
Daniel Galvez-Vallero (comte de Gloria  
Conte).  
Ryland Davies (baron de Campo Tasso),  
Philip Dugan (le prince),  
Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris,  
Louis Langlois (direction).  
Jérôme Deschamps,  
Macha Makasoff (mise en scène).  
Ce n'est pas le meilleur Offenbach. Et  
l'idée de voir ce genre d'opéra-comique  
fin de siècle sur la scène high tech de la  
Bastille déconcerte d'emblée. Mais la  
production vient d'Amsterdam, dont la  
scène est aussi large que la nôtre et les  
décor sont faits beaucoup pour « meubler ».  
L'attraction (un sens d'élément  
attirant), consiste évidemment dans  
l'apport de Jérôme Deschamps au sein  
d'une distribution de chanteurs blancs  
sous le harnais lyrique. D'autant que  
Sénéchal, dans les rôles comiques, a sa  
façon à lui de susciter à tous coups les  
fous rires. Alors ? Le miracle d'un  
mariage réussi ?  
Opéra-Bastille, 19 h 30. Tél. : 44-73-  
13-00. De 50 F à 380 F.

Boucourechliev

*Archipel I, II, III, IV, Archipel*  
Soprano : Pia, basse : et Al Levitt,  
Elizabeth Chojacka (soprano amplifiée),  
Claude Helffer,  
Hakon Aubert,  
Georges Fournier,  
François-Frédéric Guy (piano),  
François Roussel (orgue),  
Roland Auzier,  
Jean-Pierre Drouot (percussions),  
Quatuor Ysaye,  
Les Pleiades.  
« Les partitions de la pièce sont comme  
de grandes cartes marines sur lesquelles  
les quatre interprètes sont amenés à choi-  
sir, à orienter, à concentrer, à modifier  
sans cesse le cours de leur navigation »,  
écrit André Boucourechliev à la veille  
de la création d'*Archipel I*, en 1967, au  
Festival de Royan. L'esprit de mai 1968  
régnait-il déjà sur cette « œuvre ouverte »  
qui modifie les hiérarchies du créateur  
par rapport à son (ses) interprète(s) ?  
Musicien, pianiste, pédagogue,  
auteur d'ouvrages sur Bethoven et Stravinsky  
notamment, André Boucourechliev est, de  
surcroît, une sorte de conscience vivante de  
la musique. Celui dont on se dit qu'il com-  
prend, qu'il sent, qu'il a compris notre de-  
mande puisqu'il l'a fait paraître, dans la col-  
lection *Chemins de la musique*, chez  
Fayard, le traité des traits de l'écriture  
musicale, écrit à l'intention du non-spé-  
cialiste et compréhensible par lui. Un  
ouvrage essentiel, soigneusement tiré de  
la *langue musicale* (190 pages, 120 F). Ce  
qui ne doit pas dispenser d'aller enten-  
dre l'intégrale des trois *Archipels* et le  
dernier, avec son « o » privatif - mais  
on peut aussi lire : *amarchipels*...  
Maison de Radio-France, 18 heures.  
Tél. : 42-30-15-16.

Dimanche 12

Schubert

*Sonates pour piano D 565 et D 550*  
*Impromptus pour piano D 936*  
Radu Lupu (piano).  
Lupu, encore, toujours, dans les œuvres  
de fin de vie d'un artiste qui ne vécut  
que trente et un ans. Il y a, comme cela,



André Boucourechliev.

des interprètes qui poursuivent avec une  
poignée d'œuvres une quête acharnée,  
métaphysique. De la même façon que  
toutes les misères humaines sont conte-  
nues dans quelques mots de Beckett, il y  
a toujours à chercher plus loin dans  
Schubert. Lupu cherche.

Salle Pleyel, 21 heures. Tél. : 45-63-  
88-73. De 110 F à 360 F.

Mozart

*Sonate pour piano à quatre mains KV 521*

*Andante et variations pour piano*

*Sonate pour deux pianos KV 448*

Brahms

*Variations pour deux pianos*

sur un thème de Haydn

Martha Argerich,  
Alexandra Babkovich (piano).

Argerich, légende vivante, en compagnie  
de l'un de ses complices favoris, acces-  
soirement compositeur. La joie du piano  
comme façon de bien vivre sa vie,  
comme manière de dire ce que font  
mieux d'interpréter d'abord, surtout  
quand on le pratique à quatre mains,  
source de joie.

Théâtre des Champs-Élysées, 11 heures.  
Tél. : 49-52-50-50. 90 F.

Lundi 13

Daugherty

*Elvis Everywhere*

Georgescu

*Quartet n° 2*

All-Zadeh

*Mugam Saygi*

Lacy

*Sends*

Zograbian

*New York*

Kanchell

*Night Prayers*

Irène Assi (chant),  
Steve Lacy (saxophone),  
Kronos Quartet.

Une façon décontractée de se conduire  
sur scène. Une conception « post-mo-  
derne » de la musique contemporaine.  
Le quatuor Kronos serait, à en croire  
Benoit Duteurtre, au centre d'un « trian-  
gle des anciennes civilisations, de la tra-  
dition savante occidentale et des langages  
populaires de notre temps ». Le pro-  
gramme (susceptible d'être modifié au  
dernier moment) comporte une majorité  
d'œuvres dédiées aux quatre Améri-  
cains. Qui seront de retour dans la  
même salle le 9 juin.

Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-  
22-77. 80 F.

## Jazz

Jean-Michel Pront  
Harlem nocturne

Pront est un homme de radio. Noctur-  
nement, il anime sur France-Inter une  
émission intitulée *De côté de chez Swing*  
(of course !). Le jour, il joue entre deux  
caléidos, avec talent, avec cœur, avec  
sincérité.

Les 12, 13 et 14, Cavaud de la Huchette,  
21 h 30. Tél. : 43-26-55-05.

La Velle

Gérard Bandini Swing  
Machine

La plus talentueuse des Américaines  
de Paris, qui est passée à côté d'une  
carrière à la Dee Dee - mais rien n'est  
perdu - rencontre le plus « brésilien » des  
saxophonistes philosophes, un esprit dis-  
tingué, un meneur de jeu important.

Les 13 et 14, Jazz Club Lionel-Hampton,  
22 h 30. Tél. : 40-66-30-42.

Tal Farlow

Philippe Petit  
Ricardo del Fra

Ici, tout alerte le chirologue : la déli-  
catesse de Tal Farlow (guitariste histori-  
que) ; celle de Philippe Petit (jeune  
émule) ; la profondeur de leur rencon-  
tre ; la qualité de leur rythmique  
(Ricardo del Fra, basse, et Al Levitt,  
batterie historique aussi). Jazz assuré.  
De très haut niveau. Décibels au plus bas.

Le 14, New Morning, 20 h 30. Tél. : 45-  
23-51-41.

## Rock

Tournées

Les Thugs

Les Thugs promettent de par le monde  
(et ce n'est pas seulement une figure de  
rhétorique, c'est l'un des rares groupes  
français à mener une vraie carrière  
internationale) leur rock maximaliste,  
violent, rapide, qu'une oreille inatten-  
tive pourrait soupçonner de monotonie.  
Mais ce serait passer à côté du vrai sens  
méthodique qui sculpte cette masse  
sonore.

Le 9 décembre, Casn, MJC Hérouville-  
Saint-Clair, Le 10, Nancy, MJC Vendeuvre-  
les-Nancy, Le 11, Mulhouse, la Nou-

veau. Le 15, Limoges, salle John-Lan-  
non. Le 16, Nantes, Escal Saint-Herblain.  
Le 17, Bordeaux, Théâtre Barbey. Le 18,  
Pau, le Palacio.

FFF

Avec beaucoup d'énergie, avec une irré-  
pressible joie de jouer, FFF prouve cha-  
que soir qu'il y a mille excellentes rai-  
sons de faire du bruit, de danser sur des  
rythmes empruntés aux quatre coins de  
la planète danse, de Lagos à Fort-de-  
France en passant par Kingston et Paris.

Le 9 décembre, Dijon, le Danfort. Le 10,  
Grenoble, la Summum. Le 13, Nice,  
l'Ariane. Le 14, Marseille, Théâtre du  
Moulin. Le 15, Toulouse, le Bistrot. Le 16,  
Bordeaux, le Krakaton. Le 17, Agen, le  
Florida. Le 18, Montpellier, salle Victoire  
2.

Les Valentins

Un groupe sentimental qui, avant de  
livrer son dernier album, a formé l'épine  
dorsale de l'orchestre d'Edouard Delo.  
Une piste pour comprendre leur rock à  
la fois torturé et doux.

Le 9 décembre, Marseille, le Trolley. Le  
10, Aulnay, Théâtre de la Source. Le 13,  
Paris, le Bataclan. Le 15, Reims, l'Usine.  
Le 16, Lyon, le Transclub. Le 17, Dijon,  
le Danfort. Le 18, Leusanne, Ancienne  
Prison.

Les Rita Mitsouko

Attirés par leurs diodes, leurs chaus-  
settes pleines de cadeaux et leur Saint-  
Nicolas, les Anglo-Saxons sont repartis  
chez eux, laissant décidément la route  
libre au rock français. Les Rita concen-  
trant cette énumération des groupes en  
tournée. Quelle meilleure conclusion ?

Le 9 décembre, Suresnes, Théâtre Jean  
Vilar. Le 12, Vitry-sur-Seine, Théâtre  
Jean Vilar. Le 14, les Ulis, Centre Boris  
Vian. Le 15, Villeneuve, Théâtre Roma-  
noid. Le 17, Trappes, le Merise. Le 20,  
Fontenay-sous-Bois, salle Jacques Pré-  
vert. Le 21, Montreuil, salle de la mairie.

## Chanson

Louise Forestier

Louise Forestier joue, chante une ving-  
taine d'extraits d'opéras et d'opérettes,  
de *Starmania* à *Carmen* ou *Evita*.  
Accompagné par un jeune homme (guita-  
re, piano), elle suit la trace de ces  
femmes au destin pathétique qui  
bâtissent les meilleures intrigues.

Les 8, 9, 10, 11, 13 et 14, Théâtre du  
Des Heures, 2 h 30. Tél. : 46-06-10-17.  
140 F.

Barbara

Barbara a retrouvé sa voix et n'a rien  
perdu de ses talents de comédienne,  
de magicienne. C'est tous les jours le même  
frisson : le public ne veut pas partir.

Les 8, 9, 10, 11 et 14, 20 h 30 ; le 12,  
16 heures. Châtelet-Théâtre musical de  
Paris. Tél. : 40-28-28-40. De 80 F à  
230 F.

Diane Dufréne

Diane Dufréne vient de terminer un  
nouvel album, *Kamikaze* (lire en page  
« Disques »), et promet d'être plus sage  
avec l'âge. Surprise.

Le 14, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-  
25-48. De 150 F à 230 F.

Tournées

Jean-Louis Murat

Les premiers pas sur scène de Jean-  
Louis Murat causaient des inquiétudes  
chez ses fans. Ils seront rassurés, l'an-  
vergnat a mis l'accent sur la *pedal steel*  
guitar, la country et la romance. Murat  
assure, le spectacle tient la route.

Le 9 décembre, Marseille, Espace Julien.  
Le 11, Montpellier, Rockarena. Le 13,  
Toulouse, Odyssée. Le 14, Bordeaux,  
Théâtre Fémina. Le 15, Limoges, Grand  
Théâtre.

Patricia Kaas

Patricia Kaas travaille sa nouvelle  
image : sensuelle. Les musiciens ne font  
pas dans la légèreté, mais la voix passe  
au travers. Kaas est une chanteuse  
accomplie.

Les 9 et 10 décembre, à Bruxelles, Forêt  
National. Le 12, Nancy, Zénith. Le 14,  
Strasbourg, Hall Rheaux. Le 15, Mul-  
house, Palais des sports. Le 16, Metz-  
Amneville, Galaxie. Le 17, Bourg-en-  
Bresse, Parc des expositions. Le 18, Gre-  
noble, Alpeexpo.

Julien Clerc

Après cinq semaines à l'Olympia, Julien  
Clerc part sur les routes françaises, avec  
ses tubes d'hiver et les nouvelles chansons  
tirées de l'album *Unle*. Vais ample et  
pleine, respiration large et quelques inu-  
tilités de grande variété.

Le 9 décembre, Roubaix, le Collège. Le  
10, Liévin, stade.

## Musiques du monde

Mambomania

On comment apprendre à danser le  
mambo tous les mercredis soir avec le  
grand orchestre Mambomania. Des invi-  
tées surprises viennent « faire le beuf »  
dans ces soirées de cabaret colorées et  
parisiennes.

Le 8, La Coupole, 21 heures. Tél. : 43-  
20-14-20. 80 F.

Zao

Drôle, caustique, le Congolais Zao a la  
dent dure et le talent de raconter des  
histoires, en rythme et en chansons.

Le 14, Bataclan, 20 heures. Tél. : 47-00-  
30-12.

Tournées

Cesaria Evora

La plus grande chanteuse de *morna*, le  
faïdo des îles du Cap-Vert qui vient pas-  
ser beaucoup de marins brésiliens, en  
voyage sous ses froides latitudes.

Le 9 décembre, Nancy, Centre André-  
Maireux. Le 10, Caluire, le Radiant. Le  
11, Toulouse, salle Nougare. Le 14, Nîmes,  
Moulin du Roc. Le 15, Nîmes, le Grand  
Huit. Le 17, Nîmes-Nantes, Théâtre. Le  
18, Saint-Brieuc, la Passerelle. Le 19,  
Saint-Denis, salle Roger Glin du Théâtre  
Gérard-Philipe, dans le cadre d'Africor.

Quarteto Cedron

Du tango, du vrai, du beau, qui date  
parfois du début du siècle.

Les 10 et 11 décembre, Tarbes, le Parvis.  
Les 16, 17 et 18, Toulouse, Espace Croix  
Bergeron.

Festival

Les Musicales de Bastia

Festival à plusieurs entrées, les Musi-  
cales de Bastia marient la chanson (Régis-  
Sapho, le 9, Chaddi le 10), le jazz  
(Capon, Galliano, Bridgewater, le 10), le  
chant corse.

Jusqu'au 12 décembre, à Bastia. Rensei-  
gnements au Théâtre municipal de Bas-  
tia, tél. : 95-31-79-82.

La sélection Classique

a été établie par Anne Rey.

« Jazz » : Francis Marmande.

« Rock » : Thomas Sotinel.

« Chanson » et

« Musiques du monde » :

Véronique Mortagne.

## Votre Table ce Soir

**Thoumieu**  
SPECIALITE DE CROISSANT  
et CROÛTE DE CANARD  
Tous les jours jusqu'à 18h.  
Croissants servis contre 12 F. à 18h.  
Bœuf de 10 à 110 pers. Service d'attente.  
78, rue de Valenciennes (77) Tél. 47-25-46-78

**ALSACE A PARIS** T.L.J.  
43-26-84-36  
9, pl. St-André-des-Arts, 6 - SALONS  
CHOUROUTE, GRILLADES  
FLAMMEKEUCHE, POISSONS  
HUITRES ET COQUILLAGES

**LE MONIAGE GUILLAUME**  
Cheminée - Polissone - Gibiers  
Menu carte 180 F/240 F F/D  
SALON PARTICULIER de 10 à 25 pers.  
Réveillon avec demi-homard  
88, rue Tombé-lacoste, 14. T. 43-23-86-15

**TY COZ** 48-78-42-95/34-61  
35, rue St-Georges, 9  
POISSONS - CRUSTACÉS  
FRUITS DE MER  
Menu de la Mer, le soir, 170 F  
CRÊPES - GALETTE  
Félicité, lundi soir.  
OUV. Lundi midi

**LE SYBARITE**  
Saint-Germain-des-Près  
Maison du XVI<sup>e</sup> siècle  
St-Sy. 590 F demi chape.  
Dîners dansants jusqu'à l'aube  
6, rue du Sabot (6)  
42-22-21-56

**Le Monde**  
PUBLICITE GASTRONOMIE  
Renseignements :  
46-62-73-22

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :  
cent à compter du  
10 décembre 1944

Capital social :  
520 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration

Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-06-11

Micromini : (1) 40-90-23-33

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M.-Gautier  
94852 IVRY Cedex

## Le Monde

Président directeur général :

Jacques Lesourne

Directeur général : Hubert Cris

Membres du comité de direction :

Jacques Gélis

Isabelle Gélis

15-1

# DE LA SEMAINE

## THEATRE

### Spectacles nouveaux

**Les Amants puérils**  
de Fernand Compiègne, mise en scène de Michel Mayet, avec Catherine Sarrailh, Catherine Farnan, Yves Gasc, Claude Mouchet, Véronique Velle, Alberte Aveline, Igor Tyacka, Olivier Dautrey, Eric Doye, Emmanuel Fournier et Isabelle Grunet. Comme une chanson triste sur l'amour impossible des enfants qui s'aiment, dans un monde qui ne supporte pas l'innocence.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, 9. A partir du 11 décembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 44-38-57-00. De 60 F à 130 F.

**Corsetaires !**  
de Laurent Costel, mise en scène de l'auteur, avec Martine Courcier, Dominique Pales, Franck Mathieu-Chénier, Laure Gledigoy, Hervé Morand, Méline Abel, Franck Ayas, Sandra Baudat, Nadine Haerou, Olivier Baley, Loïc Taillebrat, Hervé Grossmann, Benjamin Barot, Carpentier Johnston et Romain Thulin. Les aventures d'un enfant qui voyage dans le temps. Les épreuves sont de tradition quand approche Noël.

Théâtre de la Maison du peuple, 12, boulevard Pasteur, 75006 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 46-28-53-58. De 20 F à 30 F. Dernière représentation le 11 décembre.

**Cabaret Valentin**  
de Valentin, mise en scène de Hans Peter Cloos, avec Yann Collette, Mona Hefzo, Denis Lavant, Patrick Prazak et Karla Ropé. Un regard tendre sur le cabaret de l'entre-deux-guerres. Une série de belles époques mélancoliques, avec des sketches incisifs, des chansons-souvenirs. Le charme munihois.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 50. De 80 F à 150 F.

**Cachafaz**  
de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias, avec Kalle Silva, Rodolfo de Souza, Federico Guerin, Susana Lantoro et Roberto Navarro. L'esprit de Copi revit avec cette histoire digne, celle d'un travesti, de son sous-jour, de quelques voisins, d'un fils transformé en cauchemar.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 12 h 30, dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 150 F à 60 F.

**Le Canard sauvage**  
d'Henrik Ibsen, mise en scène d'Alain Françon, avec Alain Françon, Claire Vernet, Nicolas Silberg, Martina Chevalier, Jean-Yves Dubois, Jean Dautremay, Anne Kessler, Eric Frey, Jean-Baptiste Malarro, Christian Bouchard, Pierre Mège, Franck Goulet, Olivier Proust, Jean-Marc Avocat et Daniel Dubois. Peinture d'une société repliée sur son



Jelena Covic et Tihomir Vujicic dans « Le Jour de fête - Praznik ».

hypocrisie, portrait de personnages complexes en même temps que très définis : des cadavres pour les acteurs.

Comédie-Française salle Richelieu, place Colette, 1. Les 8, 10 et 13 décembre, 20 h 30 ; le 12, 14 heures (les 16, 18 et 21). Tél. : 46-16-00-15. De 60 F à 20 F.

**Dans le petit manoir**  
de Stanislas Ignacy Witkiewicz, mise en scène de Valérie Witek, avec Karine Alquier, Sophie Bissol, Odile Frédelon, Lionel Gossart, Pierre Noelsion, Marion Oudin, Isabelle Pequet, Laurent Roggero et Laurent Thely. Un fantôme visite sa famille, sans trouver personne. Il est vrai que cela se passe chez Witkiewicz, maître des ambiguïtés, des triples langages, de l'ironie virulente.

Le Hublot, 87, rue Fénelon, 82000 Colomiers. Du lundi au samedi à 20 h 30. Tél. : 47-60-10-33. 50 F et 70 F.

**En attendant Godot**  
de Samuel Beckett, mise en scène de Philippe Adrien, avec Bruno Puzos, Eric Caravaca, Cyril Dubreuil, Gildas Milin et Jean-Luc Oudin. Relu, revu aujourd'hui, interprété par de jeunes comédiens, Beckett prend une vigueur nouvelle. Il gère en gaieté et en gravité.

Carroubier-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Mars, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 2 h 15. 80 F et 110 F.

**Faust**  
de J. Wolfgang Goethe, mise en scène de Dominique Pitoiset, avec Jean-François Stedier, Hervé Pierre, Alain Tétout, Nadia Fehziz, Chantal Nouvère et Yves Favier. Du premier Faust, Dominique Pitoiset a tiré un spectacle picaresque, aigri, dans lequel les affrontements Faust-Méphisto sont de grands moments.

Grand théâtre de la Ferme du Boisson, ville de la Ferme, 77000 Noisel. Du jeudi au samedi à 21 heures. Tél. : 64-62-77-77. De 70 F à 110 F.

**Finir, finir encore...**  
d'après Samuel Beckett, mise en scène de Stéphane Verme, avec Anite Delapine, Willy Demerre, Thierry Dupont, Didier Singuene, Guillaume Gurek, Claudine Karquenes, Patricia Felkmezian et Valérie Samigollet. Quand des gens qui ont des difficultés d'être et de s'exprimer s'emparent d'un théâtre de l'apocalypse.

Cité internationale, 21, bd Jourdan, 14.

Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 45-83-38-89. De 55 F à 100 F.

**Fous des Folies**  
d'Alfredo Arias, mise en scène de l'auteur, avec Philippe Choquet, Nadir Elie, Marie-Josée Escobar, Jacques Huguon, Christiane Maillard, Liza Michael et Mouron.

Tout le fantasme d'Alfredo Arias, son goût des masques et des paliettes, du baroque et de l'élegance, de la gaieté et du travestissement, des chansons, des danses, des rêves empennés.

Folies Bergère, 32, rue Richer, 9. Du mardi au dimanche à 21 h 15. Tél. : 44-79-98-98. De 375 F à 98 F.

**Jolie**  
de Pol Pellier, mise en scène de Gildas Milin, avec Pol Pellier, avec Alain Fromager, Marie Piffet et Emmanuelle Zol. Pol Pellier est québécois et a vécu à Montréal les aventures du théâtre expérimental et du féminisme. Elle en a gardé de la reconnaissance, et pris de la distance : celle de l'ironie.

Carroubier-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Mars, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-28-36-36. Durée : 2 h 15. 80 F et 110 F.

**Le Joueur**  
de Carlo Goldoni, mise en scène de Jean-Charles Penchenat, avec Jean-Albert, Arnaud Appréhends, Aziz Arbia, Gilbert Beogniot, Laurent Boudier, Joëlle Bouvier, Frédérique Ruchaud, Éléonore Brignati, Philippe Hottier, Xavier Kuentz, Mathias Mieruz, Nani Noël, Aali Reia et Louis-Basile Samier.

Théâtre du Carroubier, 20-22 rue Marcel-Cachin, 91000 Corbeil-Essonnes. Les 8, 10 et 11 décembre, 20 h 45 ; le 9, 18 heures ; le 12, 16 heures. Tél. : 64-98-63-67. 60 F et 90 F.

**Le Jour de fête - Praznik**  
de Mladen Matkic, avec Tihomir Vujicic, Jelena Covic, Gaby Eschabenne, Kate France, Jacques Obert, Sylvain Perrier, Marie Resic et Tihomir Vujicic. C'est la guerre, et on va la banaliser du quotidien. On se marie, on se dispute, on fête les anniversaires, on va à l'école. Mais c'est la guerre et elle ne se laisse pas oublier. Sans paroles, Mladen Matkic dit tout.

Bardis, 78, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. 70 F et 100 F.

**Opéra équestre**  
de Barthelemy, mise en scène de l'auteur. Des chevaux, des hommes, des femmes et la musique.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les 12, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30 décembre, 17 h 30. Tél. : 43-35-28-43. Durée : 2 heures. 180 F et 120 F.

**La Pluie d'été**  
de Marguerite Duras, mise en scène d'Eric Vigner, avec Hélène Bata, Martin Scialoja, Anna Casanova, Thierry Collet, Philippe Metro et Jean-Baptiste Sastre. Pour une fois Marguerite Duras a aimé l'adaptation pour la scène d'un de ses livres, et même la mise en scène qui en est donnée.

Théâtre de la Concorde, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 48-34-57-57. De 70 F à 120 F.

**Le Renard du Nord**  
de Nollie Renaude, mise en scène de Robert Cantarella, avec Christophe Brault, Florence Giorgetti, Evelyn Isari, Madeline Leroux, Jackie Maier, Laurence Monod, Serge Ribaudine, Bruno Sermonne et Elisabeth Vital.

Un texte ravageur sur la famille, avec une distribution formidable, dominée par Florence Giorgetti. Le spectacle sera à Toulouse, au Théâtre Sorcier, les 14, 15 et 16 décembre. Tél. : 61-25-66-87.

Théâtre ouvert-jardin d'hiver, 4, cité Viren, 18. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 18 heures. Tél. : 42-62-58-43. Durée : 1 h 45. 75 F et 100 F.

**Réponse à la question précédente**  
de Jacques Rabier, mise en scène de l'auteur, avec Alain Fromager, Marie Piffet et Emmanuelle Zol.

Tentée à l'intérieur d'un crâne. Bouleversement historique des mots, des phrases, des idées.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9. Le mardi à 18 h 30, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-87-27. De 140 F à 65 F.

**La Réalisable Ascension**  
d'Arturo Ui, mise en scène de Jérôme Savary, avec Guy Sédou, Bernard Ballet, Roland Blanche, Michel Bern, Jacques Boudet, Jacques Debary, Jean-Claude Jay, Jean-Pierre Kalfon, Martine Mongermont, Jean-Pierre Morin, Guy Perrot, Jérôme Savary, Daniel Langlet, Robert Lucibello, Valérie Vogt, Jean-Louis Cordine, François Desmire et Alain Frérot.

Parabole sur la dictature à travers les aventures d'un gauchiste surpris de qu'il a Capone aurait fait figure de jeune homme timide. Et un avertissement sur le réveil de la « bête immonde ».

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 80 F à 150 F.

**Sœurs et frères**  
d'Oliver Cadot, mise en scène de Lucienne Lagarde, avec Pierre Baux, Mireille Roussel, Yveline Schwartz, Valérie Philippin et Benoît Vergès. Retrouvailles familiales dans une maison d'œuf.

Paraboles, 65, rue de Rouilly, 12. Les 13 et 14 décembre, 21 heures (et les 15, 16, 17 et 18). Tél. : 44-75-53-75. Durée : 1 h 10. 30 F.

**Ubu roi**  
d'Alfred Jerry, mise en scène d'Hervé Latoroup, avec Gilles Privat, Mireille Mossé, Jean-Yves Gourvez, Chantal Gressat, Dominique Pité, Nicolas Serier et Hervé Latoroup. Un gros Ubu bien bête, une mini-mère Ubu bien paillard et brillante, un fils de roi bien allumé. La farce de Jerry en forme d'« éducation » entre vire et de sens de cheminée. C'est drôle et beau à voir.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9. Le mardi à 18 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-87-27. De 140 F à 65 F.

**Un chapeau de paille d'Italie**  
d'Eugène Labiche, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Patrick Pinea, Marc Berton, Marie-Paule Teyssie, Bouzid Aïtoun, Gilles Arbous, Louis Beyer, Jean-Marie Boégin, David Bursztin, Jean-Michel Cannons, Carole Cêtre, Philippe Morier-Gonod, Sylvie Orlier, Annie

Perret, Jessica Pognant, Jean-Philippe Salario, Delphine Salkin, Nathalie Villeneuve et Albert Toul. Vandœuvre-poursuite dans lequel la bêtise et l'absurde se font des forces, transformés en réjouissant cauchemar.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 140 F à 90 F.

## Régions

**La Conquête du pôle Sud**  
de Manfred Karge, mise en scène de Stanislas Nordy, avec Gérard Bellard, Maxime Bellin, Marc Bodier, Magali Fouchault, Pierre Maréchal, Laurent Sauvage, Jean-Jacques Simonian et Virginia Volmar.

Les aventures chômeurs de Manfred Karge ont terminé leur séjour à Saint-Denis. A présent, ils tournent.

La Linéenne, 20, rue des Coopérateurs, 67000 Strasbourg. Les 8, 10 et 11 décembre, 20 h 30 ; le 9, 18 h 30. Tél. : 55-79-90-00. 90 F et 120 F.

**La Fin des monstres**  
de Jean-Paul Wenzel, mise en scène de l'auteur, avec Olga Abrego, Véronique Alain, Bertrand Blier, Eric Jacques, Gérard Morel, Yann Nadeau, Julie Turin et Jean-Paul Wenzel.

Jean-Paul Wenzel - Loin d'Hogwarts, qui fut l'un des leçons du Théâtre du Quotidien - retourne à l'écriture, et c'est lui qui met en scène sa nouvelle pièce sur le cirque.

Théâtre des Lieux-Contre national de création, rue des Faucheux, 63000 Montluçon. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Tél. : 70-03-98-18. 80 F et 90 F.

**L'Homme qui...**  
de Peter Brook, d'après Olivier Sachs, avec Maurice Bénichou, David Benmont, Sébastien Koury et Yoshi Oida.

Quatre comédiens et une multitude de personnages déphasés. Plongée dans les dérivés de comportement. Un spectacle acrobatique.

Le Grand Huit-Théâtre national de Bretagne, 1, rue Heller, 35000 Rennes. Le 8 décembre, 19 heures ; les 9, 10, 11 et 14, 20 h 30 ; le 12, 18 heures (et les 15, 16, 17 et 18). Tél. : 99-31-12-31. De 100 F à 50 F.

**La sélection « Théâtre »**  
a été établie par Colette Godard

## DANSE

**Compagnie Myriam Hervé-Gil**

*Truisme Atlantique. Passons la monnaie*  
Cet chorégraphe malicieuse, que l'Amérique invite régulièrement, n'a pas en France la place qu'elle mérite.

De-Huit Théâtre, les 8, 9, 10, 11 décembre à 20 h 30, le 12 à 16 heures. Tél. : 42-26-47-47. 100 F.

**Compagnie Beau Geate/Dominique Boivin**

*La Belle Étude*  
Avant d'avoir brouillé un sourcil, Boivin fait rire. Ce « cabaret pataphysique » enchaîne une vingtaine de numéros, de la danse au strip-tease en passant par le chant et la contorsion.

Cergy-Pontoise, Théâtre des Arts, du 14 au 18 décembre, 20 h 30, le 19 à 18 heures. Tél. : 30-30-33-33. 100 F.

**Compagnie Hervé Jourdet**

*Salmacis et la table loup*  
Un jeune chorégraphe qui n'aurait séduit avec ses *Portraits de maitresses* : cette nouvelle création met en scène des étreintes et érotiques travestis, anges déchaus, mannequins virilisés, androgyne parés de leurs friches.

Montreuil, Studio Berthelot, jusqu'au 15 décembre à 21 heures, le 12 à 18 heures. Tél. : 48-70-84-83. 80 F.

**Shoji Kojima**

*Le Rêve de Lu Shang*  
Métissage, que de... barrières on com-met en tant nom ! Voici du « néo-flamenco japonais », qui pique la curiosité. Shoji Kojima a passé dix ans dans des troupes espagnoles.

Unesco, le 8 décembre, 19 h 30. Entrée libre.

**Strasbourg, Châteaunvallon**

**Solos**

Louis Ziegler, Ka Murabushi (1), Michel Kallmann, Christophe Lutz, Vera Montoro (2), Hervé Dussan (3). Coïncidence ? Crise économique ? Retour aux sources ? Trois théâtres présentent simultanément des soirées de solos, où le chorégraphe est son propre interprète. Ce sont, en tout cas, des danses hors scène.

(1) Strasbourg, La Manufacture, les 9 et 11 décembre, 20 h 30. Avec des films de solos d'autres chorégraphes. Tél. : 33-24-31-77. 90 F et 110 F. (2) Châteaunvallon, TNDL, le 11, 21 heures. Tél. : 54-24-11-78. 90 F. (3) Strasbourg, Le Hallon, jusqu'au 11, Pôle Sud, le 14, 18-27-81-71. 100 F.

**Lyon**

**Momix**

Mi-3D, mi-science-fiction, caoutchouteux et humoristiques, le groupe Momix est animé par Moses Pendleton, fondateur dans les années 70 de Pilobolus, de savoureux mémoires.

Maison de la Danse, du 14 au 18 à 20 h 30, le 15 à 19 h 30, le 19 à 17 heures. Tél. : 78-75-88-88. 140 F et 120 F.

**Saint-Etienne**

**Théâtre Jel/Joseph Nadj**

*Les Échelles d'Opéra*  
Un ravissant spectacle où le cirque le dispute au cinéma muet, le surréalisme à l'ornière, réglé au dixième de millimètre et de seconde.

Grand Théâtre, le 9, 20 h 30. Tél. : 77-25-35-18. 120 F.

**La sélection « Danse »**  
a été établie par Sylvie de Nussac

Ecoutez voir

**COMMUNE**

mise en scène Eric Vigner

27 novembre - 19 décembre

à Aubervilliers

48 34 67 67

**la pluie d'été**

Marguerite Duras

Ecoutez voir

**Opéra équestre**

de Barthelemy

Des chevaux, des hommes, des femmes et la musique.

Théâtre équestre Zingaro, 178, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Les 12, 14, 16, 18, 20, 22, 24, 26, 28, 30 décembre, 17 h 30. Tél. : 43-35-28-43. Durée : 2 heures. 180 F et 120 F.

**La Pluie d'été**

de Marguerite Duras

mise en scène d'Eric Vigner

avec Hélène Bata, Martin Scialoja, Anna Casanova, Thierry Collet, Philippe Metro et Jean-Baptiste Sastre.

Pour une fois Marguerite Duras a aimé l'adaptation pour la scène d'un de ses livres, et même la mise en scène qui en est donnée.

Théâtre de la Concorde, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 18 heures. Tél. : 48-34-57-57. De 70 F à 120 F.

Ecoutez voir

**Ubu roi**

d'Alfred Jerry

mise en scène d'Hervé Latoroup

avec Gilles Privat, Mireille Mossé, Jean-Yves Gourvez, Chantal Gressat, Dominique Pité, Nicolas Serier et Hervé Latoroup.

Un gros Ubu bien bête, une mini-mère Ubu bien paillard et brillante, un fils de roi bien allumé. La farce de Jerry en forme d'« éducation » entre vire et de sens de cheminée. C'est drôle et beau à voir.

Athénée-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9. Le mardi à 18 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-87-27. De 140 F à 65 F.

**Un chapeau de paille d'Italie**

d'Eugène Labiche

mise en scène de Georges Lavaudant

avec Patrick Pinea, Marc Berton, Marie-Paule Teyssie, Bouzid Aïtoun, Gilles Arbous, Louis Beyer, Jean-Marie Boégin, David Bursztin, Jean-Michel Cannons, Carole Cêtre, Philippe Morier-Gonod, Sylvie Orlier, Annie

Ecoutez voir

**Alfredo Arias**

*Jolie*

44 79 98 98

DINER 19h - SPECTACLE 21h15 LOUEZ POUR LES REVEILLONS



SÉLECTION

DE LA SEMAINE

هكذا من الأهل

Le Monde • Jeudi 9 décembre 1993 IX

ARTS

Nouvelles expositions

Jean-Pierre Bertrand, Patrick Tosani, Felice Varini

De peintures en photographies, Jean-Pierre Bertrand glisse vers l'invisible. De photographie en photographie, Patrick Tosani sélectionne un objet, un angle, qu'il grossit, qu'il cadre pour en donner une image limite incertaine. De cercles de lumière en mises en perspective, Varini invite à relire l'architecture environnante. Trois artistes, trois démarches apparemment sans liens, mais témoignant chacune d'une réflexion subtile sur la perception du réel.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et fêtes de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Du 8 décembre au 30 janvier 1994.

William Wegman

William Wegman s'est fait une énorme réputation en produisant, depuis de nombreuses années, des photos avec ses chiens pour modèles. Série souvent drôle, voire hilarante, ou énigmatique. Depuis deux ans, Wegman illustre ses contes pour enfants avec sa chienne Fay Ray. Au programme : « Cendrillon », « Le Petit Chaperon rouge » et une sélection de photos des années 80.

Galerie Duvand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 janvier 1994.

Paris

Art & Language

Si Art and Language, groupe anglais d'artistes conceptuels formé en 1968, ne compte plus aujourd'hui que deux membres : Michael Baldwin et Michael Rauschenberg, ceux-ci sont toujours très actifs. L'exposition les montre à leurs jeux favoris d'aujourd'hui, la critique de la peinture par la peinture et convoquant par exemple Léanne et Pollock, Manet et Courbet. Pas triste.

Galerie nationale du Jeu de paume, place de la Concorde, Paris 1<sup>re</sup>. Tél. : 42-80-89-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Jusqu'au 2 janvier 1994. 36 F.

Autour d'un chef-d'œuvre de Matisse

La commande de la Danse pour décorer la salle principale de la fondation Barnes trahissait Matisse pendant trois ans. Qui travailla trois versions monumentales, celles-ci - la Danse de Paris exposée en permanence au Musée d'art moderne, la Danse de Merion mise en place à la fondation en 1933 - sont remises pour la première fois, accompagnées d'une quarantaine d'œuvres préparatoires et de photographies du travail en cours. Un régal.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16.

ISABEL MUÑOZ FLAMENCO

EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES 3 DÉCEMBRE AU 31 DÉCEMBRE 1993 DU LUNDI AU SAMEDI DE 11 H À 19 H (FERMÉ LE 28 DÉCEMBRE) ENTRÉE LIBRE CRÉDIT FONCIER DE FRANCE 19 PLACE VENDÔME 75001 PARIS

CRÉDIT FONCIER

Tél. : 40-70-11-10. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 19 heures, vendredi jusqu'à 21 heures. Visite commentée le jeudi et vendredi à 12 h 30, samedi à 14 h 30. Réservations à la FNAAC. Jusqu'au 6 mars 1994. 36 F.

Günter Brus

De peintures gestuelles en photo et vidéo d'actions dramatiques et violentes, d'images en textes, de potiches en grands dessins au crayon de couleur, l'Autrichien Günter Brus se cesse de peaufiner une œuvre qui prend le corps à partie, par tous bords, tous les trous, se tient entre Éros et Thanatos, beauté et hideur. En héritier direct de la Vienne fin de siècle. Une révélation.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994.

Pierre Chareau

Première grande rétrospective d'un architecte et créateur splendide de meubles dans l'entre-deux-guerres, qui a peu produit, mais de l'original et du raffiné. Et s'est rendu célèbre en aménageant, à Paris, la maison du docteur Delancey, dite la Maison de verre.

Centre Georges-Pompidou, galerie du 2<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 17 janvier 1994.

Roman Cieleszewicz

Efficace, dans le genre coup de poing, qui s'est formé à bonne école (en Pologne), il est l'auteur, depuis 1955, de plus de 400 affiches, pour le cinéma, Amnesty International ou le Centre Pompidou. Cieleszewicz travaille aussi pour le livre, dessine des couvertures, conçoit le graphisme de collections (par

Dityvon

Dans la photo documentaire, riche en France, il y a des valeurs sûres, des auteurs surajoutés et d'autres injustement oubliés. Dityvon fait partie de ces derniers. Une exposition et un livre montrent l'ampleur du photographe, la complexité de son cadre : mai 68, tournages de films, bidonvilles, plages, écluses, usines, pêches, rues, ports, routes, villes...

Espace photographique de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carnée - 4 à 8, grande galerie, Paris 1<sup>re</sup>. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 décembre. 10 F.

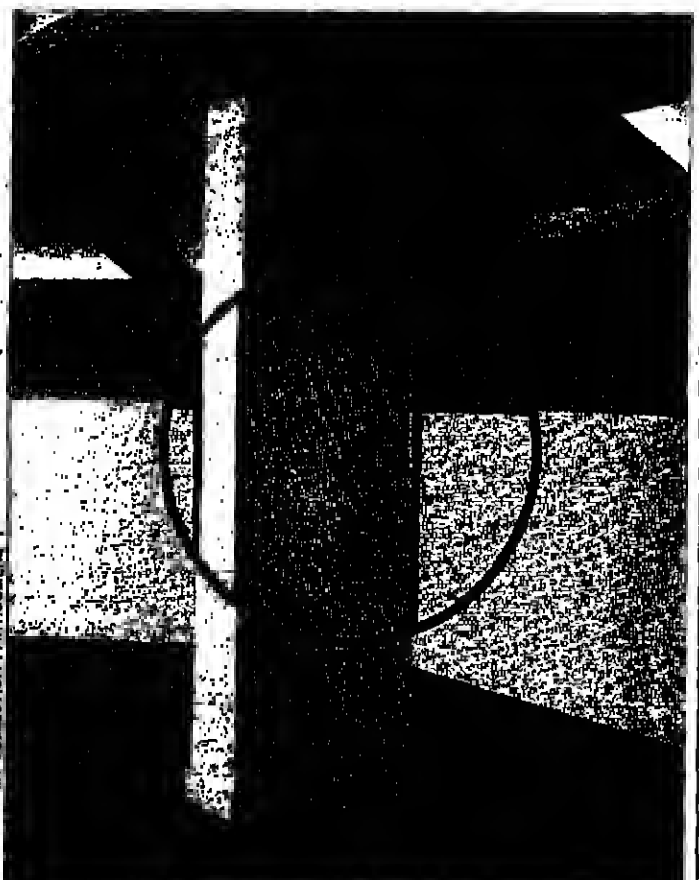
Robert Mangold

Après Robert Rymas et Yves Klein, c'est au tour de l'Américain Robert Mangold, un obsédé de la peinture simple, plane et monumentale comme le mur, d'être exposé à Paris, chez Claude Berli. Une rétrospective de passage qui réunit les œuvres principales des différents séries depuis les milieux des années 60.

Raum Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 42-80-22-89. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi et jours fériés de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 25 juin 1994. 30 F.

Quand la peinture était dans les livres

Au XV<sup>e</sup> siècle, alors que fleurit le tableau de chevalet, le livre est en France un haut lieu de la peinture. Aussi, sans le recours aux bibliothèques qui conservent les manuscrits enluminés, nous connaîtrions mal nos grands peintres que furent Fouquet, Marmion ou Querton.



Felice Varini : au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

exemple « 10/18 »). Hors commande, il se plaît dans le photomontage.

Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1994.

Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes

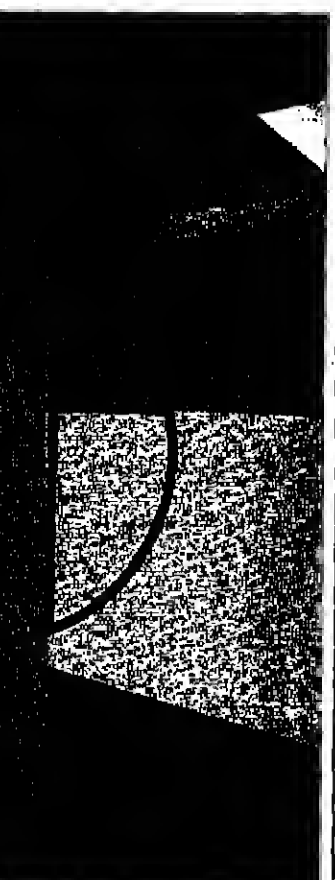
Aucune des quelques 2 000 œuvres acquises par Albert C. Barnes pour sa fondation, d'abord, jusqu'au printemps dernier, sorti de Merion, près de Philadelphie. En voici soixante-douze (vingt Cézanne, seize Renoir, dix Matisse, sept Picasso, un Manet, deux Monet, Serrano) qui, au Musée d'Orsay sont présentées, mêlées aux collections.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Bibliothèque, Paris 7<sup>e</sup>. Tél. : 40-48-49-00. Tous les jours sauf lundi de 9 h 30 à 18 heures, samedi de 9 h 30 à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Jusqu'au 2 janvier 1994. 30 F.

De Khorsabad à Paris : la découverte des Assyriens

Parmi les découvertes que le visiteur de la nouvelle aile du Louvre pourra faire, celle de la cour de Khorsabad (Assyrie) et ses taureaux androcephales (à tête humaine) l'une des plus spectaculaires. Une exposition du département des antiquités orientales accompagne la mise en place de l'ensemble monumental découvert il y a exactement 150 ans.

Musée du Louvre, aile Richelieu, Entrée par la Pyramide, Paris 1<sup>re</sup>. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, nocturne les mercredi et jeudi jusqu'à 21 h 15. Colloque les 21 et 22 janvier : la palais du roi Sargon II d'Assyrie. Jusqu'au 14 février 1994. 35 F.



Felice Varini : au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

exemple « 10/18 »). Hors commande, il se plaît dans le photomontage.

Centre Georges-Pompidou, forum, place Georges-Pompidou, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 3 janvier 1994.

Tresors de Mongolie

De l'Altai au Grand Khingan, la Mongolie est plus connue pour ses cavaliers et son désert de Gobi que pour ses productions artistiques, réalisées socialistes isolées. Pourtant, convertis au bouddhisme lamaïque tibétain depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, les Mongols ont pratiqué un art étrange, que domine la figure de Zanabazar, à la fois sculpteur et chef religieux du XVII<sup>e</sup> siècle. Découverte et dépassement garantis.

Musée national des arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 47-23-61-65. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 18 heures. Jusqu'au 14 mars 1994. 33 F (comportant le visite du musée).

Holger Trülzsch

Vidéos, sculptures, installations, photos, lumières, croquis, son. En deux expositions, compilations Holger Trülzsch explore de multiples supports et matériaux, souvent monumentaux, pour traiter du problème de la guerre et de l'enlèvement des technologies. Ou comment le spectateur devient complice d'un spectacle trouble.

Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Garret, Ivry-sur-Seine, 94200. Tél. : 48-80-26-06. Tous les jours sauf lundi de 14 heures à 19 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Fermé les 25-26 décembre, 1<sup>er</sup> et 2 janvier. Jusqu'au 9 janvier 1994.

Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 42-78-05-82. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 8 janvier 1994.

Régions

Als

Pierre-André Benoit

Les artistes subissent une étrange fascination de la part des poètes : Pierre André Benoit avait su réunir autour de lui certains parmi les meilleurs. Alechinsky, Dorny, Guitet et bien d'autres qui furent ses amis rendent hommage, avec des œuvres récentes, à l'écrivain-éditeur récemment disparu.

Musée-bibliothèque Pierre-André Benoit, 12, montée des Lauriers, Rochelle, 17107. Tél. : 66-88-98-89. Tous les jours de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 6 février 1994.

Angers

Le Matin des peintres

Proposer un regard nouveau sur les « primitifs » des musées d'Angers, tel est l'objectif de cette réunion d'une quarantaine de tableaux sur bois des quatorzième, quinzième et seizième siècles provenant de différentes écoles (Sienne, Florence, Avignon, Suisse, Angers, Flandres, Hollande). La moitié ne sont généralement pas exposés, certains ont été restaurés.

Musée des beaux-arts, 10, rue du Musée, 49100. Tél. : 41-99-64-65. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 13 février 1994.

Annecy

Giuseppe Penone

En nourrissant son œuvre de choses de la nature naturelle et cultivée, plutôt que de culture et d'histoire, le Turinois Giuseppe Penone a pris du champ par rapport au mouvement Arte Povera dont il est issu. Arbres, Mues et Pommes de terre, dessins, marbres, bronzes et terres cuites... Le musée d'Annecy propose un panorama de son travail depuis trois ou quatre ans.

Musée-château, place du château, 74000. Tél. : 50-45-29-66. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 23 janvier 1994.

Besançon

Albert Gleizes

La fondation Albert-Gleizes vient de mettre en dépôt vingt-cinq œuvres graphiques du peintre et théoricien du cubisme au musée de Besançon. Qui les expose accompagnées de quelques autres œuvres permettant de mieux situer l'artiste.

Musée des beaux-arts et d'archéologie, 1, place de la révolution, 25000. Tél. : 81-81-44-47. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 9 h 30 à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Visites commentées les 9 décembre et 15 janvier. Jusqu'au 24 janvier 1994. 16 F, entrée gratuite les mer. dim. et jours fériés.

Bourgoin-Jallieu

Magdalena Abakanowicz

Cette artiste polonaise de tout premier plan depuis plus de trente ans fait œuvre de sculpteur en tissant, tressant, manipulant des fibres végétales. Elle en a tiré des grandes formes monumentales enveloppantes (Abakans), et des échos sans corps et des corps sans têtes qu'elle dispose en assemblages.

Musée Victor-Charbonnet, rue Victor-Hugo, 38300. Tél. : 74-26-19-74. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 décembre.

Chartres

Compagnon, Cuzin, Revel

Trois représentants des tendances récentes de l'abstraction géométrique ont investi le musée de Chartres. L'accrochage est dynamique, le dialogue entre les œuvres stimulant, et l'ensemble mesure la vitalité d'un genre qui n'a pas tout dit de croire moribond.

Musée des beaux-arts de Chartres, 29, cloître Notre-Dame, 28000. Tél. : 37-38-41-39. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures. Jusqu'au 31 janvier 1994.

Châteauroux

Riopelle

Vingt-deux tableaux, cela paraît bien maigre pour une exposition. Pas quand il s'agit de Riopelle, dont les travaux de ces dernières années continuent le gigantisme, et parviennent souvent à « l'insanable ». En contrepoint, une série d'œuvres sur papier, et une quinzaine de sculptures en bronze témoignant d'un étrange bestiaire tiré des limons du Saint-Laurent.

Convent des Cordeliers, rue Alain-Fourier, 36000. Tél. : 54-08-33-00. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, samedi et dimanche jusqu'à 18 heures. Jusqu'au 9 janvier 1994.

Grenoble

Alighiero E. Boetti

Le Magasin présente deux œuvres de l'artiste italien : En alternant de 1 à 100

et de bouche à oreille, des histoires de carrés en progression quantitative. De la première série aux cases noircies par des élèves d'une trentaine d'écoles d'art françaises, des tisserands du Pakistan ont tiré 50 kilms. Quant à la deuxième, qui est faite d'enveloppes et de timbres, ce sont les postiers et La Poste qui en sont les artisans.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berliet, 38000. Tél. : 76-21-95-94. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Visite commentée tous les samedis à 17 heures. Jusqu'au 27 mars 1994. 8 F.

Le Cateau-Cambrésis

Matisse, sculptures, dessins

Quarante-cinq des soixante-neuf sculptures de Matisse ont été rassemblées. Autant de dessins les accompagnent. Pour un dialogue serré. Les œuvres viennent de collections privées, de musées d'Europe des États-Unis.

Musée Matisse, palais Fénélon, 59360. Tél. : 27-84-13-15. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 heures. Fermé le 25 décembre et 1<sup>er</sup> janvier. Jusqu'au 6 février 1994.

Nice

Ettore Spalletti, Jullie Knifer, Johan Creten

Les sculptures minimalistes d'Ettore Spalletti ont des couleurs de fresque et la forme des chapeaux de Piero della Francesca. Les peintures et les dessins de Jullie Knifer sont noirs et d'extrême rigueur. Quant à Johan Creten, un jeune Belge, il dédie avec ces sculptures en céramique. Les trois artistes ont en commun d'avoir résidé à la Villa Arson.

Villa Arson, galerie, 20, avenue Stephan-Liégeois, 06100. Tél. : 93-84-40-04. Tous les jours sauf lundi et mardi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 12 décembre.

Saint-Etienne

Entre la sérénité et l'inquiétude

Bernard Ceyssac poursuit sa salubre relecture de l'art d'après-guerre, et en particulier de l'histoire infiniment qu'on a de la peinture européenne. « Entre la sérénité et l'inquiétude », qui reprend

un mot de Nicolas de Staël, entend montrer les tiraillements vécus par des artistes oscillant entre tradition et modernisme, au milieu des décombres de l'ancien monde.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000. Tél. : 77-93-59-58. Tous les jours de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 janvier 1994.

Strasbourg

Gustave Doré

Les musées de Strasbourg, déjà riches en œuvres de Gustave Doré, ont récemment acquis une impressionnante collection privée d'œuvres de l'artiste, un enfant du pays. Les plus belles pièces : aquarelles, gouaches, lavés, dessins, bois gravés, livres et albums, sont exposées au Musée des beaux-arts. Elles prendront place, en 1997, dans la Doré Galerie du futur Musée d'art moderne.

Musée des beaux-arts, palais Rohan, galerie Robert-Hertz, 2, place du Château, 67000. Tél. : 38-32-48-86. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 13 h 30 à 18 heures, dimanche de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 24 janvier 1994. 15 F.

Villeneuve-d'Ascq

Escale-Stopover-Tussenstop

Ils sont vingt. Ils sont jeunes, âgés de 25 à 35 ans. Tous travaillent dans le nord-ouest de l'Europe : d'ord de la France, Belgique, Royaume-Uni. Ils ont été choisis après nombre de visites d'atelier par l'équipe du musée pour, nous dit-on, « l'exigence et l'incapacité de démarquer l'individuelle ». Et chacun d'eux a eu les moyens de réaliser une œuvre spécifique pour l'exposition.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59850. Tél. : 20-05-42-48. Tous les jours sauf mardi et les 26 décembre et 1<sup>er</sup> janvier de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 9 janvier 1994. 25 F.

La sélection « Arts » a été établie par : Genevieve Breuerre « Photo » : Michel Guerin.

G A L E R I E S

JEANNE DUNNING

à la Galerie Samia Souma

Il est toujours troublant de se retrouver face à une photographie sans être capable de dire ce qu'elle représente. Encore plus troublant lorsque ladite photo est un strict enregistrement du réel, sans intervention de l'artiste. Et cela devient même perturbant lorsqu'il se dégage des images une impression de malaise, entre attirance et répulsion. Que croit-on déceler dans les photos en couleurs de Jeanne Dunning ? Ce qui s'apparente à un sexe de femme est l'intérieur d'une pêche coupée jusqu'au noyau. Ce que l'on croit être du sang bouillonnant est une tomate juste pelée. Ailleurs, des plis de peau, de corps. Jeanne Dunning nous livre ses dernières métaphores sur la sexualité. Cette jeune artiste de Chicago a toujours travaillé sur l'ambiguïté des signes, des sexes (masculin-féminin), des matières (cheveux, fruits, peau, poils). Elle montre un talent certain pour donner un autre sens, voire tout son sens, à la sexualité. — M. G.

\* Galerie Samia Souma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris (3<sup>e</sup>). Tél. : 42-78-40-44. Jusqu'au 23 décembre.

NATURE EN PROGRÈS

à la Galerie des Archives

Où en sont les paysagistes ? Que faire de la nature dans l'art contemporain ? La nature « vierge » existe-t-elle encore ? Pour répondre à ces questions très sérieuses, la Galerie des Archives présente une excellente exposition de groupe réunissant de jeunes Américains et Français qui ont l'ironie et la déraison pour point commun. Par l'assemblage, la simulation, le bricolage et la mise en scène, ils dénoncent le pseudo-panthéisme écologiste, le stéréotype de l'explorateur calme et viril plantant sa tente sous l'orage au beau milieu de l'Amazonie, les exotismes touristiques, Barbizon, l'impressionnisme réduit à des posters et la peinture sur le motif - autant de lieux communs passablement ridicules. Alain Séchas construit des fleurs carnivores très méchantes en acier chromé, Kate Ericson et Mel Ziegler parodient le croquis du peintre en promenade à la campagne, Vincent Shine pousse à sa perfection absurde le trompe-l'œil et Art Orienté Objet - pseudonyme d'un couple d'artistes parisiens - met au point des installations burlesques. Dans l'une d'elles, « marine » dans le genre moderne, les poissons qui nagent dans les flots bleus sont remplacés par des cubes de merlan surgelés et panés. C'est bien fait, drôle et juste. — Ph. D.

\* Galerie des Archives, 4, impasse Beaubourg, Paris (4<sup>e</sup>). Tél. : 42-78-05-77. Jusqu'au 29 janvier.

MASAYOSHI YAMADA

à la Galerie Claude Samuel

Il y a vingt ans, le Japonais Masayoshi Yamada découvrait la France et ses étranges coutumes. Depuis, il porte sur notre pays le regard d'un ethnologue, profond mais décalé. D'abord attiré par la sculpture et les installations, il s'est ensuite intéressé aux affiches lacérées dont il tire des effets surprenants, presque picturaux. Ses derniers travaux, regroupés sous le titre *Demaures sans toit* - les jeux de mots ne sont jamais absents des titres de Yamada, - intègrent aux papiers déchirés des morceaux de plomb qui esquissent des figurines : Yamada réintroduit ainsi une dimension dans son travail, celle de la sculpture longtemps délaissée. Cela pourrait être une surcharge inutile, mais il sait l'intégrer au plan avec bonheur. Intuitivement, il redécouvre l'ironie de Lescage et du *Diable boiteux*. Comme Asmodée, Yamada soulève les toits de ses maisons pour révéler la solitude ou les rapports subtils de ses personnages plombés. — H. B.

\* Galerie Claude Samuel, 18, place des Vosges, Paris (4<sup>e</sup>). Tél. : 42-77-16-77. Jusqu'au 15 janvier 1994.

## LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

## DISQUES

## Classique

## Composers in Person

*Ceuvres de Falla, Granados, Mompou et Nini*  
Enrique Granados, Manuel de Falla, Joaquín Nin, Federico Mompou (piano et clavessin), María Barrientos et Néstor Valté (sopranos)

La passionnante série consacrée par EMI aux compositeurs-interprètes s'enrichit d'un nouvel album consacré à l'Espagne. Enregistrée entre 1912, pour la plus ancienne (Granados) et 1950 pour la plus récente (Mompou), ces interprétations ne bénéficient pas d'un son parfait mais la qualité des reports de 78 tours est étonnante. C'est la première fois, par exemple, que l'on entend aussi bien le *Concerto pour clavier* de Manuel de Falla (cette interprétation s'en trouve singulièrement réévaluée). Si tout est passionnant dans ce disque, l'interprétation par Mompou de sa musique est un miracle de fusion entre une écriture pianistique et sa réalisation. En l'écouter, on pense à ce que les élèves de Chopin ont écrit sur son jeu. Un regret. Le compositeur Stephen Dogson, auteur du texte de pochette, affirme qu'« Isaac Albéniz enregistrera uniquement sur rouleaux de piano mécanique ». Ce n'est pas vrai, l'auteur d'Iberia a enregistré pour le phonographe (voir ci-contre). Il est bien dommage qu'EMI n'ait pas reporté ces incunables sur ce disque compact. C'est été une pièce de plus à verser à l'histoire de l'interprétation pianistique. Comme Granados et Manuel de Falla, Albéniz jouait du piano de la même façon qu'on en joue aujourd'hui.

1 CD EMI CDC 7 64836-2.

A. Lo.

## Jazz

## Sun Ra

Somewhere Else

Un des derniers enregistrements de Sun Ra, dit « Sun Ra » (piano et synthétiseur), parti vers d'autres galaxies en mai dernier, après un intéressant et assez lumineux séjour sur notre planète. Comme s'il se doutait que ces prises de décembre 1988 précéderaient celles de novembre 1989

## Réédition de quelques raretés discographiques

La perfection technique du disque compact a paradoxalement ravivé l'édition des vieilles cires. Parmi les centaines d'interprétations rééditées chaque année, les interprétations historiques publiées par VAI-Audio revêtent un intérêt particulier. Car cet éditeur nord-américain, se substituant aux majors défilantes, réédite des incunables dont les collectionneurs s'attachaient autrefois les raretés. Sa première livraison sur le marché français s'attache aux pianistes Josef Hofmann, Ossip Gabrilovitch et, rareté entre les raretés, à la totalité des interprétations d'Albéniz, Granados, Joaquín Mela, Frank Marshall et Rosita Renard. Totalement inconnues, Rosita Renard (1884-1949) était chilienne. Elève, à Berlin, du célèbre élève de Liszt Martin Krause, elle lui amène Claudio Arrau enfant - n'ayant pas trouvé de maître pour son fils. M. Arrau songeait à rentrer en Amérique latine. Après des débuts triomphaux, la carrière de Rosita Renard ne fut qu'une suite de déconvenues. Elles auraient dû prendre fin lorsque Erich Kleiber en fit l'une de ses pianistes fétiches pour des séries de concertos de Mozart. En 1949, alla donner un récital triomphal à Carnegie Hall... quelques mois avant de mourir d'une affection proche de la maladie du sommeil. Miraculeusement enregistré, par un groupe d'amis, ce concert est publié aujourd'hui avec quelques-unes des gravures enregistrées par la pianiste à la fin des années 20. Ce qui ne pourrait être qu'un document pour aficionados nostalgiques est une révélation. Rosita Renard jouait Bach, Mozart et Chopin avec le détachement souverain de Lipatti et la force de persuasion de Richter.

Dans ses *Mémoires*, Arthur Rubinstein évoque le souvenir d'Ossip Gabrilovitch (1876-1936). Il la décrit paralysé par le trac, incapable d'affronter le public. En studio, il semble que ses appréhensions s'évanouissent. La totalité de ses enregis-

## Pianistes d'hier pour aujourd'hui

trements acoustiques (il manque sa version intégrale du *Quintette* de Schumann, réalisée plus tard pour l'enregistrement électrique) est reportée sur les soixante-six minutes d'un seul compact. Gabrilovitch jouait avec raffinement, fantaisie, mais sans l'égocentrisme catégorique de certains pianistes d'hier - et d'aujourd'hui. Son enregistrement de la *Valse pour deux pianos* d'Arenski, avec Harold Bauer, est d'un charme ravageur. Et son interprétation du *Quintette* (abrégi) de Schumann, enregistrée en décembre 1823 et février 1824 avec le Quatuor Rinzley, est d'une vitalité conquérante, d'une justesse expressive que l'on n'apprécie que dans trop peu d'interprétations récentes. Lorsqu'il est mort, il était directeur musical de l'Orchestre de Detroit.

Comme de nombreux pianistes célèbres, Alicia de Larrocha fut une enfant prodige. Ses premiers enregistrements datent de 1932. A l'âge de neuf ans, la Catalane jouait avec la sonorité charmue, la lumière, la vivacité qui la font admirer aujourd'hui. Ses interprétations de Chopin sont regroupées avec des raretés, dont trois improvisations d'Isaac Albéniz captées en 1903. Ces cinq minutes trente-cinq secondes, jouées par un compositeur-pianiste né en 1850, sont un document capital à verser à l'histoire de l'interprétation pianistique. Les disques d'Albéniz, comme ceux de Francis Planté (1839-1934), d'Igor

Elenshtütz (créatrice de l'*Opus 118* de son ami Brahme, née en 1872, elle vécut jusqu'à dans les années 80), de Raoul Pugno (1862-1914), ou des pianistes bien connus que sont Rachmaninov, Cortot ou Backhaus, enseignent aux mélomanes de 1993 que techniques et styles d'interprétation pianistique n'ont que fort peu varié depuis le XIX<sup>e</sup> siècle - contrairement à une idée répandue, on jouerait plutôt moins vite aujourd'hui, et les pianistes contemporains ne font pas moins de fausses notes en concert.

Josef Hofmann (1876-1957) fut un enfant prodige si courtois que l'on vota spécialement une loi pour le protéger. Sa carrière s'est essentiellement déroulée aux États-Unis, où l'on fita, en 1937, au Metropolitan Opera de New-York, le jubilé de ses débuts américains. Ce concert historique fut enregistré dans d'excellentes conditions techniques. Fritz Reiner accompagne Hofmann dans le *Quatrième Concerto* d'Anton Rubinstein (mouvement lent sublime) et le pianiste joue seul des pièces de Chopin, Rachmaninov, Mendelssohn et Beethoven. Comment jouer Hofmann? Ses interprétations stupéfient par la variété des couleurs qu'il tire de son piano et une sonorité adamantine qui donnait au chant une allure aristocratique qui, loin de les intimider, anoblissait ses auditeurs.

ALAIN LOMPECH

\* Rosita Renard à Carnegie Hall : 2 CD VAI-Audio VAI/IFA 1018-2. Ossip Gabrilovitch : 1 CD VAI-Audio VAI/IFA 1018. The Catalan Tradition, Larrocha, Granados, Malata, Albéniz, Marshall : 1 CD VAI/IFA 1001. Josef Hofmann, The Golden Jubilee Concert : 2 CD VAI/IFA 1020. Distribués par Dante. Enregistrés entre 1903 et 1949, ces disques grattent parfois beaucoup, mais ils ont été soigneusement réédités.

## Rock

## Les Satellites

Saluons le retour des Satellites. On les a crus un moment déviés de leur trajectoire, irrésistiblement attirés par la gravité qui fit choir tant de groupes français. Or ce quatrième album se révèle dès la première écoute le digne successeur de *Riches et célèbres*, sorti sur le label alternatif Bondage qui était, à ce jour, le meilleur exemple de la manière Satellites. Entre temps, le groupe avait enregistré *Pied orange* pour une major, ce qui lui avait valu la distinction douteuse de devenir un cas d'espèce souvent évoqué, illustration des méfaits du passage de l'artisanat à la grande industrie.

Pour parler de 4, il va falloir trouver autre chose. Éviter par exemple l'affirmation d'une écriture. Plutôt que marcher sur les traces de Gainsbourg (ce qui permet à tant de leurs contemporains de faire passer leur apathie pour des ellipses), les Satellites s'inscrivent dans la tradition satirique de Jacques Loupian qui - à son corps défendant sans doute - fut l'un des meilleurs écrivains du rock français, ou de Nina Ferrer. On pourra aussi raconter les guitares chaleureuses et grasses qui propulsent le disque (les autres tiennent moins de place qu'autrefois). Et surtout les chansons qui tiennent debout toutes seules, comme *Les idées faciles d'accès* ou *Les Petites Voitures*.

Après un long silence qui succède à la dixième chanson, *les Tambours*, les Satellites ont caché à la fin de leur disque l'un des titres qu'ils ont enregistré avec Sals-Sal, duo de ragga-muffin parisien. *Protéger les bébés*. Il faut prendre la peine de trouver ce titre (utiliser la touche search du lecteur de CD si nécessaire), c'est l'heureuse conclusion de la nouvelle révolution des Satellites.

Squeez 14 474663 10.

## Phil Collins

Both Sides

Chassé de ses bottes de sept lieues communs, Phil Collins sort un album solo. C'est aussi prévisible que le retour des jeux olympiques. Dans le rôle des jeux d'hiver, le disque de Genesis, dans celui des jeux d'été, le CD de Phil Collins, le tout sur un rythme quadriennal. Cette fois, l'artiste a pris la peine de livrer, avec le disque, une note explicative : il a enregistré son disque tout seul, chez lui. Il a joué toutes les parties instrumentales, il a écrit ses textes. Le résultat est sensé être plus intime et plus sombre que les disques précédents de Phil Collins. La différence ne saute pas aux oreilles. Rien, d'ailleurs, ne saute aux oreilles tout au long de l'écoute de ce disque.

Toujours préoccupé par le sort des exclus (auquel il avait déjà consacré *Another Day In Paradise* sur son précédent album) Phil Collins préviendrait sérieusement que « l'homme blanc tourne au coin de la rue, se retrouve dans un autre monde/ un gosse du ghetto le prend par les épaules, le jette contre un mur/ il dit est-ce que

tu me respectes si je n'avais pas ce linget/sans lui on ne me respecte pas, c'est pour ça que je le porte/ il faut toujours écouter les deux côtés d'une histoire » (*Both Sides*). Si l'on ajoute à cela qu'on ne rejette pas (*Can't Turn Back the Years*) que bon sang ne saurait mentir (*We're Sons of our Fathers*), on obtient le disque dont monsieur Prod'homme a toujours rêvé, la musique, d'une neutralité experte, égalant sans peine la banalité des paroles.

WEA 4609 93767 2.

## Kate Bush

The Red Shoes

Où l'on a l'impression de poursuivre la critique du disque de Phil Collins. A ceci près que la banalité de *The Red Shoes* n'allait pas de soi. Kate Bush a toujours témoigné d'un esprit d'aventure qui l'a parfois emmenée très loin de cette école anglaise classique à laquelle son public, plus que sa musique, la rattache. Cette fois encore, elle recrée aux quatre coins du planisphère musical, de la guitare de Jeff Beck aux voix slaves du Trio Bulgarka en passant par le violon de Nigel Kennedy et les talents multiples de Prince. Manquent juste les chansons. A leur place, Kate Bush a esquissé quelques évidences textuelles et mélodiques que rien, ni ses idiosyncrasies vocales, ni la somme des talents considérables réunis pour l'opération, n'arrivent à sauver.

EMI 7243827271 29.

T. S.

## Musiques du monde

## Mory Kanté

Nongo Village

N'Diarabi

Tout commence par la danse pour finir en mélanges hasardeux. Il en flotte un vague sentiment de glochis : Mory le grand joueur de kora, la harpe africaine, et le chanteur exceptionnel aurait-il tout accepté? Les fides synthétiseurs, le zouk à peine digéré, les rythmes à tendance binaire et appauvrissant, injectés à haute dose par le producteur Mark Plati. De la déroute, on sauvera toutefois le très entraînant et moderne *Mogo Djolo*, le premier titre, quelques solos de kora épars et deux beaux exercices traditionnels (flûtes, chœurs, kora, tambours), dont un joli *Bonjour mon cher*, proposé en clôture. Pour retrouver le Mory Kanté des années fastes, il faudra se référer à *N'Diarabi*, le second album enregistré par le maître guinéen, dont on a réenregistré les parties rythmiques pour les besoins de la réédition en disque compact. L'étréme du temps, la richesse du jeu, ne se laissent pas briser par un modernisme pourtant très présent. Avec les mêmes ingrédients, les mêmes idées, les mêmes instruments, on aboutit parfois à des résultats opposés.

1 CD Barclay 521267-2.

1 CD Mélodie 68931-2 distribué par Mélodie.

V. Mo.



Diane Dufresne.

Aux explications psychologisantes de la demi-réussite de McLaughlin (trop correcte), ou sentimentales (pas assez « romantique »), on ajoutera ceci : Bill Evans était trop évidemment pianiste, trop équilibré, lié à la dynamique chantante, à l'incertitude posée de l'instrument qu'il faut aller chercher loin en lui pour le jeter, - et encore bien plus loin en soi.

1 CD Verve 519 331-2 distribué par Polygram.

F. M.

## Chanson

## Diane Dufresne


Déplacement majeur

Diane Dufresne, qui n'avait pas donné de chansons nouvelles depuis *Top Secret* en 1987, est passée à l'écriture. Composée à New-York, où la chanteuse québécoise a pu passer plusieurs mois grâce à une bourse du gouvernement, les dix titres de *Déplacement majeur* égratignent les travers du monde actuel avec une sérénité intermédiaire. Dufresne prend de la distance et regarde de haut. L'argent : « J'te demande pas comment tu vas, j'te demande combien tu vaux » (*la Fureur du cash*), l'environnement maltraité et les guerres incessantes : « A bâiller le monde à l'envers, j'en ai assez d'te regarder faire » (*le Locataire*), les accidents et les voitures (*New-York Requiem*). Le style, rock-lyrique, la

voix, toujours aussi large, se sont pacifiées (« Je dois vivre mon âge sans le cacher », dit Diane Dufresne). Mais la colère et l'exubérance qui ont bâti la réputation de cette excellente chanteuse de scène affluent à chaque instant. Arrangements et musiques sont signés Marie Bernard.

1 CD Bouchette Productions 082047.

V. Mo.



BOUZIGNAC  
Te Deum  
& Motets

Les Arts  
Florissants  
Les Pages  
de la Chapelle

WILLIAM  
CHRISTIE

disques harmonia mundi

هكذا من الأهل



# A S S O C I A T I O N S

## Solidarité en mouvement

Le monde associatif ne cesse d'évoluer. Dans les années 80, les associations sportives avaient le vent en poupe tandis que le militantisme ne faisait plus recette. Globalement, les 18-24 ans donnaient le la au mouvement. Les années 90 ne veulent pas laisser la même empreinte. Les générations des plus de quarante ans découvrent avec le crise qu'il y a beaucoup à faire et mettent leurs compétences et leur temps au service de causes diverses.

Car les Français sont ainsi. Ils crient à l'individualisme franchouillard mais finalement n'hésitent pas à aider quelqu'un en difficulté. C'est du moins ce qu'affirme le COFREMAC, un Institut qui depuis vingt ans réalise des études sur l'évolution des mentalités en France. Selon lui, nous sommes de parfaits schizophrènes. Quand on nous demande si nous pensons qu'aujourd'hui « c'est cha-

cun pour soi », nous répondons « d'accord » à 66 %, mais, parallèlement, une vaste majorité d'entre nous déclarent avoir été surpris de « découvrir qu'il elle peut être utile à une personne en difficulté ». Autrement dit, nous aurons des comportements de « solidarité et d'utilité sans même en avoir conscience ».

L'immense apport du mouvement associatif est, lui, visible. Plus souple que les institutions étatiques ou locales, il repère plus facilement les besoins sociaux ou sanitaires et apporte plus rapidement une réponse. On le voit notamment dans le domaine de la prévention et du soutien aux victimes du sida, dans celui de l'aide à l'insertion ou encore avec les coups de pouce donnés aux artistes du tiers-monde... Mais tout n'est pas forcément rose. La réussite n'est pas toujours au rendez-vous des

initiatives. Et les institutions publiques, en ces temps de récession, sont très souvent ingrates.

Cette année encore, la DEVCOM, le salon des associations, organisé du 15 au 17 décembre au Palais des Congrès, porta Maillot à Paris, sera l'occasion pour les responsables d'associations et les bénévoles de confronter leurs expériences et de réfléchir sur leurs problèmes lors de conférences « sectorielles », ou bien de s'informer, dans des ateliers, sur des sujets aussi divers que la fiscalité, la marketing, la communication. Le succès de ces rencontres, créées en 1990, montra le souci du monde associatif d'acquiescer une rigueur, un « professionnalisme » qu'on lui a longtemps reproché - et qu'on lui reproche parfois encore - de ne pas suffisamment avoir.

CHRISTIANE CHOMBEAU



### ÉDUCATION POPULAIRE

## A la rencontre des jeunes en difficulté

APRÈS s'être interrogée sur sa vocation d'association d'éducation populaire, la Fédération des œuvres laïques (FOL) du Val-d'Oise a décidé de partir à la rencontre des jeunes en difficulté. Une décision qui n'allait pas de soi. « Au départ, cela tenait du délire », reconnaît Eric Forti, secrétaire général de la FOL du Val-d'Oise (trois cents associations et trente-cinq mille adhérents). Nous voulions former des jeunes d'aujourd'hui, des chefs de bande prédelinquants, valde des délinquants, et en faire des leaders de la réinsertion et de l'insertion sociale. C'était en 1989. On ne parlait pas encore de Vaux-en-Velin, mais on sentait qu'il y avait urgence. »

Devant l'urgence, au printemps 1990, les permanents de la FOL 95 (dont plusieurs enseignants détachés) lancent « Cergy hot summer ». Le projet laisse les « professionnels » de l'insertion locale perplexes. Questions : comment faire garder à un leader son statut de leader s'il est « intégré » ? Comment faire pour amener des jeunes vers une formation si celle-ci n'est pas rémunérée ? Comment faire... quand on ne sait vendre ou prioriser que du séjour de vacances et du voyage éducatif ?

Aux questions et au scepticisme, les permanents de la Fédération opposent leur énergie et leur volonté d'aboutir. Ils maouquent de contacts. Ils décident d'aller directement « sur le terrain ». « Nous avons pris nos mobylettes et nous sommes allés, au hasard, dans les quartiers, distribuer des plaquettes pour

expliquer ce que nous voulions faire. » Progressivement, le projet change de cible et s'oriente plus vers les jeunes en difficulté. Mais l'esprit et les objectifs demeurent : il s'agit, au cours de deux mois de stage, de profiter d'une dynamique de groupe pour permettre à des jeunes en galère, inoccupés, déscolarisés, sortis de prison, de se restructurer et, surtout, de formuler des projets personnels de qualification et d'insertion. La FOL mise sur les multiples activités de la maison mère, la Ligue de l'enseignement, dans le domaine de l'animation. A la clé, si le stage réussit, ils se verront proposer deux mois d'animation dans un centre de vacances ou de loisirs.

Soixante jeunes répondent ainsi à l'appel. Après entretien de motivation, vingt-cinq seront sélectionnés. Et dix-huit suivront finalement les cours. Aidés par une équipe de formateurs motivés, ils se fixent des horaires, travailleront l'imagination, apprendront à organiser des sorties pour enfants. Ils feront du sport, étudieront des rudiments de droit du travail, réfléchiront à des thèmes de société et commentent, par exemple, des passages de la Vie devant soi. Ils rencontreront un maître, apprendront ce qu'est une municipalité. Ou leur expliquera ce qu'est une association, ou le fonctionnement d'un centre de vacances. Ou encore comment se concentre un enfant. Puis ce sera deux mois en tant qu'animateur dans un centre de vacances, grandeur nature. A la campagne, à la mer, ou simplement à la ville.

« En tant qu'association d'éducation populaire, il fallait faire la preuve de notre utilité sociale et de nos engagements », explique Eric Forti. Et éviter de céder aux seules sirènes du mercantilisme : avec le fort développement de son sein du tourisme associatif (dix millions de francs de chiffre d'affaires pour la seule vente de séjours de vacances en 1992 pour le compte de la Ligue de l'enseignement), la FOL 95 ne risquait-elle pas de perdre son âme ?

« Sans l'activité touristique, explique au contraire son secrétaire général, on n'existerait pas. L'argent sale, comme le qualifient souvent les associatifs, je n'y crois plus. L'économie, la gestion, sont incantatoires. Avant, un projet se mettait en place, on se mettait en quatre pour trouver des subventions, on dépensait, et puis, après seulement, un capital. Ce temps-là est révolu. C'est une nécessité. Ce qui veut dire aussi, pour nous, avoir un projet social fort, en l'occurrence une réelle volonté politique de solidarité. S'il s'agit de se limiter à « faire de l'argent », il serait préférable d'aller dans le privé. »

### Coller à la réalité

Depuis trois ans, « Cergy hot summer », appuyé par le réseau des assistantes sociales de la région, remotive une bonne vingtaine de jeunes chaque année. Certains sont réembauchés dans les centres de loisirs, d'autres décident de reprendre leurs études, d'autres encore, munis de ces quelques bases, se lancent dans une réelle formation d'animateur. « Bien sûr, précise Eric Forti, ce n'est pas en quatre mois qu'on peut résoudre vingt ans de difficultés. L'idée d'un lieu permanent d'accueil s'est faite plus pressante. Cent mètres carrés conviviaux pour inscrire l'action dans le long terme. Mais là les relais financiers n'ont pas encore suivi. »

Comme la FOL 95, certaines associations n'ont pas attendu les injonctions de Frédérique Bredin, alors ministre de la jeunesse et des sports, lancées il y a deux ans, contre les appareils et les éléphants de l'éducation populaire (Ligue de l'enseignement, Fédération Léo Lagrange, etc.) : ceux-ci étaient accusés de ne pas avoir assez investi le terrain des quartiers ou de difficultés. « C'est vrai, reconnaît Eric Forti, ce qui a été possible ici ne l'a pas toujours été dans les appareils, plus lourds à manier. Ceux-ci n'en sont restés souvent qu'au stade du discours. »

Interpellés par les phénomènes d'exclusion, les éléphants de l'éducation populaire s'interrogent eux-mêmes sur les outils dont ils disposent aujourd'hui pour mieux cerner ce qu'ils

appellent communément la demande sociale. La tentation est grande, comme l'ont remarqué plusieurs intervenants lors de journées organisées en juin dernier par le Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire (FONJEP) sur ce thème, de raisonner sur l'exclusion par l'abstrait, de toujours prôner « ce qui devrait être » et d'échapper finalement à la réalité. Coller à la réalité, former des « citoyens actifs », c'est ce que la FOL 95 a tenté de faire également en développant un

secteur culturel à forte vocation sociale. Des jeunes veulent monter un groupe de musique : on démystifiera le statut de l'artiste. Quels sont les droits, les devoirs ? La Fédération apportera une aide logistique aux associations locales et écoles de musique existantes et encouragera l'association des énergies.

Nathalie, Julien, Sam, Fred et Didier ont ainsi créé une association qui réunit un groupe alternatif et une troupe de théâtre. Leurs efforts ont été couronnés par « Nomade 93 »,

six concerts-spectacles produits cet été dans des villes de la Côte d'Azur.

« Nous nous appelons les Minaritaires », expliquent-ils, parce que dans les cités, comme on n'a pas la parole, on est toujours des « minots ». Quand les jeunes portent de projets aux adultes, eux étus, eux institutionnels, les portes sont souvent fermées. Avec les associations, en revanche, on o pu travailler. Ici, on nous fait confiance. »

JEAN-MICHEL DUMAY

## Le partenaire naturel des associations



Nombreuses sont les associations qui nous ont choisi comme partenaire financier.

Banque à taille humaine, animée par une même éthique, le Crédit Coopératif est naturellement proche des secteurs associatifs : santé, social et médico-social, culture, enseignement, formation, sport, loisirs, tourisme...

Pour l'ensemble des entreprises associatives, nous proposons des services bancaires et financiers, des télé-services ainsi que des crédits de fonctionnement et d'investissement, adaptés. Notre expérience est fondée sur le double savoir-faire de spécialiste des associations et de banquier coopératif.

Pour un savoir plus, tapez 3614 COOPA « le Magazine » ou écrivez au :  
Crédit Coopératif  
Département des Organismes Sociaux  
BP 211 - 92002 NANTERRE Cedex  
Tél : 01 47 42 87 31

**CREDIT COOPERATIF**  
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

15 - 16 - 17 décembre DEVCOM 93

### 4<sup>ème</sup> Salon des Associations

Palais des Congrès - PARIS

Le carrefour professionnel du monde associatif

**100 Exposants**  
**3 Conférences, 2 Tables Rondes,**  
**7 Conférences Sectorielles et**  
**19 Ateliers sur les thèmes :**

Collecte de fonds - Communication  
Mécanisme Partenariat - Management  
Informatique - Ressources humaines  
Aspects juridiques - Banque, Assurance  
Fiscalité, Activité commerciale

THEMATICA - B.P. 248 - 95025 Cergy cedex  
Tél. : (1) 34 24 90 90 - Fax : (1) 30 32 38 90

## ASSOCIATIONS

## ENFANTS HOSPITALISÉS

## Profession : bénévole

LORS d'une réunion avec «ses» bénévoles de l'association Main dans la main et solidaires (MDMS), Madame le professeur Fékété, qui dirige le service de chirurgie infantile de l'hôpital Necker-Enfants malades, leur a déclaré : «Vous avez inventé une nouvelle profession : sans vous, nous ne pourrions plus tourner.» Un compliment qui consacre cinq années d'efforts mais qui signifie aussi qu'il est impossible à ces bénévoles de revenir en arrière. Que leur présence à l'hôpital non seulement est acceptée mais est devenue indispensable.

Tellement indispensable que certains médecins, certaines surveillantes oublient parfois qu'ils sont là uniquement par choix. Que s'ils sont devenus des professionnels de l'environnement des enfants hospitalisés, ils ne sont pas pour autant des salariés. Un sourire suffit souvent toutefois à remettre les choses en place. Avec le temps, des amitiés se sont établies et un respect réciproque lie bénévoles et personnel hospitalier.

Meis ce n'était pas couru d'avance lorsqu'au début de 1987 Jéka Meyer Dumontant est arrivée à l'hôpital Necker avec l'envie de faire autre chose que de gagner de l'argent en utilisant son savoir-faire professionnel. En quinze jours, elle rencontre les onze chefs de service de l'hôpital pour déterminer leurs besoins. Trois directions s'imposent : aider et soutenir enfants - et parents - sur le plan effectif, dédramatiser l'hôpital en organisant des matinées récréatives le dimanche, améliorer ponctuellement l'environnement par le mécénat.

Arrivée pour quinze jours, elle partagera le bureau de la secrétaire du professeur Ricour, en gastro-entérologie, pendant un an. En six mois, avec son amie Danièle Rambla, elles se font fort de répondre à leurs trois objec-

tifs : mettre sur pied une équipe de bénévoles, permettre de fournir du matériel et organiser le premier spectacle. Quelques mois plus tard, elles déposent les statuts.

Petit à petit, l'association MDMS va regrouper près de deux cents bénévoles et se mettre à la disposition de tous les services, en s'adaptant aux besoins exprimés par les médecins, les surveillantes générales, les infirmières. «L'attitude du personnel de l'hôpital nous a aidés dès le départ. Nous marchions parfois sur ses plates-bandes et il avait pu nous mettre des bâtons dans les roues. De notre côté, nous avons essayé de ne jamais nous imposer. Nous avons montré que nous étions à sa disposition. Mais, attention ! cette humilité est limitée. Le bénévolat aujourd'hui, c'est prendre sa place dans la société, jouer son rôle de citoyen, nous ne réclamons que ce que l'on nous doit.»

## Une entreprise en développement

Fort de cette certitude, MDMS fonctionne comme une PME qui n'aurait pas de comptabilité. Les dix fondateurs (neuf personnes privées et cinq professeurs de Necker-Enfants malades) ont apporté 1 500 francs chacun la première année, 500 francs l'année suivante et plus rien depuis (hors les 60 francs de cotisation annuelle des bénévoles qui servent à les assurer). Tout le reste provient d'un mécénat exclusivement en nature : des cadeaux de Noël aux enfants aux tee-shirts des bénévoles en passant par le local, le téléphone, les fournitures de bureau... Chaque service a son ou sa responsable qui gère ses troupes et veille au bon fonctionnement des choses. Les bénévoles travaillent soit auprès des enfants hospitalisés en fin de journée pendant la semaine, ou en demi-journée le week-end, soit auprès des parents pendant l'opération de leur enfant, soit encore pendant les consultations, ou en anesthésie, soit aussi pour l'organisation des spectacles ou pour le mécénat.

En bonne entreprise qui se développe, MDMS cherche aujourd'hui à créer des antennes, à Paris, en banlieue ou en province.

MARTINE SILBER

► MDMS. Hôpital Necker-Enfants malades, 49, rue de Sévres, 75015 Paris. Tél : (1) 42-73-81-81.

## COMMUNICATION ET COLLECTE DE FONDS AU NIVEAU INTERNATIONAL

Vous êtes une association humanitaire, culturelle, université, grande école, centre de recherche :

Vous pouvez solliciter des subventions de fondations ou de mécénat d'entreprises multinationales (américaines, japonaises, européennes).

Contactez YIZAY RANGAN Certified Fund Raising Executive (USA) 24, rue des Bons-Enfants, 45000 Orléans FRANCE Tél. : (33) 38-54-22-34

## Les Éditions LAMY : un véritable savoir-faire au service des associations



LAMY ASSOCIATIONS  
L'ouvrage de référence  
(2 volumes - 2900 pages  
mises à jour régulières)

LA LETTRE DES ASSOCIATIONS  
L'essentiel de l'actualité  
(bimensuelle  
23 numéros par an)

- Infos juridiques et financières
- Rôles pratiques
- Vie associative

POUR TOUTE INFORMATION : (1) 44 72 12 12

Rencontrez-nous lors du salon DEV'COM (Stand F3)

Lamy

187188, Quai de Valmy 75002 Paris Cedex 10 - RCS Paris B 305 254 161

## RETRAITÉS

## A la recherche du temps utile

LES nouveaux retraités ont rajeuni. Ils n'ont plus les mêmes aspirations que leurs aînés et veulent continuer à «être utiles». Diverses associations tentent de canaliser cette force vive trop tôt mise au rebut. «La lutte contre la solitude et la dépendance a été notre premier souci», rappelle Marie-Hélène Cotté, responsable du développement de la Fédération nationale des clubs ruraux des aînés. Aujourd'hui, nous nous heurtons à un problème de générations : il arrive que des nouveaux retraités cohabitent dans les mêmes clubs avec des gens qui ont l'âge de leurs parents (1). Ils n'ont pas eu la même vie, n'ont pas les mêmes envies, les mêmes besoins, les mêmes aspirations.

Créée en 1972 par la Mutualité sociale agricole du Lot-et-Garonne, la Fédération nationale des aînés ruraux est la plus puissante de France. Au sein de 10 000 clubs, elle regroupe 900 000 adhérents. Les plus jeunes ne veulent pas entendre parler du «café-carton», mais préfèrent la gymnastique, le vélo ou des voyages qui ne soient pas seulement gastronomiques. «Ils prennent aussi conscience, à travers les difficultés que rencontrent leurs petits-enfants, qu'ils peuvent leur être utiles, ils se demandent comment les aider. La solidarité est un bon catalyseur de cette aspiration.» Les aînés ruraux, qui pour la plupart habitent dans des communes de moins de 5 000 habitants (30 % sont d'anciens agriculteurs), s'investissent dans des actions de proximité : certains ont ainsi payé le permis de conduire d'un jeune pâtissier qui en avait besoin pour les livraisons à domicile, d'autres se sont associés à des campagnes nationales (vaccination avec MSF, fonds récoltés après les inondations dans le Vaucluse, etc), et des initiatives fleurissent chaque jour. Marie-Hélène Cotté estime que la fédération fera de la solidarité une de ses réflexions prioritaires.

D'autres associations aux effectifs plus modestes se sont depuis longtemps déjà engagées dans cette voie. ECTI (Échanges et consultations techniques internationales) allie depuis vingt ans un fichier de plusieurs milliers d'experts retraités, prêts à remplir des missions ponctuelles en France et à l'étranger. «Notre ambition est de ne pas laisser s'évaporer des compétences», explique Bruno Philipponnat, administrateur délégué d'ECTI. Nous ne voulons pas des gens qui viennent ici pour éviter de s'ennuyer : il y a les mots croisés pour cela. Les «éclairs» doivent vouloir rendre service à la collectivité.

## Des missions au ras du terrain

En 1992, ces anciens cadres supérieurs ont accompli 1 743 missions, pour moitié en France, auprès de entreprises, d'associations et d'organisations internationales, contre une cotisation annuelle de 20 000 francs. «Nous proposons aussi bien de la formation à la comptabilité pour des membres d'associations humanitaires, énumère M. Philipponnat,

que des conseils à un jeune entrepreneur (ceux-ci n'ont pas à cotiser), ou des audits dans de multiples secteurs industriels.» ECTI affirme ne pas faire de concurrence aux cabinets-conseils. «Au contraire, nos analyses peuvent nous amener à encourager le recrutement de professionnels.»

Malgré les cotisations des 650 organismes adhérents (6 millions de francs prévus pour 1993), ECTI bute sur un problème de financement. «Ce qui fait défaut, ce ne sont pas les compétences, mais les occasions de les utiliser.» Le montage des missions est toujours plus difficile : les pays en voie de développement manquent de moyens pour accueillir ces retraités, même bénévoles. Il faut pouvoir payer leur voyage et assurer leur subsistance sur place.

## Changer le regard porté sur les personnes âgées

AGIR - Association générale des intervenants retraités - rencontre, après dix années d'existence, les mêmes problèmes. Elle comprend autant de membres qu'ECTI, mais, contrairement à cette dernière, qui dispose de fonds via les entreprises, elle s'est interdite de mettre ses compétences en service de l'industrie française. «Nous avons opté pour des missions au ras du terrain, explique Madeleine Faucher, vice-présidente de l'association. Pour être respecté, l'ingénieur agronome doit savoir manier la bêche.»

Jacques Michel, le président d'AGIR, déplore l'attitude des pouvoirs publics : «Les associations similaires américaines, alle-

mandes ou japonaises bénéficient de régimes fiscaux plus avantageux. En France, on n'a pas réalisé qu'il est préférable de favoriser les dons, plutôt que d'être obligé de subventionner les associations.» Sans compter les résistances de principe. La charte de l'accompagnement scolaire, qui prévoit l'intervention de retraités dans des actions parascolaires, vient juste d'être signée. «Le ministère a compris qu'il ne s'agit pas d'un travail d'enseignement, mais d'une activité de grands-parents : simplement aider les enfants à se construire», dit Madeleine Faucher. Côté étranger, le Quai d'Orsay encourage les missions d'AGIR dans les pays de l'Est, mais le ministère de la coopération reste très jaloux de son pré-carré africain. «Sans doute la peur de la concurrence, explique Jacques Michel, alors que ce que nous faisons, seuls des bénévoles peuvent le faire. Et en plus, en restant actifs, nous retardons le seuil de dépendance, qui préoccupe tant les caisses d'assurance-vieillesse.»

Selon les responsables de la Flamboyance, Maximilienne Nevet, âgée de soixante et onze ans, et Michel Daurel, trente-six ans, ces résistances de tous ordres sont le signe qu'un engagement complet de mentalité est nécessaire. Créé en 1990 avec l'appui de Jack Lang, le mouvement de la Flamboyance a perdu le soutien du ministère de la culture après les élections législatives. Il conserve l'ambition de révolutionner le regard porté sur les personnes âgées, à travers l'action sociale et culturelle. «Le vieillissement n'est pas uniquement démo-

graphique, insiste Maximilienne Nevet, c'est un problème de culture. Notre société le vit comme une catastrophe, alors que c'est peut-être une chance.»

La fondatrice de l'université du 3<sup>e</sup> âge de Nanterre considère que les «vieux» sont porteurs de valeurs, contrairement à celles prônées par notre société, mais dont il serait bon de redécouvrir les vertus : «Il s'agit de la lenteur, de la faiblesse, de la disponibilité et de la frugalité. Onze millions de Français pratiquent chaque jour ces valeurs, et ils seront de plus en plus nombreux à les partager, insiste Maximilienne Nevet. Ils ne doivent pas être considérés comme de simples consommateurs de services ou de prestations. La question principale est de savoir en quoi ces valeurs peuvent nous aider à faire face à la crise.»

HERVÉ MORIN

(1) Le nombre de retraités âgés de cinquante à cinquante-quatre ans a augmenté de 11 % entre 1991 et 1992 (73 084 contre 63 726), tandis que la population de retraités de cinquante à soixante-quatre ans augmentait de 3,6 % sur la même période. Source : enquêtes sur l'emploi de l'INSEE.

► Association générale des intervenants retraités (AGIR), 8, rue Ambroise-Thomas, 75009 Paris. Tél. : 47-70-18-80.

► Les aînés ruraux. Fédération nationale, 24, rue d'Anjou, 75008 Paris. Tél. : 44-66-84-23.

► Echanges et consultations techniques internationales (ECTI), 3, rue de Logelbach, 75847 Paris Cedex 17. Tél. : 46-22-20-19.

► La Flamboyance. BP 351, 75526 Paris Cedex 11. Tél. : 43-38-38-39.

## L'informatique pour réinsérer des handicapés

«Le laser, c'est quand même mieux que l'imprimante matricielle, non ?» Même pendant la pause, les stagiaires de l'AFOPH (Association pour la formation professionnelle des personnes handicapées) continuent à aborder de questions Georges Cusson, le responsable de leur formation informatique.

Dans un pavillon de l'hôpital Roux de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne), pendant six mois, à raison de treize heures par semaine, ils vont acquiescer sous sa conduite des savoir-faire professionnels, sanctionnés par une attestation, avant de se lancer sur le marché du travail. «Il est encore trop tôt pour mesurer notre efficacité», prévient Georges Cusson, cinquante-neuf ans, ancien ingénieur en électronique d'Aérospatiale, de Renault et de Thomson, en préretraite depuis trois ans. Nos ambitions sont modestes. Ce que nous visons surtout, c'est changer le mentalité de l'hospitalité de longue durée, qui se comporte parfois

en assisté, en exigeant de lui un projet personnel de reclassement, la volonté de se réinsérer.»

L'AFOPH a été créée en février 1992, et fait suite à une première expérience de rééducation par l'informatique, destinée aux traumatisés crâniocérébraux. Le professeur Claude Hemonet, aujourd'hui responsable du service de rééducation fonctionnelle de l'hôpital Henri-Mondor, avait alors fait appel à une équipe de bénévoles de l'université Inter-âge de Créteil et de l'association AGIR. Le matériel informatique avait été fourni par IBM et Microsoft.

## Un enthousiasme contagieux

Michel Bigon, responsable d'AGIR Val-de-Marne et président de l'AFOPH, insiste sur le fait que pratiquement aucun organisme de formation ne s'adresse directement aux handicapés, avec du matériel adapté. Et que, bien souvent,

les stages sont trop chers pour être pris en charge. Les retraités-bénévoles de l'AFOPH, dit-il, ont d'autres projets : «Le professeur Hemonet souhaite qu'on se soucie du devenir professionnel de l'accidenté dès son entrée à l'hôpital. Nous sommes prêts à le suivre.»

Cet enthousiasme est contagieux. Mustapha, ancien secrétaire au Trésor, emporté d'une jambe suite à un accident de la route, se félicite d'avoir pu obtenir un contrat emploi-soi-disant pour suivre le stage de l'AFOPH. «L'initiation à l'informatique va compléter ma formation en comptabilité. Et puis la communication passe très bien avec les retraités : on sent qu'ils ne sont pas là par obligation.»

H. M.

► AFOPH (Association pour la formation professionnelle des personnes handicapées), Hôpital Albert-Chenevier, 40, rue de Mesly, 94000 Créteil. Tél. : 45-88-11-06.

## Recherches et Études Formation Documentation Édition - Diffusion



## HANDICAPS et INADAPTATIONS

Centre technique national d'études et de recherches sur les handicaps et les inadaptations

CTNERHI  
236 bis, rue de Tolbiac  
75013 PARIS

Tél. : 45-65-59-00  
Fax : 45-65-44-94



## UNAPEI Grande Cause Nationale 1990

- Un lieu d'accueil et d'aide pour les parents d'enfants handicapés mentaux, des conseils, de l'information, de la formation.
- La solidarité de 65 000 familles regroupées dans 750 associations
- L'accueil des personnes handicapées mentales par 2 200 établissements et services



Union nationale des associations de parents et amis de personnes handicapées mentales  
15, rue Coysevox-75876 Paris cedex 18 - Tél. 42 63 84 33 - fax: 42 63 08 45 - 36.15 UNAPEI

هكذا من الأمل



ASSOCIATIONS

INSERTION

# Les associations intermédiaires cherchent leur voie

**«A**vant, quand une entreprise prenait une personne en mission, elle finissait par l'embaucher. Aujourd'hui, elle demande de prolonger la mission ou réclame une autre personne pour contourner le délai de trois mois. Mais ce n'est pas ça l'insertion, notre but c'est l'embauche. » Le constat dressé par Anne-Marie Bouzat, directrice de l'association 14<sup>e</sup> Emploi-Développement, est amer mais largement partagé par les militants de l'insertion par l'économie. La crise aidant, un nombre croissant de chômeurs de longue durée devient inapte à occuper un emploi – ou même à suivre une formation en raison de problèmes sociaux ou familiaux.

Le phénomène pèse sur la vie des quartiers en difficulté, marquant ainsi une frontière géographique palpable entre deux mondes : les salariés et les exclus. Depuis cinq ans, les associations intermédiaires (AI) essaient tant bien que mal de réinsérer les chômeurs de longue durée. Mais avec l'aggravation de la crise, les entreprises sont de plus en plus réticentes à prendre des salariés ponctuels. Le taux d'embauche a dramatiquement baissé, remettant ainsi en cause le but même de ces associations.

Le constat est le même partout : d'un taux de placement de 25 % en 1991-1992, on est passé à 10 % actuellement. « Le vrai ralentissement, on le sent quand on contacte des entreprises qui nous disent de les rappeler dans trois mois parce qu'elles ont juste de quoi occuper leurs salariés », remarque Bernard Charuel, directeur de l'Association création services Paris (ACSP). Les entreprises attendent l'embellie, les associations voient leur nombre de missions diminuer et le découragement commence à gagner ces militants de l'insertion. « Les mêmes travailleurs reviennent après un contrat précaire s'inscrire pour de nouvelles missions : on a le sentiment qu'à part des petits dépannages, on ne trouvera pas de solution », se plaint Jean Caraman, président d'Interm'aide-Emploi à Rouen.

Le public des AI a lui aussi changé. Ce ne sont plus seulement les jeunes sans expérience professionnelle ou les chômeurs sans qualification qui frappent à leur porte, mais aussi des travailleurs qualifiés débouchés à plus de quarante ans et des cadres en fin de droits. « A la différence du milieu des années 80, les exemples de descente aux enfers (perte du logement, alcoolisme, placement des enfants à la DASS...) ne sont plus isolés. Le phénomène est plus massif », constate Bernard Charuel. Et les associations sont

débordées. « On voit de plus en plus de gens enrêlés, qui ont complètement perdu l'espoir de trouver un emploi et qui viennent nous voir en dernier recours », confirme Jean Caraman. Pour s'adapter aux difficultés de leur public, les militants de l'insertion ont tissé des réseaux de solidarité d'urgence.

Installé à la lisière du quatorzième arrondissement de Paris, 14<sup>e</sup> Emploi-Développement, une structure ouverte voilà trois ans, s'est attachée à proposer à ces exclus un minimum de cadre de vie en lançant des initiatives complémentaires : un restaurant associatif avec l'aide de la Banque alimentaire, une permanence médicale, des contacts avec l'Armée du salut et des petits hôtels pour loger dans l'urgence, un club de foot, etc. Mais même avec la meilleure volonté, les associations intermédiaires ne jouent qu'à la marge.

Alors qu'on attendait aujourd'hui les 3,2 millions de chômeurs (près de cinq si on compte tous les sans emploi en stage ou en formation), le volume d'heures travaillées offertes par les associations intermédiaires équivaut à 11 600 emplois. Un chiffre bien faible en regard de la situation. « On n'a pas les moyens de répondre à tous les besoins. Toutes les semaines, on se demande pourquoi on va choisir de donner sa chance à celui-ci plutôt qu'à celui-là », admet Jean Caraman. « On a de plus en plus l'impression de vider une baignoire avec une cuillère à café alors que le robinet n'est pas fermé. »

Confrontées à des mutations qu'elles ne maîtrisent pas, les associations commencent à se poser des questions sur le sens de leur action. « Même si elles restent des amoncellements de la crise, les AI n'arrivent plus à jouer leur rôle de sas vers l'emploi », constate Bernard Eme, chercheur au CRIDA (Centre de recherche et d'information sur la démocratie et l'autonomie), laboratoire du CNRS. La limite des AI est marquée par la conjonction et le

niveau d'embauche. Il faut qu'elles arrivent à une réelle réorientation en dépassant des activités nouvelles, par d'autres formes associatives.

Pour faire face à la crise, les associations intermédiaires essaient d'initier de nouvelles structures qu'elles pensent plus appropriées. Certaines se sont ainsi lancées dans le secteur des services de proximité en montant des associations d'emplois familiaux. Le COORACE (Comité de coordination des associations d'aide aux chômeurs par l'emploi), qui regroupe 400 associations, a créé Proxim'services, qui propose aux particuliers des personnes comme garde-malade, aide-ménagère, garde d'enfant... L'association n'est pas l'employeur : elle place chez le particulier qui rémunère directement son employé, et assure le suivi administratif du contrat (fiches de paye, URSSAF).

Habituée à former le personnel qu'elle propose en lien avec la caisse d'allocation familiale, Proxim'services se présente comme un débouché possible pour les habitants des AI : en les incitant à se former pour un emploi précis et à construire leur parcours de qualification, elle leur permet d'éviter qu'ils ne soient assignés à vie à des emplois ponctuels.

Afin de trouver des débouchés, le COORACE a également investi le terrain de l'intermédiation : 36 associations intermédiaires de son réseau ont créé la société Inter S, dont le but est « d'effectuer un prêt de main-d'œuvre pour en faire un moyen d'insertion par l'économie ». Dans une entreprise d'intermédiation, le contrat peut en effet durer vingt-quatre mois. « C'est un moyen supplémentaire pour le salarié, qui passe du statut de chômeur exerçant une activité réduite à celui de salarié temporaire avec des garanties sociales (convention collective, indemnité de précarité, fonds social, fonds d'assurance formation...) », assure Jean-Claude Lemaire, délégué général.

Mais en créant leurs propres entreprises, les AI s'engagent sur un terrain glissant. Selon le COORACE, à la différence de l'intermédiation classique, « l'objectif n'est pas le profit financier – vendre des missions –, mais de placer un maximum de personnes sur des emplois permanents ». Rien ne garantit pourtant que les entreprises fassent la différence avec les agences d'intermédiation classique.

## L'«économie solidaire»

D'autres AI ont préféré miser sur l'environnement et le patrimoine en proposant aux collectivités locales leurs services. Un nouveau créneau où les associations espèrent créer des emplois en profitant de l'engouement pour tout ce qui touche à l'écologie. « On essaye de montrer à travers des chantiers d'aménagement de berges ou de débroussaillage que ces travaux sont utiles à la collectivité », explique Jean-Claude Lemaire. Un objectif qui soulève le scepticisme de certains responsables associatifs : « Je ne suis pas sûr qu'il y ait des financements pour ce type d'emplois », prévient Sylvie Guichard, de la Fondation de France. « Ces AI se situent sur des marchés non solvables où les collectivités n'imaginent pas investir au-delà d'un CES qui ne leur coûte rien. » Certaines associations ont commencé à travailler sur ces secteurs, mais elles sont limitées par le manque d'audace des financements

publics, souligne simplement Bernard Eme.

Devant l'absence de réponse politique et la timidité des financements de l'Etat ou des collectivités territoriales, les associations expriment à tâtons et sans filet. Le risque est pourtant réel que le travail occasionnel s'institutionnalise, que le prêt abusif de main-d'œuvre se développe avec des entreprises utilisant à bon compte pour éviter d'embaucher, et surtout que certaines catégories de population soient enfermées à vie dans cette forme précaire de travail. Un aménagement de l'emploi qu'il faut curer.

Pour nombre d'associations, le problème n'est plus de leur ressort : sans une intervention de l'Etat, bien des expériences menées sur des secteurs jugés a priori non rentables ne pourront progresser et créer des emplois. « L'association d'usagers, de salariés et de bénévoles peut fonder des entreprises d'un type nouveau, contribuant à créer un climat de convivialité et des emplois », explique Bernard Eme. Les régies de quartier s'essayaient sur ce terrain en créant des cafés, des réseaux d'échange, ou des services de proximité comme des restaurants collectifs ou des boutiques de travaux ménagers.

C'est ce que le sociologue appelle l'«économie solidaire» (le Monde du 18 novembre 1992), concept cher aux associations : « Il s'agit de multiplier les accès à la sphère économique, en favorisant les activités

susceptibles de renforcer le lien social par l'échange économique » autant de lieux de socialisation et de formation, même celles-ci ne procurent pas à tous un contrat de travail. Mais ce concept ne peut fonctionner qu'avec l'appui des pouvoirs publics. Les associations réclament depuis longtemps un statut spécifique (ou une labellisation) pour les projets locaux d'utilité collective avec un soutien automatique d'un an de l'Etat avant une évaluation et un financement public plus important en faveur des initiatives d'insertion par l'économie. « Nous avons prouvé que l'immense majorité des exclus est capable de travailler », soutient Jean-Claude Lemaire. « L'Etat préfère aujourd'hui dédommager l'inactivité au lieu de financer l'initiative. Il faut renverser cette tendance, alors on créera de la richesse et des emplois. »

SYLVIA ZAPPI

► 14<sup>e</sup> Emploi-Développement, 207, rue Vaugelas, 75014 Paris. Tél. : (1) 45-42-22-52.

► Interm'aide Emploi, 2, allée Farnham, appartement 03, 76000 Rouen-Les Sables.

► ACSP, 54, boulevard Garibaldi, 75015 Paris. Tél. : (1) 47-83-22-50.

► COORACE, 17, rue Fromant, 75011 Paris. Tél. : (1) 48-05-67-97.

## Prêt de main-d'œuvre

Lancées par des éducateurs, des militants associatifs ou caritatifs, ou des syndicalistes, les associations intermédiaires ont été officialisées par la loi du 27 janvier 1987 par Philippe Séguin, alors ministre du travail. Elles sont aujourd'hui au nombre de 960 (recensement du COORACE) et représentent un volume d'heures travaillées de 11 600 emplois à plein temps en 1992. Le but est de permettre l'insertion sociale et professionnelle des chômeurs les plus en difficulté par des emplois salariés précaires et un accompagnement personnel, et de favoriser l'émergence d'activités nouvelles, dont la durée et la fréquence ne pouvant justifier un emploi permanent.

En proposant des «petits boulots», des missions courtes, les associations intermédiaires (AI) permettent au chômeur de se réhabituer avec une ambiance de travail et d'apprendre la vie au travail. Les associations

intermédiaires salarient des demandeurs d'emploi et les mettent à disposition de particuliers, de collectivités locales ou d'entreprises pour des missions ponctuelles qui ne peuvent excéder trois mois.

Ce prêt de main-d'œuvre se formalise par un contrat de travail entre l'association et la personne sans emploi et un contrat de mise à disposition entre l'association employeur et l'utilisateur. Les AI, bénéficiant d'un allègement de leur fiscalité et d'une exonération des charges sociales : un système qui leur permet d'abaissier le coût du travail tout en rémunérant leurs salariés sur la base du SMIC. Suivies et contrôlées, les AI reprennent l'agrément des services de la préfecture après avoir défini la nature des activités projetées, son territoire d'implantation, le public concerné par son action et les modes particuliers d'insertion.

S. Z.

**FOEVEN**

VACANCES  
VIE SCOLAIRE  
FORMATION

Fédération des œuvres Éducatives  
et de Vacances de  
l'Éducation Nationale  
67, rue Vergniaud, 75013 PARIS  
Tél. : 45-66-62-77

UNE MÈRE  
ÉDUCATRICE  
UNE MAISON  
UN VILLAGE

80, rue Jouffroy d'Abbans - 75047 PARIS CEDEX 17 - Tél. : (1) 42 27 47 11  
CCP N° 1711561-Y-PARIS

**SOCIÉTÉ DE VINCENT DE PAUL**

DANS 120 PAYS  
PRÉSENCE  
A TOUTE FORME  
DE DÉTRESSE

5, rue du Pré-aux-Clercs  
75007 PARIS  
Tél. : (1) 42-61-50-25  
CCP 619921 H Paris  
en France, reconnue d'utilité publique

**afsea**

4-5-6 MAI 1994  
UNESCO

**JOURNÉES NATIONALES D'ETUDE**

AVOIR 20 ANS EN 2001

Association Française pour la Sauvegarde  
de l'Enfance et de l'Adolescence  
28, place St-Georges - 75009 Paris. Tél. : 48-78-13-73

**Gestionnaires d'associations, la Caisse d'Epargne a conçu des services financiers performants adaptés à vos besoins.**

**V**otre association a des projets ? Nous vous donnons les moyens de les réaliser par des prêts, des avances sur subventions ou du leasing afin que vos projets, aussi ambitieux soient-ils, deviennent une réalité.

**V**otre association dispose de fonds à faire fructifier ? Nous vous conseillons différents placements de manière à faire travailler judicieusement les fonds dont vous n'avez pas l'utilité immédiate. (Livret A Spécial Association, SICAV Monétaire, etc.).

**V**otre association a-t-elle besoin d'aides et de conseils ? Nous vous assurons par exemple une assistance juridique et fiscale, une aide à la gestion des tutelles avec TUTELCURELIL, une ingénierie financière (montage d'obligations associatives, etc.), une épargne salariale (FONGEPAR...).

**V**ous êtes gestionnaire d'une association. La Caisse d'Epargne vous aide à la gérer, à la financer et à la développer.

**G**âce à sa vocation et à son expérience du monde associatif, de l'économie sociale de ses partenaires, la Caisse d'Epargne vous propose maintenant des interlocuteurs spécialisés et des services et produits personnalisés répondant à vos besoins spécifiques.

**V**otre association a besoin d'outils fiables et adaptés à la gestion quotidienne de votre trésorerie ? Nous mettons à votre disposition un compte chèques, des instruments de paiement mais aussi des outils de consultation à distance de tous vos comptes.

**La Caisse d'Epargne**  
toujours proche de vous,  
assure à votre association les moyens  
de son développement.  
Prenez contact.

**CAISSE D'EPARGNE**

## ASSOCIATIONS

## VACANCES

## Le tourisme à l'heure des comptes

«AUCUN secteur ne peut bâtir son avenir dans un tel climat d'instabilité et d'incertitudes», affirme Edmond Maire, président de VVF. Menacé de perdre demain son régime fiscal privilégié, accusé de déloyales pratiques para-commerciales, soupçonné de ne plus assumer ses missions sociales, oublié dans les divers budgets de l'Etat, le tourisme associatif, dernier avatar du tourisme social né avec les congés payés de 1936 et qui a connu sa période faste de 1960 à 1975, est à la croisée des chemins.

Pour entamer, enfin, la réflexion générale sur son devenir, le secteur associatif du tourisme avait besoin d'une étude exhaustive pour mieux se connaître et cerner la réalité économique de ses activités. C'est chose faite grâce à un récent rapport intitulé *Le tourisme associatif au service de l'économie et de la solidarité nationales*, établi à la demande de Jean Ravanet, président de l'UNAT. Les chiffres sont éloquentes!

Plus de quatre millions de Français et près d'un million d'étrangers, en majorité des jeunes venus dans les auberges de jeunesse et les centres internationaux de séjour, ont utilisé les services d'une association pour leurs vacances en 1991. En moyenne, ils sont restés plus de six jours et ont généré un chiffre d'affaires cumulé qui dépasse 6,3 milliards de francs. Aux côtés de 12 500 bénévoles, 32 350 salariés, permanents pour plus d'un quart d'entre eux, ont contribué à la réalisation de près de 32 millions de journées-vacances.

En gérant plus de 250 000 lits répartis sur 1 260 sites en France (sans compter les 10 000 terrains de camping et leurs 885 462 emplacements, ni les centres de vacances pour enfants), le tourisme associatif est d'abord un tourisme d'accueil à caractère familial, puis un tourisme d'enfants et de jeunes. Le secteur d'activités le plus modeste (76 000 participants), demeure celui des voyages d'adultes, qui ne vont à l'étranger que pour 52 % d'entre eux et dont le chiffre d'affaires ne représente que 10 % du total.

En principe exonéré d'impôt, le tourisme associatif s'est acquitté, malgré tout, d'une contribution fiscale de l'ordre d'un demi-milliard de francs en 1992. Pour parvenir à ce total, Philippe-Henri Duthet et

Jean-Marc Mignon avancent une première estimation de 122 millions réglés au titre de la taxe sur les salaires, de la TVA et de la taxe d'habitation. Ils ajoutent 224 millions d'impôts indirects perçus par l'Etat, du fait que la plupart des associations ne récupèrent pas la TVA. Enfin, ils prennent en compte les contributions de ceux qui n'adhèrent pas à l'UNAT (environ 54 millions de francs) et d'autres organismes sans but lucratif (environ 100 millions de francs), comme les comités d'entreprise, les mutuelles et les coopératives, qui ont également une activité dans ce secteur du tourisme. «Pour mémoire, écrivent-ils, l'Etat et les collectivités territoriales ont consenti en 1991 un effort de quelque 83 millions de francs pour les investissements touristiques, tous secteurs confondus.»

Le rapport établit également la permanence d'une politique tarifaire fort diversifiée pratiquée par les associations en faveur des milieux modestes. La grande aspiration du tourisme social d'aider au départ en vacances du plus grand nombre demeure une réalité en 1993. Les pratiques de solidarité, tarifs différenciés ou dégressifs, quotient familial, opérations spécifiques et actions humanitaires, sont nombreuses. ATC-Routes du Monde gère des gîtes pour familles au revenu modeste, la FFCC accorde des réductions sur ses ter-

raîns de camping aux touristes de l'Est. Renouveau accueille à des tarifs spéciaux des personnes âgées bénéficiaires du Fonds national de solidarité. L'UCPA a accordé en 1992 une aide de 3,6 millions de francs à des jeunes à faibles ressources et la FUJAJ distribue des chèques-nuitées de 50 francs pour des opérations spécifiques, etc.

La comparaison entre les tarifs pratiqués par le secteur associatif et ceux du secteur marchand confirme l'existence d'écarts de l'ordre de 35 % en moyenne. Si en basse saison la location de gîte ou la pension complète du secteur vacances familiales (villages vacances et maisons familiales) sont sensiblement aux mêmes prix, en haute saison la différence, au bénéfice du tourisme associatif, peut atteindre 40 %, voire 50 %.

Pour les séjours d'enfants le prix moyen facturé par les associations, les municipalités ou les comités d'entreprise était en 1992 de 188 francs par jour. Les sociétés commerciales, qui s'assurent d'ailleurs que 5 % des activités, demandaient en moyenne 208 francs.

## ADRESSES

- UNAT (Union nationale des associations de tourisme et de plein air), 8, rue César-Franck, 75015 Paris. Tél. : (1) 47-83-21-73 ou 43-06-88-21.
- Association culturelle Thalassa, 2, rue Marcel-Paul, BP 164, 30103 Albi Cedex. Tél. : (16) 66-30-66-66.
- VVF (Villages, Vacances, Familles), 172, boulevard de la Vilette, 75019 Paris. Tél. : (1) 44-52-45-00.
- ATC Routes du monde (Association touristique des chaminots), 23, rue Yves-Toudic, 76481 Paris Cedex 10. Tél. : (1) 42-08-36-24.
- FFCC (Fédération française de camping-caravan-

- ning), 78, rue de Rivoli, 75004 Paris. Tél. : (1) 42-72-84-08.
- FUJAJ (Fédération unie des auberges de jeunesse), 27, rue Pejo, 75018 Paris. Tél. : (1) 46-07-00-01.
- UCPA (Union nationale des centres sportifs de plein air), 62, rue de la Glacière, 75640 Paris Cedex 13. Tél. : (1) 43-36-05-20.
- Conseil national du tourisme, 2, rue Linois, 75015 Paris. Tél. : (1) 44-37-37-84.
- BITS (Bureau international du tourisme social), 63, rue de la Loi, 1040 Bruxelles, Belgique. Tél. : (19) 322-230-75-30.

tagne. Une majorité de ces équipements appartiennent aux communes et les associations, en partenariat avec ces collectivités, y créent une activité qui favorise l'emploi (100 lits = 4 emplois), le maintien des services et des commerces. En effet, 70 à 90 francs sont injectés par jour et par personne dans l'économie locale, en plus du paiement du séjour lui-même.

## Le désengagement de l'Etat

Face à ces réalités encore mal connues, le secteur privé mène une action tendant à soumettre les associations au régime général de la TVA. Déjà, les communes propriétaires d'installations gérées par des associations ne pourraient plus récupérer la TVA payée sur les travaux de rénovation. «La pire des choses serait que l'on assiste à une banalisation fiscale totale, sans prendre en compte le caractère spécifique, notamment celui d'entreprise non lucrative sans actionnaire et les missions d'intérêt général du tourisme associatif», prévient Edmond Maire.

De son côté, Jean Faucher, président d'honneur du Bureau international du tourisme social (BITS) et actuel vice-président du Conseil national du tourisme, l'ancien patron de la Fédération Tourisme et Travail, la plus grande associa-

tion du tourisme social des années 70-80, disparue en 1986 dans une faillite révélatrice de la crise de ce secteur des 1982-83, estime qu'il faut réformer la fiscalité des investissements, favoriser les prêts bonifiés, relancer les subventions et les aides diverses à la création d'équipements et pour la rénovation des installations déjà existantes. En contrepartie, il veut voir une égalité fiscale entre les deux secteurs dans le domaine de la gestion.

Mais les associations doutent, aujourd'hui encore plus qu'hier, de la volonté des pouvoirs publics de poursuivre une politique des vacances et du tourisme à vocation sociale. «Notre rôle essentiel dans l'aménagement du territoire est oublié», dénonce Jean-Marc Mignon, délégué général de l'UNAT. «Si nous étions assujettis à la TVA, nos prix de journées augmenteraient encore de 3 à 4 %. De plus, les caisses d'allocation familiales cesseraient dès 1994 d'octroyer des subventions pour la création ou la rénovation d'équipements et diminueraient drastiquement la valeur et le nombre des bons-vacances distribués aux plus défavorisés.»

Pour Catherine Vianney, responsable de la communication de VVF, «le désengagement de l'Etat est dramatique. Ses priorités sont ailleurs. Du coup, nombreux sont ceux qui ne peuvent plus bénéficier du droit, pourtant reconnu à tous,

aux vacances, au repos et aux congés. Le brassage social, un des fondements du tourisme associatif, est remis en cause». Face à une situation aussi préoccupante, l'UNAT va tenter de définir une politique commune au mouvement associatif. Début décembre, elle réunit son conseil national autour des présidents de toutes les associations pour travailler notamment sur «l'avenir fiscal» du tourisme associatif.

«Pour qu'il ne perde pas son âme dans cette période charnière où il a plus que jamais sa raison d'être, il faut bannir les corporatismes, tenir compte des autres priorités de la cité», estime Jean-Marc Mignon, qui souligne les progrès déjà réalisés. «Nos associations se sont professionnalisées pour mieux assurer leur mission, pour gérer aussi bien que le secteur privé. A ce prix, à force de créativité, en restant dynamique et innovant, le tourisme associatif a toujours un réel avenir.»

## JEAN ROL-TANGUY

► «Le tourisme associatif au service de l'économie et de la solidarité nationales» (rapport de l'UNAT-juin 1993) par Philippe-Henri Duthet, président de l'association culturelle du tourisme Thalassa, administrateur de l'UNAT, et Jean-Marc Mignon, délégué général de l'UNAT. Disponible au prix de 50 F (franco de port), au siège de l'UNAT.

## HUMANITAIRE

## ONG-pouvoirs publics, ou le difficile dialogue

La question, à nouveau, revient sur le devant de la scène, tel un leitmotiv : comment améliorer les relations entre les pouvoirs publics et les organisations ooo gouvernementales (ONG)? Voilà plusieurs années que le problème est posé. Il a déjà suscité la rédaction de nombreuses études et motivé la commande de volumineux rapports.

La récurrence du débat sur les relations ONG-pouvoirs publics traduit en fait une triple évolution : celle des ONG, d'abord, qui, dans l'esprit des associations dites «pragmatiques» issues des années 80, sont aujourd'hui soucieuses de professionnalisme et revendiquent la définition d'un nouveau partenariat avec l'Etat; celle de différents ministères, ensuite, qui voient dans le nombre croissant des ONG autant de relais propres à renforcer l'efficacité sur le terrain de l'aide publique au développement (APD); celle de l'Etat, enfin, qui est devenu un acteur majeur de l'humanitaire.

Le besoin d'un nouveau partenariat est bien partagé. Reste à définir - ou à améliorer - les instruments de ce soutien réciproque. Dans un premier temps, et pour répondre au manque d'unité qui leur était souvent reproché, les ONG ont agi. En septembre 1990 est créé le CLOSI (Comité de liaison des organisations de

solidarité internationale) qui regroupe pour la première fois huit collectifs nationaux. Autre signe d'unité : on souhaite substituer à la terminologie d'ONG la nouvelle formulation d'«association de solidarité internationale» afin de dépasser la stricte distinction faite entre les «urgenciers» et les «militants» du développement.

Un rapport rédigé par Bernard Husson est transmis aux pouvoirs publics, en septembre 1991, à la demande de la Commission de coopération et du développement (COCODEV) (1). Il jette les bases d'une réflexion générale dans le domaine des actions de développement. Un groupement d'intérêt public (GIP) - agence paritaire mixte entre les ONG et le ministère de la coopération, notamment - devait par la suite voir le jour. On l'attend toujours.

## Développer la concertation

Deux ans après la synthèse de Bernard Husson, le rapport transmis en octobre 1993 par le vice-président de Médecins sans frontières (MSF), Jean-Christophe Rufin, à Lucette Michaux-Chevry, ministre déléguée à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, relance le débat. Car s'il s'attache à faire le point sur les «relations entre l'humanitaire

d'Etat et les ONG» - celles qui effectuent des «actions d'urgence» et interviennent à l'échelle internationale dans des «situations de crise» -, ce rapport fait également des propositions qui concernent l'ensemble des ONG.

Fecé à l'intrusion tonitruante et directe de l'Etat dans l'«humanitaire», notamment en Somalie et dans l'ex-Yougoslavie, il devient nécessaire de préciser les contours d'un partenariat durable entre les pouvoirs publics et les ONG de l'action d'urgence» (MSF, Médecins du monde, etc.). Chargé en mai 1993 par Lucette Michaux-Chevry de «recueillir auprès des ONG l'écho des problèmes et des interrogations suscités par la nouvelle importance de l'humanitaire d'Etat», Jean-Christophe Rufin évoque dans son rapport trois sujets de controverse.

Le premier concerne l'«excessive médiatisation de l'action publique» qui ne saurait sans dommage «être trop personnalisée et tapageuse». Entre autres souhaits, les associations attendent de l'Etat qu'il renforce le réseau des ONG, encore jeune et fragile, plutôt que de chercher à se substituer à elles. Second élément de critique : permettre aux ONG de conserver «l'indépendance et neutralité» dans leurs actions alors que l'Etat, au-delà de son action humanitaire, cherche d'abord et

## ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

# C'est tout réfléchi.



Quatre guides en un dans l'édition 1993-1994 : juridique, fiscal, social, comptable pour toutes les associations et fondations.

Parce qu'une association se gère avec autant de rigueur qu'une entreprise, le Mémento Francis Lefebvre s'impose.

Avec les Éditions Francis Lefebvre, c'est tout réfléchi.

Vous agissez en parfaite sécurité.

Pour toute information : ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE, 42, rue de Villiers - 92300 Levallois - Tél. : (1) 41 05 22 00 Fax : (1) 41 05 22 30 - Minitel : 36 17 code RBL

ÉDITIONS FRANCIS LEFEBVRE

CMA ENTENTE - 40 90 00 75 - RCS Paris B 361 647 47

On a tous des problèmes. le sien, c'est qu'il voudrait mourir.

FÉDÉRATION SOS SUICIDE PHÉNIX - 36, rue de Gergovie - 75014 PARIS  
CENTRES D'ACCUEIL : Bordeaux - Clermont-Ferrand  
Le Havre - Lyon - Nice - Paris 11<sup>e</sup> et Paris 20<sup>e</sup>  
Reims - Tours - LIGNE D'ÉCOUTE : (1) 40 44 46 45

هكذا من الأمل



ASSOCIATIONS

CULTURE

# Des échanges Nord-Sud encore balbutiants

La production culturelle des pays du tiers-monde souffre cruellement du manque de structures et de moyens financiers. Des initiatives d'aide et de soutien ont fleuri partout en France, et un réseau d'associations s'est tissé. Sans oublier l'Afrique. En 1991, les Françaises Patricia Paillard, Claire Laroche de Féline et le Zaïrois Toroma Sika créent l'association Mus'Métiss, « afin de permettre la mise sur pied de projets portés par des artistes venus d'ailleurs ». A l'association, on refuse catégoriquement les accents trop paternalistes. Le mot « aide » sera donc banni au profit de « soutien ».

Mus'Métiss ne se borne pas à trouver des fonds pour un projet. Elle accompagne la production d'un spectacle, ou la formation des artistes. Le premier projet pris en charge par l'association l'occupait pendant plus de deux ans. Deux ans de travail avec les musiciens, danseurs et comédiens du groupe Ki Yi M'bock d'Abidjan — une communauté d'artistes dirigée par le dramaturge d'origine camerounaise Wéré Wéré Liking — pour aboutir à la création de l'opéra africain *Un Tourne d'est marié à une Pygmée* à Abidjan, puis à Limoges. La pièce, dont le Zaïrois Ray Lema a signé la musique, a été coproduite, notamment par le Festival international des

francophonies de Limoges, le centre culturel français d'Abidjan et la fondation Afrique en créations. Point d'orgue de l'opération : un disque paru le mois dernier dans la collection Label bleu, publiée par la Maison de la culture d'Amiens et le festival Musiques métisses d'Angoulême. Un bel exemple de chaîne réussie.

An total, le projet aura coûté 1,6 million de francs. Les financements sont français, les artistes africains. Mus'Métiss, une petite association dont les fondateurs, soutenus par une cinquantaine d'adhérents, sont les piliers, et ses partenaires ont veillé à ce que les comédiens travaillent chez eux, sans s'exiler. Le plus dur, selon Patricia Paillard, c'est l'après-projet. « Quand on a donné trois ans de sa vie pour un projet, il est difficile d'imaginer l'avenir de l'association sans. On se sent vide... » Les sources de financement sont asséchées et il faut repartir à zéro. Aujourd'hui, Mus'Métiss se pose des questions sur son avenir.

« Par et pour les Africains » : tel pourrait être le slogan de l'association Alternatives toucouleurs, née au début de l'année. Par les Africains, parce que l'idée de sa création vient de Binda Ngazola, chanteur, acteur et humoriste camerounais. Fara Couderc, chargée de l'association en France,

explique : « Après avoir pillé l'Afrique économiquement, on est en train de lui voler ses artistes. Imaginez que tous les Nougaro et les Jacques Higelin soient obligés de s'exiler en Afrique pour pouvoir chanter ! » Le constat est sans ambiguïté : l'Afrique perd ses créateurs et ses références culturelles.

Pour arrêter l'hémorragie, une solution : faire en sorte que les jeunes Africains trouvent sur place les moyens de monter leur projet et de gérer leur carrière. Il s'agit de former des managers, des ingénieurs du son, des éclairagistes... L'association travaille à la création d'un centre de documentation, en Afrique. Dans les rangs du comité de parrainage d'Alternatives toucouleurs, la compagnie Black Blanc Beur, Dee Dee Bridgewater, Jacques Higelin, Nicole Croisille, Masu Dibango, Claude Nongaro, Jean Vautrin, etc.

Comme Zone franche, Images, spectacles, musiques du monde (ISMM) est un carrefour. Mais, alors que Zone franche est un lieu de communication entre professionnels, artistes et médias de l'espace francophone, ISMM, surtout axée sur la population maghrébine, met en contact les artistes et les organisateurs de spectacles. Financée à 60 % par le Fonds d'action sociale (FAS), elle joue la carte de l'intégration par

la culture, en particulier dans les zones d'éducation prioritaire. ISMM travaille dans tous les domaines, du spectacle musical à l'exposition, en passant par le conte.

## De fête en festival...

Pour beaucoup revient sans cesse l'insatiable question du « comment tenir » et du « jusqu'à quand ? ». Culture métisse, créée l'an passé, a pu assurer la sortie d'un disque compact (celui du Brésilien Ricardo Vitas) et organiser des concerts. Aujourd'hui, elle manque cruellement d'argent. En attendant d'éventuelles subventions, ses membres imaginent des projets de péniche itinérante et pluriculturelle. Mais comment les mettre en pratique ? Le travail au coup par coup a bien des défauts. Aussi, certaines associations, souvent plus anciennes, ont en pour premier souci de fidéliser un public. De nombreux festivals ont ainsi vu le jour.

Dans les années 60, le Malien Mamadou Konté débarquait en terre française et se plongeait dans la vie quotidienne des foyers de travailleurs immigrés. Aujourd'hui, militant culturel connu, il dirige l'association Tout couleurs, qui se cache derrière le festival Africa fête. Chaque automne y sont présentés une dizaine d'ar-

tistes, vedettes et inconnus, venus d'Afrique ou de l'immigration. Née en 1978, Tout couleurs a d'abord porté le nom d'Association pour l'aide au retour créateur des travailleurs africains (AARCTA, président d'alors : François Béranger). Le but ? « Participer par une aide pratique et financière à des projets mis en œuvre collectivement par des ouvriers immigrés africains contraints de retourner dans leur pays ». Afin de trouver des fonds nécessaires à la constitution d'une coopérative agricole au Mali et d'une maison des jeunes au Sénégal, l'AARCTA organise un premier concert cette année-là. Le glissement fut rapide, et aujourd'hui Tout couleurs a abandonné son ambition économique.

L'association, et le festival d'août, a fêté ses quinze ans cette année, au Passage du Nord-Ouest à Paris. En 1993, Tout couleurs a étendu son action hors de France, en organisant dans la capitale sénégalaise un festival-frère, le 21 juin, à l'occasion de la Fête de la musique, et en accompagnant aux Etats-Unis une tournée avec Angélique Kidjo, Baaba Maal, Ismaël Lô et Boukman Eksperyans, organisée avec le label Mango, filiale d'Island Records. Pendant ce temps, le conteur

Hamed Bouzzine apporte la bonne parole dans les écoles et les hôpitaux pour le compte de Tout couleurs, comme le couple de musiciens sénégalais et gambien Seckou et Ramatta.

« Sans Mamadou, je n'aurais peut-être jamais rencontré Musiques métisses », explique Christian Mause, directeur artistique du festival Musiques métisses d'Angoulême, qui s'appuie sur une association du même nom créée il y a quatre ans. A l'origine axé sur le jazz, puis sur les musiques urbaines du monde, le festival est une « porte ouverte. Nous essayons toujours de trouver des tournées aux artistes invités, de les envoyer dans d'autres festivals. Il n'y aurait aucun intérêt à découvrir une « perle », et de vouloir s'en assurer l'exclusivité ». Ainsi le Festival d'Angoulême a-t-il intégré l'European Forum of World Music Festival, une association qui regroupe environ vingt-cinq festivals européens.

Programmes partagés, indépendance de vues et fonctionnement en réseau : des clefs supplémentaires susceptibles d'ouvrir de nouvelles portes aux échanges culturels.

MYRIAM ISSAWI  
et VÉRONIQUE MORTAIGNE

## ADRESSES

- Mus'Métiss. 20, rue Hauteville, 75010 Paris. Tél. : (1) 42-46-48-47.
- Alternatives toucouleurs. 138, avenue de la Dhuy, 93170 Bagnolet. Tél. : (1) 48-97-91-71.
- Zone franche. 17, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris. Tél. : (1) 48-97-91-71.
- ISMM. 7, impasse Chertibre, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-25-19-80.
- Culture Métisse. 13, avenue Philippe-Auguste, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-87-11-25, 48-58-04-02, 42-57-23-61.
- Tout couleurs. 29, rue Germain-Pilon, 75018 Paris. Tél. : (1) 42-52-09-79.
- Musiques métisses. Théâtre municipal, BP 244, 18007 Angoulême. Tél. : (18) 45-95-43-42.
- Varan. 6, impasse Mont-Louis, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-56-64-04.
- Association des trois mondes. 63 bis, rue du Cardinal-Lamouille, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-54-78-69.
- Atria. 16, boulevard Jules-Ferry, 75011 Paris. Tél. : (1) 43-57-17-32.

## Le cinéma aussi

Très touchés par le manque de structures de production et les carences technologiques, les cinéastes du Sud et de l'Est ont besoin de l'appui d'organismes et d'associations jouant le rôle de formateurs, de promoteurs, de producteurs, ou de distributeurs. Les Ateliers Varan furent des documentaristes. L'association Varan a été créée en 1981. Elle accueillait alors de jeunes cinéastes venus des pays en voie de développement afin de les familiariser avec le langage de l'image et du son, puis de restaurer un regard et une sensibilité différenciant des reportages socio-ethnologiques d'origine occidentale.

Depuis, les subventions qu'accordait le ministère des affaires étrangères se sont réduites comme une peau de chagrin, et à mesure que Varan acquerrait une renommée internationale, la proportion d'étudiants français présents dans les stages n'a cessé d'augmenter. Aujourd'hui, Varan reste ouverte aux cinéastes d'origines culturelles diverses, mais elle affirme en premier lieu sa vocation de centre de formation au documentaire.

## Informations et documentations

L'association des Trois Mondes, elle, est un centre de documentation. Emission de la Médiathèque du même nom, elle réunit toutes les informations existantes sur la production cinématographique du Sud. Ainsi, quelque six mille fiches composent la banque de données « Alysses », qui comportent toutes les informations techniques sur ces films. Le public n'y a pas directement accès, mais l'association se charge de répondre aux demandes écrites ou téléphoniques qui lui sont adressées.

Les activités d'Atria sont, quant

à elles, très diversifiées. Lieu de formation, qui accueille essentiellement des Africains, centre d'assistance technique — elle a déjà apporté son aide technique à plus de soixante-dix courts, moyens et longs-métrages —, Atria est également un centre de coordination avec les festivals de cinéma. Elle fournit aussi informations et documentations sur le septième art en Afrique. « Nous disposons d'un temps plein et demi. Il en faudrait au moins quatre. La demande est tellement importante... », affirme Andrée Davenure, déléguée générale de l'association. La tâche est lourde, le budget insuffisant, mais cela n'empêche pas Atria d'avancer. En treize ans d'existence, l'association est devenue le lieu de coordination des cinéastes africains à Paris, et le centre d'un réseau de contacts et de soutien pour les cinéastes du continent noir.

M. I.

## difficile dialogue

avant tout « la défense des intérêts nationaux ». Sur ce point, le rapport précise que les associations « émettent les plus extrêmes réserves » sur certaines interventions militaires humanitaires. Logique qui efface la spécificité du champ caritatif, brouille son image et jette un discrédit mortel sur la neutralité des ONG.

Enfin, le rapport dénonce le manque d'information et de concertation, soulignant que dans bien des cas, du côté de l'Etat, « les structures chargées d'informer et d'entendre les ONG se sont révélées soit inexistantes, soit souvent inefficaces ». Et c'est dans le but d'améliorer la concertation entre humanitaire privé et humanitaire public que le vice-président de MSF suggère la création d'une « Commission nationale consultative de l'action humanitaire (CNCAH), proposition retenue par Lucette Michaux-Chevry.

## La déductibilité des dons

Inspiré de l'actuelle Commission nationale consultative pour les droits de l'homme, cet organe pourrait réunir des représentants de l'Etat, des personnes désignées par les organisations ainsi que des personnalités reconnues pour leur compétence. Lieu de dialogue et de réflexion, la commission pourrait émettre des avis sur l'utilisation du Fonds d'urgence humanitaire (FUH).

Concernant les rapports entre les « urgenciers » et l'Etat, Jean-Christophe Rufin fait d'autres propositions, certaines reprises par Lucette Michaux-Chevry, comme la mise en place d'une procédure d'agrément des ONG par le ministère de l'action humanitaire, d'autres écartées (modification de la cellule d'urgence, constitution d'un fonds de préfinancement pris sur le FUH, etc). Surtout, c'est dans le domaine des aides indirectes de l'Etat aux associations que le rapport élargit ses propositions à toutes les ONG, soulevant des questions qui traitent du soutien de l'Etat à l'ensemble des organisations de solidarité internationale (OSI).

Outre qu'il souhaite une diversification des formes de volontariat et une amélioration du statut des jeunes désirant se consacrer à l'aide humanitaire, le rapport soulève un problème crucial : le régime fiscal appliqué aux donateurs et le statut fiscal des ONG.

En la matière, la France accuse un sérieux retard par rapport à bon nombre de ses partenaires. « Les ONG attendent de l'Etat qu'il crée des conditions favorables pour que puisse s'exprimer pleinement la générosité publique », précise Jean-Christophe Rufin.

Aux Pays-Bas, un particulier peut déduire 10 % de ses dons de ses revenus ; aux Etats-Unis, le donateur peut déduire 100 % de ses versements situés dans la limite de 30 % de ses revenus ; en Angleterre, si le donateur s'engage sur quatre ans au moins, l'Etat double son don... Tirés du rapport, ces exemples sont éloquentes. Et le vice-président de MSF propose que la déductibilité des dons soit portée en France « au-delà des 5 % autorisés par les associations reconnues d'utilité publique et de 6 % pour les associations de bienfaisance ». Il suggère en outre la possibilité de l'extension de la déduction de 50 %, dite « amendement Coluche », pour certaines campagnes de solidarité internationale et demande un *statu quo* sur les charges avec, en particulier, « un engagement ferme des pouvoirs publics » à ne pas soumettre les OSI à la TVA.

« Sur les questions de l'aide fiscale et du statut des volontaires, toutes les OSI sont concernées », précise Patrick Edel, délégué général de la Guilde européenne du raid et organisateur du Forum d'Agén. « Il n'y a pas lieu, en la matière, qu'un traitement spécifique doive être réservé pour les actions humanitaires internationales d'urgence », précise de son côté Jean-Christophe Rufin. Lucette Michaux-Chevry a déjà donné son accord de principe à ces propositions d'aménagement fiscal. Dans ce domaine, comme dans celui de l'amélioration du statut des volontaires, des mesures pourraient être annuées par les ministères concernés, voire directement par Matignon.

OLIVIER PIOT

(1) Recherche pour la diversification et la contractualisation des rapports entre les ONG et les institutions publiques, septembre 1991, La Documentation française.

► CLOSI. 14, passage Dubail, 75010 Paris. Tél. : (1) 42-05-82-79.  
► COCODEV. 27, rue Biomet, 75015 Paris. Tél. : (1) 47-83-50-46.  
► Guilde européenne du raid. 11, rue de Vaugirard, 75006 Paris. Tél. : (1) 43-26-97-52.

## FAMILLES DE FRANCE

Le mouvement associatif national pour la défense des intérêts matériels et moraux des familles.  
Association apolitique et aconfessionnelle  
Renseignements Adhésions :  
28, place Saint-Georges  
75009 PARIS - Tél. : 44-53-45-90  
Fax : 45-96-07-38

## COMITÉ DE LA CHARTE

donner en confiance

A proximité des Buttes Chaumont...

les 100 foyers-logements du centre résidentiel Valentin Haüy vont être mis à la disposition de jeunes et de retraités aveugles de la région parisienne, mais il reste beaucoup à faire pour faciliter la vie de ceux qui ne voient pas, ou ne voient plus.

Alors... aidez-les, aidez-nous

## BON DE SOUTIEN A RETOURNER A L'ASSOCIATION VALENTIN HAÛY

5, rue Duroc, 75007 PARIS - CCF Paris 283 14 G

☐ Je souhaite aider les aveugles et déficients visuels

Je vous adresse un chèque de francs ..... et recevrai un reçu pour les réductions d'impôt autorisées.

☐ Je souhaite mieux connaître l'Association Valentin-Haüy.

Envoyez-moi la plaquette : « 100 ans au service des aveugles ».

Exp. : M., Mme, Mlle .....

Adresse : .....

AH



ASSOCIATIONS

ENVIRONNEMENT

# Entre participation et revendication

**A**VANT la création en France du ministère de l'environnement, en 1971, les citoyens devaient se substituer aux organes d'Etat pour obtenir d'un gouvernement la prise en compte de l'écologie. Après 1971, les groupes de citoyens se sont multipliés pour infléchir la préparation des nouvelles réglementations. Depuis, elles sont les vestales d'un temple à la fois modicalement consacré et quotidiennement menacé : l'environnement.

Investies presque «naturellement» d'une mission de surveillance, elles sont garantes d'une forme de démocratie que l'on a parfois tendance à oublier. Le centralisme étatique a montré ses limites, mais la décentralisation aussi : elle a eu, dans le domaine de l'environnement, des effets pervers. Sans contre-pouvoir, certains élus du littoral disposent souverainement des biens collectifs.

On peut tenter une typologie des associations de défense de l'environnement. Pierre Lascombes, directeur de recherche au CNRS, classe les associations en quatre catégories (1) :

— les «NIMBY», qui défendent un intérêt local ponctuel, tel que la mobilisation contre un projet immobilier — on y trouve les comités de quartier ou l'Association de

défense pour l'environnement des Montchanois (ADEM) contre la décharge de Montchanin ;

— les «spécialistes», groupe le plus nombreux, dont l'action est focalisée, par exemple, sur la protection d'une espèce, au sein duquel on compte la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) ou le Rassemblement des opposants à la chasse (ROC), mais aussi ARTUS, qui vogue son action à la protection de l'océan des Pyrénées ;

— les «veilleurs», dont l'objet est la défense d'une commune ou d'un site contre toute atteinte comme Eaux et rivières de Bretagne, qui s'occupe maintenant de tout l'environnement breton ;

— les «généralistes», qui se proposent d'agir pour la défense de l'environnement dans toutes ses composantes. Ces dernières ont souvent un champ d'action plus large (au moins régional, sinon national, voire international), et prennent souvent la forme de fédérations (en région Rhône-Alpes avec la FRAPNA, en Aquitaine avec la SEPANSO, en Bretagne avec la SEPNB, etc.).

Lorsqu'on interroge les Français sur le thème «à qui faites-vous le plus confiance pour défendre l'environnement», ils répondaient en

1990 (sondage CSA) : aux associations, puis au ministère de l'environnement ; viennent ensuite les maires, les préfets et, enfin, les députés et les partis politiques. Pourtant, les Français sont peu associatifs, et le nombre d'adhérents par association, bien qu'en augmentation, reste symbolique en comparaison de la Grande-Bretagne ou de l'Allemagne.

## Situation paradoxale

«Il n'est pas sain que des associations cherchent à prendre le relais d'un contrôle de légalité parfois défaillant», disait Jean-Louis Bianco, alors ministre de l'équipement. «Elles ne peuvent se substituer à la mission d'intérêt général confiée aux préfets par la Constitution.» Ce type d'affirmation a conduit à ce qu'un acquis presque centenaire de la République soit remis en cause.

En effet, le Parlement examine actuellement des dispositions inquiétantes à l'occasion de la discussion sur la loi Bosson. Un sénateur a proposé qu'on retire aux associations tout droit d'agir devant les tribunaux, un autre (proposition effectivement votée) qu'elles ne puissent plus invoquer l'illégalité

d'une décision d'urbanisme pour faire annuler un permis de construire. Beaucoup s'en émeuvent (le Monde du 1<sup>er</sup> décembre).

Entre légitimité sociale et fonction de gendarmes publics, les associations doivent trouver leur place. La situation est paradoxale. Si les associations, comme France nature environnement, semblent en crise d'identité (le Monde daté 12-13 septembre), elles ne sont pas en peine de légitimité. Elles subissent le contrecoup du recul de l'écologie politique. Malgré leur protestation d'indépendance à l'égard des Verts, un amalgame s'est produit, qui permet à certains acteurs de la vie politique, sociale et économique, de dénoncer brutalement «les écologistes» sans distinction.

Après avoir éprouvé les pièges de la participation, les associations de défense de l'environnement se heurtent aux limites du contentieux. Depuis 1976, elles peuvent être agréées par les pouvoirs publics. Cet agrément leur ouvre deux portes : celle de la participation et celle de l'action contentieuse. Il ne s'agit que d'une participation formelle. A de rares exceptions près (TGV Sud-Est), les associations ne participent pas réellement à la décision.

Paradoxalement, d'autres intervenants ont compris qu'une négocia-

tion préalable valait mieux qu'un contentieux : ainsi, au moment où les pouvoirs publics semblent faire de moins en moins cas des positions associatives, les entreprises de travaux publics les consultent d'emblée sur leurs projets.

«Les abus du contentieux sont incontestables», explique Olivier Bonnin, directeur du développement chez Bouygues. Mais ils sont imputables à tous les acteurs. Au législateur, qui a compliqué à l'extrême la règle de droit. Aux collectivités, dont les moyens pour gérer un tel fardeau législatif et réglementaire deviennent insuffisants. Au juge, qui reçoit peut-être trop favorablement, mais sans doute sur son intime conviction, la requête d'une association fondée sur un vice de forme. La multiplication des contentieux nous porte un tort énorme, en termes financiers. Et nous n'avons pas le pouvoir de remettre en cause la règle de droit. Nous préférons donc la négociation préalable.

Sans cette participation à la décision, que restera-t-il aux associations pour agir ? La violence ? Le retour aux grandes manifestations des années 70 ? Cela n'est plus de mise, après le fiasco de la dernière manifestation contre le tunnel du Somport. L'accès au contentieux ? Il est, on le voit, sérieusement menacé !

La parole des associations ne peut pourtant pas être confisquée. Ce serait une grave atteinte à la démocratie.

L'utilisation par les associations d'un seul type d'actions ne saurait conduire à des résultats satisfaisants : un recours devant les tribunaux peut aboutir à un dénouement «décideur», mais bien souvent le mal est fait : l'annulation d'une déclaration d'utilité publique intervient après l'achèvement des travaux (Fabriges dans les Pyrénées, le pont de l'île de Ré, etc.).

Seule la combinaison de plusieurs moyens d'action permet aux associations d'être efficaces. L'exemple du barrage de Serre de la Fare, en Haute-Loire, est illustratif : une occupation de terrain, fortement médiatisée, accompagnée d'une action contentieuse, est beaucoup plus efficace pour faire respecter l'environnement.

CHANTAL CANS

Auteur d'une thèse de droit «Recherche sur le fonctionnement des associations d'environnement», Bordeaux, 1983.

(1) L'écopouvoir, environnement et politique, de Pierre Lascombes, à paraître, Éditions La Découverte.

## ADRESSES

- ADEM (Association de défense pour l'environnement de Montchanin), 21, rue de la Maçon, 71210 Montchanin.
- LPO (Ligue française pour la protection des oiseaux), La Corderie Royale, BP 263, 17305 Rochefort Cedex. Tél. : (16) 46-99-59-97.
- ROC (Rassemblement des opposants à la chasse), Maison de la nature et de l'environnement, BP 261, 02106 Saint-Quentin Cedex. Tél. : (16) 23-62-31-37.
- ARTUS, BP 39, 41003 Blois Cedex. Tél. : (16-1) 54-74-10-10. Fax : (16) 54-78-14-14.
- Eaux et Rivières de Bretagne et de Basaa-Normandie (anciennement APPSB : Association pour la protection des salmonides en Bretagne), 1, impasse Camilla-Pallatan, 56100 Lorient. Tél. : (16) 97-84-88-95.
- FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature), Université Lyon-1, 43, boulevard du 11-Novembre, 69622 Villeurbanne Cedex. Tél. : (16) 78-89-81-24.
- SEPANSO (Société pour l'étude et la protection de l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest), 3, rue de Taulia, 33890 Bordeaux. Tél. : (16) 56-91-33-65.
- SEPNB (Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne), Ecole daa 4-Moulin, 186, rue Anatole-France, 29200 Brest. Tél. : (16) 98-49-07-18.
- France nature environnement (ou FFSPN, Fédération française des sociétés de protection de la nature), Maison de la Chavreuil, 57, rue Cuvier, 75731 Paris Cedex 05.

## HABITAT

# Un nouveau souffle pour les cités HLM

**D**ANS toutes les régions, au cœur des cités HLM, la vie associative bat son plein et fait preuve d'un dynamisme et d'une efficacité indéniable. Afin de répondre à la dégradation des logements, l'insécurité, l'insécurité sociale ou plus simplement au mal-être, les associations locales ou nationales, souvent en concertation avec les établissements bailleurs et les municipalités, tentent d'apporter des solutions rapides et efficaces.

«Aujourd'hui, résume M. Mercadal, délégué général de l'UNOPIHLM (Union nationale des fédérations d'organismes de HLM), les associations permettent non seulement leur cadre de vie mais aussi instaurent une médiation entre les individus et les différents guichets des services publics.» Et Jacques Bardet, président de la Fédération des offices, d'ajouter que «les actions sur le cadre bâti ne peuvent désormais plus se passer des initiatives associatives».

A chacun son ou ses problèmes, à chacun sa manière de les résoudre. Certaines associations prennent, par exemple, un protocole d'accord pour une réhabilitation du quartier, des enquêtes auprès des habitants, la lutte contre la délinquance et les dégradations, tandis que d'autres se vouent à la transformation de logements en lieux d'accueil enfants/parents, à la plantation d'arbustes, à la mise en place d'un

bar sans alcool et d'une salle de muséologie. Toutes les ressources financières sont envisageables : collectivités locales et régionales, Fond d'aide social, Caisse d'allocation-familiale, entreprises privées, etc. Un seul mot d'ordre : le mieux-être des habitants.

## Concertation de rigueur

La particularité de ces actions réside en une concertation accrue entre les principaux acteurs des quartiers et à l'obstination des associations qui, le plus souvent, obtiennent gain de cause. Ainsi, l'OPHLM (office public de HLM) de Rennes a rapidement compris qu'il fallait modifier le plan de réhabilitation mené dans le quartier de Maurepas. L'opération, concernant 910 logements regroupés dans dix tours, projetait d'effectuer prioritairement des travaux dans les halls et sur les ascenseurs. La CSCV (Confédération syndicale du cadre de vie) locale, dont le but est principalement d'améliorer la vie quotidienne en dehors du travail et de recueillir les avis individuels et collectifs, s'y oppose. Les locataires veulent que l'on s'occupe d'abord de leur appartement. En avril 1990, est alors signé un protocole d'accord entre l'OPHLM et la CSCV. De cette manière, les locataires ont pu, notamment, et par le biais de réunions, se faire entendre avant, pendant et après

toute la durée des travaux. Selon Yasmina Héligon, «le bilan de l'opération est globalement satisfaisant même si l'on peut encore faire un reproche à l'OPHLM tel que le manque de transparence et la qualité douteuse des finitions et des matériaux. En outre, si nous ne sommes pas parvenus à annuler l'augmentation des loyers (pour un T4, elle s'élève à 240 F par mois), nous sommes arrivés à la différer de quelques mois».

Dans un tout autre genre, les Francas de Béthencourt (Doubs) qui, après une enquête menée auprès des enfants, imagine une structure d'accueil pour les 6-12 ans afin d'essayer d'atténuer les conflits dus aux agissements des enfants. Pour bien faire, il fallait des locaux. La commune leur proposa une école mais les horaires seraient incompatibles avec le projet. En janvier 1992, la Société anonyme à loyer modéré de Franche-Comté met alors à disposition deux F4. Pendant six mois, et c'est là toute l'originalité de l'opération, 150 enfants travailleront, par roulement, à la réalisation de cette ludothèque-bibliothèque, dont l'accès est gratuit. Comme l'explique Josette Lebessé, déléguée locale Francas et coordinatrice du secteur enfance de Béthencourt, «c'est une des rares initiatives où les enfants sont acteurs dès le début du projet. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils observent un certain respect des locaux et de notre équipe. Cependant, il ne faut pas se leurrer, ce n'est là qu'une solution d'attente avant d'obtenir une véritable centre d'accueil».

Autre quartier, autre région, autre intervention. À Toulouse, dans le quartier d'Empalot, l'association Léo-Lagrange met en place l'entreprise d'insertion INOVA. En prévoyant l'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté, INOVA essaye, avec la collaboration de l'OPHLM de Toulouse, de faire participer des chômeurs longue durée, des RMIstes et des jeunes sans qualification à l'entretien des locaux moyennant rémunération. Le résultat est encourageant. En 1992, sur quinze salariés sortis, cinq ont trouvé un CDI (contrat à durée déterminée), un a décroché un CDI (contrat à durée indéterminée) et trois sont entrés en stage de formation qualifiante. A plus long terme, INOVA espère pouvoir faire déboucher l'opération sur une règle de quartier.

Au sein des quartiers en difficulté, le cadre de vie des habitants est donc en train d'évoluer. Cependant, cela ne va pas toujours de soi. François Quénec'h, président du conseil social des HLM, estime cependant qu'il existe aujourd'hui un véritable partenariat entre les offices et les associations. Chacun œuvre dans sa mission pour que les HLM puissent retrouver un peu de dignité.

AUORE TESSERRE

## SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX



Reconnue d'Utilité Publique, par décret du 22 Décembre 1890  
Sous le Haut Patronage du Président de la République  
Agréée par le Ministère de l'Éducation Nationale

# UNE ASSOCIATION MODERNE AU SERVICE DES ANIMAUX ET DES HOMMES

- Dons déductibles de vos revenus imposables (5 % pour les particuliers, et 3 pour mille du chiffre d'affaires pour les entreprises)  
- Exonérée de tous droits de succession en cas de legs ou de donation

39 Boulevard Berthier - 75017 PARIS  
Tél. 43 80 40 66 - Fax. 47 63 74 76 - Minitel 3615 Code SPA

Un service minitel pour votre association ?  
C'est possible sur le 3615 MGA



Annuaire des associations  
Présentation de votre association  
Agenda de votre association  
Boîte aux lettres

(Publicité)

LA VIE TOUT SIMPLEMENT  
tel est le titre de la nouvelle brochure de Couple et Famille.

LA VIE TOUT SIMPLEMENT  
n'est pas seulement une brochure d'information sexuelle et de prévention des M.S.T. et du SIDA.

LA VIE TOUT SIMPLEMENT  
est en vente à la Fédération nationale Couple et Famille, 26, place St-Georges, 75009 Paris. Tél. : 42-85-25-88.

Prix unitaire : 22,20 F (franco).

- Un autre espace pour les acteurs du quotidien ?  
- Une autre conception de la citoyenneté et de la démocratie ?  
- Une autre façon de comprendre le rapport à la politique ?

Association pour l'Antagonisme Initiative Locale et l'Economie Sociale  
Président : Pierre HENRIOT

Les cahiers Devenir - derniers numéros parus : L'évaluation : un défi démocratique  
- Un réformisme de gauche est-il possible ? - L'Europe sociale en question - Réflexions autour de la pratique du développement local - Apprentissage, vers un modèle français ?  
Méthodologie et après ? Faire la politique autrement. Le passage à l'économie de marché.

Renseignements sur demande :  
Association AILES, 30, rue René-Boulanger  
75010 Paris  
Tél. : 42-00-72-70.

**adac - MAIRIE DE PARIS**  
+ DE 400 ATELIERS et STAGES  
(enfants et adultes)

pour débutants ou confirmés - prise en charge possible  
175 disciplines artistiques, artisanales, arts du spectacle... et nouvelles technologies : INFOGRAPHIE 2D-3D, PAO, MUSIQUE FILM AO, LEGO AO, HOLOGRAPHIE, DESSIN D'ANIMATION AO, MULTIMEDIA... et PHOTOSHOP (week-end).

CONTACT : 42 33 45 54 lundi au samedi 14h-18h  
BROCHURE sur demande : 44 61 87 87 - 9b-18h30

Comité pour Léguer l'Esprit de la Résistance

Qu'en tous pays s'éteignent  
NAZISME - RACISME - EGOISME  
Que la jeunesse y veuille  
pour la réconciliation et le respect  
de la dignité humaine  
dans la fraternité

Renseignements, adhésions :  
«C.L.E.R.» BP 5041 - 24005 PERIGUEUX  
Tél. : 33-05-84-90

هكذا من الأنس



ASSOCIATIONS

ENFANCE

# Les pénates du divorce

**P**OUR fêter ses trois ans, Kevin a mangé un gros gâteau, fait quelques tours de manège, et elle joue à présent avec son camion rouge dans le jardin de la villa, sous l'œil attendri de David, son père. Toute ressemblance avec une famille classique s'arrête là. Divorcés, les parents de Kevin ont mis entre eux plusieurs heures de TGV. D'une minute à l'autre, la maman du bambin, installée à Grenoble depuis deux ans, vient chercher son fils, et David tâte déjà dans sa poche le billet de train qui doit le ramener ce soir vers son domicile parisien. La villa du 51 rue des Eaux-Clauses à Grenoble, dans laquelle il vient de connaître deux jours de complicité avec son fils, est, en fait, le siège de l'association La Pensée, créée en mars 1987 pour offrir aux familles éclatées un lieu propice aux retrouvailles.

« Ici, je me sens vraiment papa, je fais la cuisine, j'endors mon enfant dans son lit. Auparavant, exerçant mon droit de visite à la sauvegarde, j'étais l'impression d'être le père d'une pension alimentaire, explique David, sans point de chute à Grenoble, avec des moyens financiers limités par son divorce, j'en étais réduit à emprunter les jardins publics, ou pire à le rencontrer au domicile de mon ex-femme, ce qui se terminait souvent en catastrophe. »

Passée la porte de La Pensée, la salle de jeux en désordre, l'odeur de café chaud, la mappemonde trônant sur le bureau d'écolier en pin et la chère Chocolatade l'ont ramené à son fauteuil-famille, disant mieux qu'un long discours l'objectif du groupe de travailleurs sociaux, psychologues, éducateurs, et associations diverses à l'origine de cette initiative (1). « Faute d'un lieu adéquat où retrouver son enfant, l'ex-conjoint perd rapidement le contact avec celui-ci, lorsqu'il n'habite pas la même ville que la parent gardien. Ainsi l'union nationale des associations familiales estime-t-elle que 50 % des parents non gardiens disparaissent de la vie de leurs enfants dans les deux ans suivant la séparation », explique M<sup>me</sup> Annie Sellon-Porcada, directrice de l'association grenobloise.

Avec une capacité d'accueil de cinq à six familles, hébergées moyennant une participation de vingt-cinq à quatre-vingts francs, La Pensée soumet à plein régime durant le week-end. Elle n'en souffre pas pour autant au semaine. Chaque jour, une trentaine d'appels téléphoniques amènent du réseau associatif, de l'administration ou des familles elles-mêmes, affluent vers ce qui est devenu un centre de réflexion sur l'environnement psychologique et social du divorce, disposant d'un budget de cinq cent quatre-vingt mille francs, et d'une équipe de trois permanents, étoffée le samedi par deux bénévoles et une psychologue à temps partiel (2).

## Stade expérimental

« L'hébergement de parents éloignés nous a logiquement conduits vers une démarche plus globale. Par exemple, il arrive que certains parents habitant tous les deux Grenoble aient des relations tellement conflictuelles qu'ils aient besoin de nous comme d'un lieu neutre, pour procéder à l'échange de l'enfant. Intervenant de plus en plus dans le sens de la médiation familiale, nous nous efforçons de développer, entre professionnels, une réflexion sur notre éthique », poursuit M<sup>me</sup> Sellon-Porcada.

Plus de trois cents familles ont été concernées depuis l'ouverture, en mai 1988, de cette maison qui faisait alors figure d'exemple en France. Depuis, des initiatives comparables ont vu le jour, notamment à Villeurbanne, Mœux, Lorient, Laval et, en Suisse, à Genève. Les pionniers grenoblois, pour leur part, considèrent que, sur un terrain aussi complexe, ils sont encore loin d'avoir quitté le stade expérimental.

ÉLISABETH DEVAL

(1) Collectif petite enfance, Ecole des parents et des éducateurs de l'Isère, foyer de l'Onisem bleu, Nouveau Mouvement de la médiation parentale, Service de l'enfance, Comité de famille, Solidarité femmes, Syndicat des familles monoparentales.

(2) Le financement est assuré par la mairie de Grenoble, le conseil général de l'Isère, la Fondation de France, les ministères de la Justice et des Affaires sociales, le secrétariat d'Etat aux droits des femmes.

## OFFREZ UNE VIE DE FAMILLE À DES ENFANTS ORPHELINS OU SÉPARÉS DE LEURS PARENTS.

Grâce à votre aide, ils grandiront dans un village d'enfants sos.

Ils retrouveront une vie de famille, avec une maman sos, avec leurs frères et sœurs, dans une maison, ou cœur d'une agglomération où sont présents structures scolaires et équipements sportifs.

Aider ces enfants, c'est leur offrir une vie d'enfant normale tout simplement.

Association reconnue d'utilité publique  
6, cité Monthiers - 75009 PARIS  
Tél. (1) 45 26 71 79



JE FAIS UN DON POUR OFFRIR AUX ENFANTS EN DETRESSE UNE VIE DE FAMILLE DANS UN VILLAGE SOS DE FRANCE

☐ OUI, je vous adresse :  
☐ 90F ☐ 150F ☐ 250F ☐ 560F entre ..... F  
à l'ordre de "Villages d'enfants sos-France".

Cette somme servira à la formation des mères sos, à la construction et la rénovation des maisons sos, aux dépenses éducatives... Elle permettra à des enfants en détresse de vivre une vie de famille dans un village sos en France. Vos dons bénéficieront d'une déduction fiscale dans les limites prévues par la loi.

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Tél. (facultatif) : .....

Bon à renvoyer à : Villages d'enfants sos de France

6, cité Monthiers 75009 PARIS

Un grand merci au journal qui, par son aide, nous permet d'agir plus efficacement.

AIDE

# Fondation de France, la belle inconnue

**S**ON nom évoque bien quelque chose de végétatif philanthropique. Dans le domaine du patrimoine, peut-être ? De la restauration de châteaux... ? La Fondation de France, méconnue du grand public, rêve d'une notoriété égale à celle de Médecins sans frontières. Simple, immédiate. Qui évite d'avoir à éditer une épaisse plaquette de présentation chaque fois qu'on sollicite des fonds. « La difficulté, c'est que nous ne sommes pas identifiés à une cause, puisque notre champ d'activités est très large », regrette Dominique Lemaître, directrice du département fiduciaire, du mécénat et des fondations. Et puis, comme nous n'intervenons pas dans l'urgence, nous ne sommes pas là où sont les caméras. »

Créée il y a bientôt vingt-cinq ans, en 1969, à l'initiative d'André Malraux et du général de Gaulle, la Fondation, premier mécène privé en France, est présente sur tous les fronts, dans l'Hexagone comme dans le tiers-monde, dans le domaine de la solidarité comme dans celui de la santé, de l'environnement ou de la culture, au profit des enfants comme des personnes âgées... Son slogan : « Nous aidons tous ceux qui veulent aider », traduit à la fois cette diversité et le caractère de son mode de fonctionnement. Car cette institution privée, sans but lucratif, indépendante et reconnue d'utilité publique, n'œuvre que par l'intermédiaire des fondations qu'elle abrite et des associations qu'elle soutient.

« Dans le cadre de ses programmes propres, la Fondation de France subventionne plus de 3 000 associations, comptabilisées Francis Charhon, directeur général de la Fondation. Des petites structures, de proximité, qui ont du mal à collecter des fonds. Pour Médecins sans frontières, 200 000 francs ne représentent qu'une goutte d'eau... En outre, les petites associations ont souvent des solutions originales à proposer pour résoudre les problèmes locaux. » Sur la liste sans fin des actions innovantes soutenues par la Fondation, on relève les « Points de rencontre », ces lieux de médiation qui facilitent l'exercice du droit de visite dans le cas de divorces conflictuels, un réseau de consultants en gérontologie, œuvrant notamment auprès des collectivités locales. Le rire médecin, cette association qui fait venir des clowns pour distraire les enfants en milieu hospitalier, ou encore un fonds d'aide au logement pour les malades du Sida qui ont perdu leur travail.

Pour conserver cette fonction de « tête chercheuse », la Fondation limite son soutien dans le temps. Le meilleur programme n'est pas subventionné plus de trois ans. « Traquant » sans

relâche l'innovation sociale, la Fondation, poursuit M. Charhon, s'est lancée dans un travail d'écoute « à une échelle encore plus fine que celle des associations : dans dix sites en France, nous prenons actuellement en compte les projets des habitants des quartiers défavorisés ».

## Lutte contre les exclusions

Chaque année, pour ces programmes, quelque 300 millions de francs sont collectés par le biais de mailings. Pour 1994, leur affectation va, malheureusement, de soi. « Il est difficile aujourd'hui de solliciter des fonds pour la culture... Dans le cadre des actions de "solidarité", auxquelles nous consacrons l'an prochain plus de la moitié de nos moyens financiers, nous donnerons la priorité à la lutte contre les exclusions de tous ordres (pauvreté, chômage, illettrisme, handicaps, vieillesse...) ». La santé (29 % des crédits), viendra juste après, également sous son aspect social : conditions de vie des malades, prévention du suicide des jeunes, accompagnement des malades du sida...

L'« autre » Fondation de France, encore plus méconnue, c'est Dominique Lemaître qui le raconte le mieux. Cette jeune femme longiligne, dont le débit verbal impressionne autant que l'enthousiasme, reçoit à longueur d'année dans son bureau des candidats à la création de fondations. Car la Fondation de France offre à toute personne ou entreprise désireuse de poursuivre une action d'intérêt général la possibilité de créer en son sein une fondation, que l'on dit « abritée », et pour laquelle il n'est pas besoin de mobiliser un capital aussi important que pour les fondations

reconnues d'utilité publique (5 millions de francs).

On en compte 360 aujourd'hui, sous l'aile protectrice de la Fondation de France qui en contrepartie du don ou du legs testamentaire, s'engage à respecter scrupuleusement le vœu du donateur. « Ce n'est pas toujours évident ! », admet Dominique Lemaître, qui se souvient encore de ce chat que la Fondation a bien failli avoir la charge de nourrir dans l'atelier de son maître défunt pendant des années, en échange d'une collection de tableaux. « Les gens ont tendance à vouloir organiser l'éternité », Dominique avoue être souvent « remuée » par ces parents qui, après le mort de leur enfant, créent une fondation contre la maladie qui l'a emporté : « Il y a beaucoup de cas de ce genre, de "petites" fondations dont le capital est de 1 ou 2 millions. » Touchée également par des gestes de générosité totalement désintéressés, comme celui de ce particulier qui donne chaque année plusieurs millions de francs contre la pauvreté, en exigeant que l'on taise son nom, même après sa mort.

Certaines fondations individuelles sont aujourd'hui célèbres, telles la Fondation Georges Besse

pour les « espoirs de l'industrie française » ou la Fondation Salavin-Fournier, qui permet d'attribuer chaque année à une vingtaine de jeunes de dix-huit à trente ans ayant une forte vocation, des « prêts d'honneur » de 30 000 francs. Une quarantaine d'entreprises disposent également d'une fondation, comme Cartier pour l'art contemporain, Rank Xerox ou le Club Méditerranée dans le secteur social. Evian dans la recherche en pédiatrie. « Je crains néanmoins que les créations de fondations ne stagnent à l'avenir. Les budgets de mécénat tendent à se réduire. Les dirigeants d'entreprise ont de plus en plus de mal à les justifier auprès de leurs salariés, surtout si, dans le même temps, ils leur demandent des efforts salariaux... » Dominique, si elle en avait un jour les moyens, créerait bien elle aussi sa fondation... « contre la pauvreté », parvient-on finalement à lui faire avouer.

PASCALE KRÉMER

► Fondation de France, 40, avenue Hoche, 75008 Paris. Tél. : (1) 44-21-31-00.

## LA MAISON DES ASSOCIATIONS DE PARIS

Une Maison de Projets... Le Carrefour des Associations au centre de Paris  
Un partenariat unique et original entre les associations, la Mairie de Paris, les élus et le public.  
Ses espaces sur 900 m<sup>2</sup> : - Salles de réunions  
- Expo/Forum/Colloques  
- Réceptions  
Ses services : - un fichier informatisé d'associations  
- des permanences d'associations  
- les conseils juridiques  
- le dépôt de documentation  
- le 3615 ASSOPARIS  
Maison des Associations de Paris  
Porte des Jours - Grande-Gallerie  
Nouveau Forum des Etoiles, 75001 PARIS  
Tél. : 42-33-74-00, FAX : 42-33-30-31  
Ouvert au public du mardi au samedi de 10 heures à 19 heures

# 34 RUE LA PÉROUSE : PUSSEZ LES PORTES D'UN MONDE D'OPPORTUNITÉS

Pour réussir votre projet d'expatriation, commencez par un court séjour au 34 rue La Pérouse, à Paris : c'est l'adresse de la Maison des Français de l'Étranger.

Vous y rencontrerez les représentants d'administrations et d'organismes qui vous guideront dans vos démarches et formalités et qui vous informèrent sur les possibilités d'emploi.

Vous y consulterez les monographies réalisées et actualisées en permanence par l'Acife. Exhaustives et courtes, elles concernent plus de cent pays. Pour un prix modique, vous pourrez acquiescer celles de votre choix.

Les conditions de vie qui vous attendent dans le pays où vous partez, le point sur toutes les démarches à accomplir, ici comme là-bas : votre visite est le complément indispensable du passeport et du visa. Le sésame du monde.

Pour plus d'informations, tapez 36 15 code A1.



MAISON DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER  
ACIFE

34 rue La Pérouse - 75116 Paris - Tél. : (1) 40 66 60 79 - (1) 40 66 69 20

## LA REVUE JURIS ASSOCIATIONS



UN ENSEMBLE COMPLET ET UNIQUE DE SERVICES POUR VOUS AIDER À BIEN GÉRER VOTRE ASSOCIATION

- La revue JURIS-ASSOCIATIONS
- Des guides pratiques
- Un service de conseil
- Un serveur minitel 3615 + ASSOC
- Des formations

Les ouvrages sont disponibles en librairie. Pour renseignements, ou pour demander le programme des formations, notre catalogue, un exemplaire gratuit de la revue, nous écrire à :

JURIS-ASSOCIATIONS,  
12 quai A. Lassagne 69001 Lyon  
ou par minitel : 3615 + ASSOC

ASSOCIATIONS

LUTTE CONTRE LE SIDA

# Histoire d'une chaîne de solidarité

**Q**UELLE est l'initiative privée qui, en dix ans à peine, sera parvenue à devenir l'une des pierres angulaires du système sanitaire et social, de la santé publique et du droit face à un problème majeur du monde contemporain ? Pour avoir sa pleine coloration, la question devrait être ainsi complétée : « cela malgré l'indifférence ou l'opposition, dans un premier temps, des pouvoirs publics, et malgré l'extrême réticence des donateurs privés comme du mécénat humanitaire. » On l'aura compris, il s'agit du réseau associatif de lutte contre le sida, diversément évoqué par les médias, et généralement dans des termes assez éloignés de la réalité.

Cela peut se comprendre : VLS, AIDES, ARCAT-Sida, APARTS, Act-Up, AFS, AACS, Sol-En-Si... Autant de sigles pas toujours éloquents. Autant de manifestations différentes d'un engagement contre l'épidémie la plus inquiétante de cette fin de siècle, engagement qui, en France, remonte à dix ans. Anniversaire symbolique mais peu réjouissant, car cette décennie a été jalonnée de morts innombrables au sein des initiateurs ou des inspirateurs de ce mouvement de citoyens. Parmi eux quelques figures qu'il nous est impossible d'oublier : le docteur Jean-Florian Mettetal, l'un des cofondateurs d'AIDES, avec Daniel Defert et Frédéric Edelmann (1), disparaissait voilà un an, presque en même temps que Michael Pollack, remarquable sociologue de l'exclusion, et, peu avant, le docteur Denis Bucquet, l'un des meilleurs épidémiologistes de la maladie qui devait l'emporter.

Comme aux Etats-Unis, où sont nées les premières ONG, comme partout dans le monde, l'épopée française des associations de lutte contre le sida est indissociable de ces deuils répétés, fortement sym-

bolisés par le patchwork des noms. Cette association « de fait » repose sur une œuvre collective : des rectangles de tissus dessinés, tissés, découpés, cousus, chacun en souvenir d'un mort, qui, rassemblés en immenses drapeaux, traduisent, dans les pays occidentaux, une forte manifestation de souvenir et d'affection.

Cette constance du deuil, l'investissement de nombreux séropositifs et malades dans les associations, sont cependant à l'origine d'une confusion dans l'esprit d'une large partie du public, des médias, et même des institutions censées être informées. Lorsqu'on parle d'organisations non gouvernementales de lutte contre le sida, il est devenu rituel de parler des « associations de malades », comme si les nombreux professionnels qui ont rejoint les bénévoles devaient tous avoir un certificat de séropositivité...

L'expression reflète souvent une naïveté. Mais, parfois aussi, elle est une manière commode d'insinuer qu'il ne s'agit là que d'individus soucieux de leur seul intérêt, donc dépourvus d'objectivité et de sérénité. Or, derrière la diversité des sigles se manifeste une géographie complexe mais organisée, née d'une histoire agitée, quelquefois pittoresque, éventuellement brutale, à l'image d'une épidémie cruelle dont les victimes les plus nombreuses restent en France des personnes jeunes, en pleine force de leurs moyens, donc susceptibles de réagir - l'expression prend ici tout son sens - avec l'énergie du désespoir.

## D'abord des chercheurs

La géographie et l'histoire se croisent, nous ne pouvons tenter ici qu'un exercice de clarification. Dans cette brève histoire du temps du sida, les premiers à s'associer

auront été en fait les chercheurs, que ce soit pour regrouper leurs réflexions ou pour rechercher des fonds. Ce sont l'Ardivi ou l'Arvida, au sein desquelles on retrouve alors les noms des découvreurs du virus ou du test et, plus généralement, les chercheurs les plus intuitifs. Leurs intérêts, depuis, ont eu l'occasion de diverger sur un échiquier riche en chausse-trappes, et où l'ambition conduit volontiers à des promesses imprudentes. Aujourd'hui, les organismes se sont multipliés, les uns pour soutenir une équipe précise dans tel hôpital ou tel laboratoire, les autres, plus collégiales, pour tenter de construire de vastes organismes de collecte de fonds privés pour la recherche contre le sida, comme il en existe pour le cancer ou la myopathie. Restent une ou deux associations dont l'objectif est plus purement technique, comme le réseau ACCTES, qui conduit notamment l'enquête épidémiologique « séroco », la plus ancienne du genre.

Vaincre le sida (VLS) devait être, en 1983, la première association à se préoccuper de faire intervenir le citoyen dans la lutte contre le sida. Venue peut-être trop tôt, à l'initiative du docteur Patrice Meyer, VLS devait végéter des années durant, et supporter de voir son image occultée par celle d'AIDES avant de renaitre il y a peu, en développant d'efficaces moyens d'assistance à domicile. AIDES, fondée avec Daniel Defert en décembre 1984 après la mort de Michel Foucault, fut méthodiquement pensée dès l'origine pour répondre à des objectifs et selon un schéma qui n'ont varié qu'en raison de l'ampleur prise par l'association. Aider les malades, répondre aux inquiétudes, développer une prévention dont les gouvernements tardaient, c'est le moins qu'on puisse en dire, à se préoccuper, défendre les droits des séropositifs, tels étaient les princi-

paux objectifs, les moyens quant à eux devant être ceux d'un volontariat inspiré du modèle américain. Dans le jargon maison, seule une « action multiforme » pouvait répondre aux problèmes posés par le sida, ce « révélateur » des carences de l'Etat, du ministère de la santé et du dispositif social. Depuis sa création, les volontaires de AIDES auront, à cet égard, et au-delà des vicissitudes inhérentes au bénévolat, accompli un travail à la fois indispensable et souvent remarquable auprès des personnes touchées.

## Une révolte à canaliser

Emmanuel Hirsch offre, dans son ouvrage *AIDES Solidaire* (1), un grand nombre de témoignages et d'archives sur les années pionnières de ce qui est devenu un véritable mouvement, avec ce que cela signifie de personnalités sacrées et de mythes. En 1987, le groupe fondateur se sépare. Divergences stratégiques, questions personnelles, sans doute, mais, au-delà, la multiplicité des problèmes engendrés par le VIH, la nécessité ressentie ici et là de nouvelles réponses se révèlent dans une véritable floraison associative, dont cette fracture est l'inévitable expression. Pas un aspect de l'épidémie qui ne se trouve alors représenté, par type d'objectif ou d'action (la prévention, l'aide au logement, le secours d'urgence, la soutien à domicile, etc.), ou par type de « victimes » réelles ou potentielles - du sida (les malades, les séropositifs, les toxicomanes, les jeunes, les enfants, les mères, les artistes, etc.), sans compter la spécificité des associations elles-mêmes (chrétiennes, etc.).

Une autre association à objectifs multiples voit cependant le jour. ARCAT-Sida, fondée en 1985 peu après AIDES, mais dont les actions restaient cantonnées à la recherche clinique, accueille, en 1987, les dissidents de la fédération. Cela permet de développer un autre type d'intervention qui, au lieu de se fonder sur les relais professionnels existants (médecins, infirmiers, dentistes, travailleurs sociaux), dont certains, il est vrai, peuvent être « convertis » à la solidarité. Il s'agit ensuite pour ARCAT-Sida de créer des structures fortement professionnalisées pour les plus démunis et engager un partenariat avec les organismes mutualistes ou les grands groupes caritatifs existants, comme l'Armée du salut.

Ni AIDES, dont l'investissement médiatique agace ses concurrents grands ou petits, ni ARCAT-Sida, présidée par Pierre Bergé, ni aucune des autres associations existantes ne suffisent plus, pourtant, depuis le début des années 90, à canaliser un type de réaction nouveau face à l'épidémie : le désespoir et la révolte. Un nombre important de personnes affectées par le virus ou leurs proches continuent certes de miser sur la solidarité, sur l'action de terrain, mais parmi ces personnes que la maladie menace nombreux aussi sont ceux qui optent pour le refus, la révolte et le rejet. Ils rejoignent les rangs d'Act-Up, créée en 1989, là encore sur un modèle américain du même nom, par Didier Lestrade. A leur

manière, les militants d'Act-Up font durement sentir aux bénévoles de AIDES ce qu'est l'impérialisme médiatique. Quand il était quasiment impossible de sensibiliser les médias à l'urgence de l'épidémie, le groupe activiste va parvenir à intéresser les chaînes de télévision par quelques actions spectaculaires, perçues comme symboliques par eux, mais comme brutales par ceux qui en font les frais : menottes, jets de peinture rouge, manifestations plus ou moins bruyantes, bref, tout un arsenal que le jargon d'Act-Up désigne comme un « zap ». Au demeurant, les actions d'Act-Up ne s'arrêtent pas là, et plusieurs des « activistes », participants aux groupes interassociatifs ou institutionnels qui travaillent, par exemple, sur les traitements.

La géographie associative pourrait s'arrêter là si n'intervenait le rôle des pouvoirs publics, pour le meilleur et pour le pire. Il y aura d'abord en des offensives purement politiques, sortes d'OPA sur le milieu associatif sida, comme sur les autres causes humanitaires, qui se feront en gros et comme ailleurs soldées par des échecs, quand ce n'est pas par des rapports de l'IGAS (le Monde du 12 novembre). Mais des relations à la fois plus riches et plus pernicieuses se sont créées avec les administrations : venues tard au sida (l'Agence française de lutte contre le sida est créée en 1990, peu après Act-Up), celles-ci se trouvent souvent dans la situation d'arbitrer et de distribuer des subventions à des associations qui ont pour elles non seulement l'antériorité mais la réalité de l'expérience et l'expertise. Une inévitable confusion est ainsi née du statut associatif de l'AFLS, statut utile en fonctionnement de l'Agence, mais générateur de

conflits de territoire. Que ce soit par l'AFLS, par les services de la Direction générale de la santé (DGS) ou par d'autres administrations, des projets importants auront pu ainsi être soutenus, bloqués, vilipendés ou encensés et... récupérés, selon les heures, les humeurs et les amours-propres. Un exemple parmi d'autres : la diffusion des aérools de pentamidine à domicile (un traitement préventif de la pneumocystose), mise au point par ARCAT-Sida, aura d'abord été refusée par la DGS, et soutenue financièrement par la DGS, et soutenue par l'AFLS, à laquelle il fut alors reproché de sortir de son « rôle », pour être repris par la DGS...

Certes, le problème n'est pas propre au sida. Le rapport du Conseil économique et social paru cette année sur « L'exercice et le développement de la vie associative », celui de l'UNIOFSS portant sur la « Cohésion sociale et la prévention de l'exclusion », paru dans le cadre de la préparation du XI<sup>e</sup> Plan, ou celui enfin publié par le Commissariat au Plan sous le titre *Santé 2010*, tout indique que l'ambiguïté des rapports entre pouvoirs publics, administrations et associations devra impérativement être clarifiée et les règles du jeu précisées. Sous peine de fragiliser gravement un mouvement de citoyens, essentiel pour la vie sociale et pour la santé, qui se bat contre ce redoutable additif au malheur des plus fragiles qu'est l'épidémie du sida.

**FRÉDÉRIC EDELMANN**  
(Notre collaborateur est vice-président d'ARCAT-Sida et directeur du Journal du sida.)

(1) Editions du Cerf, 1991.

## ADRESSES

- **AACS** : Association des artistes contre le sida (collecte de fonds pour la recherche et les associations d'aide aux malades). 5, rue de Bois-de-Boulogne, 75116 Paris. Tél. : (1) 45-00-53-53.
- **ACTES** : Association de coopération et de coordination de travaux d'études sur le sida (recherche). Hôpital Necker, 149, rue de Sévres, 75015 Paris. Tél. : (1) 44-49-49-71.
- **Act-Up Paris** : Agir, conseiller, travailler, unifier, protéger (actions politiques, revendication). BP 12, 75462 Paris Cédex 10. Tél. : (1) 42-01-11-47.
- **AIDES Fédération** (accueil juridique et social, accompagnement, formation de volontaires, groupes de paroles). 247, rue de Belleville, 75019 Paris. Tél. : (1) 44-52-00-00. De nombreuses sections existent dans les principales villes de France.
- **APARTS** : Association pour les appartements et relais thérapeutique et social (hébergement, réinsertion de malades du sida). 45, rue Rébéal, 75019 Paris. Tél. : (1) 42-45-24-24.
- **ARCAT-Sida** : Association de recherche, de communication et d'action pour la prévention du sida (aide aux malades, service social, soins à domicile, aide à la recherche, publications, édition mensuelle du *Journal du sida*). 13, boulevard de Rochechouart, 75009 Paris. Tél. : (1) 49-70-95-90.
- **Patchwork des noms** (dépliants de patchworks réalisés par l'entourage de malades décédés). 7, rue de la Guadeloupe, 75018 Paris. Tél. : (1) 42-05-72-55.
- **Sol-En-Si** : solidarité, enfants, sida (garderie, recherche logement parcellaire, soutien). 35, rue Durie, 75020 Paris. Tél. : (1) 43-49-63-63.
- **VLS** : Vaincre le sida (aide et soins à domicile). 41, rue Volta, 75003 Paris. Tél. : (1) 45-35-00-03.
- **Pour tout renseignement complémentaire** : SIS : Sida Info Service, (permanence téléphonique 24 heures/24). 204-206, rue de Belleville, 75019 Paris. Tél. : (1) 06-36-66-38 (appel gratuit).

Si vous avez réussi à nous convaincre vous avez déjà presque réussi.

Depuis 11 ans, l'Association Jacques Douce organise un concours ouvert aux jeunes de moins de 30 ans qui ont un projet d'entreprise concernant la diffusion de services et de produits de communication. Tout au long des étapes du concours, un conseil de personnalités du monde des affaires juge à la fois de la rigueur et de l'originalité du projet.



S'ils réussissent à convaincre les membres du conseil, les lauréats bénéficient non seulement d'une aide financière mais aussi d'un réseau relationnel composé de grands décideurs économiques. Si vous êtes sûr de vous et de votre projet, contactez l'ASSOCIATION JACQUES DOUCE au 45 03 30 77. Date limite dépôt des candidatures 6 janvier 94.

Avec le soutien de la BNP

(2), Rue de la Tour - 75116 Paris Tél. : (1) 45 03 30 77 - Fax (1) 45 03 40 04 - N° de réponse (1) 40 72 80 09

ASSOCIATION JACQUES DOUCE

## Le Monde HEURES LOCALES

UN BOL D'AIR  
FRAIS CHAQUE  
WEEK-END,  
AVEC LA VIE  
DES RÉGIONS ET  
DES VILLES  
DE PROVINCE

Chaque samedi dans le Monde daté dimanche-lundi



**BIMP Banque Industrielle & Mobilière Privée**

SIÈGE SOCIAL A PARIS 8 - 22, RUE PASQUIER

**PRIVASSOCIATIONS :**  
une exigence de performance en toute sécurité.  
PRIVASSOCIATIONS s'impose le respect de trois grands principes qui lui assurent la fidélité des investisseurs :  
La qualité des actifs.  
Les supports d'investissement de PRIVASSOCIATIONS présentent une signature irréprochable lui garantissant une sécurité optimale.  
L'absence de risque de taux.  
Elle se traduit par une régularité exceptionnelle de la performance.  
Un degré élevé de liquidité.  
Il permet aux souscripteurs de réaliser des mouvements importants, sans affecter la performance de la SICAV.

Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à la :  
Direction des Associations de la BIMP  
22, rue Pasquier - 75008 Paris - Tél. : 40 06 60 00

هكذا من الأهل